

144,1

- [OPINION](#)
- [REVIEW & OUTLOOK](#)

Internet Censorship à la Mode

France tries to block web searches on computers in San Diego and Seoul.



ENLARGE

PHOTO: REGIS DUVIGNAU/REUTERS

March 30, 2016 7:35 p.m. ET

[3 COMMENTS](#)

There's a new global censor in town, and it's not China or Russia. It's France. A ruling this month from a regulator in Paris threatens to limit an American's or Korean's access to information on the Internet.

France's privacy regulator, known as CNIL, last week fined Google €100,000 (\$112,000) for not applying Europe's "right to be forgotten" across the search engine's global network of sites. This arises from a 2014 European Court of Justice ruling that people can force search engines, social media sites and the like to remove links to sites that "appear to be inadequate, irrelevant or no longer relevant or excessive"—which means simply unflattering. The case was launched by a Spanish man unhappy that newspaper accounts of the repossession of his house kept popping up when anyone searched for his name on the Web.

To comply with that ruling, Google already has delisted more than 517,000 links from the European versions of its search platform, such as its French site google.fr. The company also agreed to filter search results based on an Internet user's location, so a person in France would no longer be able to find a delisted link on the American google.com, but the link would be accessible to someone in the U.S.

Now Paris contends that only a world-wide scrub will do. "For people residing in France to effectively exercise their right to be delisted, it must be applied to the entire processing operation," the regulator says. **If it stands, this ruling would compel Google to remove links globally.**

Not only does this erode freedom of speech in principle, it limits the ability of non-Europeans to vet French prospective business associates or German job applicants. It also sets a precedent for other regimes to attempt the same censorship. China could block search results relating to the Tiananmen Square massacre globally.

Google plans to appeal this decision, and it could benefit from Washington's support. One leverage point the U.S. could use to maintain Americans' open access to the Internet is the Transatlantic Trade and Investment Partnership negotiations. **Europe's censorship of its own Internet is bad enough, and other countries should resist the spread of this unfreedom at every opportunity.**

L'Europe sur la touche

ANA PALACIO

Ana Palacio, a former Spanish foreign minister and former Senior Vice President of the World Bank, is a member of the Spanish Council of State, a visiting lecturer at Georgetown University, and a member of the World Economic Forum's Global Agenda Council on the United States.

MUNICH – L'ordre international libéral, qui contribue à la stabilisation du monde depuis la fin de la guerre froide, est aujourd'hui mis à rude épreuve. Esprit de revanche de la part de la Russie, chaos au Moyen-Orient, et bouillonnement des tensions en mer de Chine méridionale sont autant de symptômes d'un début de craquelure du système.

Nombreux sont les moteurs d'instabilité, parmi lesquels une réorientation de la puissance économique depuis l'Occident vers l'Orient, un affaiblissement des institutions officielles, ainsi qu'un désamour généralisé de l'opinion à l'égard de ses dirigeants au sein des démocraties occidentales. Deux évolutions clés viennent néanmoins particulièrement éroder l'ordre international libéral : retrait de l'Amérique à l'écart du leadership mondial, et persistance de la crise en Europe.

Plusieurs signaux récents semblent indiquer de la part de l'Amérique une volonté de s'affirmer à nouveau. Après six années de ce que l'on a appelé le « leadership depuis l'arrière », ainsi que de lignes rouges tracées sans aucun effet, le président américain Barack Obama commence à viser un certain nombre d'ententes innovantes et flexibles – qu'il s'agisse d'arrangements diplomatiques ou militaires – afin de répondre aux menaces globales.

En 2015, l'administration Obama a joué un rôle crucial dans l'élaboration de l'accord climatique de Paris, ainsi que dans l'émergence d'un accord visant à maîtriser le programme nucléaire iranien. De même, la semaine dernière, le Secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a **dévoilé** une proposition de budget militaire pour 2017, qui signale une volonté d'adopter une posture internationale musclée. Cette proposition fait intervenir le financement d'opérations navales en Asie, le réapprovisionnement d'un arsenal militaire éprouvé par la lutte contre l'État islamique, ainsi qu'un véritable engagement en faveur de l'innovation technologique.

La pièce maîtresse de cette proposition réside néanmoins dans une démarche consistant à quadrupler les dépenses américaines en Europe, afin de « soutenir les alliés de l'OTAN face à l'agression russe ». Beaucoup en Europe éprouveront sans doute un soulagement suite à l'annonce de Carter. Inquiète pendant des années face au « pivot » stratégique d'Obama en direction de l'Asie, alors même que la Russie semait le trouble en Ukraine, l'Europe est aujourd'hui à nouveau au centre des préoccupations stratégiques de l'Amérique. Le message de fond n'en demeure pas moins encourageant. En effet, si l'Amérique se décide aujourd'hui à agir, c'est parce que ses partenaires européens n'y parviennent pas.

Il y a là une distorsion troublante. Si l'engagement américain est nécessaire pour susciter une dynamique favorable, c'est bien le poids de l'Europe qui sert de masse critique indispensable à l'orientation de l'ordre mondial libéral dans une direction positive. Du point de vue de l'Union européenne, le récent coup de pouce sécuritaire des États-Unis fait naître la possibilité de voir l'Europe, après plus de vingt ans de prééminence croissante, perdre son influence dans la fixation de l'ordre du jour.

En 2011, après l'opération de l'OTAN en Lybie, qui a exposé au grand jour les limites des capacités militaires de l'Europe, le Secrétaire américain à la Défense de l'époque, Robert Gates, se rend à Bruxelles. Il formule alors un [message](#) sans équivoque : « Si l'actuel déclin des capacités militaires européennes n'est pas stoppé voire inversé, les futurs dirigeants américains – ceux qui n'ont pas connu comme moi l'enseignement de la guerre froide – risquent tout simplement de considérer que le retour ne mérite pas l'investissement des États-Unis dans l'OTAN. »

Depuis, la Russie est parvenue à annexer la Crimée et à déstabiliser l'Ukraine de l'Est. L'instabilité au Moyen-Orient a engendré une crise migratoire à grande échelle. Le terrorisme a resurgi au point de constituer une grave menace. Et pourtant, malgré de nombreux discours sur l'harmonisation et le renforcement des capacités défensives de l'Europe, rien de très significatif n'a été accompli.

Le changement de calcul opéré par l'Amérique n'est en rien la conséquence d'une Europe qui se serait ressaisie, mais témoigne tout simplement d'un discernement selon lequel la menace soulevée par la Russie ne peut plus demeurer hors de contrôle. Cette prise de conscience découle d'un récent [rapport](#) produit par Rand Corporation, qui révèle à quel point les partenaires baltes de l'OTAN – Estonie, Lettonie et Lituanie – se retrouveraient en situation de vulnérabilité face à une agression russe. À l'heure où le niveau faible et persistant du prix des énergies exerce une pression croissante sur le Kremlin, le risque augmente de voir le président russe Vladimir Poutine chercher à attiser les flammes du nationalisme en se déchaînant à nouveau.

À première vue, la décision consistant pour l'Amérique à se confronter à la Russie nous rappelle plusieurs épisodes passés au cours desquels l'Europe s'était révélée incapable de répondre aux défis présents à son voisinage – et notamment l'épisode marquant de Bosnie dans les années 1990. Or la situation actuelle s'avère encore plus périlleuse, telle la réminiscence d'une période de guerre froide au cours de laquelle l'Europe était davantage un objet qu'un véritable acteur de la géopolitique. Ainsi le continent risque-t-il à nouveau de devenir l'échiquier sur lequel l'Amérique et le Kremlin s'affronteraient pour leurs propres intérêts.

En 2001, les États-Unis représentaient un cinquième de la production économique mondiale. Cette proportion est aujourd'hui inférieure à un sixième. Quel que soit le degré d'engagement et d'innovation que conserve le leadership américain, les États-Unis ne sont plus en mesure d'assurer à eux seuls la pérennité de l'ordre international libéral. L'Amérique a besoin d'alliés dans le cadre de cet effort, et l'UE, encore aujourd'hui première économie mondiale malgré des années de stagnation, constituerait le candidat idéal – si seulement elle décidait de se ressaisir.

Au cours du XX^e siècle, l'Europe a toujours été le partenaire de premier recours des États-Unis. Aujourd'hui, alors que l'Amérique a de nouveau besoin d'elle, l'UE ne cesse de dériver en direction de la touche. À moins que ses dirigeants ne changent de cap, la douloureuse fissure de l'ordre mondial libéral ne cessera de se propager.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

Luxembourg planning to strengthen EU's geopolitical presence as a global player

Written by Desmond Hinton-Beales on 15 July 2015 in Opinion

Jean Asselborn tells the Parliament Magazine that Europe can have a strong constructive foreign policy influence in a time of international crisis.



As Europe's longest serving foreign affairs minister, Jean Asselborn has been around the block a few times.

First taking up his post in 2004, the Luxembourgish politician was even in office during his country's previous six-month stint at the head of the EU council.

Things were not exactly rosy when Luxembourg took up the role of helming the EU on 1 January 2005 either.

While the 2004 wave of enlargement had welcomed 10 new countries into the EU fold, with Bulgaria and Romania slated to follow in 2007, and the economic crisis had yet to hit, the member states were still divided over the controversial issue of Iraq.

EU citizens were also making clear their frustrations with the proposed EU constitution which would lead ultimately to its rejection through national referendums in France and the Netherlands in the first half of 2005.

Against this background of external and internal discord, just over a year previously, at the end of 2003, the EU had produced its 'European security strategy' aimed at uniting the member states and easing transatlantic tensions.

Asselborn's experience of this tumultuous period in the EU's history is sure to come to the fore during this presidency as EU foreign affairs chief Federica Mogherini elaborates her plans to craft an updated, overarching version of this European response to the global foreign affairs situation.

The 'new European foreign policy strategy' is a process that the Luxembourg presidency will "wholeheartedly support and contribute to", stresses Asselborn.

The plan, which the foreign minister says is set to integrate the "changes that have taken place in the global international environment since 2003", will involve deep cooperation between Mogherini, the EU institutions and the member states.

The need for an updated framework for the EU's external relations is clear to Asselborn. "The European Union's current foreign policy situation is a very challenging one," says the Luxembourger, citing the "number of geopolitical crises that are taking place simultaneously, be it the crisis in Ukraine or the ongoing conflicts in the Middle East".

"In all of these issues, the European Union has a positive and constructive role to play. For this reason, the Luxembourg presidency will do its utmost to support the work of the high representative of the union for foreign affairs and security policy, as well as the European external action service."

A lasting solution in the Mediterranean

He also underlines that, "The external aspects of migration are at the top of the EU's agenda during the Luxembourg presidency. As minister of immigration, I am also dealing with the internal aspects of migration, and I will pay particular attention to the coherence of our efforts in the internal and external fields."

An item requiring particular attention is the ongoing migrant crisis in the Mediterranean. 2015 began with record numbers of migrants attempting the dangerous crossing from North Africa in order to reach Europe's southern borders.

The death toll has been huge and discussions over the need for solidarity and assistance for the member states most affected by these tragic events have been rumbling on.

The European commission's plans to meet this challenge through the redistribution among the member states of some 40,000 migrants that had reached Italian and Greek shores have also been the cause of rifts between some national governments.

Asselborn underlines that "finding lasting solutions to the Mediterranean crisis is among the presidency's core priorities".

"We believe this to be an extremely important point, especially in the light of the tragic loss of life in the Mediterranean sea."

"These events call for resolute and sustained actions at EU level in the field of migration and the Luxembourg presidency will continue these actions with a high degree of priority, as well as with the aim of saving lives and conducting an effective, equitable and credible immigration policy."

For the foreign minister it is "important to rally the European institutions, member states and citizens in order to ensure a sound management of migration to the EU."

"This should be done by intensifying cooperation with third countries, reinforcing solidarity between member states, stepping up the fight against the trafficking and smuggling of migrants, while increasing the channels of legal migration."

"Overall, Luxembourg supports a strategic and political approach with a long-term vision. We need to find a well-balanced package of responsibility and solidarity."

Deepening relations

For Asselborn, "The Luxembourg presidency's overarching foreign policy priority will be to further strengthen the European Union's presence on the global stage. In order to achieve this, we will first of all be committed to deepening existing relations with the EU's external partners."

"This will be done without putting into question the fundamental principles of European integration that lie at the heart of the construction of the single market: the uniform application of the EU acquis and the free movement of persons."

"Moreover," he adds, "the Luxembourg presidency is convinced that the prospect of EU membership remains a strong driver for reform at the borders of Europe. This is for the benefit of stability and prosperity on the entire continent."

For this reason, the presidency will pay particular attention to enlargement policy. Indeed, on the basis of the 2015 'enlargement package', for which the commission will apply a new methodology, we will work towards the consensual adoption of the annual 'enlargement' conclusions in December."

He also highlights his country's desire to contribute to the review of the European neighbourhood policy, with the aim of achieving concrete progress before the end of the year.

2015 also features key international conferences, with Asselborn emphasising the 12th Asia-Europe foreign ministers' meeting in Luxembourg in November, the sustainable development summit in New York in September and UN climate change conference in Paris in December, as crucial dates in the EU's calendar.

"Let me underline that the Luxembourg presidency will work very actively to contribute to making these important international meetings a success," he says.

A strategy for trade

The second half of 2015 is also due to be crucial for the EU's external trade, with Asselborn stressing that Luxembourg is planning an "ambitious agenda and pursuing ongoing negotiations on a bilateral, plurilateral and multilateral level".

"This will be particularly important in view of the upcoming review of the commission's trade strategy in autumn 2015," he adds.

"In terms of multilateral negotiations, the main objectives of the Luxembourg presidency are to prepare the 10th ministerial meeting of the world trade organisation and to conclude the plurilateral environment goods agreement."

These negotiations, which take place in Nairobi in December, aim to reduce or eliminate tariff and non-tariff barriers to environmental goods and services, such as catalytic converters, air filters or on wastewater management.

Asselborn says these talks "provide an opportunity to enhance the credibility of the international rules-based trade system and to pave the way for the conclusion of the Doha cycle, as well as the preparation of the post-Doha era, particularly taking into account the aspirations of developing countries and welcoming a greater contribution from emerging countries."

No discussion about EU trade can be complete, of course, without mention of the increasingly controversial transatlantic trade and investment partnership (TTIP). The highly divisive EU-US free trade deal has been a near continual source of frustration for legislators and has generated more concern and interest from European citizens than any other recent EU policy objective.

"When it comes to the negotiations on TTIP," says Asselborn, "the Luxembourg presidency aims at advancing the discussions in a transparent and constructive manner during the second semester of 2015, when the more political issues will be on the agenda."

"We particularly expect to address the reform of the investor state dispute settlement mechanism, the need for further engagement in the field of public procurement and negotiations on respective offers."

"Let me, however, underline that the current level of ambition and substance of the TTIP negotiations will in all likelihood not allow for a conclusion of the agreement during the Luxembourg presidency. We rather envisage an outline of an agreement by the end of the year, but no political conclusion."

"Let me also tell you that I am particularly pleased that the Luxembourg presidency will organise a TTIP conference with various social stakeholders, jointly with the European parliament, the European economic and social committee and the commission."

"It is the Luxembourg presidency's ambition to pursue Europe's different trade negotiations in close consultation with all the stakeholders concerned, in a spirit of transparency and partnership and in consideration

of the priorities and interests expressed, notably in terms of job creation, opening of third markets and sustainable development."

"As in other policy areas, we will focus on explaining the benefits of trade to our citizens and to those of our negotiating partners."

Repositioning Europe

Smooth interinstitutional relations will also be a key aspect of Luxembourg's presidency, according to Asselborn. "For this reason, the presidency will focus much of its attention on the nurturing of this interinstitutional cooperation. It will do its utmost to advance negotiations towards the updating of the interinstitutional agreement."

"We will provide unfailing support to the work of the high representative of the union for foreign affairs and security policy. Close cooperation with parliament in foreign policy matters and external affairs will also be essential."

"As my many presidency obligations in the fields of immigration, general affairs and trade make my agenda very unpredictable, I have asked my colleague, Nicolas Schmit, Luxembourg's minister for labour, employment and the social and solidarity economy, and former minister for European affairs, to ensure close contact with key actors within parliament, and in particular with Elmar Brok who chairs the foreign affairs committee."

As in 2005, the EU faces a crucial period of re-evaluation and repositioning on the global stage. For Asselborn, one of Europe's most experienced politicians hailing from one of its most experienced member states, it is collaboration between the EU institutions that will be a decisive factor in the success of this new role for the union.

"We believe that we can only strengthen the EU's presence on the global stage if cooperation between the European commission, parliament and presidency is excellent," he concludes.

Jean Asselborn is Luxembourg's foreign minister

144,8

World | Sun May 10, 2015 4:30am EDT

New face but same old problems for EU foreign policy

BRUSSELS | BY [PAUL TAYLOR](#)



European Union foreign policy chief Federica Mogherini arrives at an European Union leaders summit in Brussels April 23, 2015.

Europe's chequered attempt to build a common foreign and security policy has a new face, Italy's Federica Mogherini, but the European Union is stuck with the same old problems despite her bright start.

In her first six months as EU foreign policy chief, the 41-year-old former Italian foreign minister has tried to harness Europe's soft power and diplomacy more effectively and initiated a review of the bloc's outdated security strategy and of its flawed "neighborhood policy".

She has taken a higher public profile than her media-shy predecessor, Britain's Catherine Ashton, and is using her role as vice-president of the European Commission, which Ashton shunned, to coordinate the EU's trade, aid and state-building resources to maximize its toolkit.

"If we put together the numbers of the EU and the member states, then we are the first heavyweight. It's just that we don't realize the power we have in our hands, and we don't use it," Mogherini said at a recent session on the EU's changing security environment. "Just using all our potential in terms of institutions and money would be a game changer."

"Outside Europe, people are looking at us with a certain disbelief and saying: 'You are a big trade and economic power, and what are you doing with that?'"

Her fundamental challenge is that when push comes to shove, Europe's main powers take matters into their own hands rather than pooling their interests, diplomacy or armed forces under an EU hat, despite their treaty commitments to do so.

For France, Germany and Britain, bilateral political and economic relationships with the world's major powers - the United States, Russia, China and Japan - are too important and sensitive to outsource to Brussels.

While they benefit from negotiating trade deals as a 28-nation bloc, they also compete with each other for markets and influence. That makes them reluctant to be drawn into thrashing out differing national interests with EU colleagues and working to identify a common European interest.

Mogherini wants to change that. "It's right that we need to talk about our differences," she said.

But some long-time insiders reckon that efforts to integrate European foreign policy have gone backwards in the last five years, even as national foreign and defense budgets were cut.

"The financial crisis has resulted in the renationalization of a lot of European policies. Foreign policy is one," said Stefan Lehne, a former senior EU and Austrian diplomat now at the Carnegie Endowment for International Peace.

"The notion that foreign policy can be a driver of European integration is not very plausible. I don't think the trust is there. If things get really tough, it will be national decisions by a few big countries or coalitions of the willing," said Lehne, who was an EU troubleshooter in the Balkans.

Mogherini acknowledges that reality and is more pragmatic than EU purists about the ways in which Europe engages in crisis management and diplomacy.

In Ukraine, it is German Chancellor Angela Merkel, with French President Francois Hollande, who has mediated between Moscow and Kiev, not Mogherini or European Council President Donald Tusk.

The EU plays a supporting role in designing and building a consensus for sanctions against Russia over its annexation of Crimea and the destabilizing of eastern Ukraine. It is also trying to use its competition rules and energy policy to counter the power of dominant Russian gas supplier Gazprom.

Mogherini and her predecessors have led negotiations with Iran on its nuclear program, along with three EU nations - Britain, France and Germany - at the table alongside the United States, Russia and China. But in the decisive phase, Washington and Tehran forged the key compromises in secret bilateral talks.

As tens of thousands of people flee Middle East and African wars and risk their lives trying to cross the Mediterranean, Italy has mostly been left to rescue them from drowning with scant support from EU partners wary of a migratory pull factor.

Since a war-weary United States under President Barack Obama stepped back from military intervention in the Middle East, Europe has not filled the vacuum.

Most EU member states, except France, Britain and Poland, have severely cut military spending. Public support for foreign operations has evaporated due in part to the perceived Western failures to stabilize Afghanistan, Iraq and Libya.

France intervened militarily alone to stop Islamists taking over Mali and prevent the Central African Republic from descending into sectarian slaughter. It turned to the EU only afterwards for help with peace keeping and security training.

When European Commission President Jean-Claude Juncker recently revived talk of an EU army, he sparked perplexity rather than hostility, because the idea seemed so remote from reality.

Since 2009, the EU has set up a quasi foreign ministry awkwardly named the European External Action Service (EEAS). It runs a network of diplomats around the globe and drafts policy papers for the council of EU foreign ministers, chaired by Mogherini.

But the EEAS, with 3,600 staff including seconded national diplomats, has so far struggled to add value. Like a Soviet factory, the sum total of the inputs in manpower and resources often seem to exceed the output.

Skeptics such as former French Foreign Minister Hubert Vedrine see the whole effort as premature and naive, arguing that the EU spends too much time issuing well meaning statements rather than dealing with the hard realities of a rough world.

Furthermore, the EU has turned its back on arguably its most potent tool to shape its neighbors, rolling up the welcome mat for new members with a five-year moratorium on enlargement that some fear may be indefinite.

The EU has no shortage of crises on its borders and beyond, but despite Mogherini's energy and communication skills, it is hard to see that she will succeed in galvanizing European governments into a more coherent foreign policy.

La politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

04.01.2016

La politique de sécurité et de défense commune (PSDC, anciennement politique européenne de sécurité et de défense, PESD) donne à l'Union européenne la possibilité d'utiliser des moyens militaires ou civils destinés à la prévention des conflits et à la gestion des crises internationales. Elle fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

Les objectifs de la PSDC

Les objectifs de la PSDC sont définis par l'article 42 du TUE. Celui-ci stipule que l'UE peut avoir recours à des moyens civils et militaires en dehors de l'Union "afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations Unies".

Sans remettre en cause le caractère spécifique des politiques de sécurité et de défense de chaque Etat membre (notamment dans le cadre de l'OTAN dont 22 des 28 pays de l'Union sont membres), la PSDC poursuit également l'objectif, à terme, d'une défense commune (art. 42 TUE).

Les instruments de la PSDC

Les opérations de sécurité et de défense

L'UE ne possède pas d'armée, mais elle est capable de conduire des opérations de gestion de crise avec une "force de réaction rapide" et des structures de commandements appropriées. Elle peut également fournir des agents de police pour les aspects civils de la gestion des crises. Ces capacités civiles et militaires sont mises à la disposition de l'UE par les Etats membres lorsqu'une mission est décidée, la PSDC fournissant le cadre pour identifier et développer ces capacités, les coordonner et les utiliser de façon autonome.

Les Etats membres peuvent mettre en oeuvre un certain nombre d'opérations communes de sécurité et de défense. Celles-ci incluent (art. 43 TUE) :

les actions conjointes en matière de désarmement,

les missions humanitaires et d'évacuation,

les missions de conseil et d'assistance en matière militaire,

les missions de prévention des conflits et de maintien de la paix,

les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix et les opérations de stabilisation à la fin des conflits.

La PSDC vise également à lutter contre le terrorisme, y compris par le soutien apporté à des pays tiers sur leur territoire.

L'UE est présente aujourd'hui sur 3 continents au travers de missions de gestion des crises variées :

Opérations militaires :

Des forces européennes autonomes sont aujourd'hui présentes :

en Méditerranée (mission de lutte contre le trafic de migrants EU NAVFOR Med)

en République centrafricaine (mission de stabilisation EUFOR RCA lancée en 2014)

au Mali (mission de formation militaire EUTM lancée en 2013).

en Somalie (mission de formation militaire EUTM lancée en 2010)

sur les côtes somaliennes (opération navale ATALANTE contre la piraterie lancée en 2008)

en Bosnie-Herzégovine (mission de maintien de la paix ALTHEA lancée en 2004)

La 1^{ère} mission militaire commune fut la mission ARTEMIS (du 12 juin au 1^{er} septembre 2003) en République démocratique du Congo, qui avait pour objet de stabiliser la région de Bunia et de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire.

Missions de gestion civile des crises :

L'UE assure une dizaine de missions de police et de soutien aux forces de sécurité ou à la justice :

en Europe (EULEX au Kosovo, EUBAM en Moldavie, EUAM en Ukraine)

au Moyen-Orient (EUPOL dans les territoires palestiniens, EUJUST en Iraq)

en Asie centrale (EUPOL en Afghanistan)

en Afrique (EUCAP SAHEL au Mali, EUCAP au Niger, EUAVSEC au Soudan du Sud, EUCAP sur la corne de l'Afrique, EUSEC et EUPOL en République démocratique du Congo).

L'Union assure également des missions d'assistance au contrôle des frontières ou de supervision d'accords de paix : en Libye, dans les territoires palestiniens (surveillance du point de passage entre la bande de Gaza et l'Egypte à Rafah), en Géorgie (mission d'observation en vue de stabiliser la région).

Les organes de la PSDC

Plusieurs structures permanentes participent à la PSDC : constitué de représentants des Etats, le Comité politique et de sécurité (COPS) exerce, sous l'autorité du Conseil et du haut-représentant, le contrôle politique et la direction stratégique des opérations de gestion des crises. Il reçoit des conseils et des recommandations du Comité Militaire de l'UE (CMUE).

L'Etat-major militaire de l'UE (EMUE) planifie, exécute et met en œuvre les décisions. La capacité civile de planification et de conduite (CPCC) assure la conduite des opérations civiles. Enfin l'Agence européenne de défense (AED) vise à améliorer les capacités militaires des Etats membres.

Une prise de décision intergouvernementale

Le Financement de la PSDC

Lorsque les dépenses opérationnelles PESD concernent des opérations ayant des implications militaires et de défense, le financement est assuré par les budgets nationaux des Etats membres. Un mécanisme de financement commun, dénommé Athena, permet à l'Union européenne de gérer plus efficacement le financement des opérations militaires et plus particulièrement des opérations de réaction rapide (missions humanitaires et d'évacuation).

Les décisions en matière de politique de sécurité et de défense commune sont adoptées à l'unanimité par le [Conseil de l'Union européenne](#) sur proposition du [haut représentant de l'Union](#) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ou sur initiative d'un Etat membre. Le [Conseil européen](#) identifie quant à lui "les intérêts

stratégiques de l'Union, fixe les objectifs et définit les orientations générales de la PESC, y compris pour les questions ayant des implications en matière de défense". Comme la PESC, la PSDC est exécutée par le haut représentant de l'Union.

Le haut représentant doit régulièrement consulter le [Parlement européen](#) sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la PESC et de la PSDC, en veillant à ce que ses vues soient prises en considération. Le Parlement peut également adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil et du haut représentant de l'Union, et organise deux fois par an un débat sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la PESC, y compris la PSDC.

Les évolutions de la PSDC

Si la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) est instituée par le [traité de Maastricht](#) en 1992, le sommet franco-britannique de Saint-Malo de 1998 définit le cadre et les objectifs de la politique de défense et de sécurité européenne. La "Politique européenne de sécurité et de défense" (PESD), alors intégrée à la PESC, est ainsi officiellement créée l'année suivante afin de gérer collectivement les crises internationales au moyen de plusieurs instruments militaires et civils.

L'Union européenne peut alors effectuer dans ce cadre des missions "de Petersberg" : humanitaires et d'évacuation, de maintien de la paix et de force de combat pour la gestion de crises.

Le [traité de Lisbonne](#) modifie profondément la PESD, rebaptisée politique de sécurité et de défense commune (PSDC) afin d'appuyer le caractère communautaire de la défense elle-même. Outre la création du poste de haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (voir PESC), les principaux changements opérés par le traité dans le domaine de la défense et de la sécurité sont de quatre ordres :

Coopération renforcée et coopération structurée permanente

Agence européenne de défense (AED)

Clauses d'assistance mutuelle et de solidarité

Elargissement du cadre d'action

Coopération renforcée et coopération structurée permanente

Afin de contourner les obligations d'unanimité dans plusieurs domaines, les Etats membres ont la possibilité de se rassembler en groupes restreints afin de constituer des "coopérations renforcées". Ce type de coopération s'ouvre, avec le traité de Lisbonne, à la défense européenne.

En outre, la "coopération structurée permanente", réservée aux Etats dont les efforts de défense sont les plus importants, engage ceux qui le souhaitent à augmenter ensemble leurs investissements, rapprocher leurs outils de défense, renforcer l'interopérabilité des matériels et participer à des programmes d'équipement dans le cadre de l'Agence européenne de défense (voir ci-dessous).

Parallèlement, les forces multinationales existantes (Eurocorps, Eurofor...) sont intégrées dans le cadre de l'Union.

De plus le Conseil peut également, à l'unanimité et sous certaines conditions, confier une mission militaire à un groupe d'Etats membres s'ils le souhaitent. La gestion d'une telle mission implique également [le haut représentant de l'Union](#).

Agence européenne de défense (AED)

Le traité consacre l'Agence européenne de défense (AED), créée en 2004 pour améliorer progressivement les capacités militaires des Etats membres. L'AED a pour but de développer les capacités de défense dans le domaine de la gestion des crises, de promouvoir et de renforcer la coopération européenne en matière d'armement.

Elle doit également renforcer la base industrielle et technologique européenne dans le domaine de la défense, créer un marché européen concurrentiel des équipements de défense, et favoriser la recherche. Tous les Etats membres sauf le Danemark y participent.

Clauses d'assistance mutuelle et de solidarité

L'OTAN et la défense européenne

La sécurité collective des pays de l'Union européenne reste assurée par l'OTAN, qui prévoit une obligation d'assistance mutuelle en cas d'agression vis-à-vis de l'un de ses membres.

Le mécanisme de l'OTAN a été déclenché suite aux attentats du 11 septembre. La France n'y avait pas participé.

Le traité de Lisbonne introduit, en son article 42.7, une **clause de défense mutuelle**, disposant que "*au cas où un Etat membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres Etats membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir*".

Cette clause est inspirée d'une disposition de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), également à l'origine de l'article 5 du traité instituant l'OTAN. L'UEO comprend 10 Etats signataires, qui font tous partie de l'Union des 28.

Pour être déclenchée, la clause doit être invoquée par un Etat. Pèse alors une obligation sur l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne sans que les institutions ne puissent contredire le mécanisme.

Une fois invoqué, le mécanisme d'assistance mutuelle implique tout d'abord la reconnaissance d'une agression armée sur le sol européen : ce n'est plus un Etat seul qui est considéré comme visé, mais l'Union dans son ensemble. De plus, seront ouvertes les actions d'aide (mesures politiques et financières) et d'assistance (mesure d'ordre militaire).

Bien qu'obligatoire, la clause de défense mutuelle ne permet pas de remettre en cause le statut des Etats neutres de l'Union européenne, soit l'Irlande, la Suède, la Finlande, l'Autriche et Malte. De plus, en situation d'agression armée, les Etats membres doivent respecter le principe de légitime défense imposé par l'article 51 de la Charte des Nations-Unies.

Elargissement du cadre d'action

Initialement limité aux missions humanitaires et d'évacuation, de maintien de la paix et de forces de combat pour la gestion de crise, le cadre d'action de la PSDC (missions de Petersberg) comprend désormais les actions conjointes en matière de désarmement, les missions de conseil et d'assistance en matière militaire, de prévention des conflits et de maintien de la paix et de stabilisation à la fin des conflits.

L'Union Européenne, une puissance mondiale ?

octobre 24, 2014 6:00 by: *Brice Saint-Cricq*

« Un géant économique, un nain politique, un asticot militaire ». C'est ainsi que le chercheur britannique en économie et politique Geoffrey Edwards décrit l'Europe, loin des clivages idéalistes des livres d'histoires où l'Europe est présentée comme une puissance mondiale. Avec les deux autres pôles de la Triade que sont le Japon et les États-Unis, nous assistons aujourd'hui à un changement structurel dans l'organisation du monde. Au-delà d'un changement, il s'agit d'une émergence de nouveaux pays en fort développement économique, qui redistribue les cartes dans la considération que l'on prête à l'organisation mondiale, et qui pointe les faiblesses de ces pays anciennement industrialisés et développés.

La question de la puissance de l'Union européenne renvoie à son poids dans le monde et à son influence. Dès lors apparaît la dichotomie entre son poids économique qui la place au premier rang mondial et son poids diplomatique, politique et militaire qui reste limité.

Il est en effet difficile aujourd'hui de considérer l'Europe comme une véritable puissance mondiale, qui, à l'image des États-Unis, serait assez forte à la fois économiquement, diplomatiquement, et militairement, pour s'imposer au monde comme une puissance et un acteur majeur. La montée en puissance économique de pays émergents comme les BRICS (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud entre autres) ou bien des pays de l'OPEP, et la multiplication des conflits régionaux dans le monde dont certains ont tendance à s'internationaliser, viennent ébranler le rayonnement européen au niveau mondial.

Alors certes, l'Europe reste toujours une puissance économique majeure, la première mondiale. Elle est le 3ème foyer de population derrière la Chine et l'Inde avec 500 millions d'habitants, pour un PIB de plus de 17 000 milliards de dollars soit 28% du PIB mondial (en parité pouvoir d'achat) contre 15 000 milliards aux États-Unis. Elle accueille le siège de 140 des 500 plus grandes FTN, dont la deuxième mondiale, la britannique Shell. L'UE accueille aussi 17% des investissements mondiaux malgré le caractère déficitaire de sa balance commerciale. De plus, l'UE est moins dépendante des autres acteurs mondiaux, puisque ses échanges sont, pour plus de la moitié, intra-communautaires, tout en étant le principal exportateur mondial, partenaire économique vital des États-Unis, de la Chine, de l'Inde, du Mercosur et de l'OPEP. Elle concentre des pôles de hautes technologies, possède deux mégapoles et villes globales que sont Paris et Londres, et est la première destination touristique du monde. Tous ces facteurs témoignent d'une supériorité et d'une puissance économique bien réelle.

Mais ce seul facteur économique ne peut résumer l'Europe en une puissance mondiale. L'Europe connaît de plus en plus de difficultés sur ce même plan. En effet, la crise économique de 2007 l'ayant frappée de plein fouet en 2008, elle a dû réagir pour ne pas perdre cette hégémonie économique qui est son principal atout. Elle s'est engagée dans une profonde récession, avec seulement 0,1% de croissance en 2013 et même une diminution de son PIB de 0,4% en 2012. Les locomotives européennes en matière économique s'essouffent : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni connaissant des périodes de récession et de déficit public record. Le Vieux Continent inquiète : trop de pays y affichent une croissance atone, minée par l'inflation basse, et l'apparition d'un taux de chômage structurellement élevé, passant la barre symbolique des 10% en 2014 avec 10,4% de chômage. Les investissements sont insuffisants pour rétablir une situation plus stable, malgré la baisse des taux directeurs de la BCE à 0,05%, ce qui devrait rétablir une inflation trop faible pour alléger le poids de la dette, s'élevant à plus de 93% pour l'Europe.

Cette crise économique reflète bel et bien la fin d'un système anciennement colonialiste basé sur l'exploitation des ressources dans les pays pauvres, les pays du Sud, et qui se transforme aujourd'hui, ces pays commençant à se développer en exploitant eux même leur ressources.

La puissance démographique du baby-boom d'après-guerre est en train de changer la donne, et de se transformer en cadeau empoisonné pour l'Europe qui doit maintenant assumer une population vieillissante, conjuguée à une croissance démographique trop faible pour faire face à ce phénomène.

Mais le facteur le plus explicite de cette certaine décrédibilisation internationale de l'Europe est sans doute l'absence d'une réelle cohérence politique entre les pays de l'union. En effet, l'Europe est un ensemble de pays, historiquement et culturellement différents, et même adversaires et concurrents passés. A la base rassemblés dans l'intérêt économique de tous, cette organisation c'est transformée à la suite de la chute du bloc soviétique et du début de conflits régionaux. L'Europe décide alors de jouer un rôle politique majeur. Mais une zone d'accord économique ne peut pas se transformer en acteur politique mondial sans une entente cordiale entre les pays la composant. Chacun des États membres ont acquis un certain nombre de ressources en matière de « *soft power* » et l'Union européenne elle-même s'est dotée progressivement d'instruments de « *soft power* ». Mais l'Europe, très souvent, a mis en place ces instruments sans avoir une claire idée de l'effet de puissance qu'elle souhaite faire prévaloir à travers eux. Ce « *soft power* », ou « puissance douce », se traduit par le poids commercial de l'Europe qui permet de menacer certains collaborateurs économiques, mais aussi par l'élargissement de cette Europe, pour compter aujourd'hui 28 pays et autant de clients de la demande intérieure.

Nous pouvons ajouter à cela que l'Union européenne s'est bâtie avec des États membres qui avaient chacun leur spécificité en matière de politique de sécurité et de défense et, surtout, en parallèle avec l'Alliance atlantique dont l'existence a souvent été présentée, sans doute à tort, comme concurrente du projet européen. Ce « *soft power* » ne suffisant plus à peser et à être considéré comme puissance mondiale, les européens ont entamés la mise en place d'une Politique Étrangère de Sécurité Commune, une coopération intergouvernementale en matière de diplomatie et de défense, et la Politique Européenne de Sécurité et de Défense, une force armée européenne. Or, cette armée ne dispose que d'une puissance de feu très limitée, et ses fonctions de commandement sont restreints aux principaux pays fournisseurs de cette armée que sont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Malgré un outil militaire, l'UE ne dispose pas d'une réelle force armée à vocation mondiale, devant être soutenu par l'OTAN lors de ses interventions dernièrement au Tchad entre 2008 et 2009.

L'Europe ne rassemble donc pas tous les critères pour être une puissance mondiale. Même si elle est la puissance économique dominante, elle connaît un fort et dangereux ralentissement dans ce domaine. Les divergences concernant la politique économique de chacun des États ne peuvent continuer plus longtemps, dans l'optique d'un retour de l'Europe au premier plan mondial.

Par ailleurs, elle doit composer avec une entente dans le domaine militaire et diplomatique trop fragile pour avoir une réelle influence au niveau international. Si nous ne réglons pas la crise financière que traverse l'Europe tout le reste sera de peu d'importance.

Au-delà, que devons-nous faire pour que l'Europe retrouve de l'énergie, de l'enthousiasme et de l'espoir ? Il faut d'abord définir une certaine vision stratégique pour l'Union européenne. Nous aurions peut-être intérêt à essayer d'engager un processus sur cinq ou six ans pour mettre en place un plan d'action réaliste, concret et facilement compréhensible. Ce plan d'action doit contenir des priorités bien identifiées. Il faut également faire prévaloir une approche intégrée de l'action extérieure européenne. L'Union européenne est le seul ensemble dans le monde qui a, sur son tableau de bord, autant de moyens d'action. Simplement, ces moyens-là ne trouveront leur efficacité qu'à la condition d'être solidement coordonnés malgré le caractère hétérogène des pays. C'est en faisant prévaloir ce souci de cohérence que l'Union européenne peut retrouver sa raison d'être et toute sa place sur la scène internationale.

A l'heure d'un grand désordre mondial avec la Russie en Ukraine, la Chine sur ses mers, le comportement de l'Arabie Saoudite et de l'Iran au Proche Orient, sans parler des Israéliens et des djihadistes, des questions restent en suspens. L'idée d'une Constitution européenne forte, et même d'un État Fédéral Européen, est donc remis au bout du jour. Il s'agirait de rassembler les forces en présence et changer l'image d'une Europe faible et incapable de prendre des décisions de politique communes dans l'espoir de se relever de cette crise économique et d'enfin peser sur le monde.

Pourquoi se font-ils exploser?

Une pathétique quête de notoriété?

Marc Reisinger

psychiatre et anthropologue.

Publié le 31 mars 2016 à : / Société

Mots-clés : [attentat de Bruxelles](#), [attentat suicide](#), [El Bakraoui](#), [kamikazes](#)



Les frères El Bakraoui à l'aéroport de Zaventem (Photo : SIPA.AP21874376_000102)

Chaque fois que l'on pense aux attentats-suicides de [Bruxelles](#), [Paris](#) ou [ailleurs](#), on bute sur une énigme. Qu'est-ce qui pousse des individus à se faire exploser en assassinant un maximum de gens au hasard ? Qu'essaient-ils de faire ou de prouver ?

Leurs motifs politiques relèvent de l'infantilisme, puisque ces djihadistes sont supposés combattre le régime de [Bachar Al-Assad](#). Or en faisant cela ils se rangent aux côtés de leur pire ennemi, la coalition occidentale. De plus ils s'engagent dans les rangs de l'Etat islamique, qu'ils suspectent en même temps d'être une création de cette coalition.

Leurs motifs religieux ne volent pas plus haut, puisqu'il s'agit souvent de convertis-express formés par Internet plus que dans des mosquées. Certains, invoquent le Paradis et ses vierges. La plupart des musulmans y croient, mais ne sont pas pour autant impatients de rejoindre Allah. Un des terroristes bruxellois a laissé un bref testament dans lequel il n'est même pas question d'islam ni d'Allah.

La plupart de ces terroristes étaient des délinquants parfaitement matérialistes, gagnant leur vie à coup de kalachnikov. La rapidité de leur lavage de cerveau reste un mystère. Tout comme leur conversion de truands en djihadistes. Comment l'objectif de se transformer en viande de boucherie à la seconde a-t-il pris le pas sur leur propre intérêt, qui serait d'abord de vivre ?

Interrogé par [Causeur](#) en septembre 2015 sur la possible « relation entre le déclin de la lecture chez les jeunes et un certain ensauvagement de l'individu contemporain », le philosophe Peter Sloterdijk nous donne un indice : « Le djihad, c'est une sorte d'intrusion de la bande dessinée dans la biographie classique. Autrefois, la lecture rendait les individus capables de mener une vie qui ressemble à un livre. L'individu, c'est l'animal autobiographique. Aujourd'hui, la bande dessinée martiale est en train de saper l'ancienne culture autobiographique, avec, dans le cas du djihad, la promesse d'une mort précoce comme supplément d'âme. »

Autrement dit, l'avènement de la culture occidentale va de pair avec le désir individuel de *faire quelque chose* de sa vie. Des individus qui proviennent d'une culture où la communauté (*Oumma*) tend à prendre plus d'importance que l'individu, plongés dans une culture où la réussite individuelle est primordiale, peuvent opérer un court-circuit sinistre en essayant d'exister non par leur vie, mais par leur mort. Mohamed Merah, dont le seul accomplissement fut de se faire abattre après avoir assassiné huit enfants et adultes, est pourtant une star des banlieues.

L'objectif suprême de ces truands-djihadistes serait de *se faire un nom*. Comme leurs cursus ne leur permet pas de devenir artistes ou savants, et que la carrière de truand mène à une impasse existentielle (où l'on passe plus de temps en prison qu'en liberté), ils se jettent dans l'horreur, comme Erostrate qui incendia le temple d'Ephèse dans le seul but que l'on retienne son nom.

Cette quête de notoriété est d'autant plus pathétique que dès qu'on cite les noms d'un groupe d'islamistes – avec leurs pseudonymes – tout le monde s'y perd et personne ne les retient. Ceci pour des raisons démographiques et phonétiques. Leur communauté est minoritaire et les sonorités de leur nom restent inhabituelles.

Le problème s'aggrave d'un facteur sociologique. La plupart portent des prénoms et des noms arabes, alors que d'autres immigrants se sont empressés de donner à leurs enfants des prénoms locaux. Le prénom peut-être une forme de compromis culturel. Finkielkraut porte « *un nom à coucher dehors* », comme il le dit lui-même, mais son prénom Alain a certainement contribué à son intégration. A l'opposé, les prénoms arabes sont à peu près aussi contributifs pour l'intégration qu'un voile sur la tête. Cet obstacle s'ajoute à tous ceux que rencontrent les enfants d'immigrés.

Le problème fondamental est sans doute de ne pouvoir être reconnu par leur culture d'origine, qui ne reconnaît pas pleinement la valeur de l'individu – qui se doit d'être d'abord soumis –, tout en ne pouvant se faire reconnaître par une culture qu'ils rejettent. Il n'est dès lors pas étonnant qu'au-delà du suicide égoïste ou du suicide altruiste, définis par Durkheim, nos djihadistes de banlieue aient découvert le *suicide haineux*.

Empressons-nous d'oublier leurs visages et leurs noms.

144,18

AfD Head Frauke Petry: 'The Immigration of Muslims Will Change Our Culture'

Interview conducted by Susanne Beyer and [Jan Fleischhauer](#)



Sven Doering / Agentur Focus / DER SPIEGEL

Frauke Petry in conversation with SPIEGEL editors: "We believe that a healthy patriotism should be natural in Germany."

Frauke Petry, head of the populist Alternative for Germany, rejects the notion that her party is too far to the right. In a SPIEGEL interview, she speaks about patriotism, German history and her own childhood.

SPIEGEL: Ms. Petry, in an interview with the right-wing populist weekly *Junge Freiheit*, you once said: "Many voters want to avoid one thing above all: being associated with the 'right-wing'." Now, though, your party, Alternative for Germany (AfD), is a pretty far to the right, to put it politely.

Petry: You are beginning this interview with an insinuation, not a question. That's too bad! The AfD is a liberal-conservative party. Furthermore, I think it's wrong to see the political battle between left and right as a fight between good and evil. In Germany, the right is associated with xenophobia and the politics of the Nazi regime. In America, the liberal economic policy of Milton Friedman is seen as right-wing. So it depends on the definition.

SPIEGEL: Ok, then please help us out: How do you define right-wing?

Petry: I don't think in those kinds of categories. With our critique of the banks or our criticisms of the European currency system, we are very close to Sahra Wagenknecht (*eds. note: the deputy chairperson of the far-left Left Party*). Does that mean, by extension, that we are actually ultra-left?

SPIEGEL: Are you trying to say that the AfD is not a right-wing party?

Petry: I can clearly see that you need labels. If there wasn't this association with good and evil, then I would have no problem saying: Yes, the AfD is partly that which the Christian Democrats once were: a right-wing democratic party.

SPIEGEL: Your party's draft platform is full of dangers lurking everywhere: There is Islam, which is threatening us; there the EU, which is disenfranchising us; there is the government, which is lying to us. Why is the party so pessimistic and fearful?

Petry: I have not found AfD members to be downcast and fearful, on the contrary. It requires a lot of courage in Germany to stand up and express ideas that one knows are currently not being expressed by a majority of the populace.

SPIEGEL: Germany is a stable democracy with a broad spectrum of parties. All kinds of opinions are expressed in the media. Where is the problem?

Petry: When (the Left Party) is submitting a proposal to the CDU to form a coalition, there may be several parties on paper, but regarding content, there is not a broad party spectrum. Furthermore, people are seeing that they are no longer being taken seriously as the sovereign by the political establishment.

SPIEGEL: The world is globalized and Europe is united, but the AfD is focused on the term "nation." Why?

Petry: Germany's currency and migration policies are currently destroying European solidarity, and the return to the idea of one's own nation in all European countries is a natural corrective to Brussels centralization. We believe that a healthy patriotism should be natural in Germany. This stance includes taking responsibility for our history, but it also presupposes a healthy relationship to our identity, without which it's

impossible to act in a forward-looking manner both domestically and externally. We think it's wrong that German politicians are exclusively wrapping themselves in the cloak of guilt.

SPIEGEL: What do you mean by the cloak of guilt?

Petry: Germany's past is used to justify all kinds of things. People say: We have to do this or that because we Germans have weighed ourselves down with a special kind of guilt. One hears that we need to merge Germany into a larger Europe so as to forever prevent the resurrection of German nationalism. But nationalism and patriotism are regularly thrown in the same pot. Even Germany's current, disastrous migration policy can't get by without references to Germany's past. Just a few weeks ago in Dresden, the former president of the Central Council of Jews in Germany, Charlotte Knobloch, warned against equating guilt and responsibility, and encouraged us to have more values-based patriotism. The real responsibilities that we should draw from Germany's past are the preservation of democracy, freedom and the rule of law.

SPIEGEL: If the respect for other opinions is so important to you -- an attitude that presupposes a diverse society -- what do you have against immigration?

Petry: I'm not against immigration, but why do you think the respect for other opinions makes immigration a necessity? For decades, there has been a lack of an ideology-free debate on this issue. Yet such a debate is imperative because the economic and social consequences on both home and host countries are equally momentous, as Oxford economist Paul Collier described in his book "Exodus." One thing is clear: The immigration of so many Muslims will change our culture. If this change is desired, it must be the product of a democratic decision supported by a broad majority. But Ms. Merkel simply opened the borders and invited everybody in, without consulting the parliament or the people.

SPIEGEL: You have suggested using weapons at the border.

Petry: I would hope that you would know better than that! But I'll happily explain one more time: In response to numerous questions, and after listing off various options for securing the border, I mentioned that the use of armed force in the case of an emergency is consistent with German law, a step which I personally, explicitly do not want. To turn that into an alleged proposal for a "firing order" takes a significant amount of desire for a faux scandal. Or, to put it another way, apparently people wanted to willfully misunderstand me.

SPIEGEL: If it was really a misunderstanding, you didn't clear it up for two days. And then you stood by as Deputy AfD Chair Beatrix von Storch went even further, answering "yes" to a question on Facebook as to whether armed force should also be used to prevent women and children from crossing the border.

Petry: It was not a misunderstanding. My original interview was clear.

SPIEGEL: One could interpret your sentence as seeking to trivialize violence.

Petry: Not if you read the original interview.

SPIEGEL: When one confronts you with outrageous statements by members of your own party, like Björn Höcke, AfD head in the state of Thuringia, who has spoken about the reproductive behavior of other cultures, you excuse them as being regrettable exceptions.

Petry: I view some of the statements that come from our ranks as being harmful, regardless of political viewpoint. But Björn Höcke did something that other politicians don't, such as Ms. Roth (*eds. note: Green Party politician Claudia Roth*) who took part in a demonstration where people shouted, "Germany, you miserable piece of shit." He apologized.

SPIEGEL: How damaging were Höcke's statements to your party?

Petry: Certain statements remain in the public consciousness, and I need to accept that as head of the party. The only way to deal with it is to solidify the party and ultimately make it clear through the party's election platform where we stand in terms of policy.

SPIEGEL: Would you have liked to have parted ways from more of your members?

Petry: Several members left the party when they realized that they don't fit well with us.

SPIEGEL: Where are the limits of what you will tolerate and what not?

Petry: The principles of freedom and democracy are the foundation on which the AfD, like all other democratic parties, stand.

SPIEGEL: Not many parties need to ask their audience at public events to refrain from displaying unconstitutional symbols. But the AfD does.

Petry: You are surely referring to the reading of the rules of assembly. This is a general requirement imposed by the authorities who approve demonstrations in Germany. You surely don't intend to use our compliance with this police ordinance as an indictment of the AfD.

SPIEGEL: Let's imagine for a moment the Greens asked their supporters at events to observe the ban on obscuring their faces and bringing dangerous items. Would you consider that to be normal?

Petry: Yes, I expect exactly that, since the official conditions apply to all protests in Germany. You are constantly demanding that we draw clear boundaries. When we then do so by asking people, who come to our demonstrations for whatever reason, to behave in a manner consistent with our constitution, then that's not good enough either. Perhaps the Greens don't provide their own demonstrators with sufficient instruction. But perhaps they should do so when you look at what is happening in the Green-anarcho scene.

SPIEGEL: When you commend the courage of those who take to the streets to fight for issues important to them, do you also include Pegida demonstrators who wish to see the chancellor hanging from a noose, of whom many have voted for the AfD?

Petry: The Pegida of early 2015 is not the same as the Pegida of today. We are currently seeing a radicalization at the top of the leadership. A year ago, we made sure to speak with the people who join the Monday protests in Dresden, and I still think that was the right thing to do. But we believe that the solution for our country can't be found on the street.

SPIEGEL: You were born in Dresden...

Petry: ... in St. Joseph-Stift Hospital. My mother drove to Dresden for the delivery. Back then, my parents lived in Schwarzheide.

SPIEGEL: How were politics discussed in your family home?

Petry: For us, the table in the corner of the kitchen was where my parents straightened out the political distortions with my sister and I after school. The second place where it was possible to speak openly was the church. I went to religion classes from the age of six, as one of just two children in the entire class. I grew up with this discrepancy.

SPIEGEL: What did you think you would become in East Germany?

Petry: Interestingly, I grew up with the awareness that I would not spend my life in the GDR. My parents always wanted to leave the country because they had been identified as regime critics, especially my father. As we later found out, 26 informants for the Ministry for State Security (Stasi) had been assigned to our family, which included people in our very close circle.

SPIEGEL: Then your father used a visit to the Rhineland in March 1989 as an opportunity to stay in the West.

Petry: In spring 1989, my sister was about to complete her high school education. When a parent fled from East Germany, you normally were kicked out of school. We could only prevent that by claiming ignorance. So we acted as though we knew nothing about it until she graduated. That wasn't easy, and a lot of people didn't believe us.

SPIEGEL: How did you experience the fall of the Wall?

Petry: It was an extremely happy experience. It was clear that it wouldn't be long before we could be reunited as a family.

SPIEGEL: "We are the people" was the slogan of the protests that took place in 1989 in Leipzig. Now the same phrase is frequently chanted at anti-refugee demonstrations. That's a pretty big perversion of that slogan, don't you think?

Petry: We agree that verbal and bodily violence against people of any origin or political orientation should be condemned. But when citizens peacefully protest against the government's migration policy, I have no problem if they adopt the slogans used in the peaceful revolution. I don't approve at all of dividing people into first- and second-class citizens, into decent ones and indecent ones, as (Social Democratic Party head) Sigmar Gabriel did when he spoke of (Pegida demonstrators as) a "pack." In my view, that divulges a deeply undemocratic point of view.

SPIEGEL: Sometimes clear language is necessary. Through appeasement and a surfeit of understanding, it is also possible to create a climate where some people think it's okay to throw Molotov cocktails.

Petry: Then I expect that politicians like Gabriel to also speak out clearly against attacks on competing politicians. If he finds all that to be so repugnant, then he must draw the same consequences on the other side of the political spectrum. But he doesn't.

SPIEGEL: Many of your supporters believe that editors-in-chief at German news outlets get their instructions from the Chancellery every morning and then act accordingly. Do you also believe that?

Petry: No and the majority of AfD members don't believe it either. That is a very caricatured and exaggerated portrayal of our [criticism of the media](#).

SPIEGEL: We can agree that the [reporting about the AfD has been primarily negative](#). We would say: for good reason. Has that hurt you, or perhaps even helped you?

Petry: You at SPIEGEL gave me the dubious honor of depicting me as Adolfinia with a Leni Riefenstahl look. Many people thought that went too far and started thinking. But some less well-informed citizens, who are afraid of being called Nazis, might be tripped up by that. In that sense, such imputations damage us, of course. You would say: For good reason.

SPIEGEL: Your party is fighting for the strengthening of traditional marriage, but you yourself have decided for a less traditional model. How do aspiration and reality fit together there?

Petry: I can fight for the maintenance and fostering of traditional families even though I, for personal reasons, don't live that model. I continue to vouch for families and I lead a life with children, sometimes with four and sometimes with eight.

SPIEGEL: In your party's draft platform, it is written: "There is a steadily increasing number of children who are having to grow up without the presence and care of a father or mother. Many children experience the departure of a parent as a traumatic event." You allegedly told fellow party members that it didn't hurt you to have gone into a daycare at the age of eight weeks. You supposedly said: "Whatever doesn't kill us makes us stronger."

Petry: You will certainly be able to tell me whether going to daycare at eight weeks hurt me or not.

SPIEGEL: You became head of AfD.

Petry: I first heard the term "Rabenmutter" ("uncaring mother") in the West. In 2002, I was described as a typical PISA failure by the German League for the Child, someone who could probably not read and write properly, and who for that reason has nothing better to do than put her child in daycare. That is just as misguided as telling mothers that they shouldn't decide to stay at home with their young children.

SPIEGEL: A couple of months ago, you were asked where you see the AfD in 10 years. You said: "In the government." We assume that's still the case?

Petry: We don't have as much time as the Greens to mature. But so far we have shown that we learn relatively fast. I think that we will reach 25, 30 percent if we work hard and the other parties continue to make the same old mistakes. Then we will be able to decide who to form a coalition with and who not. We know where we want to go. How the other parties might develop seems unclear to me at the moment.

SPIEGEL: Ms. Petry, we thank you for this interview.

Lettre d'un «salud de patron» à Myriam El Khomri

Julien Leclercq est entrepreneur. Il est l'auteur de «Journal d'un salud de patron» (Ed. Fayard)
www.salauddepatron.fr. Il est le fondateur du mouvement des Déplumés

Madame El Khomri,

J'avais commencé par vous accueillir en vous souhaitant bonne chance, assez certain à l'époque que récupérer le ministère le plus compliqué du quinquennat ne serait pas de tout repos.

C'est plutôt amusé que je vous ai écouté vous débattre sur le nombre de CDD renouvelables qu'autorise le code du travail (n'ayez pas honte, la CGT pensait visiblement que 184 pouvait passer), ou nous expliquer que vous lisez souvent les journal.

Mais là, Mme la Ministre on ne rigole plus. «Votre» loi Travail, enfin celle que l'on vous a glissée entre les mains (en toute bienveillance bien entendu) a de nouveau déchainé les passions dans des débats d'une violence rare. Quelques semaines après des échanges déjà très virulents autour de la déchéance de nationalité, mesure la plus inutile de la présidence Hollande, votre gouvernement divise à nouveau la société sur un texte qui ne servira à rien.

Nous entrepreneurs, nous chômeurs, nous salariés, n'avons qu'une seule question à vous poser: quelle mesure de votre texte de loi va relancer l'emploi? Parmi les propositions que vous présentez ce matin en Conseil des ministres, laquelle va faire que demain matin un patron va se lever et créer un job immédiatement?

La réponse est d'une évidence telle que la question paraît stupide.

Affligé, pour finir, que lesdits débats arrivent maintenant, quelques mois avant que les Français de gauche et de droite ne vous mettent dehors. Vouloir réformer le Code du travail lorsque l'on a une côte de popularité inférieure au taux de chômage, c'est une utopie inatteignable.

La relance de l'emploi était pourtant le principal enjeu de votre mandat, et la mission que l'on vous a confiée celle de la dernière chance. Je ne sais pas si votre supérieur hiérarchique arrivera à se représenter malgré son incapacité chronique à inverser la courbe, et pour tout vous dire je m'en contrefiche. Je suis bien trop consterné par le manque de courage dont fait preuve votre famille politique. Attristé de constater que vous avez renoué avec les bonnes vieilles habitudes du gouvernement Ayrault: multiplier les effets d'annonce pour tester l'opinion publique, créer des débats houleux qui divisent les Français, pour finalement ne rien faire. Ou presque. Affligé, pour finir, que lesdits débats arrivent maintenant, quelques mois avant que les Français de gauche et de droite ne vous mettent dehors. Vouloir réformer le Code du travail lorsque l'on a une côte de popularité inférieure au taux de chômage, c'est une utopie inatteignable.

Il n'y a pas que de mauvaises idées dans votre loi, bien sûr. Par exemple, le droit à la déconnexion c'est bien. Mais est-ce que cela va créer de l'emploi? Ecrire plus clairement les règles encadrant le licenciement économique, ou encadrer les indemnités prud'homales c'était très bien. Mais vous l'avez enlevé, après l'avoir si mal expliqué. Les mauvaises langues racontent que c'était fait exprès, et que jamais vous n'avez envisagé aller au bout de ces deux idées. Rassurez-moi, la réalité n'est pas aussi cynique?

Je l'aimais plutôt bien votre loi, principalement parce qu'elle faisait la part belle aux accords d'entreprise. Ceux qui font l'entreprise, ceux qui vivent l'entreprise, dirigeants et salariés, allaient enfin pouvoir fixer quelques-unes des règles qui régissent leur vie. Cela ne pouvait pas plaire aux syndicats bien sûr, qui ne représentent plus que 7% des employés mais qui trouvent normal de continuer à décider de tout. Imaginez la catastrophe pour eux si l'accord d'entreprise devient la règle, eux qui n'ont pas mis les pieds dans une PME depuis si longtemps. Mais, soyons honnête: même si c'était intelligent, cela non plus ça n'avait pas vocation à relancer l'emploi. Vous aurez réussi en tout cas le tour de force de vous mettre à dos CGT et Medef. Faites gaffe, bientôt ils défileraient ensemble.

Jamais vous n'avez compris l'urgence de la situation. Jamais vous n'avez saisi l'importance de votre mission. J'ai été idiot: à chaque fois je me dis qu'il faut arrêter de croire en vous, et pourtant à chaque fois j'espère.

Soyez gentille maintenant: foutez-nous la paix. Depuis un mois, à cause de votre texte sans intérêt, on réentend partout dans les médias que les patrons sont des esclavagistes assoiffés de pouvoir et d'argent. Arrêtons le massacre. Finissez tranquillement votre mandat, en essayant, s'il vous plait, de ne pas dilapider un peu plus le peu d'argent que nous n'avons pas. Et partez. Je n'écris pas cela parce que je pense qu'un autre parti fera mieux. Je l'écris parce que l'on en a marre de vous, de votre incompétence chronique, et surtout, surtout, de votre manque de courage.

Bruxelles, laboratoire de l'Europe de demain ?

Par [Alexandre Deveccio](#)

Mis à jour le 31/03/2016 à 19:24

Publié le 25/03/2016 à 20:00

Guillaume Bigot est essayiste. Il est le co-auteur avec Stéphane Berthomet de [Le jour où la France tremblera](#) paru en 2006 aux éditions Ramsay. Il est membre du [Comité Orwell](#). Le retrouver sur son [site](#).

LE FIGARO. - Après Paris, les terroristes islamistes ont attaqué Bruxelles. Est-ce un défi lancé à l'Europe?

Guillaume BIGOT. - Non, c'est plutôt le résultat de la pression subie par l'EI sur son sol et de la pression policière franco-belge exercée sur la filière du 13 novembre. Cette filière ayant conduit les forces de l'ordre jusqu'à Bruxelles. Là réside le lien entre l'attaque des deux capitales. La Belgique était plutôt une base arrière pour l'EI alors que Paris a été punie pour son action militaire mais aussi pour tenter de faire lâcher prise à ses dirigeants. Les djihadistes n'ont pas cherché à infléchir la politique étrangère de l'Europe pour une raison simple, l'Europe n'a pas de politique étrangère! Berceau des Croisades, le vieux continent représente certes une cible symbolique de choix (on peut compter sur les djihadistes pour rappeler aux Européens des racines chrétiennes qu'ils assument mal) mais qui reste politiquement secondaire par rapport à l'extension du djihad dans les pays musulmans. Une fois le Califat solidement rétabli en terre d'Islam, les djihadistes prévoient de conquérir l'Europe (une reconquista à l'envers). L'Europe est donc clairement perçue comme le maillon faible de l'Occident. Les raisons de cette perception tiennent à la présence d'importantes communautés musulmanes dans l'union, à la facilité avec laquelle ses dirigeants cèdent aux chantages à l'islamophobie et plus généralement à l'affaiblissement des États par le processus de construction européenne. Sur ce maillon faible qu'est l'Europe, la Belgique a été repérée et exploitée par nos ennemis comme l'un de ses points les plus vulnérables. Avant même le lancement de son *Sharia4Belgium*, les djihadistes de Molenbeek-Saint Jean furent impliqués dans les attentats de Madrid (2004) et dans l'assassinat de Massoud (2001).

Que révèle ce choix de la capitale européenne?

Le choix de Bruxelles comme cible terroriste s'est probablement imposé récemment alors que la sélection de Bruxelles comme porte d'entrée privilégiée de l'islamisme armé en Europe s'est imposée après le 11 septembre, c'est-à-dire après que les Britanniques se mettent à surveiller et à réprimer le phénomène à Londres.

Les djihadistes vont désormais devoir rechercher une autre zone de basse pression juridique, policière et politique dans laquelle des migrants musulmans mal assimilés pourront, pour reprendre l'expression de Mao, se sentir comme des poissons dans l'eau. Gageons qu'ils regretteront la capitale belge et sa banlieue dans laquelle Abdeslam est parvenu à se cacher pendant 4 mois. Bruxelles permet de rayonner partout en Europe et même dans le monde (En dehors de Bruxelles-National qui a été frappé, les *hubs* de Schiphol, de Francfort ou de Charles de Gaulle sont à quelques heures, comme les ports internationaux d'Anvers et de Rotterdam). Par la route, vous bénéficiez de la libre circulation avec des voisins qui appartiennent tous à la zone Schengen. Si vous voulez frapper Paris ou Londres, en échappant à la surveillance de la DGSI ou au MI5, Bruxelles offre une position idéale. L'État belge a peu d'intérêts stratégiques à défendre au delà de ses frontières et donc n'a pas de services ou de diplomatie (les deux sont liés) comparables à ceux de ses voisins. La législation anti terroriste y est (était!) infiniment moins répressive que la nôtre. On retrouve par ailleurs dans le royaume tous les ingrédients qui font de la France une terre de mission pour le djihad et notamment la combinaison explosive de trois facteurs: une immigration de peuplement en provenance de pays musulmans, un chômage enkysté ayant laminé la classe ouvrière et enfin un renoncement à toute volonté assimilatrice. Comme dans l'Hexagone, un

triple glissement s'est opéré qui a vu des pans entiers du territoire et de la population dériver jusqu'à constituer des îlots allogènes et hostiles. Dans certaines zones, des jeunes défavorisés grandissent dans une contre culture violente importée des États-Unis (en gros, c'est l'état d'esprit «racaille»), s'approprient progressivement un territoire (ils tiennent les murs et se sentent chez eux) puis cette dérive s'amplifie avec le développement d'une économie parallèle (ils font du business sur leur territoire). Pour finir, cette sécession de fait est consommée par la diffusion du salafisme.

Dans les rangs de l'armée française où nos concitoyens de confession musulmane sont nombreux à servir, les cas de trahison sont rarissimes. En Belgique, et spécialement à Bruxelles, à quelle communauté s'assimiler ? Aux Wallons ? Aux Flamands néerlandophones, aux Flamands francophones ?

La Belgique, c'est la France en pire car en France, même les jeunes issus de l'immigration musulmane, possèdent un sentiment d'appartenance nationale, même ténu ou rentré. Dans les rangs de l'armée française où nos concitoyens de confession musulmane sont nombreux à servir, les cas de trahison sont rarissimes. En Belgique, et spécialement à Bruxelles, à quelle communauté s'assimiler? Aux Wallons? Aux Flamands néerlandophones, aux Flamands francophones? Aux fonctionnaires internationaux anglophones et hors sol de l'UE? Après tout, les jeunes musulmans de Bruxelles ne forment qu'une communauté de plus. Le rôle aggravant de l'absence de patriotisme dans le risque djihadiste est généralement ignoré, il s'agit d'un point aveugle, pourtant facile à observer. Pourquoi la France produit 27 djihadistes pour un million d'habitants et la Belgique plus du double? Sans doute pour la même raison qui explique qu'en proportion les islamistes soient bien plus nombreux à Nice qu'à Marseille. La Cité phocéenne possède une capacité d'assimilation forte et les nouveaux venus peuvent se sentir fiers d'être marseillais tandis que dans la capitale des Alpes maritimes, la culture locale distingue les Niçois d'origine et les pièces rapportées.

Cela doit-il nous faire réfléchir à la construction européenne?

L'existence de ce petit Kaboul qu'est l'une des zones de la commune de Molenbeek Saint-Jean, à quelques kilomètres du Parlement européen, offre un symbole très éclairant de l'échec de l'utopie fédéraliste.

L'existence de ce petit Kaboul qu'est l'une des zones de la commune de Molenbeek Saint-Jean, à quelques kilomètres du Parlement européen, offre un symbole très éclairant de l'échec de l'utopie fédéraliste. En réponse au vieillissement de sa population, l'Union européenne défend une politique de repeuplement du vieux continent. Dans le même temps, en défendant le droit des minorités, les traités européens garantissent aux nouveaux venus le droit de rester eux-mêmes en s'installant chez les autres. Plus profondément, si l'on pousse la logique de la construction européenne jusqu'à son terme, si l'union de l'Europe devait un jour être parachevée, un Italien pourrait se sentir chez lui en Pologne et un Polonais à la maison en Italie. L'utopie européiste, c'est donc le remplacement des patries par un État qui est aussi une sorte de vaste hall d'aéroport anonyme dans lequel les droits de toutes les personnes en transit seraient garantis. La construction européenne repose sur l'idée qu'en déliant appartenance politique et appartenance culturelle, on désarme les causes de conflit. En refroidissant le lien politique, en le rendant clinique, désincarné, juridique, on diminue les passions collectives, sources de haine. Dans les faits, plus il y a d'Europe, moins il y a de patriotisme et plus le besoin d'identité de substitution, régionale ou confessionnel grandit. La création de la monnaie unique et la fuite en avant dans le libre échange et dans l'élargissement devaient déboucher sur la prospérité. Les inégalités se sont creusées et si Molenbeek fournit à elle seule 40 % des Belges enrôlés sous la bannière de l'État islamique, 40 % c'est aussi le taux de chômage qui sévit dans cette bourgade. Historiquement, Molenbeek restera comme l'effacement des promesses de Maastricht.

Celle-ci nous a-t-elle privé des moyens de nous défendre?

L'Europe a voulu favoriser la libre circulation des personnes. Grâce à l'Europe, vous pouvez donc charger des armes à Marseille et les livrer à Francfort. Les barrières entre les États membres se sont complètement abaissées

pour les djihadistes mais imparfaitement pour les juges ou pour les policiers. La Belgique avait depuis longtemps attiré l'attention de ses voisins sur la dangerosité de ce qui se tramait chez elle mais DGSE et DGSI coopèrent parfois plus facilement avec les services marocains ou américains qu'avec la sûreté d'État belge. L'union européenne nous a également désarmé tout court puisque le respect des critères de Maastricht imposé par Bruxelles nous a incité à constamment réduire les dépenses régaliennes (diplomatie, police, justice). Ces dépenses qui représentaient encore 4,5 % du PIB en 1990 ne pèsent plus que 2,8 % de la richesse française. Là encore, la garde a été baissée au niveau national sans qu'aucune protection continentale ne prenne le relais. On retombe sur l'utopie d'un gouvernement européen qui sans peuple est un oxymore, une aporie. Il suffit de revenir aux origines du projet d'unité du vieux continent (Aristide Briand après la première guerre mondiale et le traité CECA après la seconde), pour réaliser que le pacifisme (cette idée fautive suivant laquelle tout serait préférable à la guerre) est consubstantiel à l'idée d'Europe, il en forme même le péché originel. Mitterrand l'a dit, les nations, c'est la guerre, l'Europe, c'est la paix. L'Europe nous a donc psychologiquement désarmés, en nous entretenant dans l'illusion du doux commerce et de la mondialisation heureuse.

Faut-il plus d'Europe ou moins d'Europe?

Autant demander au malade s'il lui faut plus ou moins de fièvre! Il faut certes plus de coopération entre États européens mais il faut surtout plus d'État tout court pour lutter contre les effets du djihad (plus de forces de l'ordre, de magistrats, d'agents de renseignement ; etc.). Tirer des attentats de Bruxelles, la conclusion qu'il faudrait plus d'Europe, ce serait comme estimer que seul l'approfondissement du communisme allait venir à bout des files d'attente devant les magasins à l'époque de l'URSS. Cet appel à plus de fédéralisme pour lutter contre le terrorisme relève d'un total contre sens.

Les campagnes actuelles de dé-radicalisation (un psychologue, deux sociologues et un imam vont tenter de te convaincre qu'il ne faut redevenir gentil! pas être méchant) sont comme des cures de limonade pour alcooliques. Nous sommes face à un phénomène collectif et politique, les réponses ne sont pas individuelles et psychologiques mais évidemment collectives et politiques. Au moins 20 % des djihadistes sont des convertis (preuve que le djihad possède une capacité de séduction chez les jeunes bien au-delà des enfants de l'immigration musulmane) tandis que 20 % des militaires français sont musulmans ou d'origine musulmane et les cas de trahison sont, répétons-le, excessivement rares.

Le patriotisme est le seul antidote connu au djihadisme. L'antidote doit contenir une dose du poison pour espérer enrayer ses effets: héroïsme, idéalisme, exaltation du courage, dépassement de soi, sentiments d'appartenance, d'égalité et de fraternité partagés, etc.

Cela va s'avérer délicat et peut être douloureux mais le travail de notre génération consiste à réduire ses poches sécessionnistes et à neutraliser l'avènement d'un peuple musulman sur notre sol. Il s'agit de bien prendre la mesure du risque cette fois. Le risque, ce n'est pas de connaître de nouveaux attentats, cela c'est hélas une certitude, le phénomène est installé dans la durée. Le risque réside dans les représailles que la répétition des attaques peut déclencher. Les djihadistes sont comme des chiens méchants qui mordent la queue d'un fauve assoupi. À force d'attentats répétés, les peuples peuvent perdre leurs nerfs (et c'est bien ce que veulent nos ennemis). Face à ce risque, seul un haut degré de cohésion nationale peut empêcher un jour que nous entrions dans un cycle de vengeances-représailles qui produiraient en retour plus de radicalisation ; etc. Tarir la source du recrutement djihadiste, enrayer la diffusion de l'idéologie islamiste et reprendre le contrôle des fameux territoires perdus forment donc trois impératifs catégoriques pour la République.

144,26

Taxer plus les personnes âgées, la proposition d'un institut proche du gouvernement

Par [Mathilde Siraud](#)

Publié le 31/03/2016 à 18:43



L'organisme de réflexion et d'expertise France Stratégie, placé sous l'autorité du premier ministre, pointe l'écart entre les dépenses publiques accordées à la jeunesse et celles allouées aux personnes âgées, à l'heure où la situation des moins de 25 ans se dégrade par rapport à celle de leurs aînés.

Les responsables politiques obéissent-ils à des logiques électoralistes au point d'en sacrifier les plus jeunes, pas encore en âge de voter ou peu enclins à se déplacer dans les urnes? C'est la question que se posent les experts de [France Stratégie](#), institution rattachée au premier ministre. Dans une note publiée jeudi, intitulée «Jeunesse, vieillissement, quelles politiques?», les données recueillies mettent en lumière un différentiel important entre les dépenses de protection sociale consacrées aux plus de 60 ans et celles allouées aux moins de 25 ans.

Alors que le taux de pauvreté frappe plus durement les plus jeunes (23,3% pour les 18-24 ans en 2012, contre 8,3% pour les plus de 60 ans), les dépenses de protection sociale et d'éducation s'élèvent à 17,2% du PIB en 2011 pour les plus de 60 ans contre 8% seulement pour les moins de 25 ans. «Les jeunes sont écartés de la protection sociale de droit commun dans les faits, puisqu'ils sont moins souvent indemnisés par l'assurance chômage pour des montants plus faibles et des durées plus courtes, comme en droit, puisqu'ils n'ont pas accès au RSA et sont pris en charge par des dispositifs dédiés», pointent les experts de France Stratégie.

«C'est un nouvel âge de la vie que les responsables ont du mal à prendre en compte»

Entourage du ministre de la Ville

Ce phénomène tend ainsi à perpétuer les inégalités sociales. «L'accompagnement des transitions vers l'âge adulte reste du principal ressort des solidarités familiales.» Autrement dit, les ressources d'un jeune de moins de 25 ans dépendent surtout de son entourage et donc de son milieu social, quand la personne âgée sera davantage prise en charge par les pouvoirs publics. «C'est un nouvel âge de la vie que les responsables ont du mal à prendre en compte», commente-t-on dans l'entourage de Patrick Kanner, ministre de la Jeunesse, en rappelant que le dispositif de la prime d'activité pour les travailleurs précaires est la «première politique ciblée de droit commun pour les personnes de plus de 18 ans». Mais compte tenu de la tendance démographique et de la pyramide des âges en France, les dépenses consacrées aux plus âgés, notamment dans le domaine de la santé, devraient continuer à progresser.

La note va plus loin en proposant des pistes pour résorber ces «arbitrages collectifs défavorables aux jeunes». En plus d'imaginer de nouveaux dispositifs en faveur des jeunes, les auteurs suggèrent de taxer davantage les séniors. «Il est possible de chercher à réorienter le modèle social français vers des dépenses permettant d'accroître notre capacité à financer les charges liées au vieillissement: c'est la piste explorée par la stratégie d'investissement social notamment dans l'éducation-formation et par le 'vieillessement actif' qui vise à prolonger la contribution des seniors à la société», écrivent-ils. Le patrimoine et les revenus financiers, détenus dans une plus large proportion par les plus vieux, sont également dans leur viseur: l'idée d'un «transfert du financement des dépenses sociales vers d'autres assiettes détenues par les plus âgés», est également évoquée. Au ministère de la Jeunesse, on préfère plaider pour «la construction d'un nouveau contrat social entre les générations pour qu'un filet de sécurité existe pour tout le monde».

144,27

The Opinion Pages | OP-ED CONTRIBUTOR

To Unify Europe, Face the Mideast as One

By NORBERT RÖTTGEN

MARCH 31, 2016

BERLIN — After the horror in Brussels, Europe is mourning once more. Rightly, the states of the [European Union](#) are also focused on bringing the perpetrators to justice and preventing a follow-up attack. Cooperating more effectively on counterterrorism while tightening security at airports and train stations would be a start.

But we must not lose sight of the bigger picture. The Islamic State's goal in Brussels was to scare us and drive a wedge between us, and it seems to be succeeding. Here in Germany, and across the Continent, right-wing, anti-immigration parties are calling for their nations to turn inward, away from one another. In Italy, the anti-immigrant Northern League wants an immediate closure of borders and mosques. The prime minister of Poland, Beata Szydlo, doubts that her nation of 40 million can meet its commitment to take in 400 refugees this year. Meanwhile, Nigel Farage, head of the UK Independence Party, suggests that the attacks prove that his country would be safer outside the European Union.

These appeals to emotion play into the terrorists' hands just when what Europe must do is face its shared challenges with new unity at home, and a new readiness to act in the Middle East.

Within Europe, it is time for a comprehensive compromise, and my own country, Germany, should set the example. Germany cannot urge solidarity on the refugee question without giving ground on the economic and energy issues that divide the European Union. Concretely, that means accepting budget deficits that exceed European Union limits in countries like France and Italy that are suffering from high unemployment among the young. It also means re-evaluating plans to expand the Nord Stream pipeline system that runs from Russia to Germany, bypassing Poland and other eastern member states, who see in this a threat to their energy security. Only by making concessions in these areas can we create the basis for a compromise about refugee acceptance that includes fair distribution of asylum seekers throughout the European Union.

As for the Middle East, it's important not to conflate the question of how to treat the people fleeing war and terror in Syria, Iraq or Afghanistan with that of how to combat the radical militants who receive inspiration and training in those countries. And it's important to remember that the Brussels attacks, like the [attacks in Paris](#) last November, appear to have been carried out by citizens of European countries. Defeating that internal threat requires reaching out to Muslim communities that feel marginalized, with too many young men who, seeing no prospects, fall victim to the siren song of jihadism.

Nevertheless, it is clear how directly events in the Middle East can affect our stability. Our disputes over how to treat asylum seekers are straining European unity as never before. And just as events in the Middle East are confronting Europe with enormous challenges to meet together, the region is becoming less vital for the United States. In *The Atlantic* last month, the journalist Jeffrey Goldberg reported that President Obama sees the Middle East as no longer terribly important to American interests and not amenable to America's efforts to improve it, and therefore a place where America risks its credibility and power when its efforts lead to warfare and American deaths. That is an assessment shared by many Americans; it reflects long-term trends like America's growing independence from Middle Eastern oil, the comparatively greater challenge posed by China's rise and the increasing economic importance of Asia and Latin America.

So any assumption that the United States will take the lead on every issue is outdated. If Europeans are not prepared to take on more responsibility, the West may lose its ability to shape events in the Middle East.

How should Europeans adapt? How should we respond to this paradigm shift?

First, the European Union must be willing to commit more money to the region. We must improve conditions in refugee camps in countries like Jordan and Lebanon, where a euro goes about 30 times as far as it would in Germany. We must invest more in the region's economic future, particularly in the young democracy of Tunisia. If young North Africans see stability and prosperity in their own communities, they are far less likely to feel pressed to emigrate.

Second, Europe needs a unified *European* Middle East policy that takes care of our own security. We have no lack of institutions. Rather, we suffer from a lack of will and a reluctance to discard antiquated notions of national prestige in foreign policy. Because individual member states so frequently act alone, our union of 500 million people punches below its weight. For example, a recent French proposal to restart Israeli-Palestinian peace talks, with the goal of a two-state solution, would have been stronger coming from the so-called E4+1, a grouping of France, Britain, Italy, Germany and the European Union's high representative for foreign affairs.

This grouping needs to play a permanent role in Middle Eastern affairs. Its first order of business should be working with the United States to persuade Russia to forgo using its veto and allow the creation of humanitarian zones in Syria under a United Nations mandate. Since these zones will need military protection, Europe would then have to back up its diplomatic initiative by contributing troops to an international peacekeeping mission. Libya, too, requires more political and military engagement. European training and support for local moderate forces could make a vital contribution toward stemming chaos in a country just 300 miles from Italian soil.

Finally, the new reality demands that we preserve the validity of the trans-Atlantic partnership in the 21st century. More help from the United States on the refugee question — namely, accepting many more refugees — would be very welcome. At the same time, European politicians must tell their voters that, as the United States pivots away from the Middle East, Europe will have to bear a greater burden, because so much is at stake for us.

In the end, of course, Europe won't be able to solve every problem alone. The United States will remain a major force in both the Middle East and Europe, and the West will need to work together to ensure common interests vital on both sides of the Atlantic — for example, that Iran sticks to the terms of the nuclear deal, and that a newly assertive Russia is restrained.

None of this will be easy, but I do not believe we have a choice. For the bombs that exploded in Belgium on March 22 were aimed not just at the people of Brussels, but at European unity and ideals. We cannot, and will not, allow terrorism to tear Europe apart.

Norbert Röttgen is the chairman of the Committee on Foreign Affairs in the German Bundestag.

PRESS REVIEW OF 31/03/2016 WITH THE FOLLOWING DEBATES:

Hollande withdraws constitutional reform +++ Problem neighbourhoods as terrorist hotbeds? +++ Has the Belgian state failed? +++ A new security framework for Europe? +++ Row over mosque in Bucharest +++ Xi Jinping visits Czech Republic +++ Spain on course for new elections? +++ 100th anniversary of the Easter Rising



(© picture-alliance/dpa)



Hollande withdraws constitutional reform

François Hollande has withdrawn his [legislative proposal](#) on stripping terrorists of their French citizenship. The constitutional reform announced three days after the attacks in Paris in November had also come under fire from within Hollande's own party ranks. What does this setback mean for the president and for French politics?



DER STANDARD (AT)

President has lost control of the situation

The failure of the constitutional reform spells the end for President François Hollande politically, the centre-left daily Der Standard surmises:

“The loss of authority reinforces the impression that the president is no longer in control of the situation. His ongoing attempt to liberalise French [labour laws](#) is looking increasingly wobbly. The trade unions are calling new strikes for today, Thursday. Hollande's handling of the situation is having the same effect as with the counter-terrorism reform: he is turning the left against him without gaining the support of the right. Le Monde ran its Thursday edition with the headline: 'Massive rejection of François Hollande by the left'. Even his party colleagues are advising him against running for re-election in 2017. At this rate one must ask whether he will even be able to hold on until then.”



Stefan Brändle

Share on



[Original article](#)



DIE WELT (DE)

Hollande unable to unite his country

The French government wanted to show with the constitutional reform that it can react to Islamic terror but has failed miserably, the conservative daily Die Welt comments:

“The real reason for the failure isn't the opposition to the reform project but its half-baked character and the resistance that Hollande has faced from his own ranks. ... France's enemies come more often from within than from without. Taking away their passports won't help matters because they remain in the country. For a brief moment after the [attacks](#) Hollande cut a fine figure. A dignified president who found the right words. But he was unable to keep the promise he made to the bereaved in the courtyard of Les Invalides: his pledge to unite France in the fight against terror.”



Sascha Lehnartz

Share on



[\[>Original article](#)



LA CROIX (FR)

Talk less, do more!

The government has wasted precious time, the Catholic daily La Croix laments:

“Wouldn't it have been better to use these four months of hair-splitting over citizenship for a careful and well-considered debate on the [reform](#) of the labour law? Instead, the draft El-Khomri law was presented in an extremely negative climate for discussion. And the retraction of the constitutional reform worked out after the attacks of November 13 comes at a time when the [drama in Brussels](#) makes it clear that the terrorist threat remains extreme. What a glaring paradox. All the players bear partial responsibility. It is high time we turn a new page, talk a bit less and accomplish a bit more.”



Guillaume Goubert

Share on



[\[>Original article](#)



NEUE ZÜRCHER ZEITUNG (CH)

Entire political elite has failed

The failure of the French constitutional reform is a setback not just for President Hollande but for his opponents too, the liberal-conservative daily Neue Zürcher Zeitung comments:

“The key question of whether expatriation and subsequent expulsion from the country would really enhance security has hardly been raised. But the handling and withdrawal of the constitutional reform is also a failure for the so-called political elite in Paris. It was not primarily differences regarding content that prevented a compromise or the rescue of at least certain parts of the reform, but rather political intrigues. A year before the elections Hollande's critics and rivals wanted to spoil the president's show. If the politicians indulge in mutual recriminations now, they will offer a nasty spectacle. Their reputation among the people will suffer even more.”



Andres Wysling

Share on



[Original article](#)



Hollande withdraws constitutional reform

Share on



Problem neighbourhoods as terrorist hotbeds?

In the aftermath of the Paris and Brussels attacks commentators examine the so-called problem neighbourhoods inhabited by socially marginalised people with a migrant background. What is going wrong in neighbourhoods like Molenbeek where terrorists were able to plan their attacks without security services getting wind of them?



PUBLICICO (PT)

Prevent growth of ghettos in Europe's cities

In order to tackle terror effectively the ghettoisation phenomenon in European cities must be countered, political scientist José Pedro Teixeira Fernandes writes in the liberal daily Público:

“The EU leaders live and interact in a multicultural and cosmopolitan world that is entirely removed from the reality of everyday life for normal citizens. ... If they held their EU summits in neighbourhoods like Molenbeek or Forest they would have realised long ago what an explosive society is emerging in these places. ... But that is by no means only a problem in Belgium because you will find similar ghettos on the outskirts of Paris, Marseilles, London, Birmingham, Amsterdam, Rotterdam, Cologne, Berlin, Malmo and other cities. The list is long and growing. So it's not surprising that the IS and other radical Islamic groups will continue to expand in these European societies. Terrorism is their political weapon. The ghetto is their natural habitat.”



José Pedro Teixeira Fernandes

Share on



[Original article](#)



LE SOIR (BE)

How do neighbourhoods become hotbeds of terror?

France's Minister for Cities, Youth and Sport Patrick Kanner has announced that France has hundreds of

neighbourhoods like Molenbeek in Brussels. We must urgently examine why such locations become terrorist hotbeds, liberal daily Le Soir urges:

“Something went wrong in Molenbeek which led to the community being isolated. Was it the lack of cultural mix and the large concentration of ethnic groups and religions, which were then knowingly or at least naively tolerated by politicians? Was too much attention paid to urban development and not enough to social cohesion? By answering these questions and exchanging information we will not only gain a better understanding of the situation but also help the residents of these communities who are held hostage both to the reality on the ground and to the stigmatisation of their communities.”



Béatrice Delvaux

Share on



 [Original article](#)



EXPRESSEN (SE)

Don't make problems with Muslims taboo topic

Those in Sweden who draw attention to the problems in predominantly Muslim neighbourhoods come under attack themselves, the liberal daily Expressen criticises:

“Left-leaning politicians like Zeliha Dagli and Amineh Kakabaveh are accused of dividing society because they report on the presence of guardians of public morals in Swedish suburbs. A liberal like Per Pettersson is criticised for the same reason when he describes how he's been harassed as a homosexual and wants to move out of the Husby district. The same goes for terror experts Magnus Ranstorp and Magnus Sandelin, who have long been warning of the emergence of jihadist groups and who were recently accused of pointing their fingers at Muslims and Islam. In a growing number of circles it seems that the biggest problem isn't jihadism or religious intolerance, but people who dare to bring up these issues.”



Kronqvist Patrik

Share on



 [Original article](#)



Problem neighbourhoods as terrorist hotbeds?

Share on



Has the Belgian state failed?

Belgium's parliament wants to pass several laws on fighting terror. At the same time a growing number of police and intelligence glitches have come to light in the run-up to the [Brussels attack](#). Commentators see the incidents as part of a long chain of failures on the part of the Belgian authorities.



DUMA (BG)

Absurd fight against terror in Belgium

Under the planned legal amendment police searches would also be allowed between 9 p.m. and 5 a.m. The left-leaning daily Duma pokes fun at the law:

“Just what is going on? Is Brussels now running roughshod over human rights? The special forces can now carry out searches around the clock? What a cheek! What if the terrorists are asleep? Or tinkering with a bomb? How dare the police disturb them at such times? This is a gross violation of their private sphere, unthinkably unjust! In fact all of this would be incredibly funny if it weren't so absurd and horrifying. ... It seems Europe's politicians aren't in any particular hurry to come down and join us in the real world. They prefer to live in their ivory tower, surrounded by bodyguards, in the beautiful world of expensive suits and hackneyed phrases.”



Kristiela Simeonova

Share on



[➤ Original article](#)



Has the Belgian state failed?

Share on



A new security framework for Europe?

After the Brussels attacks the EU's interior ministers have convened for a special meeting to discuss how to respond to the terrorist threat. The exchange of information among European countries must be improved, some commentators urge. Others fear that the data could then end up in the wrong hands.



CORRIERE DEL TICINO (CH)

Refugees bring terror to Europe

After the latest attacks in Brussels Europe must not underestimate the terrorist threat refugees represent, the liberal daily Corriere del Ticino warns:

“We must not forget what has happened in the rich European states in the last six to seven months. An unstoppable wave of refugees has flooded Europe and continues to do so. ... Hidden among the genuine refugees are Islamic fundamentalists who are willing to do the bidding of the caliphate and ruthlessly carry out attacks. ... These operations are coordinated with Islamic cells already present in the countries of arrival which have been bolstered by second-generation migrants who have chosen the jihadi path - frequently in a bid to give meaning to their frustrated existence on the fringes of the society that has taken them in.”



Andrea Colandrea

Share on



[to the homepage](#)



A new security framework for Europe?

Share on



Row over mosque in Bucharest

Plans for the largest mosque in Romania to be built in the country's capital Bucharest in the next few years are going ahead. The Romanian state will provide the land while the Turkish government finances construction. The plans are provoking growing protests in the country. The Romanian press assesses the deal.



ROMANIA LIBERA (RO)

Iohannis duped by Erdoğan

Turkish President Erdoğan skilfully duped his Romanian counterpart Iohannis during the latter's official visit to Turkey, the daily România Liberă writes commenting on the plans for a mosque in Bucharest:

“Apparently Iohannis demanded nothing but a measly [Orthodox] chapel that will probably be built somewhere on the outskirts of Istanbul in exchange for the construction of the mosque. There wasn't even any mention of the old project for a cable under the sea through which Romania wanted to supply electricity to Turkey. Yet Turkey is a country with few energy resources but plenty of potential. ... Erdoğan has inherited from the Ottomans the skill of making his guests feel more important than they are. ... Iohannis was welcomed with a military ceremony including the firing of 21 cannon salvos which only sultans offer their guests. ... In the end, however, Erdoğan will despise him for letting himself be tricked and making it so easy for him to turn the president of an EU state into a vassal of his court.”



Sabina Fati

Share on



DEUTSCHE WELLE (RO)

Romanians equate mosques with terror

The Romanian service of the German broadcaster Deutsche Welle looks at why many Romanians reject the mosque:

“All those who are against the construction - and it seems that's the large majority - aren't worried about religious problems but rather refugees and Islamic terror. That is regrettable, and the rancour of local Muslims (Turks and Tatars who've lived here for centuries) is all too understandable. Nevertheless the mosque has become the symbol of a menacing political reality. That is certainly unfair - all the more so because it is supposed to be financed by Turkey and not Saudi Arabia. ... However the real problem isn't the mosque but Chancellor Angela Merkel's welcoming policy and Europe's clear inability to come up with an answer to Islamic terror. True, Romania is not yet directly affected by such terror. But sooner or later it will also have repercussions for the countries of Eastern Europe.”



Horatiu Pepine

144,36

Belgium's security problem

No Poirots

Belgian police are flummoxed by IS

Apr 2nd 2016 | BRUSSELS AND PARIS | [From the print edition](#)

THE response of the Belgian police to the terrorist attacks that claimed 32 lives in Brussels on March 22nd has displayed elements of farce. Two days after the bombings, officers arrested Fayçal Cheffou, a freelance journalist and Islamist agitator, as he loitered with several other men outside the federal prosecutor's office. He was identified as the "man in the hat" seen on security footage at Brussels' airport next to the two suicide-bombers. Four days later Mr Cheffou was released due to lack of evidence. Mobile-phone tracking placed him at home during the bombings, and his DNA was not found in the apartment where the bombs were made.

"Belgium is the weakest link in the European Union's [security] network," says one EU diplomat. Salah Abdeslam, a suspect in the attacks in Paris in November whose arrest seems to have triggered the Brussels bombings, evaded police for four months before he was arrested in Molenbeek, the Brussels suburb where he grew up. Raids leading to his arrest turned up components of explosives, yet security at vulnerable locations was not beefed up. The Belgians had even been warned by foreign intelligence agencies that leaders of Islamic State (IS) in Syria had sent instructions to bomb the airport and a metro station.

Meanwhile, Turkey said it had deported Ibrahim el-Bakraoui to Belgium in July 2015 and told the authorities that he was suspected of jihadist activity. Yet no criminal proceedings were opened. Mr el-Bakraoui is thought to have been one of the airport bombers. (The other, Najim Laachraoui, is suspected of making the bombs used in Paris and Brussels.) Khalid, his brother, is believed to have been responsible for the metro bombing.

One reason for the bumbling is poor co-ordination between government agencies. The Turkish warning was passed to Belgium's federal police, part of the interior ministry; the justice ministry's state prosecution office, which could have ordered criminal proceedings, was not notified. The federal police division responsible for counter-terrorism is set up mainly to fight organised crime, while the state security service concentrates on foiling spying by foreign states.

"Much of the information was there in advance, but the pipelines are clogged," says Jan Nolf, a legal journalist and former judge. "As a small country with limited resources, we simply can't deal with all the responsibilities of being the headquarters of the European institutions and of NATO."

French police seem to be doing better. Two days after the Brussels attacks they thwarted an "advanced" terrorist plot near Paris, arresting Reda Kriket, a French citizen, and seizing weapons and explosives in his flat. Three suspected accomplices were arrested in Belgium, and Dutch police arrested a fourth in Rotterdam.

Molenbeek, meanwhile, has been known to be a hotspot of IS activity ever since the Paris bombings. Yet security forces have failed to penetrate its jihadist networks. Molenbeek's mayor, Françoise Schepmans, blames laws barring raids on apartments at night and holding terror suspects without charge for over 24 hours, as well as local politics. "When radicals began preaching in the mosques here, it was convenient for local politicians to do nothing," Ms Schepmans says. "Even now, since the Paris attacks, when everyone realises that nothing can be the same again, we haven't received more resources."

Troubles bipolaires : retrouver une « vie active »

Par Sandrine Cabut

Elle a, dit-elle, apprivoisé sa maladie, appris à gommer les parenthèses (comprendre : ses épisodes de dépression et d'accès maniaques). « *Je suis bipolaire, mais je me place du côté de la vie. Quand on se soigne, on peut vivre à peu près normalement et être heureux comme tout le monde* », témoigne Hélène Pérignon, éditrice et auteure de *Je suis bipolaire mais le bonheur ne me fait pas peur* (Hugo Document, 2015).

« *Ne pas décrocher de la vie, c'est l'enjeu* », acquiesce le psychiatre Bernard Pachoud, professeur de psychopathologie à l'université Paris-Diderot. L'un et l'autre faisaient partie des nombreux intervenants réunis le 30 mars à Paris par l'association Argos 2001, pour un colloque consacré à la bipolarité, en partenariat avec la fondation FondaMental. Depuis 2015, cette date est devenue la journée mondiale des troubles bipolaires, en hommage à la date de naissance de Vincent Van Gogh (le 30 mars 1853), lui-même atteint de cette pathologie mentale qui touche 1 % à 2 % de la population.

Débutant le plus souvent à la fin de l'adolescence, ou au début de l'âge adulte, elle se caractérise par la succession de phases dépressives et d'épisodes maniaques. Pendant ces derniers, « *l'embrassement émotionnel est total* », comme l'explique le docteur Marc Masson dans *Les Troubles bipolaires* (PUF, 128 p., 9€). La personne est euphorique, ne tient pas en place, l'insomnie peut être totale plusieurs jours de suite. De nombreux symptômes sont décrits : désinhibition, idées délirantes, voire hallucinations.

Un maître mot : le rétablissement

Au programme de la journée organisée par Argos 2001, un tour d'horizon des dernières avancées de la recherche ; une mise au point sur les traitements, médicamenteux et autres ; des présentations de programmes de soutien... Avec un maître mot : le rétablissement. « *Il y a eu une prise de conscience de la relative indépendance entre l'évolution d'une maladie et le devenir de la personne. Du coup, les préoccupations se sont déplacées. L'objectif n'est plus seulement d'obtenir une rémission des crises et un soulagement des symptômes, mais de viser un réengagement dans une vie active, avec des projets personnels, professionnels* », décrypte Bernard Pachoud.

« **LE RÉTABLISSEMENT EST UN NOUVEAU PARADIGME DANS NOTRE SPÉCIALITÉ, QUI IMPLIQUE UNE NOUVELLE CONCEPTION DES PRATIQUES DE SOINS, DE SOUTIEN, ET MÊME DE L'ORGANISATION DES SERVICES DE SANTÉ MENTALE** ». BERNARD PACHOUD, PSYCHIATRE.

Une approche qui redonne un rôle central aux patients dans le contrôle de leur existence, dans le prolongement du « *nothing about us without us* » (rien de ce qui nous concerne sans nous), revendiqué au début des années 1990 par des militants dans le domaine du handicap. « *Le rétablissement est un nouveau paradigme dans notre spécialité, qui implique une nouvelle conception des pratiques de soins, de soutien, et même de l'organisation des services de santé mentale* », insiste le docteur Pachoud.

Si les médicaments (régulateurs de l'humeur, antipsychotiques...) sont indispensables, d'autres stratégies peuvent aider au rétablissement et à la prévention des rechutes. Les approches de remédiation cognitive, qui visent à améliorer les fonctions déficitaires (attention, mémoire...) ou à trouver des stratégies de compensation, ont ainsi démontré des bénéfices sur le fonctionnement au quotidien des patients bipolaires.

Les spécialistes insistent aussi sur le rôle essentiel de l'hygiène de vie. «*Même en dehors des épisodes dépressifs ou maniaques, des troubles du sommeil persistent* », précise le psychiatre et chercheur Inserm Pierre-Alexis Geoffroy (Centre expert du trouble bipolaire, hôpital Fernand-Widal, APHP). Il peut s'agir de décalages de phases, d'insomnies ou encore d'hypersomnie.

Sport et alimentation

Ces patients ont souvent un sommeil moins efficace avec plus d'éveils nocturnes, une somnolence diurne. «*Or, ces anomalies sont associées aux rechutes* », poursuit le docteur Geoffroy, en soulignant l'hypersensibilité des personnes bipolaires aux changements de rythme, au décalage horaire, etc. Le traitement repose principalement sur des mesures d'hygiène du sommeil, parfois des médicaments comme l'hormone mélatonine. Des psychothérapies spécifiques, dans le cadre d'une psychoéducation par exemple, peuvent aussi être utiles pour stabiliser les rythmes veille-sommeil.

«*L'impact du mode de vie peut être très important, confirme le psychiatre Florian Ferreri (hôpital Saint-Antoine, APHP). Concernant l'activité physique, les travaux de recherche sont hétérogènes, mais celle-ci est globalement à encourager. D'abord parce qu'une dépense énergétique combat la prise de poids souvent induite par les traitements. Ensuite, une activité quotidienne a un impact sur le moral : elle diminue la durée des épisodes dépressifs et les symptômes résiduels [présents en dehors des crises maniaques ou dépressives].* »

Quant à l'alimentation, elle peut avoir des vertus antidépressives, en «*réveillant des plaisirs*» et en stimulant la sécrétion de neuromédiateurs, telle la sérotonine, très impliquée dans la dépression. «*L'organisme ne peut pas produire de sérotonine tout seul, mais il peut le faire à partir du L-tryptophane, un acide aminé retrouvé dans de très nombreux aliments : viande, œufs...* », explique le docteur Ferreri.

Les patients bipolaires peuvent également bénéficier de programmes d'aide au rétablissement. Au Québec, l'association Revivre, créée il y a vingt-cinq ans pour des personnes atteintes de troubles anxieux, dépressifs ou bipolaires, a ainsi mis au point, avec une quarantaine d'experts, des programmes de soutien à l'autogestion.

Des « clubhouses » pour l'entraide

Pendant douze semaines, en groupes de 10 à 15, les participants apprennent à mieux connaître leur maladie, les signes avant-coureurs des crises, le rôle du stress... Et ils constituent un plan d'autogestion. «*L'idée, c'est de se forger une boîte à outils pour gérer le quotidien, de composer avec sa maladie* », résume Jean-Rémy Provost, directeur général de l'association Revivre, dont la conjointe est bipolaire. M. Provost est à la recherche de relais pour développer ces stratégies en France.

Autre modèle associatif original, les « clubhouses » sont des lieux d'accueil et d'entraide pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes avec des troubles psychiques. Environ 350 clubhouses sont recensés à travers le monde, dans une cinquantaine de pays. En France, le premier lieu de ce type a ouvert ses portes en 2011, à Paris. Une évaluation est en cours.

Patients, médecins et chercheurs ne manquent ni d'idées ni d'énergie. Ils manquent de moyens. En France, seulement 4 % du budget de la recherche biomédicale sont alloués aux maladies mentales.

VOX ; Vox Culture

Julliard : «Le vivre-ensemble est une blague, une blague sanglante»

Julliard, Jacques

LE CARNET DE JACQUES JULLIARD - L'historien et essayiste médite sur la violence des sociétés multiculturelles, l'actualité de l'œuvre de Bernanos et les toiles du Douanier Rousseau, notre Apollinaire de la peinture.

Le communautarisme est une immense faillite

Les attentats de Bruxelles ont-ils sonné le glas du communautarisme? Ce serait trop beau. Certes, la preuve par Molenbeek et Schaerbeek a été apportée qu'à laisser se constituer des ghettos ethniques au cœur des cités, on joue notre liberté et notre sécurité à la roulette russe, ou plutôt islamiste. Mais la culture de l'excuse a encore de beaux jours devant elle. Quand on ne trouve à l'action des terroristes que des mobiles légitimes, tels que la frustration, le refus de la discrimination et des fractures sociales, le désir de «socialisation» (sic), sans parler du «contexte international», on n'est pas très loin de leur donner raison (ainsi Corinne Torrekens, directrice de DiverCity, un groupe de conseil en sciences sociales et politiques lié à l'Université libre de Bruxelles, *Libération*, 24-03-2016). Il faudra encore beaucoup de crimes et de souffrances pour que l'on admette que le «vivre ensemble», cette expression inepte, indécente, derrière laquelle on camoufle l'apartheid des cultures, n'est qu'une blague, une blaguesanglante.

Nos sociétés sont multiculturelles et sont vouées à le devenir un peu plus chaque jour. La rapidité, le bon marché des transports, les énormes écarts de prospérité entre les nations font que les pays riches d'Europe et d'Amérique sont en train de devenir des mosaïques ethniques, tandis que les pays pauvres conservent pour l'essentiel leur identité. Pour les pays d'accueil, le communautarisme est une solution de facilité et une marque de candeur extrême. Pour permettre au migrant de «conserver ses racines», on somme le pays d'accueil de renoncer aux siennes, ce que les populations locales n'acceptent pas ; elles ont l'impression d'être déracinées sur leur propre sol.

Ajoutez à cela un phénomène nouveau, qui est la marque propre de l'islamisme, et qui contraste avec l'immigration du passé: la détestation du pays hôte. Le résultat, c'est ce cocktail détonant qui est en train de gagner toute l'Europe et que l'on appelle sommairement le populisme.

Le communautarisme, c'est-à-dire la juxtaposition sur un même territoire de communautés différentes par l'origine géographique, la langue, la religion, l'histoire, la culture, la philosophie, est une immense faillite. L'Europe, si le phénomène devait persister, ne lui survivrait pas. L'Allemagne, les Pays-Bas, les pays scandinaves l'ont reconnu depuis peu. La Belgique, le Royaume-Uni ne tarderont pas à le faire.

Nos nations multiculturelles sont donc devant une alternative brutale, sans échappatoire: intégration ou guerre civile. Seule la version universelle de l'humanisme, héritée de la chrétienté, des Lumières et de la Révolution française, nous permettra d'échapper à ce désastre.

144,40

[The Opinion Pages](#) | EDITORIAL

A Renewable Energy Boom

By THE EDITORIAL BOARD APRIL 4, 2016

Some world leaders, especially in developing countries like India, have long said it's hard to reduce the emissions that are warming the planet because they need to use relatively inexpensive — but highly carbon-intensive — [fuels like coal](#) to keep energy affordable. That argument is losing its salience as the cost of renewable energy sources like wind and solar continues to fall.

Last year, for the first time, renewables accounted for a majority of new electricity-generating capacity added around the world, according to a [recent United Nations report](#). More than half the \$286 billion invested in wind, solar and other renewables occurred in emerging markets like China, India and Brazil — also for the first time. Excluding large hydroelectric plants, 10.3 percent of all electricity generated globally in 2015 came from renewables, roughly double the amount in 2007, according to the [report](#).

The average global cost of generating electricity from solar panels fell 61 percent between 2009 and 2015 and 14 percent for land-based wind turbines. In sunny parts of the world like India and Dubai, developers of solar farms have recently offered to sell electricity for less than half the global average price. In November, the accounting firm [KPMG](#) predicted that by 2020 solar energy in India could be 10 percent cheaper than electricity generated by burning coal.

These are all hopeful signs. They suggest that reductions in carbon emissions can be achieved more quickly and more cheaply than widely believed. And they provide hope that nations will be able to achieve the ambitious goals they set for themselves at last December's climate summit meeting in Paris — to keep warming below the threshold beyond which the world will be locked into a future of devastating consequences, including rising sea levels, severe droughts and flooding, widespread food and water shortages and more destructive storms.

Replacing coal-fired plants or avoiding new ones will have major health benefits as well, especially in heavily polluted cities in [China](#) and [India](#) where ground-level pollutants like soot and smog make the simple act of breathing a major undertaking. Those benefits will be even greater as gasoline-powered cars are replaced with electric vehicles that draw power from wind and solar farms.

Formidable obstacles to the cleaner energy future envisioned in Paris remain. One is technological: Batteries capable of storing energy for use when the sun is not shining and the wind isn't blowing are still quite expensive, though their costs are falling. Another is financial: Despite increased private investment in renewables, the United States and other industrialized countries have [not lived up](#) to their pledge at the Copenhagen conference in 2009 to [provide \\$100 billion](#) a year to underwrite climate projects in poorer countries. Negotiators in Paris gave themselves until 2025 to come up with a [new financing goal](#).

A third obstacle is political. It's clear that imposing a price on fossil fuels would encourage investment in cleaner fuels. A carbon tax has cut emissions in [British Columbia](#); India's Prime Minister Narendra Modi has [proposed doubling a tax on coal](#); China has promised a national [emissions trading system](#). But carbon taxes remain a nonstarter in the United States.

The falling cost of renewables is a clear plus. The prospect of keeping energy affordable while saving the planet should inspire leaders to bolder action.

144,41

April 4, 2016 9:04 am

Europe's failure to share intelligence hampers terror fight

Jim Brunsten in Brussels, Anne-Sylvaine Chassany in Paris and Sam Jones in London

Missed warnings about Brussels highlight shortcomings



Images from Interpol of Khalid and Ibrahim El Bakraoui, the brothers identified as two of the Brussels suicide bombers

Eight months before Ibrahim El Bakraoui pushed a suitcase reeking of ammonia into Brussels airport and detonated it in the departure lounge, Turkish police arrested him in the city of Gaziantep, near the Syrian border.

When Turkish officials learned El Bakraoui was a Belgian citizen, they contacted the country's police liaison officer in the Istanbul consulate and informed him that they would expel him from the country in a matter of weeks.

What happened next would not only force two of Belgium's most senior ministers to offer their resignation in the wake of last month's [Brussels terrorist attacks](#), but it would also highlight the tortuous difficulties European intelligence agencies have had in identifying and sharing information on members of the world's most dangerous terrorist organisations.

The [Turkish warning](#) was relayed to Brussels almost three weeks before El Bakraoui was put on a Pegasus Air plane to Amsterdam. But when Belgian police asked for more information, the request went to their consulate in Istanbul and disappeared. The consular officer simply forgot to follow up.

In the following weeks and months, multiple countries and their intelligence agencies would run El Bakraoui's name through their terrorist watch list — and his name would never pop up. Even after he bombed Brussels airport, Belgian officials initially insisted he was a common street thug without any ties to terrorism.

It was not only the Turks who had El Bakraoui down as a man with known jihadi connections. Last week, the Dutch justice minister told parliament that the FBI had placed El Bakraoui on its terrorist watch list.

“It is a nightmarish scenario for the security forces to try and identify Isis' network and track down its members,” says Matthew Henman, head of IHS Jane's counter terrorism and insurgency centre. “You can only imagine the kind of discord that is occurring across the security services.”

The difficulty of co-ordinating this kind of intelligence work is a lesson that American officials learned in the wake of the September 11 attacks, when two of the terrorists were on a CIA watch list that was never communicated to the FBI.

But in Europe, the barriers are more complex: not only does each individual EU member state have its own domestic sharing restraints, but passing data across borders between 28 countries — some of which were in the

Soviet sphere within the last generation, and others with historic ties to Russia — throws up far bigger legal and political hurdles.

“With eastern European countries as EU members, no one wants to share details on sensitive operations. It’s a question of trust,” said Bernard Squarcini, France’s spy chief under former president Nicolas Sarkozy. “Europol is useful to arrest Serbian criminals. But no one wants to disclose details on covert operations, the sources you have infiltrated or taken out of judicial procedures, you want to protect your sources . . .”

The aftermath of the attacks in Brussels, and also previous atrocities such as the killings in Paris in November, show how both practical restrictions on the information that can be shared, internal bureaucracy and also simple individual errors, can contribute to disaster.

In addition to the slip-up with Turkey, it emerged last month that a local police unit in the Belgian city of Molenbeek had failed for three months to pass on a key lead on what turned out to be the hiding place of [Salah Abdeslam](#), the last remaining Paris attacker, who was captured on March 18.

Another example cited by Claude Moniquet, a former French spy and co-founder of the European Strategic Intelligence and Security Centre, is that of Mehdi Nemmouche, who murdered tourists at the Brussels Jewish museum in 2014. An associate of Abdelhamid Abaaoud, the now-dead leader of the Paris attacks, Nemmouche was known by French authorities as a serious criminal who had been in Syria and returned to Europe, but this information was not passed on to other nations, said Mr Moniquet.

Despite these examples there is a risk of exaggerating the shortcomings in current data-sharing, and also of failing to understand that some existing limitations defy any kind of simple solution, Mr Moniquet added.

“Co-operation is better than people say it is,” he said. Still, difficulties range from different national “legal frameworks and rules on classification of secrets” to the problem of making sure that raw intelligence is not just shared, but that it is framed in a way “which is actionable, useful”.

While there have been calls from some quarters, notably Charles Michel, the Belgian prime minister, for the creation of a European CIA to pool data, security experts say that this would run up against real, and in some cases legitimate, sensitivities on the part of the agencies that gleaned the information in the first place. The idea poses potential intractable questions when it comes to the handling of information coming from outside the EU, crucially anything passed on by the US.

European officials admit that EU security co-operation is a work in progress. Europol, the EU police agency, is developing a “counter terrorism centre,” and interior ministers called in November for an acceleration of efforts to link up law enforcement databases.

Alexander Ritzmann, senior policy adviser at the European Foundation of Democracy, says that whatever the impediments, Europe has to find a way to move to more “structured” co-operation.

“Member states aren’t obliged to share information,” he said. “We are still on a need-to-know basis; we need to move to a need-to-share basis.”

The young

Generation Uphill

The millennials are the brainiest, best-educated generation ever. Yet their elders often stop them from reaching their full potential, argues Robert Guest

Jan 23rd 2016 | [From the print edition](#)



SHEN XIANG LIVES in a shipping crate on a construction site in Shanghai which he shares with at least seven other young workers. He sleeps in a bunk and uses a bucket to wash in. “It’s uncomfortable,” he says. Still, he pays no rent and the walk to work is only a few paces. Mr Shen, who was born in 1989, hails from a village of “mountains, rivers and trees”. He is a migrant worker and the son of two migrants, so he has always been a second-class citizen in his own country.

In China, many public services in cities are reserved for those with a *hukou* (residence permit). Despite recent reforms, it is still hard for a rural migrant to obtain a big-city *hukou*. Mr Shen was shut out of government schools in Shanghai even though his parents worked there. Instead he had to make do with a worse one back in his village.

Now he paints hotels. The pay is good—300 yuan (\$47) for an 11-hour day—and jobs are more plentiful in Shanghai than back in the countryside. His ambition is “to get married as fast as I can”. But he cannot afford to. There are more young men than young women in China because so many girl babies were aborted in previous decades. So the women today can afford to be picky. Mr Shen had a girlfriend once, but her family demanded that he buy her a house. “I didn’t have enough money, so we broke up,” he recalls. Mr Shen doubts that he will ever be able to buy a flat in Shanghai. In any case, without the right *hukou* his children would not get subsidised education or health care there. “It’s unfair,” he says.

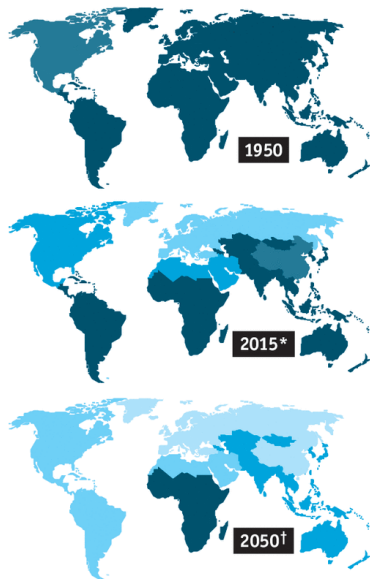
There are 1.8 billion young people in the world, roughly a quarter of the total population. (This report defines “young” as between about 15 and 30.) All generalisations about such a vast group should be taken with a bucket of salt. What is true of young Chinese may not apply to young Americans or Burundians. But the young do have some things in common: they grew up in the age of smartphones and in the shadow of a global financial disaster. They fret that it is hard to get a good education, a steady job, a home and—eventually—a mate with whom to start a family.

Companies are obsessed with understanding how “millennials” think, the better to recruit them or sell them stuff. Consultants churn out endless reports explaining that they like to share, require constant praise and so forth. Pundits fret that millennials in rich countries never seem to grow out of adolescence, with their constant posting of selfies on social media and their desire for “safe spaces” at university, shielded from discomfiting ideas.

Fading youth

Population aged 15-29, by region, % of total

Less than 17.5 17.5-20.0 20.0-22.5 22.5-25.0 Over 25.0



Source: United Nations

*Estimate †Forecast

Economist.com

This report takes a global view, since 85% of young people live in developing countries, and focuses on practical matters, such as education and jobs. And it will argue that the young are an oppressed minority, held back by their elders. They are unlike other oppressed minorities, of course. Their “oppressors” do not set out to harm them. On the contrary, they often love and nurture them. Many would gladly swap places with them, too.

In some respects the young have never had it so good. They are richer and likely to live longer than any previous generation. On their smartphones they can find all the information in the world. If they are female or gay, in most countries they enjoy freedoms that their predecessors could barely have imagined. They are also brainier than any previous generation. Average scores on intelligence tests have been rising for decades in many countries, thanks to better nutrition and mass education.

Yet much of their talent is being squandered. In most regions they are at least twice as likely as their elders to be unemployed. Over 25% of youngsters in middle-income nations and 15% in rich ones are NEETs: not in education, employment or training. The job market they are entering is more competitive than ever, and in many countries the rules are rigged to favour those who already have a job.

Education has become so expensive that many students rack up heavy debts. Housing has grown costlier, too, especially in the globally connected megacities where the best jobs are. Young people yearn to move to such cities: beside higher pay, they offer excitement and a wide selection of other young people to date or marry. Yet constraints on the supply of housing make that hard.

For both sexes the path to adulthood—from school to work, marriage and children—has become longer and more complicated. Mostly, this is a good thing. Many young people now study until their mid-20s and put off having children until their late 30s. They form families later partly because they want to and partly because it is taking them longer to become established in their careers and feel financially secure. Alas, despite improvements in fertility treatment the biological clock has not been reset to accommodate modern working lives.

Throughout human history, the old have subsidised the young. In rich countries, however, that flow has recently started to reverse. Ronald Lee of the University of California, Berkeley, and Andrew Mason at the University of Hawaii measured how much people earn at different ages in 23 countries, and how much they consume. Within families, intergenerational transfers still flow almost entirely from older to younger. However, in rich countries

public spending favours pensions and health care for the old over education for the young. Much of this is paid for by borrowing, and the bill will one day land on the young. In five of 23 countries in Messrs Lee and Mason's sample (Germany, Austria, Japan, Slovenia and Hungary), the net flow of resources (public plus private) is now heading from young to old, who tend to be richer. As societies age, many more will join them.

Politicians in democracies listen to the people who vote—which young people seldom do. Only 23% of Americans aged 18-34 cast a ballot in the 2014 mid-term elections, compared with 59% of the over-65s. In Britain's 2015 general election only 43% of the 18-24s but 78% of the over-65s voted. In both countries the party favoured by older voters won a thumping victory. "My generation has a huge interest in political causes but a lack of faith in political parties," says Aditi Shorewal, the editor of a student paper at King's College, London. In autocracies the young are even more disillusioned. In one survey, only 10% of Chinese respondents thought that young people's career prospects depended more on hard work or ability than on family connections.

All countries need to work harder to give the young a fair shot. If they do not, a whole generation's talents could be wasted. That would not only be immoral; it would also be dangerous. Angry young people sometimes start revolutions, as the despots overthrown in the Arab Spring can attest.

From the print edition: Special report

144,46

Jobs

The walled world of work

Youth unemployment is a massive waste of resources

Jan 23rd 2016 | [From the print edition](#)



CRISTINA FONSECA CAUGHT pneumonia a week before her final exams. “I thought I would die,” she recalls. When she recovered, she reassessed her priorities. As a star computer scientist, she had lots of job offers, but she turned them all down. “I realised that I didn’t want to spend my life doing anything that was not really worthwhile.”

She decided to start her own business. After a year of false starts she co-founded a company called Talkdesk, which helps other firms set up call centres. By using its software, clients can have one up and running in five minutes, she claims.

Ms Fonseca’s success helps explain why some people are optimistic about the millennial generation in the workplace. At 28, she is providing a completely new service in support of another service that did not exist until quite recently. She lives in Portugal but does business all over the globe.

She sounds very much like several other young entrepreneurs your correspondent met while researching this report, such as a Russian who set up a virtual talent agency for models (castweek.ru); an Asian-American electric cellist who teaches people how to make new sounds using a laptop (danaleong.com); and a Nigerian starting a new publishing house for African romantic novelists (ankarapress.com).

Elite youth today are multilingual, global-minded and digitally native; few can remember life before the internet or imagine how anyone coped without it. The best-known of them changed the world before they turned 30, including Facebook’s Mark Zuckerberg, Google’s Sergey Brin and Larry Page, and Instagram’s Kevin Systrom. The global economy works well for such people. Digital startups require far less capital than, say, building a factory, and a brilliant piece of software can be distributed to millions at minimal cost. So today’s whippersnappers of great wealth have made their money much faster than the Rockefellers and Carnegies of old.

But the world of work has been less kind to other young folk. Florence Moreau, a young architect in Paris, had the double misfortune to leave university in 2009, when the world economy was on its knees; and to be French. “I really need a full-time, permanent job,” she says. Under France’s 3,800-page labour code, workers on permanent contracts receive generous benefits and are extremely hard to get rid of. So French firms have all but stopped hiring permanent staff: four-fifths of new employees are on short-term contracts. Ms Moreau has had eight jobs, none lasting for longer than 16 months. With a small child at home, she has to keep looking for the next one. “It’s tiring,” she sighs. One employer suggested that she should become an “entrepreneur”, doing the same job as before but as a contractor, so that the firm could keep her on indefinitely without incurring heavy ancillary costs. She refused.

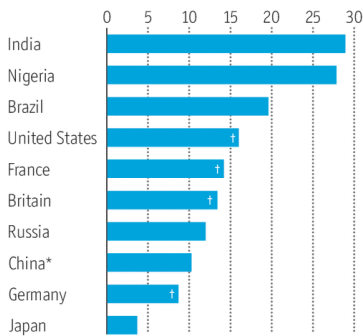
Insiders v outsiders

Youth unemployment in France (using the ILO definition of youth as 15-24-year-olds) is 25% and has been scandalously high for three decades. Occasionally the government tinkers with labour rules, but voters have little appetite for serious

reform. Ms Moreau rejects the idea that insiders enjoy too many legal protections, and that this is why outsiders find it so hard to break in. She blames exploitative employers, and doubts that any government, left or right, will fix the problem.

What a waste

Young people not in employment, education or training (NEETs), 2014 or latest
% of population aged 15-24



Sources: Eurostat; ILO; OECD
*May include some students
†Aged 15-29

Economist.com

Rigid labour rules are tougher on young workers than older ones. People without much experience find it harder to demonstrate that they are worth employing. And when companies know they cannot easily get rid of duds, they become reluctant to hire anyone at all. This is especially true when the economy is not growing fast and they have to bear the huge fixed cost of all the older permanent employees they took on in easier times.

France is not alone in having such problems. In the euro area, Greece, Spain and Italy all have rules that coddle insiders and discourage outsiders. Their youth unemployment rates are, respectively, 48%, 48% and 40%. Developing countries, too, often have rigid labour markets. Brazilian employees typically cost their employers their salary all over again in legally mandated benefits and taxes. South Africa mixes European-style labour protections with extreme racial preferences. Firms must favour black job applicants even if they are unqualified, so long as they have the “capacity to acquire, within a reasonable time, the ability to do the job”. Some 16% of young Brazilians and a stunning 63% of young South Africans are unemployed. Globally, average youth unemployment is 13% compared with the adult rate of 4.5%. Young people are also more likely than older ones to be in temporary, ill-paid or insecure jobs.

The first ten years are essential. They shape careers in the long term. This is when people develop the soft skills that they do not pick up at school

Joblessness matters for several reasons. First, it is miserable for those concerned. Second, it is a waste of human potential. Time spent e-mailing CVs or lying dejected on the sofa is time not spent fixing boilers, laying cables or building a business. Third, it is fiscally ruinous. If the young cannot get a foot on the career ladder, it is hard to see how in time they will be able to support the swelling number of pensioners. Fourth, joblessness can become self-perpetuating. The longer people are out of work, the more their skills and their self-confidence atrophy, the less appealing they look to potential employers and the more likely they are to give up and subsist on the dole.

This “scarring” effect is worse if you are jobless when young, perhaps because that is when work habits become ingrained. Thomas Mroz of the University of North Carolina, Chapel Hill, and Tim Savage of Welch Consulting found that someone who is jobless for a mere six months at the age of 22 will earn 8% less at 23 than he otherwise would have done. Paul Gregg and Emma Tominey of the University of Bristol found that men who were jobless in their youth earn 13–21% less at age 42. And David Bell of the University of Stirling and David Blanchflower of Dartmouth College found that people who were unemployed in their early 20s are less happy than expected even at the age of 50.

“The first ten years are essential. They shape careers in the long term,” says Stefano Scarpetta of the OECD, a think-tank for mostly rich countries. This is when people develop the soft skills that they do not pick up at school, such as conscientiousness, punctuality and teamwork.

Over the next decade more than 1 billion young people will enter the global labour market, and only 40% will be working in jobs that currently exist, estimates the World Bank. Some 90% of new jobs are created by the private sector. The best thing for job creation is economic growth, so policies that promote growth are particularly good for the young. Removing

regulatory barriers can also boost job creation. Mr Scarpetta applauds recent attempts in Spain, Italy and Portugal to make labour rules a bit more flexible, but argues that such laws should generally be much simpler. For example, it would be better to scrap the stark distinction between temporary and permanent contracts and have only one basic type of contract in which benefits and job security accumulate gradually. Denmark shows how a labour market can be flexible and still give workers a sense of security. Under its “flexicurity” system companies can hire and fire easily. Unemployed workers are supported by the state, which helps them with retraining and finding new jobs.

Trade unions often favour a minimum wage. This can help those who already have jobs, but if it is set too high it can crowd out those with the fewest skills and the least experience, who tend to be young. It makes more sense to subsidise wages through a negative income tax, thus swelling take-home pay for the lowliest workers without making them more expensive for the employer. But this costs taxpayers money, so many governments prefer to raise the legal minimum wage, passing the cost on to others. America’s Democratic Party is pushing to double the federal minimum wage, to \$15 an hour—a certain job-killer.

Putting the tyke into tycoon

Making it easier for young people to start their own business is essential, too. They may be full of energy and open to new ideas, but the firms they create are typically less successful than those launched by older entrepreneurs. The young find it harder to raise capital because they generally have a weaker credit history and less collateral. They usually also know less about the industry they are seeking to enter and have fewer contacts than their older peers. A survey by the Global Entrepreneurship Monitor found that businesses run by entrepreneurs over the age of 35 were 1.7 times as likely to have survived for more than 42 months as those run by 25-34-year-olds.

Young sub-Saharan Africans show the greatest enthusiasm for starting their own business: 52% say they would like to, compared with only 19% in rich Western countries. This is partly because many have little choice. There are fewer good jobs available in poor countries, and in the absence of a welfare state few people can afford to do nothing.

Bamaiyi Guche, a Nigerian 17-year-old, is a typical example of a poor-country entrepreneur. He goes to school from 8 to 12 every morning, then spends the afternoon in the blazing sun selling small water sachets to other poor people without running water in their homes. He makes \$1 a day, half of which goes on his school fees. He wants to be a doctor one day.

Some youngsters from well-off families forge careers as “social entrepreneurs”, seeking new ways to do good. Keren Wong, for example, recognises that she was “born into privilege”. (Her parents were prosperous enough to support her at Cornell University.) A Chinese-American, she now runs a non-profit called BEAM which connects teachers in rural Chinese schools so they can swap ideas for teaching more effectively.

Alas, there is a huge mismatch everywhere between the skills that many young people can offer and the ones that employers need. Ms Fonseca says she cannot find the right talent for Talkdesk. “I need very good engineers, very good designers and people who speak very good English. But there aren’t enough of them,” she says. As economies grow more sophisticated, demand for cognitive skills will keep rising. The world’s schools are not even close to meeting it.

[From the print edition: Special report](#)

144,49

Education

Train those brains

Practically all young people now go to school, but they need to learn a lot more there

Jan 23rd 2016 | [From the print edition](#)



JASCHA DÖKER IS a big man with a big beard, a nose ring and tattoos. His father is Turkish, his mother Austrian. He works as an electrician at the Salzburg Festival, a celebration of classical music in Mozart's home town. He is not an opera fan—he likes the orchestra but not the singing—yet he does his bit to bring Austrian high culture to a global audience.

As well as working, Mr Döker, who is 18, attends the *Landesberufsschule*, a vocational school. Classes mix theory with hands-on practical work. One classroom has an oven and a dishwasher; another has a mock-up of part of a production line; another lets students control an imaginary “smart building”.

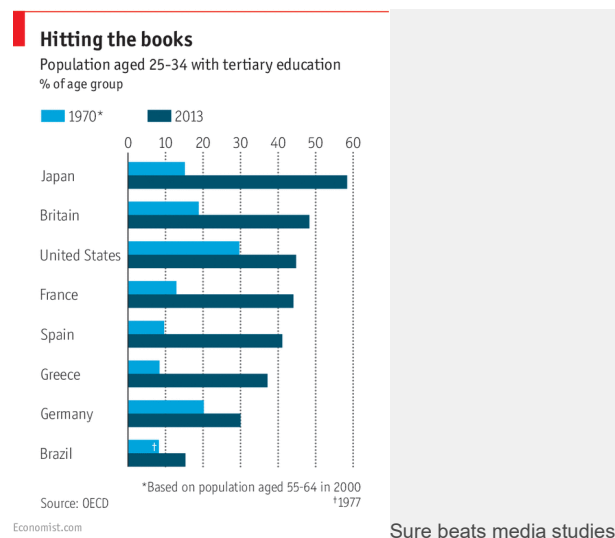
The school moves with the times. “We used to train lots of television and radio repair men, but now people just throw these things away,” says Eberhard Illmer, the director. The basic philosophy, though, remains the same: the school works closely with local employers, who send their apprentices there to ensure that they acquire skills that are in demand. Asked if he fears unemployment, Mr Döker says: “I’m not worried about that.”

Vocational schools in Germany and Austria have a fine reputation, and for good reason. They recognise that not every young person will benefit from a purely academic education. “When I was at school I got bored,” says Mr Döker, “but the technical education here is great.” Youth unemployment in both countries is half the average for the euro area.

Not all education systems serve the young so well. At a village meeting in the Indian state of Uttar Pradesh, parents were told that after attending the village school for five years, most of their children could not read a simple story. Many could not even recognise the letters of the alphabet.

This came as a shock. One parent stood up and said to the headmaster: “You have betrayed us. I have worked like a brute my whole life because, without school, I had no skills other than those of a donkey. But you told us that if I sent my son to school, his life would be different from mine. For five years I have kept him from the fields and work...only now I find out that he is 13 years old and doesn't know anything. His life won't be different. He will labour like a brute, just like me.” The headmaster retorted: “It is not our fault. We do what we can with your children. But you [are] right, you are brutes and donkeys. The children of donkeys are also donkeys.”

One of the people at the meeting was Lant Pritchett, an American economist now at Harvard. He argues that Indian public schools are wretched because they are unaccountable. They have to meet government targets for enrolling pupils, but they do not have to demonstrate to parents or anyone else that the children are learning anything. Barely half the teachers bother to show up on any given day. A study cited in Mr Pritchett's book, "The Rebirth of Education: Schooling Ain't Learning", found that after eight years of school, 60% of Indian children could not use a ruler to measure a pencil.



The good news is that in recent decades all countries, rich or poor, democratic or despotic, have made huge strides in getting young people into classrooms. In 1950 the average adult over 15 had received just three years of schooling; by 2010 the figure had risen to eight. In rich countries it went up from six to 11 years over that period, and in poor ones it shot from two to seven. These are remarkable figures. Modern Zambians or Haitians spend longer in school than the average Italian did in 1960. Furthermore, university, once the preserve of a tiny elite, has become a rite of passage for the global middle class. Some 41% of 25-34-year-olds in rich countries now have tertiary education, up from 26% in 2000. Developing countries are catching up fast.

The bad news is that how much people actually learn in classrooms and lecture halls varies widely. In developing countries, which account for the majority of pupils, many schools are atrocious. PISA, the OECD's international benchmark for 15-year-olds' attainment in science, maths and reading, does not cover the poorest nations, but results in several low-to-middle-income countries are disappointing. A Finnish student is 170 times more likely than a Mexican one to be a "top performer" in the PISA science test. In the maths test, more than 60% of the Brazilians would be among the bottom 10% in South Korea. In most developing countries ranked by PISA, more than half the students achieved only very basic competence in maths. In rich countries only a fifth did this badly.

Those who cannot read or manipulate numbers earn less. Robert Barro of Harvard and Jong-Wha Lee of Korea University estimate that, on a global average, the wages of those who have completed secondary school are about 77% higher than of those with only primary schooling, and college graduates make 240% more. If developing countries are to realise the "demographic dividend" from a young, energetic population, those young people will have to be educated better.

Since the biggest gaps in test scores are between rich countries and poor ones, you might think that money played a big part. Yet "resources per se have little to no statistically significant impact" on how much pupils learn, concludes Mr Pritchett. Rich countries have doubled or tripled spending on schools since around 1970, to little effect. America spends twice as much as Poland, yet both countries' 15-year-olds get similar results on PISA. South Africa spends more than Kenya but does much less well.

Many educational fads are harmful. One survey found that 85% of American parents thought they should praise their children to bolster their self-esteem, but studies suggest that undeserved praise makes children

complacent. Amanda Ripley, the author of “The Smartest Kids in the World”, describes how an American student visiting one of Finland’s outstanding schools was surprised to see so few gleaming trophies on display.

What works

Good school systems come in many shapes. Sweden and the Netherlands have voucher-like systems, where parents can spend public money on the private or public schools of their choice. South Korea has a centralised system in which public-school students also use private crammers to get through a high-stakes exam at 18. Finland went from also-ran to world-beater by insisting that only the brightest graduates could become teachers, whereas in America “almost anyone who claim[s] to like children” can find a place on a teacher-training course, says Ms Ripley. And what works in one country may not travel easily to another. For example, Dieter Euler of the University of St Gallen found that Teutonic vocational schools cannot easily be replicated in other countries where governments, firms and unions do not have the same close relationship.

The quality of teachers clearly matters, and in countries with great schools they tend to be well paid. But if the system is dysfunctional, offering them more money is pointless. In parts of India teachers’ pay is so high that people who have no interest in teaching pay large bribes to be hired.

Nearly all systems, public or private, produce some excellent schools. To improve results across the board, Mr Pritchett urges decentralisation. Central governments should set standards and make sure that private schools are not preaching *jihad*, but headmasters should have the power to hire and fire teachers and good schools should be allowed to drive out bad ones. Crucially, performance should be independently measured. Brazil’s education reforms after 1998 loosened federal control and let the money follow the child. As a result, Brazilian students achieved the largest gain on PISA maths tests in 2003-2012.

Overall, young people are better educated than ever before. But as H.G. Wells once put it, history is “a race between education and catastrophe”. No nation can afford to slow down.

[From the print edition: Special report](#)

Family

Smaller, smarter families

Love and marriage have become more individualised

Jan 23rd 2016 | [From the print edition](#)

HO YI JIAN sits in a trendy café in Kuala Lumpur, swiping through images of single women on Tinder, a dating app created by millennials. On the balcony outside, models in Islamic headscarves are taking part in a fashion shoot.

Malaysia, like much of the world, is a confusing mixture of piety and tradition on the one hand and secular individualism on the other. In the countryside *sharia* courts sentence adulterers to canings. City people are more liberal. Mr Ho, who works from home as a freelance researcher, uses his smartphone to find single women who live nearby. But he observes that unlike Westerners, Malaysians use the app to arrange dates, not hook-ups.

Young people's experience of sex, love and marriage is undergoing gigantic shifts. The most visible one is that dating apps allow them to fish in a larger pond than their parents did. Three other trends are less obvious but more important. First, puritanical attitudes to sex (and the variety of human yearnings) are mostly in retreat. Second, marriage is evolving from a contract between families into a contract between individuals. And third, couples are having fewer children, later.

In some parts of the world the traditional approach to all these things remains dominant. Sex before marriage is still frowned upon or even outlawed. Gay people are persecuted. Marriages are arranged between families, sometimes without the bride's (or, less commonly, the groom's) consent. Women give birth early and often.

Consider the story of Aisha Abdullahi. She lives in north-east Nigeria, where women have on average 6.3 babies. Ms Abdullahi was forced to marry young. "My stepmother did not like me," she recalls, "so they thought it was better to marry me off. He was 50 and I was 13. I kept running away but they brought me back to him. He was lying with me when I was 13. I didn't start my period until I was 14, and at 15 I got pregnant." Her education ended abruptly. She spent all day cooking, cleaning and caring for her stepchildren.

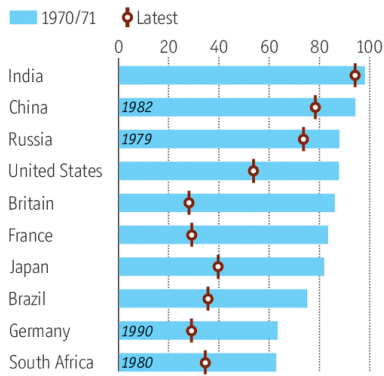
Her husband eventually divorced her for refusing to sleep with him any more. Her child died. Her parents made her marry another man, with whom she had two more children. His family did not like her and he, too, divorced her. She is angry at her parents for making her marry men she disliked. Had she remained in school, she says, she "could have done something" with her life. She is 28.

Not now, darling

Stories like Ms Abdullahi's are growing rarer. The proportion of young women who married before they were 15 fell from 12% worldwide in 1985 to 8% in 2010, according to UNICEF. The share who wed before their 18th birthday fell from 33% to 26%. Women are becoming more educated, which makes them less likely to put up with forced or early marriages.

Look before you leap

Women aged 25-29 who have ever been married
% of total



Source: UN

Economist.com

Arranged unions are declining, too. At the beginning of the 20th century at least 72% of marriages in Asia and Africa were arranged by the families. That figure has fallen by 40% or more, estimates Gabriela Rubio of the University of California, Los Angeles. In some countries, such as China, Japan and Indonesia, they have all but vanished. “It’s my marriage, not my family’s,” says Lu Xinyan, a Chinese student.

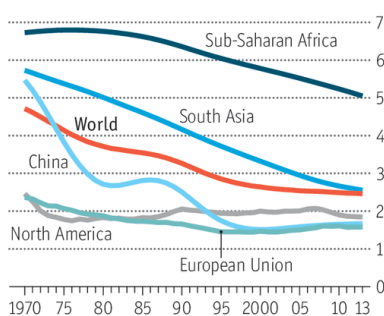
In other places, such as India, Pakistan and Bangladesh, arranged marriages (defined broadly) are still at least 95% of the total. But they are evolving. In India, parents used to suggest a suitable match and their children could say no. Now, at least among educated urbanites, the children are more likely to find their own partners, whom the parents may veto. This is not yet Western-style individualism, but it is a big step towards it.

An argument often advanced for arranged marriages is that parents can make a more clear-headed choice, unfogged by lust, so they can filter out the charming drunkard or the selfish beauty. Yet the institution has always had an economic rationale, too. Marriages cement ties between families. This can act as a kind of insurance, Ms Rubio argues. If one family raises pigs and the other grows rice, the pig farmers can help the rice-growers in years when the rice crop fails, and vice versa.

As societies grow richer, the calculation changes. Economic security comes from staying longer in school, not forming alliances with pig farmers. So young people are marrying later, in order to complete their own education, and having fewer children, so they can lavish more education on each of them.

Think of the expense

Total fertility rate, births per woman



Source: World Bank

Economist.com

A preference for smaller families has taken hold nearly everywhere, even in poorer countries. The global fertility rate has halved since 1960, from five babies per woman to 2.5. The pressure to educate children is bound to intensify further as technology advances, so families will keep getting smaller. “I’d like to have two children eventually. I’m not sure I could afford more and still give them a good education,” says Hiqmar Danial, a student in Malaysia, where the fertility rate has fallen from six to two since 1960.

The spread of liberal attitudes to love and marriage empowers individuals, especially young women, but it causes its own complications. One is the increasing fragility of the nuclear family, especially in the rich world. The proportion of children born outside marriage in OECD countries tripled between 1980 and 2007, from 11% to 33%, and divorce rates doubled between 1970 and 2009. Many women can now walk out of disagreeable or abusive marriages, so men have to treat their wives better. But the lack of a stable family can be disastrous for children. Those who do not live with two biological parents do worse at school, earn less as adults and raise less stable families of their own. In rich countries, working-class families have grown far more fissile than middle-class ones. Only 9% of births to American women with college degrees are outside marriage; for high-school dropouts the figure is 57%.

The most educated and ambitious couples delay having children the longest. Some leave it too late and find they cannot have any. The only way for young women to combine high-powered careers with parenthood is for men to share domestic tasks equally, says Cristina Fonseca, the young founder of Talkdesk, the Portuguese technology firm. Men her age, she explains, “are clearly adapting. They cook and do laundry.” Surveys bear this out. American fathers who live with their kids do 2.6 times as much child care and housework as they did in 1965, according to the Pew Research Centre.

Some scholars fret that young Westerners are so self-absorbed that they find parenting harder than their own parents did. Keith Campbell, Craig Foster and Jean Twenge analysed data from 48,000 respondents and found that once children arrive, young American couples today suffer a greater drop in marital satisfaction than previous generations did. “When you’re used to calling the shots, and then the baby dictates everything, it’s hard to keep your sanity, much less get along with your spouse,” writes Ms Twenge, a professor at San Diego State University.

Another possibility is that middle-class parents are stressed because they set themselves such high standards. They invest more time in their children than their own parents did, shuttling them to extra maths and flute lessons in the hope that they will get into a good university. Bryan Caplan, the author of “Selfish Reasons to Have More Kids”, argues that middle-class parents in rich countries would be happier, and do their children no harm, if they let them run wild a bit more.

[From the print edition: Special report](#)

144,55

When the young get older

Their time will come

Ignore the moral panic about lazy, self-obsessed millennials. The world will be fairer when they run it

Jan 23rd 2016 | [From the print edition](#)



They're so vain; I bet they think this article's about them

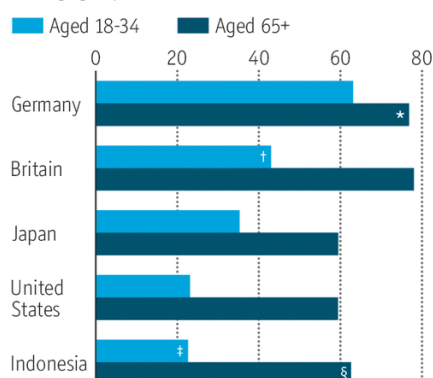
SOME PEOPLE DESPAIR of the young. Books such as “Generation Me” by Jean Twenge and “The Road to Character” by David Brooks describe young Americans as deluded narcissists. Having constantly been told they are special, they are now far more likely than their elders to believe that “if I ruled the world, it would be a better place” or that “somebody should write a biography of me.”

They are materialistic, too. About 65% of American college students expect to become millionaires, and some are not too fussy about how they get to the top. In one study of high-school students, 95% admitted to having cheated in tests. The millennials’ expectations of life are so out of kilter with reality that “they will probably get less of what they want than any previous generation,” frets Ms Twenge.

Moral panic is not confined to America. Chinese parents worry that their “little emperors” have grown up lazy, spoiled and promiscuous. When a video of a young couple having sex in the fitting room of a trendy clothes shop in Beijing went viral last year, officials vowed to arrest the culprits, spluttering that their behaviour was “against socialist values”. Young Beijingers just laughed; a number made pilgrimages to the store to take defiant selfies outside.

Can't be bothered

Voter turnout, latest general election
% of age group



Sources: National statistics;
Ipsos MORI; KPU; UN;
The Economist

*Aged 60+ †Aged 18-24
‡Aged 20-29 §Aged 50+

Economist.com

Where some see a generation in crisis, others think the young are adapting quite well to the challenges of a changing world. They flit from job to job not because they are fickle but because job security is a thing of the past. They demand

flexible hours and work-life balance because they know they don't have to be in the office to be productive. They spend six hours a day online because that is how they work, and also how they relax. Their enthusiasm for new ideas (and lack of spare cash) has kickstarted money-saving technologies from Uber to WhatsApp. They take longer to settle down and have children, but so what? They will also be working far later in life than their parents did.

What will the world be like when today's young people are in charge? Some worry that it will be more cynical. In China, for example, eight out of ten students say they want to join the Communist Party, but of those who do, only 4% are motivated by a belief in the system, observes Eric Fish in "China's Millennials: The Want Generation". Party membership opens doors, and millennials grab opportunities where they can.

Others take a cheerier view. When the millennials rule, society will be "more meritocratic and better governed," says a young journalist in Malaysia, where the 62-year-old prime minister has given a confusing explanation of why nearly \$700m was found in his bank accounts. (He denies wrongdoing.) When the millennials rule, the world may also be greener. They have shown great ingenuity in using resources more efficiently by sharing cars, bikes and spare rooms with strangers.

The world will surely grow socially more liberal. Young people nearly everywhere are more comfortable with homosexuality than their elders, partly because they are less religious but mostly because they know more openly gay people. In rich countries the debate is practically over; in developing nations the liberals are winning. A Pew poll in 36 countries found the young to be more tolerant than the old in 30 of them, often dramatically so: 18-29-year-old South Koreans were four times likelier to be gay-friendly than those over 50. Most millennials in China and Brazil now approve of same-sex marriage, an idea unheard of a generation ago. Even more agree that "people are exploring their sexuality more than in the past."

The young are less racist than the old, too. In a survey by JWT, an advertising agency, 86% of youngsters in Brazil, Russia, India and China agreed that "my generation is accepting of people from different races," and 76% said they differed from their parents on this topic. American students are so sensitive to any hint of racism that they sometimes see bigotry where there is none. When a professor at Yale suggested that students should be free to choose their own Halloween costumes, activists furiously protested that without strict rules, someone might wear an offensive one. Still, today's oversensitivity is vastly preferable to the segregation of yesteryear.

Tolerance is unlikely to erode as the millennials grow older. They may grow more fiscally conservative as they earn more and notice how much of their pay is gobbled up by tax. They may move to the suburbs and buy a car when they have children. But they will not suddenly take against their friends who look different or love differently.

In several countries the young are warier than their elders of their governments using military force, partly because they are the ones who get drafted. Young Chinese are less likely than their parents to favour sending in troops to settle territorial disputes, despite the Communist Party's efforts to fire them up with an aggrieved nationalism. American millennials see global warming as a bigger threat than China or Islamic fundamentalism; for older Americans it is the other way around.

In every generation, the young are the first to take to the streets to demand reform. Sometimes their fury leads nowhere, but autocrats still fear it. That is why China's government rolled tanks over the Tiananmen Square protesters, and why it censors social media today. Young Africans, for their part, may not put up indefinitely with gerontocrats such as 91-year-old Robert Mugabe of Zimbabwe and 82-year-old Paul Biya of Cameroon.

In democracies, young people will some day realise that signing online petitions is no substitute for voting (just as their elders started voting when they acquired grey hairs and mortgages and sent their children to government schools). When the young show up at polling stations, democratic governments will heed their views. And when the millennials start calling the shots more widely in society, they will do so for a long time. For thanks to steady advances in medical technology, they will remain healthy and able to work for longer than any previous generation. Indeed, if scientists' efforts to crack the "ageing code" in human genes bear fruit, many of them will live past 120.

[From the print edition: Special report](#)

Freizeit als Statussymbol

Die Generation Y macht Personalchefs Angst. Wie werden Überstunden bezahlt? Wann gibt es das erste Sabbatical? Junge, hochqualifizierte Berufseinsteiger treten heute so fordernd auf wie nie zuvor. Worauf sie Wert legen, wie sie ticken: das ABC der Ys.

10.06.2015, von **JULIA LÖHR**



© CYPRIAN KOSCIELNIAK

Aufmerksamkeit

Die Generation Y will von ihrem Arbeitgeber umsorgt werden. Die nach 1980 Geborenen geben sich nicht mehr damit zufrieden, nach dem Studium beim Unternehmen ihrer Wahl einen Arbeitsvertrag zu unterschreiben und fortan fleißig, aber demütig die ihnen übertragenen Aufgaben zu verrichten. Stattdessen fordern die Jungen von ihren Vorgesetzten regelmäßige Feedbackrunden zu ihrer Arbeit ein.

Babyboomer



Autorin: Julia Löhr, Redakteurin in der Wirtschaft.Folgen:

Die Eltern der Generation Y. Sie kamen in der Mitte der fünfziger bis Mitte der sechziger Jahre auf die Welt und sind Teil der geburtenstarken Jahrgänge. Die Babyboomer wurden früh zu Höchstleistungen und bedingungsloser Hingabe für den Beruf angespornt - schließlich galt es, sich von der Masse abzuheben.

Chief Executive Officer

Als das charakteristische Merkmal der Generation Y gilt ihr mangelnder Wille zum Aufstieg. Karriere? Jahrelang schufteten, Überstunden schieben, die Familie kaum sehen, Urlaube abbrechen, um zu einem wichtigen Projekt zu eilen, alles in der vagen Hoffnung, sich auf der Karriereleiter nach oben zu dienen? Nein, danke, sagen sich viele Berufseinsteiger.

Demographie

Das ausgeprägte Selbstbewusstsein der Generation Y hat maßgeblich damit zu tun, dass sie die Bevölkerungsstatistik auf ihrer Seite weiß. Wegen der geringen Geburtenrate in Deutschland wird der Nachwuchs an Arbeitskräften immer knapper. Gab es im Jahr 2012 nach einer Hochrechnung des Statistischen Bundesamtes noch 9,7 Millionen Deutsche im Alter zwischen 20 und 30 Jahren, werden es im Jahr 2030 nur noch 7,5 Millionen sein.

Erben

Nicht minder wichtig wie der demographische Faktor ist die finanzielle Sicherheit, in der viele junge Menschen heute aufwachsen. Schon zwischen 2000 und 2010 wurden in Deutschland rund 2 Billionen Euro vererbt. Zwischen 2011 und 2020 sollen es nach einer Studie des Instituts für Altersvorsorge rund 2,6 Billionen Euro sein.

Firmenwagen

Sind der Generation Y ziemlich egal. War früher der Dienst-BMW oder -Mercedes noch eines der wichtigsten Statussymbole, die es im Berufsleben zu erreichen galt, setzen die Jungen heute andere Prioritäten. Hoch im Kurs steht etwa eine Bahncard 100, mit der sich nach Belieben durchs Land reisen lässt. Und auch der Wunsch nach Dienst-Fahrrädern wird immer häufiger geäußert.

Gehalt

Noch macht sich die Verhandlungsmacht der Ys kaum in den Gehältern bemerkbar. Sprach- und Kulturwissenschaftler kommen im Schnitt nur auf 30 600 Euro, weil es viele Absolventen, aber nur wenige feste Stellen gibt. Anders sieht die Lage bei den Medizinerinnen aus, die bereits eifrig umworben werden: Sie steigen im Schnitt mit 46 200 Euro ein.

Hierarchien

Sollten möglichst flach und unauffällig sein. Nichts bringt die Generation Y so sehr in Rage wie Vorgesetzte, die Diskussionen mit dem Verweis auf ihre überlegene Position abkürzen.

Ich

Ein Vorwurf, den Arbeitgeber der Generation Y immer wieder machen, ist ihre Ich-Bezogenheit. Sie denken nicht in erster Linie an das Wohl des Unternehmens, sondern erst einmal an ihr eigenes. Zwar ist ehrenamtliches Engagement mittlerweile fast schon Standard bei den Ys, doch oft dient dies vor allem dazu, den Lebenslauf zu polieren.

Java

Ein großer Vorteil der in den achtziger und neunziger Jahren Geborenen ist, dass sie mit dem Internet groß geworden sind und damit um einiges selbstverständlicher umgehen als die vor ihnen geborene Generation X, die sich zwar mittlerweile auch an Facebook herangewagt hat, aber beim Wort „Java“ immer noch zuerst an Indonesien und nicht an die gleichnamige Programmiersprache denkt.

Karotte

Jahrzehntelang war das Karotten-Prinzip das Nonplusultra in der Managementlehre: Man halte dem Esel eine Karotte vors Gesicht, und er wird mit der Aussicht auf die Belohnung nicht erlahmen. Die ersten Jahre - oder Jahrzehnte - galt es viel zu arbeiten für wenig Geld, auf dass sich das Verhältnis im fortgeschritteneren Alter umkehrte. Die Jungen sind so schwerlich zu motivieren. Sie wollen erst die Karotte, bevor sie sich in Gang setzen.

Loyalität

Einmal Siemens, immer Siemens - diese Gleichung ließ sich bis zur Jahrtausendwende auf viele namhafte Unternehmen und ihre Mitarbeiter übertragen. Doch auch die klangvollsten Namen schinden bei der Generation Y keinen Eindruck, wenn die Arbeitsbedingungen nicht stimmen. Die Wechselbereitschaft ist deutlich gestiegen - was auch damit zu tun hat, dass viele Unternehmen dem Nachwuchs erst einmal befristete Verträge anbieten. Dauerten die Beschäftigungsverhältnisse von Unter-Dreißigjährigen früher im Schnitt 800 Tage,

schrumpfte dieser Wert bereits für den Jahrgang 1977 auf 600 Tage und dürfte für die danach Geborenen noch niedriger liegen.

Mosaik

Die Mosaik-Karriere, auch Portfolio-Laufbahn genannt, zeichnet sich durch eine Mischung von Tätigkeiten aus, die sich gegenseitig ergänzen. Wenn zum Beispiel ein Grafikdesigner einen Teil seiner Zeit damit verbringt, auf freiberuflicher Basis gut bezahlte Projekte in Werbeagenturen zu übernehmen, nebenher für den erweiterten Bekanntenkreis mittelgut bezahlt Logos und Imagebroschüren gestaltet und in seiner Freizeit gering bis gar nicht bezahlt ein Modemagazin konzipiert und produziert, dann ist er: ein Mosaikkünstler.

Null Bock

Man kann der Generation Y vieles vorwerfen, dass sie zu anspruchsvoll ist, zu verwöhnt oder zu bequem, aber eines ist sie nicht: eine Null-Bock-Generation.

Optionen

Nichts ist unmöglich - die heute Um-die-Dreißigjährigen sind mit dem Toyota-Slogan groß geworden. Sie hatten die freie Wahl, welchen Beruf sie ergreifen wollten, und auch in ihrem Arbeitsleben schöpfen sie aus dem Vollen. Wo sie sich in fünf oder zehn Jahren sehen, die beliebte Frage von Personalern in Vorstellungsgesprächen, können sie schwerlich beantworten. Es gibt so viele Optionen - und wer weiß schon, was die Zukunft bringt?

Pippi Langstrumpf

„Zwei mal drei macht vier, widewidewitt und drei macht neune, ich mach mir die Welt, widewide wie sie mir gefällt. Hey, Pippi Langstrumpf, trallari trallara tralla hoppsasa, hey, Pippi Langstrumpf, die macht, was ihr gefällt.“ Nicht umsonst wird die Generation Y gerne auch als Generation Pippi bezeichnet.

Qigong

In einem gesunden Körper wohnt auch ein gesunder Geist. Waren Kurse wie Yoga und Qigong früher etwas für Esoteriker, achtet der Nachwuchs - Frauen wie Männer - heute schon an den Hochschulen darauf, im Gleichgewicht zu bleiben. Gleiches erwartet er später vom Arbeitgeber.

Relevanz

Wie fügt sich die Arbeit eines Unternehmens in die Gesellschaft ein? Verbessern die Produkte das Leben der Menschen nachhaltig? Und wie wirken sie sich auf die Umwelt aus? Die Generation Y will kein kleines Rädchen in einem ominösen Getriebe sein, sondern wissen, wofür ihre Arbeit gut ist. Die modernen Weltverbesserer kommen ohne Jute-Aktivismus aus.

Seitwärtskarrieren

Wenn der Aufstieg in der Unternehmenshierarchie nicht mehr der wichtigste Anreiz für qualifizierte Mitarbeiter ist, müssen die Personalabteilungen umdenken. Immer häufiger bieten sie inzwischen sogenannte Seitwärts- oder Fachkarrieren an. Diese zielen nicht auf möglichst große Umsatz- und Personalverantwortung, sondern auf einen möglichst großen Wissens- und Erfahrungsschatz.

Tunnelblick

Hat die Generation Y nicht. Ganz im Gegenteil, sie schaut gerne mal über den Tellerrand ihres Fachgebiets hinaus. Was es für die Vorgesetzten nicht immer einfach macht, weil Abteilungswechsel und Rotationsprinzip zur Regel statt zur Ausnahme werden.

Urlaub

Die Ys messen der Freizeit große Bedeutung bei, der Urlaub sollte folglich nicht zu knapp bemessen sein. Um ihre Berater bei Laune zu halten, bietet etwa die Unternehmensberatung McKinsey seit kurzem an, jedes Jahr zusätzlich zu den 30 Tagen Jahresurlaub drei Monate unbezahlten Urlaub zu nehmen. Fast jeder fünfte Berater hat das Angebot im ersten Jahr des Bestehens angenommen. Die Aussicht auf diese Auszeit sei im Recruiting der Renner, sagt die Beratungsgesellschaft.

Vollzeit

So wichtig der Generation Y Selbstbestimmung und berufliche Freiheit sind - die Sicherheit des Vollzeit-Angestellten-Daseins möchte sie nicht missen. Zwar hat sich die Zahl der Selbständigen seit dem Jahr 2005 von 4,4 auf 4,5 Millionen Menschen erhöht. Doppelt so stark ist aber die Zahl der vollzeitbeschäftigten Arbeitnehmer gestiegen, von damals 23,3 auf zuletzt 24,3 Millionen Menschen.

Work-Life-Balance

Das Reizwort altgedienter Manager, die es leid sind, von den Jungen immerzu nach der Einhaltung der 37,5-Stunden-Woche gefragt zu werden. Doch es hilft nichts: Der Nachwuchs ist zwar bereit, in Ausnahmefällen auch mal die Nacht durchzuarbeiten. Aber dafür will er am nächsten Tag auch frei haben. Besonders junge Mütter und Väter achten darauf, dass sie nach Feierabend noch genügend Zeit mit dem Nachwuchs verbringen können. Man kann darüber jammern. Man kann es aber auch gut finden.

X-Generation

Die Vorgänger der Ys und die Nachfolger der Babyboomer. Die Generation X, in Deutschland auch Generation Golf genannt, kam zwischen 1966 und 1980 auf die Welt. Sie wuchs mit einer größeren Unsicherheit auf als die Babyboomer. Die Ölkrise und die Krise auf dem Arbeitsmarkt nach dem Zusammenbruch des Neuen Marktes haben sie geprägt.

Yps

Die Zeitschrift zur Generation Y. Zwischen 1975 bis 2000 war Yps ein Comicheft für Kinder, seit diesem Jahr erscheint es wieder regelmäßig, diesmal für verspielte Erwachsene.

Z-Generation

Sie sind die nächsten, diejenigen, die auf die Generation Y folgen. Noch hegen die Mitte der neunziger Jahre bis jetzt Geborenen keine beruflichen Ambitionen, aber schon jetzt zeichnet sich ab: Weniger Macht als die Ys werden sie kaum haben.

144,61

Sozialunternehmerin

Lieber cool als CEO

Saskia Bruysten war eine erfolgreiche Unternehmensberaterin, dann hat sie ihre Karriere hingeschmissen - um Gutes zu tun. Heute ist sie soziale Investorin und Vorbild für die Generation Y.

27.03.2016, von GEORG MECK



© HELMUT FRICKE/Saskia Bruysten, „Co-Gründer und CEO von Yunus Social Business“. Die Zentrale hat sie in Frankfurt, wo dieses Foto entstand.

Wer sagt, dass Weltverbesserer im permanenten Kampf gegen die bösen Konzerne und Kapitalisten stehen müssen? Wäre es nicht klüger, diese zu Komplizen zu machen, um die Probleme der Menschheit zu lösen? So ticken Leute wie **Bill Gates**, so denkt auch Saskia Bruysten: „Der Kapitalismus kann eine tolle Rolle zum Wohle der Menschheit spielen“, sagt die junge Frau, eine Schönheit von Managerin, angetreten mit der Mission, die Welt besser zu machen. Da sie ahnt, dass die Wirtschaft nicht von allein alles Übel aus der Welt schafft, braucht es Impulse. Die setzt Saskia Bruysten mit Geld. Womit auch sonst?



Autor: Georg Meck, Stellvertretender Ressortleiter Wirtschaft und „Geld & Mehr“ der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung.Folgen:

„Yunus Social Business“, abgekürzt YSB, heißt ihre Firma, Namensgeber und Mitinhaber ist ihr Idol, der Nobelpreisträger Muhammad Yunus, der von Bangladesch aus mit der Idee für Mikrokredite Weltruhm erlangte. Bruysten, 35, ist „Co-Gründer und CEO“. Die Idee des Gespanns: Wir lösen die Probleme der Gesellschaft mit dem Handwerkszeug des Managers. Nichts geht über Effizienz. Auch im Einsatz gegen Hunger, Kriege, Umweltzerstörung.

Vor allem in Schwellenländern aktiv

Saskia Bruysten – kanadische Mutter, deutscher Vater, holländischer Lebensgefährte, aktueller Erstwohnsitz Berlin – ist so etwas wie ein Finanzinvestor für die Guten, ein „Venture-Capitalist“ auf der Suche nach Start-ups, deren Idee Rendite abwirft und darüber hinaus hilft, gesellschaftliche Probleme zu lösen. Im Silicon Valley, dem Zentrum dieses Gewerbes, schauen die Investoren: Wo ist das nächste große Ding? Bruysten besteht auf einem Mehrwert: „Die Menschheit hat dringendere Probleme als die nächste Foto-Sharing-App für Teenager.“

Ihre Lieblinge sind Pioniere wie der Mann in Uganda, der Hightech auf Schuldächer packt, die das Wasser filtern: Der Gründer wird damit womöglich reich, die Kinder haben sauberes Trinkwasser, und Saskia Bruysten bekommt irgendwann das geborgte Geld zurück. Win-win-win. So hat sie es gerne.

In sieben Weltregionen ist ihre 2011 gegründete Firma aktiv, vor allem in Schwellenländern. 35 Jungunternehmen, in ihrem Slang „Social Businesses“, hat Bruysten direkt finanziert, jeweils mit bis zu einer halben Million Euro Startkapital. Nicht alles Geld sieht sie wieder, die Flop-Quote von gewöhnlichen Start-ups

liegt bei 80 Prozent. „Wir schlagen uns besser“, sagt Bruysten. Das ist ihr wichtig. Schließlich mache sie „Social Business, keine Charity“. Und das ist ein himmelweiter Unterschied. Als „Early-Stage-Investor“ verteilt sie keine Almosen, das Geschäft muss sich rechnen: „Viele unserer Portfolio-Firmen sind profitabel, wir selbst arbeiten daran, planen für 2020 Break Even.“

Ihr Antrieb war nicht das hohe Gehalt

Ja, das Business-Vokabular hat die Frau drauf: Manager, die sich „auf die Key Messages fokussieren“, sind ihr Metier, der „Social Return“ ist wichtig, „Skalierbarkeit und „Disruption“ ebenso. Das Schöne daran: Saskia Bruysten hat, wenn sie so redet, diese leichte Ironie im Blick. Sie hat ihre Lektion gelernt auf den Business Schools der Welt, hat als Unternehmensberaterin den täglichen Powerpoint-Irrsinn überstanden.

Schon früh wurde die Geschäftsfrau ein ehrenwertes Mitglied der Business Class: ehrgeizig, hervorragend ausgebildet, vielsprachig. Eine Beraterin, die irgendwann die Nase voll hatte vom Beraten. Nur zog sie sich nicht auf die einsame Berghütte zurück, sondern entschied, ihre Talente für einen anderen Zweck einzusetzen. Den zu finden, das allerdings hat etwas gedauert.

Studiert hat Saskia Bruysten an der European Business School im Rheingau, später in Argentinien und Amerika. Als das Examen nahte, zu Beginn des Jahrtausends, galten ihr zwei Berufe als erstrebenswert: Investmentbankerin oder Beraterin. Nicht die Aussicht auf ein hohes Gehalt trieb sie dorthin. Sondern der Wille, es den anderen zu zeigen, sich mit den Besten zu messen.

Zweifel am Sinn des Ganzen

Zur Boston Consulting Group, ihrem ersten Arbeitgeber, kam sie nur, weil der im Ruf stand, das schärfste Auswahlverfahren zu haben. Den Test hat sie bestanden. Als sie mit 23 Jahren dort anfang, galt es allen zu beweisen, dass sie, die zierliche Blonde, es draufhatte. „Wirklich interessiert hat mich der Job eigentlich nie“, sagt sie heute. Zunächst war München ihr Standort, dann New York. Die Konsumgüterindustrie war ihr Revier: Spannende Projekte, spannende Leute, eine tolle Wohnung. Trotzdem fehlte etwas. Nach fünf Jahren in New York gabelte sich ihr Weg: Werde ich Partner und bleibe auf der Berater-Spur? Oder kommt als Nächstes etwas anderes? Als die Zweifel wuchsen, hat sie sich gefragt: Warum ist es relevant, ob die Firma jetzt noch einen Schuh, einen Lippenstift oder vielleicht doch eine Waschmaschine verkauft? „Darauf wusste ich keine Antwort.“

Saskia Bruysten nahm sich eine Auszeit, ist um die Welt gereist, hat an der London School of Economics ihren Master absolviert und überlegt, an welchem Platz sie sich fortan nützlich machen könnte. Ein Einstieg in die Politik stand zur Debatte. Oder irgendwas mit grüner Energie. Jedenfalls etwas, das mehr abwirft als Geld und Karriere. „Etwas mit einer breiteren Relevanz“, wie sie sagt. Einem höheren Sinn.

Honigbauer aus Afrika

Mit dem Geburtsjahrgang 1980 zählt Bruysten gerade so zur sogenannten „Generation Y“. Und sie ist typisch für diese gut ausgebildete, kosmopolitische Kohorte, die ihre Prioritäten im Leben anders setzt als ihre Vorgängergenerationen. Der Sinn zählt im Beruf mehr als die nächste Beförderung. Eine erfüllende Tätigkeit ist wichtig, auch die Familie – die Liebe zum Arbeitgeber weniger. Fairness, flache Hierarchien, flexible Arbeitszeiten: Das sind die entscheidenden Kategorien, Bonus und Dienstwagen angeblich zweitrangig. Die Statussymbole sind laut Umfragen andere, und sei es selbstgemachte Marmelade. Vor allem zählt der Coolness-Faktor. „Lieber cool als CEO“, so hat die „Neue Zürcher Zeitung“ neulich diese Szenerie beschrieben. „Das trifft’s, das ist das Lebensgefühl unserer Generation“, bestätigt Saskia Bruysten. „Ich kenne so viele Leute, die auf der Suche nach dem Sinn sind.“

Ihr Herz geht auf, wenn sie von dem Honigbauern aus Afrika erzählt, ihrem Vorzeige-Entrepreneur. Im einem Flüchtlingslager hatte der Mann die Idee mit dem Honig, heute hat er 1800 Imker als Zulieferer, kleine Farmer,

die er selbst angelernt hat. Das Geschäft floriert, macht Bauern wie Kunden satt, das Bienenwachs wird nach Europa exportiert. Schon wieder Win-Win-Win.

Nobelpreisträger Yunus war ihr Vorbild

Lässt die Weltverbesserin Bruysten es deswegen heute lockerer angehen als die Beraterin früher, arbeitet sie weniger? Von wegen. „Ich komme in jedem Fall auf mehr Stunden, nur bei einem höheren Freiheitsgrad“, sagt sie. Ihr Konzept der Work-Life-Balance ist ein anderes als das Streben nach kürzeren Bürozeiten: „Es geht nicht darum, Arbeit zugunsten der Freizeit zu kürzen, sondern die Grenze zwischen Arbeit und Leben aufzuheben.“

Der entscheidende Schubs in diese Richtung ereignete sich in London. Nobelpreisträger Yunus, damals schon ein Held der Szene, war als Redner an der Hochschule angekündigt. Sein Vortrag wurde zum Erweckungserlebnis für Saskia Bruysten. Acht Jahre ist das nun her: „Ich habe Yunus gehört und sofort gedacht: Wow, ist der cool.“

Sie hat ihm hinterher gemailt, ihn getroffen und eine Firma gegründet, zusammen mit Sophie Eisenmann, einer Freundin aus Studien- und Berater-Tagen, heute Finanzchefin der gemeinnützigen „YSB GmbH“. Deren Geldgeber sind „philanthropische Investoren“: vermögende Familien, Stiftungen, Einzelspender. Multinationale Konzerne wie Adidas, BASF, Danone helfen mit gemeinsamen Projekten. Promis wie Richard Branson, der Virgin-Visionär, und der Clan-Chef des Otto-Versands leihen ihr im Beirat Kompetenz und ihre guten Namen.

Der reine Profit ist nicht mehr ausreichend

Saskia Bruysten selbst ist inzwischen gefragte Vortragsreisende, ist Stammgast auf dem Weltwirtschaftsforum in Davos, besucht die UN-Vollversammlung in New York – und natürlich ihre Projekte vor Ort. An die fünfzig vorwiegend junge Leute arbeiten heute für ihre Firma, alle mit erstklassigen Abschlüssen, alle haben sich gegen eine klassische Laufbahn entschieden. „Eine normale Konzernkarriere reizt nicht, das zieht nicht mehr“, sagt Bruysten. Junge, hippe Firmen dagegen haben Zulauf wie wahnsinnig.

Wollen andere Unternehmen sich den Nachschub an „High Potentials“ sichern, müssen sie reagieren. Also wollen alle jung und hipp sein. Selbst die schlappsten Traditionskonzerne richten Lounges statt Einzelbüros ein, schlagen einen höheren Ton an, wenn sie in bunten Broschüren ihre Unternehmensziele formulieren: Die Steigerung des Börsenwerts ist nicht genug. Ein bisschen grün oder sozial sollte es schon sein. Trifft man heutzutage einen Chef von Coca-Cola, Nestlé oder Unilever, dann ist die Wahrscheinlichkeit groß, dass er als Erstes davon redet, wie er die Welt nachhaltiger und schöner macht. Am Ende geht es trotzdem um Brause oder Tütensuppe.

Wie wahrhaftig oder unerträglich diese neue Manager-Moral daherkommt, ist eine Frage der Tagesform. Unternehmer wie Saskia Bruysten profitieren jeden Tag davon. Die Welt irgendwann hoffentlich auch.

Quelle: F.A.S.

144,64

Junge Mitarbeiter

Generation Weichei? Kein Problem!

Klischees über die Generation Y gibt es reichlich. Zwei Beispiele zeigen, wie sich Unternehmen mit den hohen Ansprüchen von jungen Mitarbeitern arrangieren.

18.01.2016, von UTA JUNGMANN



© OBSAuf Mitarbeiterfang: Die Drogeriekette DM ködert die Generation Y mit flachen Hierarchien und kurzen Entscheidungswegen.

Was ist nicht schon alles über die **Generation Y** geschrieben worden: Deren Vertreter, rund 20 bis 35 Jahre alt, seien wählerisch, unentschlossen und wollten an Arbeit nur machen, was ihnen Spaß bereite und Sinn vermittele. Sie möchten mehr von den Chefs umworben werden als jede Generation zuvor. Aber Längsschnittanalysen bestätigen die Klischees über die verspottete „Generation Weichei“ nicht. „Auffällige Unterschiede wie bei der Loyalität sind Alters- und nicht Generationeneffekten geschuldet“, sagt Torsten Biemann, Wirtschaftswissenschaftler und Forscher an der Universität Mannheim für Management und Führung.

Der Wunsch nach einer besseren Work-Life-Balance ist bei den Jüngeren jedoch ausgeprägter. „Generationenübergreifend fordern die Beschäftigten hingegen Wertschätzung, möchten auf Augenhöhe geführt werden und genug über die Hintergründe zu Entscheidungen im Unternehmen wissen“, sagt Biemann weiter.

Zugleich haben sich die Bedingungen auf dem Arbeitsmarkt geändert. „Aufgrund der guten Lage und des demographischen Wandels können Bewerber mit begehrten Kenntnissen fordernder auftreten und ihre Ansprüche besser durchsetzen“, sagt der Forscher. „Zumal sie über die sozialen Medien abgleichen können, ob die Firmenkultur und ihre Werte übereinstimmen.“ Zwei Fallbeispiele zeigen, wie Unternehmen damit umgehen:

Warum Ortliebs Stil junge Mitarbeiter anlockt

„Bei uns entscheiden die neun Teamleiter mit ihren Leuten darüber, ob ein Bewerber mit seiner Einstellung zum Bereich passt und ihn befruchten kann“, sagt Wolfgang Paulus, Geschäftsführer der Firma Ortlieb, einem Hersteller für Fahrradtaschen und andere Sportartikel im mittelfränkischen Heilsbronn. „Die Stellenanzeige gibt dem Team nur die gewünschten Fähigkeiten vor - wir brauchen für die Markenqualität fachlich gute Leute.“ Dabei sei die Auswahl aufwendiger geworden: Die flache Hierarchie im Betrieb und der Kumpelton in der Outdoorbranche locke immer mehr Bewerber an.

Führung auf Augenhöhe bedeutet für den Geschäftsführer des 1982 gegründeten Unternehmens zudem, dass die 174 Mitarbeiter mehr als anderenorts für ihr Tun einstehen müssen. „Wir bauen eigene Werkzeugmaschinen zusammen“, sagt er. „Gesetzlich zeichne ich für deren Sicherheit verantwortlich, aber intern unterschreibt auch jeder Mitarbeiter für seinen Part.“ Nicht nur, damit sich alle in der Pflicht fühlen. „Es macht eine Maschine zum Produkt unserer Leute, und dadurch wächst die Motivation“, ist er überzeugt.

Im Kontrast zum Tenor vieler Umfragen beobachtet Paulus eine größere Neigung auch der jüngeren Mitarbeiter, Verantwortung zu übernehmen. „Wie früh sie etwa in der Produktentwicklung bereit sind, Budgets über 50 000 Euros auszugeben und kompetent zu steuern, erstaunt mich“, sagt er. „Früher war das für viele noch ein großer Schritt.“

Für das Marketing etwa gibt Paulus nur die Eckdaten des Budgets vor: Über die Konzeption stimmen sich die Teams dann ab. „Deshalb hätte ich am Ende nur ein Vetorecht, wenn etwa ein Foto im Katalog gegen unsere Linie zum Umweltschutz verstoßen würde“, betont der 59 Jahre alte Geschäftsführer. Jutta Rump, Personalwissenschaftlerin an der Hochschule Ludwigshafen, erkennt darin einen grundlegenden Wandel: „Das starke Ausdünnen der Hierarchien in den Unternehmen zieht eine partizipative Führung fast nach sich“, sagte sie, „die Mitarbeiter bekommen größere Befugnisse und mehr Teilhabe im Betrieb, tragen dafür aber auch das unternehmerische Risiko mit.“

Mit Blick auf das langfristige Wachstum haben sich Geschäftsführer Paulus und Gründer Hartmut Ortlieb vor rund 20 Jahren auf einen solchen Führungsstil geeinigt: Von einer Produktidee sollen etwa alle betroffenen Abteilungen überzeugt werden. Im Austausch über die Bereiche hinweg lernen Mitarbeiter, sich in die Probleme der Produktion hineinzudenken. „Dieser Blick über den Tellerrand hat uns beim Aufbau altersgemischter Teams und der Integration von 80 neuen Mitarbeiter seit 2010 geholfen“, berichtet Paulus.

Damit die Nachwuchskräfte ins unternehmerische Denken hineinwachsen, setzt die Führung auf Orientierung. „Jüngere Mitarbeiter brauchen mehr Erklärungen: Ich erläutere viel, warum wir was machen“, sagt Werbeleiter Ralf Vogt. Zudem spricht der Manager regelmäßig mit seinen Leuten darüber, wo sie gerade stehen, und wohin ihre Entwicklung führen soll. „Niedriggefächert, wie wir sind, können Neueinsteiger hier nicht schnell aufsteigen“, sagt Vogt. „Dafür lassen sich aber ihre Kompetenzen rasch erweitern.“ Solche Rückmeldungen hält Managementforscher Biemann für entscheidend. „Bekommen Mitarbeiter kein regelmäßiges Feedback, bewegt sie das am stärksten zum Wechsel des Unternehmens.“

Personalwissenschaftlerin Rump verweist darauf, dass bei den Jüngeren viel Leistungsbereitschaft besteht, wenn ihnen für die persönliche Entwicklung genug geboten wird. „Nur melden sie sich sofort, wenn für sie das Gleichgewicht nicht stimmt“, sagt sie. Auch bei Ortlieb wollen manche jüngeren Mitarbeiter berufliches und privates Leben besser vereinbaren können. Für das Unternehmen ist es mitunter nicht einfach, darauf einzugehen: „In unserer trendigen Branche muss etwa die Produktentwicklung immer laufen“, sagt Paulus. „Wollen drei junge Väter aus einem Bereich auf einmal Teilzeit, können wir dem nur zustimmen, wenn sich die Lücke füllen lässt.“

Wie dm von der Neugierde der Einsteiger profitiert

Genug Raum fürs Private neben dem Beruf will auch das Drogerieunternehmen dm geben. „Ein Sabbatical oder flexibles Arbeiten werden zunehmend in Anspruch genommen“, bemerkt Arbeitsdirektor Christian Harms. Er schwärmt von der Generation Y: „Die jungen Leute hören nicht auf zu fragen, bis sie die Abläufe verstehen: Sie wollen nicht nach Anweisungen handeln, sondern selbst gestalten, und suchen die Lösungen dafür in ihrer Arbeitsgemeinschaft.“ Dafür hat dm schon vor 20 Jahren seine Entscheidungsstrukturen umgebaut - mit dem hauseigenen Modell der Dialogischen Führung: Jeder Mitarbeiter soll in seinem Bereich mitsprechen und sich fürs Ganze verantwortlich fühlen.

„Nach dem Motto ‚alle Macht den Filialen‘ haben wir die Bezirksleiter-Ebene gestrichen“, erläutert Harms. „Die Märkte und ihre Leiter haben den besseren Überblick, etwa beim Sortiment: Sie können selbständig die Regalbestückung dem regionalen Bedarf anpassen oder lokale Preisänderungen vornehmen.“ Darüber gibt es nur Regional- und Gebietsverantwortliche, die Märkte eher beraten, anstatt über deren Ziele und Teams zu bestimmen.

Anders würde das Unternehmen mit seinen 38 598 Beschäftigten in Deutschland auch nicht laufen, sind Saskia Augustinski und Jürgen Mayer überzeugt. Beide sind Gebietsverantwortliche und betreuen jeweils rund 20 Filialen. „Für so viele Märkte auf einmal verantwortlich zu sein wäre nicht möglich, würden deren Leiter und ihre Mitarbeiter sie nicht tragen und selbständig entscheiden“, sagt Jürgen Mayer. Mit einem Bündel an Maßnahmen stellt der Drogeriemarktbetreiber den nötigen Informationsfluss sicher: etwa mit einer Darstellung zu den Einnahmen und Ausgaben einer Filiale, die sich auch ohne betriebswirtschaftliche Ausbildung verstehen und nutzen lässt.

„Mit dieser Demokratisierung von Wissen lässt sich gerade die Generation Y abholen“, ist Jutta Rump überzeugt, die bei dm auch Vorträge hält. „Sie will Wissen teilen und einholen - nicht umsonst heißt sie auch Generation Warum.“ Das bestätigt Arbeitsdirektor Harms: „Die Jüngeren wollen nicht nur Know-how, sondern auch Know-why - und das Unternehmen kann von ihren Fragen viel lernen.“

Dafür sollen sich etwa die 82 Gebietsverantwortlichen gegenüber den 1994 Filialleitern in Deutschland mit eigenen Ideen zurücknehmen. Jedoch kostet das Ringen um die jeweils beste Lösung Zeit, wie Saskia Augustinski einräumt. „Aber wenn ich ständig anordnen und erklären muss, wie etwas gemacht werden soll, weil der Zusammenhang nicht verständlich ist“, fügt sie hinzu, „kostet das mehr Zeit als wenn wir gemeinsam über ein Ziel beraten und die Mitarbeiter es dann in Eigenregie angehen.“

„Allerdings müssen die Verantwortlichen entscheiden, falls sich in der Beratung mit dem Team keine Lösung finden lässt“, betont Harms. „Die Filialleiter etwa über unpopuläre Arbeitszeiten: Letztlich müssen sie dafür sorgen, dass der Kunde eine geöffnete Tür vorfindet.“ Zugleich müssten die Führungskräfte jederzeit ihre Entscheidungen dem Team gegenüber begründen können.

Diese Form von Gruppendynamik sollte auch den Stil der Führungskräfte prägen. „Damit kein zu großer Leistungsdruck für Einzelne oder gar Mobbing im Team entsteht“, begründet Wissenschaftlerin Rump. „In dem Fall muss der Verantwortliche reingrätschen und sagen - so geht das nicht!“ Deshalb rät sie, auf die Meinungsführer zu achten. „Aufgrund informeller Hierarchien durch Alter oder Erfahrung gibt es sie in jeder Gruppe“, sagt sie. „Sie vernetzen Informationen und verankern Botschaften.“

Mit dem Menschenbild vom lernenden Mitarbeiter hat dm bislang Erfolg; die Umsatzkurve zeigt nach oben. Jürgen Mayer bleibt seinem Arbeitgeber auch wegen dessen Führungsprinzipien treu. „Ich kann mit den Menschen dort so anständig umgehen, wie ich das möchte“, sagt der Gebietsverantwortliche. Mit seinen 49 Jahren spricht er damit einen Satz aus, den wohl auch Vertreter der Generation Y unterschreiben könnten.

Quelle: F.A.Z.

Pourquoi la loi El Khomri est une catastrophe

Par [Charles Wyplosz](#)

Mis à jour le 05/04/2016 à 12:43



FIGAROVOX/ANALYSE - Pour Charles Wyplosz, le projet de loi El Khomri était intéressant, mais il a été si mal exploité que les conséquences pourraient être désastreuses.

Charles Wyplosz, professeur d'économie internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, est directeur du Centre international d'études monétaires et bancaires.

La loi El Khomri est une véritable catastrophe. Non pas que le projet soit mauvais en soi, bien au contraire. Ce qui est grave c'est qu'un projet intéressant soit si mal expliqué qu'il permet aux opposants de développer avec succès des idées que l'on pouvait penser enterrées depuis longtemps. Tout comme le SMIC-jeunes, une bonne idée, a été englouti depuis 1986 par l'échec de la loi Devaquet, le principe essentiel d'un assouplissement des contraintes rigoureuses à l'embauche risque de devenir un tabou absolu pour très longtemps. Même si la loi est finalement adoptée, ce sera sous une forme tronquée, alors même qu'elle est modeste, et on peut craindre qu'aucun gouvernement n'osera revenir sur cette question.

Juste avant l'annonce du projet de loi, François Hollande avait, à juste titre, élevé la lutte contre le chômage au rang d'urgence nationale. Certes, la multiplication des urgences présidentielles a pour effet que rien n'est vraiment urgent, mais cette admission, au crépuscule d'un septennat qui avait ignoré de fait la question de l'emploi, avait une allure de rédemption. Trop tard, dira-t-on. Au moins le passage d'une telle loi pouvait préparer le terrain à d'autres mesures plus audacieuses par les gouvernements qui vont suivre. C'est tout le contraire qui est en train de se passer.

Au risque de répéter la logique de la loi El Khomri, on sait que l'une des raisons du chômage de masse en France vient de la difficulté des licenciements. Ce résultat peut paraître paradoxal, mais il est très solidement établi par un nombre incalculable de travaux scientifiques. Bien sûr, il y a toujours des idéologues pour prétendre que la terre est plate ou que le darwinisme est une supercherie, mais ils ne devaient tromper que ceux qui partagent leur mauvaise foi. D'ailleurs, comme pour ces exemples, l'explication est simple à comprendre et le paradoxe n'en est un que pour ceux qui refusent de raisonner. Une entreprise qui embauche ne peut pas ne pas envisager que ses espoirs de croissance risquent d'être déçus. Il lui faudra alors faire marche arrière. Si l'on rend cette marche arrière impossible parce que trop coûteuse et trop aléatoire, l'entreprise préférera ne pas embaucher et laisser passer des opportunités de développement.

Les syndicats se sentent menacés, et ils ont raison. Mais s'agit-il de défendre les prérogatives surannées des syndicats ou de s'attaquer au chômage de masse ?

La loi El Khomri avance donc, timidement, dans la bonne direction. Sécuriser les punitions infligées par les Prud'hommes aux entreprises qui ont osé embaucher est utile, même s'il aurait été préférable de supprimer leurs interventions. Après tout, les contrats prévoient déjà des compensations et, s'il le faut, ces compensations peuvent être revues. Mais les conseils des Prud'hommes sont un instrument précieux de pouvoir pour les syndicats qui n'existent presque plus dans le secteur privé. Sans surprise, même la CFDT refuse de perdre ce levier. Il en va de même des accords de branches qui s'appliquent obligatoirement à toutes les entreprises après avoir été négociés avec des syndicats ultra-minoritaires parmi les employés, et souvent absents dans une écrasante majorité de PME. Les «référendums» chez Smart ou Goodyear ont d'ailleurs montré que les employés sont parfois en désaccord avec les syndicats. Déroger aux accords de branches après

consultation des employés directement concernés est la marque de la démocratie sociale. Les syndicats se sentent menacés, et ils ont raison. Mais s'agit-il de défendre les prérogatives surannées des syndicats ou de s'attaquer au chômage de masse? D'ailleurs, la démocratie sociale est aussi un levier pour faire évoluer un monde syndical quasi-unique au monde dans son rejet des réalités économiques.

Assouplir l'absurde clause de licenciement pour motif économique est un autre point de passage obligé pour réduire durablement le chômage. Bien sûr, il y a toujours eu des abus patronaux mais, dans l'écrasante majorité des cas, le licenciement est un échec que les entreprises essaient d'éviter. Autrement dit, les entreprises licencient presque toujours pour «raison économique», c'est-à-dire pour survivre ou se développer. On nous parle même de «licenciements financiers», comme si le mot «financier» justifie l'opprobre. Mais, pour les entreprises, la finance est comme de l'oxygène! Si elles n'obtiennent pas des financements, elles ne peuvent pas survivre. C'est aussi simple que cela. Réprimer les abus est une chose, criminaliser tous les licenciements est une autre. En acceptant de redéfinir la notion de licenciement pour motif économique, la loi El Khomri a visé une synthèse politicarde chère au Président. C'est mieux que d'en rester avec ce qui existe, mais la notion aurait mérité de partir à la poubelle.

La solution est le contrat de travail unique qui évolue dans le temps vers plus de protection, assorti d'une clause de bonus-malus qui sanctionne les entreprises qui licencient et embauchent de manière à briser l'évolution des contrats.

Les opposants à la loi ont construit leur argumentaire autour de la précarité, ce qui est habile, mais extraordinairement superficiel. C'est même diaboliquement habile. Car la précarité a deux origines. D'une part l'existence du chômage de masse. Dans un pays où le taux de chômage est faible, comme en Allemagne ou en Grande Bretagne, entre autres, le licenciement n'est pas vraiment un drame puisqu'il est possible de retrouver rapidement un emploi. En bloquant des mesures qui feraient baisser le chômage, les opposants garantissent une cause majeure de précarité, au nom de la lutte contre la précarité. L'autre source de précarité, ce sont les CDD. La solution est le contrat de travail unique qui évolue dans le temps vers plus de protection, assorti d'une clause de bonus-malus qui sanctionne les entreprises qui licencient et embauchent de manière à briser l'évolution des contrats. Mais les opposants à la loi El Khomri, qui n'a même pas osé sauter le pas, ne veulent pas en entendre parler parce qu'ils refusent farouchement de toucher aux CDI, même si les embauches en CDI sont devenues l'exception. De fait, les entreprises pratiquent le contrat unique, du moins sous une version tronquée qui amplifie la précarité du système. En fait, tout se passe comme ci si les opposants à la loi s'évertuent à maintenir la précarité pour maintenir leur fond de commerce.

De manière fondamentale, le débat sur la précarité est irréal. Par nature, les entreprises sont précaires. Chaque année en France, environ 20% des entreprises naissent ou ferment leurs portes. Naturellement, ce sont des emplois qui se créent et qui disparaissent. C'est normal. De plus, parmi celles qui survivent, il en est qui croissent et créent des emplois, d'autres qui doivent réduire la voilure et licencient. Comme les entreprises, l'emploi dans le secteur privé ne peut être que précaire. Ce qui importe, donc, c'est d'atténuer au maximum le poids de la précarité. La solution, pratiquée sous d'autres cieux, est de protéger les personnes, pas les emplois qui ne peuvent qu'être précaires. Une solution est de dédommager les chômeurs en les aidant à faire ce qu'il faut pour retrouver au plus vite un emploi. Du pain sur la planche pour notre système qui est notoirement inefficace. Mais la meilleure solution est de faire baisser drastiquement le chômage. C'est l'intérêt de la loi El Khomri, objectif qui semble avoir été oublié dans les cortèges de manifestants.

À regarder ces cortèges et les grèves, on ne peut d'ailleurs qu'être frappé par la prépondérance des employés des services publics, qui ne sont pas visés par la loi. Où sont passées les personnes concernées, celles qui travaillent dans le privé? Sont-elles restées au travail parce qu'elles n'ont rien contre la loi El Khomri? Pas du tout. Les sondages indiquent qu'une écrasante majorité des Français sont hostiles à la loi parce qu'ils ne croient pas qu'elle fera baisser le chômage, contre toute évidence. Que le message essentiel ne soit pas passé témoigne de l'effondrement de la confiance à l'égard du Président et de l'indigence de l'argumentation du gouvernement. Ce qui est grave pour l'avenir c'est que les Français n'ont toujours pas compris comment lutter contre le chômage. Toute la classe politique devrait s'en alarmer. Les médias aussi, d'ailleurs.

What are the Panama papers and why do they matter?

Apr 4th 2016, 23:21 BY S.N.

BENJAMIN FRANKLIN had not heard of Mossack Fonseca when he observed **“nothing can be said to be certain, except death and taxes,”** and the Panama-based law firm might have changed his mind. Mossack is at the centre of a huge tax and money-laundering scandal, now coming to light thanks to the so-called “Panama papers”. What exactly are these papers and why do they matter?

Companies such as Mossack specialise in helping foreigners hide wealth. Clients may want to keep money away from soon-to-be ex-wives, dodge sanctions, launder money or evade taxes. The main tools for doing so are anonymous shell companies (which exist only on paper) and offshore accounts in tax havens (which often come with perks such as banking secrecy and low to no taxes). These structures obscure the identity of the true owner of money parked in or routed through jurisdictions such as Panama.

But authorities (and disgruntled ex-wives) just caught a break. Over 11m documents have been leaked from Mossack’s secretive offices. The International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) this weekend went public with its findings that the firm had, wittingly or unwittingly, helped clients evade or avoid tax, launder money or mask its origins. More astonishing than their methods, which are well known, was the scale of activity and the people involved. The 2.6 terabytes of data are thought to contain information about 214,500 companies in 21 offshore jurisdictions and name over 14,000 middlemen (such as banks and law firms) with whom the law firm has allegedly worked. Although by no means all of these are criminal or even shady, the first public examples make for telling reading. On the naughty list are people such as Ukraine’s president, Petro Poroshenko, who promised to sell his business interests on taking office. He seems to have merely transferred assets to an offshore shell. Other heads of government, such as Russia’s Vladimir Putin and Iceland’s Sigmundur David Gunnlaugsson are suspected of hiding ownership of offshore assets by putting them in the names of friends or relatives. Mossack denies any wrongdoing, as does Mr Gunnlaugsson. A spokesman for Mr Putin has denounced the allegations as a case of “Putinophobia”.

After the initial naming and shaming, it will become clearer in the coming weeks who was using these structures for dodgy reasons. While examples of the offshore industry enabling dictators, terrorists and drug cartels will (rightly) capture much of the attention, it would be a shame if other miscreants escape. The global industry of service providers, which sell financial secrecy to those who can afford it, have in some cases done more than just feast on poorly designed tax policies. The Panama documents suggest that some actively looked the other way when faced with a less-than-clean client. An estimated 8% of the world’s wealth (\$7.6 trillion according to Gabriel Zucman, an economist) is stuffed away in offshore accounts, most of it done perfectly legally, as a raft of public relations people hasten to say as their clients’ names are flung around in the press. But legal or not, the newspapers taking aim at Mossack and the like will strike a chord. They are in tune with contemporary sentiment: the fundamental disconnect between global elites and the rest, for whom taxes are as certain as death.

144,70

DIEGO GAMBETTA

Diego Gambetta, Professor of Social Theory at the European University Institute, is co-author of the book [Engineers of Jihad: The Curious Connection Between Extremism and Education](#).

STEFFEN HERTO

Steffen Hertog, Professor of Comparative Politics at the London School of Economics, is co-author of the book [Engineers of Jihad: The Curious Connection Between Extremism and Education](#).

APR 5, 2016 0

Extremism's Strange Bedfellows

FLORENCE – Nowadays, we associate far-right politics with fervent Islamophobia. But this was not always the case. In fact, the relationship between the extreme right, particularly in Europe, and Islamist radicalism runs deep, with adherents of both groups sharing some important traits.

These links have often been obvious. Amin al-Husseini, the grand mufti of Jerusalem from 1921 to 1937, maintained close ties with the fascist regimes in Italy and Germany. Many Nazis found refuge in the Middle East after World War II, and some even converted to Islam. And Julius Evola, the reactionary Italian thinker whose work has inspired Europe's post-war far right, expressly admired the concept of jihad and the self-sacrifice it demands.

After the September 11, 2001, terror attacks in the United States, neo-Nazis in both the US and Europe fêted the attackers. An official of the National Alliance, America's premier neo-Nazi group, [said](#) that he wished his own members had "half as much testicular fortitude." In France, celebrations of the attacks were held at the National Front's headquarters, and German neo-Nazis burned US flags. The Islamist group Hizb ut-Tahrir was banned in Germany in 2003, partly because of its contacts with the far right.

Common enemies – Jews, the US government, the alleged "New World Order" – have sustained this unholy alliance politically. But closer examination of its ideological and psychological components reveals deeper connections.

Unlike liberals and the left, right-wing and Islamist ideologues promote an authoritarian, hierarchical, and often ritualized vision of social order and daily life. They promise to purge society of the corruption that has separated it from its glorious past. And they believe that their racial or religious "supremacy" justifies the subjugation, and even enslavement, of others.

According to political psychologists, conservative and right-wing views tend to be accompanied by a tendency to be [easily disgusted](#), a ["need for closure"](#) (a preference for order, structure, and certainty), and [sharp delineation](#) of one's "in-group" and "out-groups." While such research focuses on peaceful individuals, there is evidence that right-wing and Islamist extremists also possess these personality traits.

Start with the Islamists. Several jihadi operatives are known for their obsession with cleanliness. Faisal Shahzad, who planted bombs in New York City's Times Square, took meticulous care of his apartment in Bridgeport, Connecticut, before leaving for his failed bombing mission. Mohamed Atta, the chief hijacker on 9/11, left instructions for his burial, demanding that no woman approach his body and that the men washing him touch his genitals only with gloves.

Salafi jihadis structure their lives according to a literal reading of Islamic scripture – a simple way of satisfying their "need for closure." As for the obsession with identifying the "in-group," there is *al-wala' wal-bara*, a core doctrine of Salafism that commands believers to dissociate themselves from non-believers, including impure Muslims.

The need for certainty extends beyond religion. As we explore in our book [Engineers of Jihad](#), since the 1970s, a disproportionate share of Islamist radicals have pursued hard technical fields rather than softer subjects that offer fewer clear answers. Both Shahzad and the Umar Farouk Abdulmutallab, the Nigerian "Underwear Bomber" who attempted to detonate explosives on a flight in 2009, studied engineering. Of the 25 individuals directly involved in the 9/11 attacks, eight were engineers, including the two leaders, Atta and Khalid Sheik Mohammed.

To establish whether something systematic was going on, we examined the education of more than 4,000 extremists of all stripes around the world. We found that, among Islamist radicals born and educated in Muslim countries, engineers are found 17 times more often than they are among the general population; the proportion of university graduates among radicals is four times greater.

Within the Muslim world, more engineers tend to join radical groups in countries where economic crisis is undermining employment opportunities for elite graduates. They are especially likely to join at the outset of such crises. Among all university graduates, engineers (and, to a lesser extent, doctors) seem the most frustrated by the lack of opportunities, perhaps reflecting the ambition and sacrifice required to earn such a high-level degree.

But this is not the whole story. Engineers also comprise a disproportionate share of Islamist radicals who have grown up in the West, where employment opportunities are greater. They are also less likely than other graduates to defect and leave violent Islamism behind.

And, critically, radical Islamists are not the only group with a disproportionate share of engineers. Among radical right-wingers with a university education, engineers are similarly overrepresented. Meanwhile, there are almost no engineers among radical left-wing groups, which are more likely to attract graduates in humanities and social sciences.

Analyzing poll data on 11,000 male graduates from 17 European countries, we found that, beyond being on the political right, engineers score, on average, more strongly than other graduates on almost all measures relating to the tendency toward disgust, the need for closure, and a strong in-group preference. These traits are much weaker among humanities and social sciences graduates.

The traits are also weaker among women, who have a strong presence on the radical left, while being nearly absent among both radical Islamists and right-wing extremists. The correlation among psychological traits, academic disciplines, and presence in different radical groups is nearly perfect.

Of course, most people who study engineering or have a strong preference for order will not become radicalized, meaning that these factors cannot be used effectively in profiling. But such insight into the psychology of radicalization remains important. Western and many Arab governments employ hundreds of people to dissuade would-be radicals, without a clear understanding of the psychological needs these ideologies serve. Much research remains to be done, but gaining such an understanding could help reveal better ways to meet those needs, before or after radicalization occurs.

NOURIEL ROUBINI

Nouriel Roubini, a professor at NYU's Stern School of Business and Chairman of [Roubini Global Economics](#), was Senior Economist for International Affairs in the White House's Council of Economic Advisers during the Clinton Administration. He has worked for the International Monetary Fund, the US Feder... [READ MORE](#)

APR 1, 2016 ³¹

Unconventional Monetary Policy on Stilts

NEW YORK – With most advanced economies experiencing anemic recoveries from the 2008 financial crisis, their central banks have been forced to move from conventional monetary policy – reducing policy rates via open-market purchases of short-term government bonds – to a range of unconventional policies. Although the zero nominal bound on interest rates – previously only a theoretical possibility – had been reached and zero-interest-rate policy (ZIRP) had been implemented, growth remained anemic. So central banks embraced measures that didn't even exist in their policy toolkit a decade ago. And now they are poised to do so again.

The list of unconventional measures has been extensive. There was quantitative easing (QE), or purchases of long-term government bonds, once short-term rates were already zero. This was accompanied by credit easing (CE), which took the form of central-bank purchases of private or semi-private assets – such as mortgage- and other asset-backed securities, covered bonds, corporate bonds, real-estate trust funds, and even equities via exchange-traded funds. The aim was to reduce private credit spreads (the difference between yields on private assets and those on government bonds of similar maturity) and to boost, directly and indirectly, the price of other risky assets such as equities and real estate.

Then there was “forward guidance” (FG), the commitment to keep policy rates at zero for longer than economic fundamentals justified, thereby further reducing shorter-term interest rates. For example, committing to maintain zero policy rates for, say, three years implies that interest rates on securities with up to a three-year maturity should also fall to zero, given that medium-term interest rates are based on expectations concerning short-term rates over the next three years. Capping things off, there was unsterilized currency-market intervention to boost exports via a weaker currency.

These policies did indeed reduce long- and medium-term interest rates on government securities and mortgage bonds. They also narrowed credit spreads on private assets, boosted the stock market, weakened the currency, and reduced real interest rates by increasing inflation expectations. So they were partly effective.

Still, in most advanced economies, growth (and inflation) remained stubbornly low. There was no shortage of reasons for this. Given deleveraging from high private and public debts, unconventional monetary policies could prevent severe recessions and outright deflation; but they could not bring about robust growth and 2% inflation.

Moreover, the policy mix was suboptimal. While monetary policy can play an important role in boosting growth and inflation, structural policies are needed to increase potential growth and keep firms, households, banks, and government from turning into zombies, chronically unable to spend because of too much debt. And fiscal policies were also necessary to support aggregate demand.

Unfortunately, the political economy of most structural reforms – with their front-loaded costs and back-loaded benefits – implies that they occur only slowly. At the same time, fiscal policy has been constrained in some countries by high deficits and debts (which jeopardize market access), and in others (the eurozone, the United Kingdom, and the United States, for example) by a political backlash against further fiscal stimulus, leading to austerity measures that undermine short-term growth. So, like it or not, central banks became and still are the only game in town when it comes to supporting aggregate demand, lifting employment, and preventing deflation.

As a result, unconventional monetary policies – entrenched now for almost a decade – have themselves become conventional. And, in view of persistent lackluster growth and deflation risk in most advanced economies, monetary policymakers will have to continue their lonely fight with a new set of “unconventional unconventional” monetary policies.

Some have already been implemented. For example, negative interest policy rates (NIRPs) are now standard in Switzerland, Sweden, Denmark, the eurozone, and Japan, where the excess reserves that banks hold with central banks as a result of QE are taxed with a negative rate. Policymakers have shifted from working on the quantity of money (QE, CE, and foreign-exchange intervention) to working on the price of money (first ZIRP, then FG, and now NIRP). Nominal interest rates are now negative

not only for overnight debt, but also for ten-year government bonds. Indeed, about \$6 trillion worth of government bonds around the world today have negative nominal yields.

The next stage of unconventional unconventional monetary policy – if the risks of recession, deflation and financial crisis sharply increase – could have three components. First, central banks could tax cash to prevent banks from attempting to avoid the negative-rate tax on excess reserves. With banks unable to switch into cash (thereby earning zero rates), central banks could go even more negative with policy rates.

Second, QE could evolve into a [“helicopter drop”](#) of money or direct monetary financing by central banks of larger fiscal deficits. Indeed, the recent market buzz has been about the benefits of permanent monetization of public deficits and debt. Moreover, while QE has benefited holders of financial assets by boosting the prices of stocks, bonds, and real estate, it has also fueled rising inequality. A helicopter drop (through tax cuts or transfers financed by newly printed money) would put money directly into the hands of households, boosting consumption.

Third, credit easing by central banks, or purchases of private assets, could broaden significantly. Think of direct purchases of stocks, high-risk corporate bonds, and banks’ bad loans.

If unconventional unconventional monetary policies sound a little crazy, it’s worth remembering that the same was said about “conventional unconventional” policies just a few years ago. And if current conditions in the advanced economies remain entrenched a decade from now, helicopter drops, debt monetization, and taxation of cash may turn out to be the new QE, CE, FG, ZIRP, and NIRP. Desperate times call for desperate measures.

144,74

Terror aus Molenbeek

Die giftige Saat ist aufgegangen

Alle Welt zeigt auf den Problemstadtteil Molenbeek. Dabei gibt es einen „Halbmond der Armut“ in der belgischen Hauptstadt. Und die Ursachen für den Terror liegen schon Jahrzehnte zurück.

06.04.2016, von JOCHEN STAHNKE



© FRANK RÖTH Einkaufsmeile: Die Chaussée de Grand in Molenbeek

Fickt euch!, brüllt Bilal dem Polizeiauto nach, das die Rue Tazieaux in Richtung Chaussée de Gand entlangrast. „Die Bullen machen ihre Sirene doch nur an, um schneller im Café sein zu können.“ Es nieselt in Molenbeek, und trotz der acht Grad trägt Bilal nur einen Jogginganzug. Er und seine Freunde Salah und Youssef hängen vor einem Parkplatz herum. Bilal holt Tabak aus seinem alten zerbeulten silberfarbenen BMW, der auf dem Parkplatz steht, und dreht einen Joint. In Molenbeek ist Haschisch zwar etwas günstiger, aber ihren Nachschub holen sich die Jungs aus Amsterdam. „Dort ist die Qualität einfach besser“, sagt Bilal, „in zwei Stunden ist man schon da.“




Autor: Jochen Stahnke, Redakteur in der Politik.Folgen:

Bilal ist 21 Jahre alt und wohnt noch bei seinen Eltern in der Nähe, so wie seine beiden Kumpel. Statistisch gesehen lebt die Hälfte aller Molenbeeker Familien auf weniger als 55 Quadratmetern. Also treffen sich die Jungs hier draußen, kaum zweihundert Meter entfernt von der Rue des Quatre-Vents, der Straße, in der Salah Abdeslam vor zwei Wochen festgenommen wurde, der mutmaßliche Logistiker des Massakers von Paris.

„Wir kannten den alle“, sagt Bilal. „Hier kennt jeder jeden.“ Die Jungs sind Marokkaner, so wie sechzig Prozent der Molenbeeker und so wie fast jeder in diesem Viertel. Im Laufe des Gesprächs kommen eine Menge Jungs vorbei. Manche bleiben ein paar Minuten, andere gehen gleich weiter, aber jeder schüttelt jedem ausgiebig die Hand. Ein etwa gleichaltriger Müllmann mit leuchtorangefarbener Kleidung verbringt seine Pause mit den Jungs, ein junger Lieferwagenfahrer blockiert die Straße, um kurz zu schauen, was los ist. Es ist fast wie auf dem Dorf, abgesehen von den Polizisten und Soldaten auf den größeren Straßen.

Aus Molenbeek stammen nicht nur drei der Terroristen von Paris wie Salah Abdeslam und das Unterstützernetz. Auch die Täter des gescheiterten Angriffs auf den Thalys-Schnellzug 2015, der Attentäter im Jüdischen Museum in Brüssel 2014 und einer der Täter der Madrider Eisenbahn-Anschläge 2004 kamen aus Molenbeek oder wohnten hier längere Zeit. Ebenfalls aus Molenbeek stammte einer der beiden Attentäter, die am 9. September 2001 als belgische Journalisten getarnt Ahmed Shah Massud ermordeten, den Kommandeur der afghanischen Nordallianz, welche die Taliban bekämpfte. Es war das direkte Vorspiel des elften Septembers.



© FRANK RÖTH  Straßenszene in Molenbeek: Frauen mit Kopftuch überqueren die Straße.

„Als ich vom Mord an Massud hörte, wusste ich, dass hier in Molenbeek etwas wirklich Großes im Gange ist“, sagt Johan Leman. Der Anthropologe und frühere Kabinettschef der königlichen Kommission für Migrationspolitik leitet heute das Jugendzentrum Le Foyer in Molenbeek, für das er auch schon in den achtziger Jahren arbeitete. „Der Fall Massud hat das Ganze auf eine vollkommen neue Ebene gehoben. Das war höchst professionell.“

„Molenbeekistan“

Lemans Jugendzentrum liegt ganz in der Nähe des Kanals, der Molenbeek von der Brüsseler Innenstadt trennt. Das Ufer säumen Designergeschäfte, schicke Kneipen und ein Hotel. Sie richten sich nicht an Bilal und die Jungs, sondern an den Stadtkern auf der anderen Uferseite. Es gibt auch ein hübsches Mittelklasse-Molenbeek. Wenn man Bilals Parkplatz linker Hand passiert und die Chaussée de Gand zehn Minuten lang bergauf nach Ober-Molenbeek geht, dann verwandelt sich die Welt.

Sie ist ganz still, hat einen Park, ein kleines Wasserschloss und breitere Straßen, in denen Muttchen ihre Rollatoren vor sich her schieben und Anwohner ihre Mittelklassewagen vor frisch renovierten Reihenhäusern parken. Es ist eine Gegend, die auch vor hundert Jahren nicht überschwemmt werden konnte, im Gegensatz zu der des Proletariats in Kanalnähe. Wenn heute also von „Molenbeekistan“ die Rede ist, dann bezieht sich das auf einen kleinen Abschnitt des Stadtteils: den zwischen Kanal, alter Eisenbahnlinie und den stillgelegten Fabrikhallen, wo es bis heute eine „Rue Manchester“ und eine „Rue Birmingham“ gibt.

Die Einwohnerzahl wächst noch immer, von 1995 bis heute von 68.000 auf 95.000. Hinzu kommen noch rund 5000 Illegale, schätzt Leman. Die Bevölkerungsdichte ist mit 20.000 Menschen pro Quadratkilometer in Nieder-Molenbeek zweieinhalbmal so hoch wie im Rest von Brüssel. Rund 50.000 Molenbeeker sind höchstens 29 Jahre alt. Nur ein Viertel der Jugendlichen bis 24 Jahre hat Arbeit. Bilal hat eine Ausbildung zum Automechaniker abgeschlossen und arbeitet dann und wann schwarz in einer Werkstatt, „wann immer ich morgens einen Anruf kriege“. Oft kriegt er keinen.

Den marokkanischen Teil der Chaussée de Gand säumen Cafés, Lebensmittelhörer, Ein-Euro-Geschäfte und Krämerläden mit Billigprodukten aus Fernost. Die rund zwanzig Molenbeeker Moscheen verteilen sich in den Seitenstraßen, in unscheinbaren früheren Ladengeschäften oder kleinen Lagerhallen. Minarette sind hier baurechtlich verboten.

Unternehmen der belgischen Kohle- und Stahlindustrie hatten die Marokkaner in den sechziger Jahren angeworben, als viele italienische und spanische Arbeiter in ihre Heimat zurückgegangen waren. Wenige Jahre später schlossen die Fabriken ihre Tore für immer. Aber die Marokkaner blieben. Sie stammen fast alle aus der Region des Rif-Gebirges, dem auch für dortige Verhältnisse verarmten Teil Marokkos. Es ist gleichzeitig eines der Hauptanbaugelände für Cannabis, das heute über Marseille, Molenbeek und Amsterdam in Europa verkauft wird. Marokkos Herrscher waren froh, die traditionell renitenten Bewohner des Gebirges los zu sein, und die belgischen Gesetze zum Familiennachzug waren lax.

Doch Belgien förderte nicht nur die Einwanderung der Marokkaner. Als der saudische König Faisal 1967 Brüssel besuchte, bot ihm Belgiens Monarch Baudouin im Gegenzug für Rohstofflieferungen den orientalischen Pavillon im Parc du Cinquantenaire auf 99 Jahre zur mietfreien Nutzung an. Der mächtige Rundbau war im 19. Jahrhundert zur Nationalausstellung errichtet worden. Nun wurde daneben ein Minarett errichtet. Sie wurde Brüssels „Große Moschee“. Bis heute wird sie von saudischen Klerikern betrieben und vom saudischen Botschafter geleitet. Sie ist das faktische Zentrum des belgischen Islams, und es liegt nur 200 Meter hinter dem Hauptgebäude der EU-Kommission.

„Der Salafismus ist hier mittlerweile die Hauptströmung“

„Der Salafismus ist hier mittlerweile die Hauptströmung des Islams“, sagt Molenbeeks Beigeordnete für Jugend und Prävention, Sarah Turine. „Auch in Molenbeek hat Saudi-Arabien die Renovierung vieler Moscheen finanziert.“ Die meisten angehenden islamischen Theologen erhalten großzügige Stipendien, um in Medina den Koran und die Hadithen zu studieren – nach saudischer Lesart: Wahhabismus ist die saudische Variante des Salafismus. „Die Mehrzahl der Imame in Molenbeek sind zwar keine Saudis, aber dort ausgebildet worden“, sagt Turine.

Dass die meisten dieser Imame weder Französisch noch Flämisch oder Englisch sprechen, koppelt sie endgültig von der belgischen Gesellschaft ab. Und auch in Molenbeeker Moscheen, die von Pakistanern, Tschetschenen oder Afrikanern besucht werden, wird in saudischen Büchern gelesen, die kostenlos ausgegeben werden. „Saudi-Arabien hat die Hoheit über die Übersetzungen“, sagt Turine. Die Politikerin fordert dringend einen Euro-Islam und eine theologische Ausbildung in Belgien, vereinbar mit den westlichen Werten.

Fühlt ihr euch als Belgier? „Natürlich, klar“, antworten Bilal und Salah. Bilal zeigt seinen Personalausweis. Er sagt, in Brüssel sei er Belgier, und im Urlaub in Marokko sei er Marokkaner. „Das ist doch Quatsch“, erwidert Salah, „du bist hier geboren und lebst hier, auch in Marokko bist du Belgier“. Er selbst, sagt Salah, sei natürlich auch Belgier, „aber mit einem marokkanischen Gesicht“. Er zeigt in Richtung Kanal. „Deswegen bleibe ich für die da drüben auch immer Marokkaner.“ Salah hebt die Hände und lacht. „Und jetzt habe ich auch noch den gleichen Vornamen wie Abdeslam.“

Großes Misstrauen

Das gegenseitige Misstrauen ist groß. Die Soldaten an der U-Bahn-Station hinter dem Molenbeeker Rathaus sind nervöser als im Rest der Stadt, das Sturmgewehr in den Händen, den Blick über die Köpfe und Kopftücher gerichtet. Keiner der jungen Soldaten spricht mit den Bewohnern, und kein Bewohner spricht mit den Sicherheitskräften. Unter den Polizisten in Molenbeek soll sich kaum ein Beamter befinden, der aus diesem Stadtteil stammt. Die wenigen marokkanischstämmigen Polizisten, die aus Molenbeek kommen, arbeiten in anderen Gegenden. „Die wollen nicht von ihren Familien schief angesehen werden“, sagt Turine. Aus Molenbeek lassen sich alle Beamten so schnell versetzen wie möglich. So kann weder ein Vertrauensverhältnis noch ernsthaftes Wissen über die dortige Gesellschaft aufgebaut werden.

Dieses Wissen fehlt seit Jahrzehnten. „Schon in den neunziger Jahren haben sich Leute aus Molenbeek algerischen Terrororganisationen angeschlossen“, sagt Leman. „Es gingen damals auch Leute nach Afghanistan zu den Mudschahedin.“ Aber die Behörden seien kaum aktiv geworden. „Damals waren die Mudschahedin ja auch noch unsere Verbündeten, und Afghanistan war weit weg.“ Er habe in der Zeit immer wieder mit Vertretern des belgischen Geheimdienstes gesprochen, sagt Leman. „Wir und unsere französischen Partner wissen von diesen Leuten“, hätten sie ihm geantwortet.

Leman erzählt, er kenne Dschihadisten, die in Molenbeek im Laufe der Jahre für unterschiedliche Terrororganisationen rekrutiert haben. Die erste Dschihad-Generation betraf Algerier und Afghanen, die zweite Al Qaida und die dritte den IS. „Es waren oft dieselben Anwerber, nur die Etiketten waren andere.“ Als der IS-Anführer Abu Bakr al Bagdadi 2014 schließlich den territorialen Dschihad für beendet erklärte und den globalen ausrief – „tja, da war es ein bisschen spät mit unserem Erschrecken“, sagt Leman. Die Dschihadisten begannen, nach Molenbeek zurückzukehren. Sie hatten längst eine Strategie für Europa ausgearbeitet.

Kopf der Pariser Attentate

„Seit 2013 wusste ich, dass auch unsere Leute nach Syrien gehen“, sagt Sarah Turine. „Zunächst dachten wir, dass die einfach nur gegen Assad kämpfen, bis immer klarer wurde, dass sie sich Terrororganisationen anschlossen.“ Der Molenbeeker Abdelhamid Abaaoud, der spätere Kopf der Pariser Attentate, war einer der Ersten. Turine sitzt im „Palais de Balkis“, einem marokkanischen Café in Nieder-Molenbeek, dessen Interieur westlich ausgerichtet ist und wo die Bedienung ihre Kopftücher lose tragen. Um die Ecke befindet sich das Rathaus. Der Marktplatz davor wird unablässig von Journalisten und Fernsehteams bestreift. „Das ist hier nicht Jurassic Park!“, ruft ein Gemüsehändler einem Fotografen zu. „Die Leute haben die Nase voll“, sagt Turine. „Und der IS nutzt das aus und versucht ihnen einzureden, dass sie von der belgischen Gesellschaft nicht akzeptiert werden und den Westen bekämpfen sollen.“

Die Armut, die Überbevölkerung, Identitätsfragen, die Kriminalität und der saudisch geprägte Salafismus haben einen gefährlichen Nährboden geschaffen. Er zieht sich durch den gesamten „Halbmond der Armut“, der in Gestalt der Gemeinden Molenbeek, Schaerbeek, Marolles und Laeken die Brüsseler Innenstadt überwölbt. Das Problem ist längst nicht mehr nur Molenbeek. Die Selbstmordattentäter von voriger Woche stammten aus Laeken. So ein Nährboden bringt nicht zwangsläufig Extremisten hervor. Aber der Terror wächst schnell, wenn er einmal gesät ist. „Salah Abdeslam war früher wie wir, ganz normal“, sagt Youssef auf dem Parkplatz. „Aber irgendwie ist dann der Satan in seinen Kopf gekommen.“ Wie konnte das passieren? „Es gibt überall Irre, aber die Irren merken nicht, dass sie irre sind“, sagt Youssef. „Wahrscheinlich dachte er, das Richtige zu tun.“

Akut gefährdet und gefährlich

Wo der schmale Grat zwischen irre und normal verläuft und wer ihn definiert, das ist die entscheidende Frage in Molenbeek. „Die meisten Jugendlichen widerstehen der Propaganda“, sagt Turine. Elf Molenbeeker seien jüngst aus Syrien zurückgekehrt. 30 Jugendliche stuft die Polizei derzeit als akut gefährdet und gefährlich ein. Ihre Anwerber suchten sich die schwächsten und unsichersten aus, sagt Turine. „Durch die Einwanderung sind viele Familienstrukturen beschädigt worden.“ Manchmal fehle der Respekt vor dem arbeitslosen Vater, der noch ländlich-marokkanischer geprägt sei als seine in Belgien geborenen Kinder. „Und dann sagt der IS den Kindern auch noch, ihr Vater würde den Islam nicht richtig leben.“ Die Entfremdung von der eigenen Familie gehört zur Strategie der Terroristen.

Ihre Opfer suchen die Anwerber nicht unbedingt direkt in den Gotteshäusern, auch wenn die Moschee „Loqman“ in der Ransfortstraat 24 den Thalys-Attentäter und besonders viele Syrien-Reisende hervorgebracht haben soll. Auf ein Klingeln öffnet dort niemand, aber ein bärtiger älterer Mann in einem ockerfarbenen traditionellen marokkanischen Gewand auf der Straße fragt, wen man hier denn suche, es sei niemand da. „Ich sage dir nur eine Sache: Wir waren hier alle schockiert.“ Man solle mal fragen, wer „das Pulver“ hier ausgelegt habe. „Das war nicht ich, das warst nicht du, das waren nicht die Leute hier“, sagt der Mann. „Aber man steckt unsere Jugend jetzt in einen Müllsack und haut von allen Seiten drauf.“

Immerwährende Propaganda

Turine sagt, angeworben werde eher auf der Straße nach den Gebeten, an Bahnhöfen oder in Cafés und im Milieu der Kleinkriminellen. Hinzu komme die immerwährende Propaganda aus dem Internet. „Ja klar, da drüben sitzt manchmal einer“, sagt Bilal und zeigt in Richtung eines

Cafés am Kreisverkehr. „Die sehen ganz normal aus und erzählen erstmal ganz normale Dinge über den Krieg in Syrien.“ Was und wie genau, will er nicht sagen. Die Jungs sagen, sie selbst seien noch nie direkt angesprochen worden. „Die kommen zu den Leuten, die schon etwas krank im Kopf sind“, sagt Salah. „Ich selbst würde mir doch nie eine Weste mit Sprengstoff anziehen.“

Es ist Donnerstag, Markttag, und die Marktstände ziehen sich vom Rathausvorplatz bis um die große Kathedrale Saint-Jean-Baptiste. Die Marokkaner haben ihre Marktstände bis an die Kirchenmauern aufgebaut. Die Steinstufen zum Eingang hinauf sind mit Lieferwagen zugeparkt, man muss über ihre Anhängerkupplungen steigen, wenn man die Mittagsmesse besuchen möchte. In einer Ecke des Kirchenschiffs haben sich elf Gläubige versammelt, drei einheimische Belgier und acht Afrikaner. „Es ist nicht einfach hier“, erzählt Pater Aurélien Saniko später. „Viele Menschen haben Angst.“ Saniko steht der Gemeinde seit Anfang 2013 vor. Der Kameruner sagt, es gehe ihm auch darum, eine christliche Präsenz in einem muslimischen Viertel zu gewährleisten.

„Es fehlt etwas der Respekt“

Einmal im Jahr veranstaltet Saniko ein interkulturelles Gemeindefest. Vergangenen Dezember seien hundert Christen und zweihundert Muslime gekommen, darunter acht Imame. Mit den meisten Menschen könne man hier gut zusammenleben, sagt Saniko. Aber dass die Seitentüren der Kathedrale immer wieder eingetreten würden, sei ein Problem. „Es fehlt etwas der Respekt“, sagt Saniko. Direkt bedroht worden sei er in Molenbeek aber nur zwei Mal, sagt Saniko. „Hau ab“, hätten ihm Salafisten zugerufen, und „wir übernehmen deine Kirche.“

An der Straße vor dem Parkplatz sagt Salah, Gott habe alle Menschen geschaffen, Muslime wie Christen und Juden, und deswegen müsse ein jeder auch alle Menschen respektieren. Das gelte für alle Seiten. Es folgt eine durcheinander gerufene Beschreibung angeblicher Greuelthaten der Amerikaner im Irak und in Syrien. „Wenn du wirklich verstehen willst, was in Molenbeek los ist, dann musst du auch mal nach Syrien gucken“, sagt Salah. „Die Flugzeuge der Amerikaner, Franzosen und Belgier werfen dort Bomben ab, und von tausend Getöteten sind nur zwei Terroristen.“

Das mache hier viele wütend. „Ich bin absolut gegen diese Terrorattacken hier. Aber für den IS ist das eine Form des Krieges, sie wollten die Leute in Europa auf diesen Krieg aufmerksam machen“, sagt sein Freund Youssef. Nach einer Stunde verabschieden sich die Jungs freundlich. Ein gepanzertes Militärfahrzeug biegt in die schmale Straße ein. Die Soldaten schauen aus mehr als zwei Metern Höhe durch die Panzerglasscheiben herunter. Kurz nur, dann schiebt sich das Gefährt mit brüllendem Motor weiter durch Molenbeek.

Quelle: F.A.Z.

EXCLUSIF. Djihadisme : Olivier Roy répond à Gilles Kepel

Lemonnier, Marie

Depuis que le politologue, spécialiste de l'islam, a émis l'hypothèse d'une révolte nihiliste générationnelle à l'origine du djihadisme européen, le débat fait rage. Dans "l'Obs", il répond à la polémique.

C'est dans une cellule de moine, face à une fresque du xv^e siècle représentant la conversion au christianisme d'un chef tatar, que le chercheur baroudeur a installé son poste d'observation du monde. Dans cet ancien couvent dominicain, Olivier Roy dirige depuis 2009 le programme méditerranéen de l'Institut universitaire européen de Florence. Il est l'un des intellectuels français les plus cités et discutés sur la scène internationale. L'un des plus atypiques aussi.

Parti dès l'âge de 19 ans sur les routes d'Afghanistan plutôt que d'intégrer Normale, après l'invasion russe, il y côtoiera la guerre aux côtés des moudjahidine, durant ses voyages répétés des années 1980. Une épreuve initiatique pour l'ancien jeune maoïste attiré par les combats révolutionnaires, qui assiste alors à la montée du djihad.

Il est tour à tour professeur, diplomate, philosophe, sociologue des religions comparées, politologue spécialiste de "l'islamisme" - dont il invente d'ailleurs le concept. Fils de protestants vendéens converti par amour à l'orthodoxie syriaque, ce non-croyant fait de l'étude du religieux "une clé pour comprendre l'homme". De ce parcours rocambolesque, dont il a fait le récit dans "En quête de l'Orient perdu" en 2014, Roy tire une méthode de travail singulière, basée sur l'observation et la mise en relation de phénomènes au temps long.

Ses analyses stimulantes, mélange d'empirisme et d'intuition, ont constamment suscité de vifs débats. Dès 1992, il prophétise ainsi "l'Échec de l'islam politique", vérifié vingt ans plus tard par les revers électoraux et gouvernementaux répétés des partis fondamentalistes. Une preuve pour lui, mais a priori paradoxale, de la sécularisation en cours des pays musulmans.

"Malheureusement on ne comprend plus ce qu'est une crise", déplore-t-il, rappelant que la France et l'Europe connurent elles aussi ce genre de phase paroxystique. "Sauf qu'on impose à l'islam de réussir en quelques années une mutation que l'Église a mis cent cinquante ans à faire." Il est également l'un des premiers à observer la déconnexion entre foi religieuse et identité culturelle dans un monde globalisé, soulignant au passage les ressemblances entre mouvements salafistes et évangéliques, et l'importance des convertis.

Aujourd'hui, c'est pour avoir soutenu que la radicalité des jeunes Occidentaux candidats au djihad préexiste à leur islamisation, idée qu'il a exprimée dans la formule "l'islamisation de la radicalité", qu'il est l'objet d'une âpre controverse. Olivier Roy avait quitté la France, où "le débat n'est plus intelligent, mais divisé en camps et animé par des querelles aux allures judiciaires". Le voici malgré lui rattrapé au milieu de ses oliviers toscans par une polémique d'experts d'une rare violence.

Gilles Kepel, dont le dernier livre a été salué ici même, lui a en effet récemment consacré dans "Libération" une tribune assassine ironiquement titrée "'Radicalisations" et "islamophobie" : le roi est nu". L'anathème contre Roy est lancé ad hominem dans le texte. "Ne fais pas de takfir [excommunication], Gilles, c'est ce que les djihadistes font", lance non sans humour le sociologue franco-iranien Farhad Khosrokhavar en guise de message d'apaisement. La controverse n'en finissant plus, Olivier Roy a décidé d'y répondre et d'explicitier ses dernières thèses.

Dans une tribune récente, votre confrère Gilles Kepel vous accuse d'adopter "une posture intellectuelle", concernant le phénomène djihadiste, "détachée de la réalité sociale" et politiquement aveuglante. Que répondez-vous à cette charge ?

Visiblement, Gilles Kepel s'est lancé dans un combat pour l'hégémonie sur l'islamologie française et la recherche sur le radicalisme. Il me fait un très grand honneur en me désignant comme son rival numéro un. Seulement, il se déconsidère en menant une guerre d'ego, alors qu'un tel champ d'étude ne peut être abordé qu'en travaillant de manière collective et multidisciplinaire. L'humilité s'impose.

Quant au terrain, j'en ai fait plus que ma part, des banlieues françaises (j'ai vécu et travaillé pendant quarante ans à Dreux) au Moyen-Orient (j'ai passé le dernier mois d'août à la frontière entre la Turquie et la Syrie). Aujourd'hui émerge une jeune génération de chercheurs que j'aide à promouvoir, grâce aux bourses dont je dispose : arabophones, sociologues, islamologues, ce sont eux qui vont désormais sur le terrain. Il faut juste qu'on les laisse écrire sous leur nom.

Ce genre d'attaques est-il courant dans le milieu des islamologues ?

La compétition est assez rude, mais des invectives ad hominem de ce niveau-là, c'est rare. Avec François Burgat, par exemple, nous avons l'habitude de nous écharper, parce que nous confrontons nos idées, mais après, on va boire un coup ensemble. Cependant, vous ne comprendrez rien à la dureté actuelle du monde de la recherche si vous n'avez pas en tête les enjeux financiers et de pouvoir qui s'y jouent. Les derniers attentats ont amené gouvernements et fondations à débloquer des sommes considérables. Il y a un marché concurrentiel.

De ce point de vue, Kepel est un Rastignac professionnel de très haut niveau. Il a toujours eu de grands projets ambitieux qui ont cependant tous fini par exploser. Pour ne remonter qu'aux années 2000, sa grande réussite a été sa chaire sur le monde arabe à Sciences-Po, financée par les Koweïtiens, et qu'il a perdue en 2010.

Ce conflit entre spécialistes a néanmoins ouvert un véritable débat de fond dans l'interprétation des causes du djihadisme, Gilles Kepel mettant en avant la "radicalisation de l'islam", rendue visible par la montée du salafisme, contre votre thèse d'une "islamisation de la radicalité", qui envisage l'aspect religieux au terme du processus de radicalisation. Ces deux théories sont-elles si inconciliables ?

Mais non, je n'exclus rien du tout et il me semblait pourtant avoir été clair. Il y a une radicalisation de l'islam, c'est évident, et j'ai tout de même écrit deux livres, "l'Islam mondialisé" et "la Sainte Ignorance", pour montrer que les formes de retour du religieux sont par définition des formes fondamentalistes. Ensuite, quand je dis "islamisation de la radicalité", je dis bien "islamisation".

On ne peut donc pas me reprocher d'affirmer que tout ne serait que politique. Ce n'est certes pas un hasard si ces radicaux s'inscrivent dans un registre islamique religieux. Alors pourquoi je fais la distinction entre les deux ? Parce que la radicalisation djihadiste, pour moi, n'est pas la conséquence mécanique de la radicalisation religieuse. La plupart des terroristes sont des jeunes issus de la seconde génération de l'immigration, radicalisés récemment et sans itinéraire religieux de long terme. Prenez-les tous, les Abaaoud, les Abdeslam, ils ne deviennent pas djihadistes à l'issue d'un parcours de radicalisation religieuse. Mais encore une fois, quand ils se radicalisent, ils en empruntent le répertoire.

Ces radicalisés sont-ils l'expression d'une "colère musulmane" ou d'un ressentiment populaire contre l'impérialisme, comme François Burgat ou Jean-Pierre Filiu le suggèrent ?

Je ne crois guère à cette vision tiers-mondiste des choses. Car aucun des djihadistes n'a eu un parcours de militant, et tous vivent à la marge de leur propre communauté musulmane. Surtout, il n'y a aucune identification ni fascination pour Daech dans la population musulmane. On n'a jamais vu de manifestation pro-Daech en Europe ni de tag "Vive Daech" dans les banlieues.

Comment on devient de la chair à djihad, par Fethi Benslama

Daech, pour les musulmans de France, c'est l'étrangeté, contrairement à ce qu'ont représenté les Palestiniens, ou même Saddam Hussein, entre 1991 et 2003. La preuve, c'est l'attitude des parents musulmans qui ne comprennent pas du tout la radicalisation de leurs enfants. Pour des parents palestiniens, au contraire, un gamin qui va poser une bombe à Jérusalem, même s'ils n'approuvent pas, cela fait sens.

Comment, en outre, les quelque 25% de convertis qui rejoignent Daech exprimeraient-ils une "colère musulmane" ? Ces jeunes ne sont pas les porteurs d'un inconscient politique de la population musulmane. Et la radicalisation religieuse d'une partie de celle-ci ne conduit pas à Daech.

Les terroristes viennent d'une autre forme de radicalisation comparable à celle qui a produit la tuerie du lycée de Columbine, en 1999, aux Etats-Unis. Ils se radicalisent d'abord selon une tradition occidentale de la radicalisation, dans une culture de l'esthétique de la violence qui est une culture de jeunes d'aujourd'hui. C'est ce qu'a très bien compris Daech, qui scénarise sa violence à la manière des jeux vidéo "Call of Duty", pour puiser dans un réservoir de jeunes radicaux qu'il n'a pas créé, mais dont il bénéficie.

Vous avez établi des parallèles entre les mouvements de la Gauche prolétarienne, Action directe, les Brigades rouges, et Daech. Jusqu'à quel point poussez-vous la comparaison ?

Ce que je souligne simplement, c'est qu'à partir des années 1960, avec ces mouvements et la Révolution culturelle chinoise, on voit apparaître un phénomène nouveau : la révolte générationnelle. Soyons clairs, je n'ai jamais dit que Daech, c'était la bande à Baader. Daech est un phénomène moyen-oriental, lié à la géostratégie du Moyen-Orient, dans une logique idéologique du djihad global venue d'Al-Qaïda.

Ce que je dis en revanche, et là je me sépare de beaucoup d'autres, c'est que ce n'est pas Daech qui suscite la radicalisation des jeunes Européens. C'est d'eux et seulement d'eux que je parle. Et cette radicalisation-là a une date d'origine très précise, c'est 1995, avec Khaled Kelkal et les attentats de Saint-Michel, quand le GIA se met à recruter de jeunes beurs de seconde génération. La trajectoire de Kelkal est la même que celle d'Abdeslam : seconde génération, l'air plus ou moins intégré, petite période de délinquance, et puis, un beau matin, il bascule dans le radicalisme et meurt dans les mois qui suivent.

Et là encore, je ne suis pas d'accord avec la thèse de Kepel sur la troisième génération du djihad et le tournant de 2005. Il n'y a pas de troisième ou d'énième génération de terroristes issue d'un grand changement de stratégie élaboré par Suri en 2005. Al-Suri n'est ni le penseur d'Al-Qaïda ni celui de Daech, il a simplement remarquablement théorisé une évolution qui se faisait de toute façon : les attentats de masse contre la population civile européenne ont commencé bien avant. N'oublions pas la tuerie de la gare d'Atocha, à Madrid en 2004, menée par Al-Qaïda, suivie par les attentats de Londres en 2005, sans parler bien sûr du 11-Septembre.

Nous avons en revanche une deuxième génération de terroristes qui commence en 1995 et qui se prolonge jusqu'à aujourd'hui avec des passages de flambeaux, depuis le réseau Beghal jusqu'au réseau Abdeslam. Les services de police ont très bien retracé la filiation de cette génération qui est d'une étonnante stabilité structurelle depuis vingt ans : 70% de deuxième génération, 25% de convertis et 5% de gars atypiques. Ce sont des jeunes qui se cherchent une cause, et qui vont d'abord errer de djihad en djihad : la Bosnie, l'Afghanistan, la Tchétchénie. Et puis, à partir de la fin des années 1990, ils sont tous récupérés par Al-Qaïda, qui s'est alors structuré.

Mais le passage des frères Kouachi, auteurs des attentats de "Charlie Hebdo", à Coulibaly, qui commet les assassinats de l'Hyper Cacher, ce n'est pas une différence de stratégie entre Al-Qaïda et Daech. Les premiers ont été entraînés par Al-Qaïda, et le second, qui n'a pas été formé, se réclame de celui qui fait désormais la une des journaux, c'est-à-dire Daech. L'attaque contre "Charlie Hebdo" a bien été préparée dans le cadre d'Al-Qaïda, pas de Daech.

Vous parlez à leur égard d'une "révolte nihiliste générationnelle". A quelle généalogie du nihilisme raccrochez-vous celle-ci ?

J'utilise le terme de manière métaphorique, je n'en fais pas un concept philosophique avec sa généalogie précise. Par nihilisme, j'entends qu'ils n'attendent rien du futur, c'est véritablement no future, et que leur mort est aussi une fuite. C'est cela la différence entre un utopiste et un nihiliste. L'utopiste pense qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs, c'est ce que disait la Gauche prolétarienne, mais qu'on va créer une société sans classe où tout le monde sera heureux. Le nihiliste, lui, n'y croit même pas, il est celui qui meurt dans la pureté de son acte.

Ces jeunes ne parlent jamais de ce que serait la vie dans une société islamique. A mon sens, le djihadisme des jeunes Européens comme les tueries de masse en Amérique sont le symptôme d'un grand malaise d'une jeunesse qu'on a encore du mal à saisir. C'est d'ailleurs pourquoi si on élimine Daech, on n'éliminera pas pour autant cette radicalité.

Alors pourquoi empruntent-ils le registre radical islamique ?

Parce que Daech leur propose ce qu'il y a de mieux aujourd'hui sur le marché de la révolte radicale en matière de narratif, de visibilité médiatique, d'aventure... Et pour les jeunes d'origine musulmane déracinés, c'est aussi une manière de marquer la rupture générationnelle avec leurs parents en retournant contre ces derniers une prétendue "vérité" islamique qu'ils auraient trahie et pas su transmettre. Seulement, quelle est la vie religieuse de ces jeunes ?

Jusqu'à maintenant, nous disions, moi y compris, qu'ils devenaient salafites une fois qu'ils étaient djihadistes. Mais je commence à avoir de sérieux doutes, parce que lorsqu'on regarde leur pratique religieuse après qu'ils ont décidé de rejoindre Daech, elle n'est pas particulièrement salafite. Et pas seulement parce qu'ils devraient se cacher pour ne pas se faire prendre, suivant le principe de la taqiya ("dissimulation"). C'est ridicule, ils pourraient très bien au moins pratiquer chez eux. Or ils ne font pas spécialement la prière, ils ne mangent pas spécialement halal. A-t-on vu Abaaoud demander à sa cousine de lui ramener de la viande halal ? Non, il a mangé son McDo comme tout le monde.

Autre chose, si l'on regarde cette fois le double discours de Daech sur les femmes. D'un côté, il y a celles qui sont chargées de fabriquer les petits "lionceaux" du califat, et qui viennent avec leur mari en Syrie. Et de l'autre, celles qui sont uniquement destinées à satisfaire la sexualité des futurs martyrs et à qui on donne des contraceptifs pour qu'elles puissent passer à l'"époux" suivant sans être enceintes du précédent. Tout cela est absolument anti-charia, il n'y a rien d'islamique là-dedans.

Sont-ils au moins croyants d'après vous ?

Oui, ils le sont. Mais je crois qu'ils se dispensent des obligations rituelles religieuses précisément parce qu'ils se font sauter, et que dans leur idée, vis-à-vis d'un tel sacrifice, Dieu ne va tout de même pas se montrer mesquin en étant regardant sur la prière du matin ou le petit déjeuner halal. Ce qu'ils cherchent, c'est cette rédemption finale qui vous dispense d'être un vrai pratiquant. Et ils croient au paradis, sinon ils ne le feraient pas. Ici, on a affaire à un mysticisme qui se veut religieux islamique, mais qui n'est plus celui du registre salafite. On utilise peut-être le terme de salafisme djihadiste par paresse de langage.

Le salafisme, qui s'est développé en Europe ces dernières années, n'est-il pas cependant une sorte d'antichambre du djihadisme ?

Je ne nie pas du tout que le salafisme pose des problèmes de sociabilité importants, mais je ne crois pas à cette doxa de l'antichambre. Parce qu'il faudrait alors montrer qu'il y a une continuité entre la société salafisée et les jeunes radicaux djihadistes. Or ces jeunes ont un mépris complet pour celle-ci.

Reprenons l'exemple de Molenbeek : tout le monde voudrait raconter l'histoire du quartier salafisé qui a produit ses petits djihadistes. Mais quand on regarde de près, on n'y arrive pas. Les radicaux de Molenbeek n'étaient pas comme un poisson dans l'eau. Bien sûr ils avaient leur petit cercle de copains mais ils n'étaient pas insérés dans les réseaux de salafites, ils n'étaient pas protégés par les mosquées, par les vieux... S'ils ont pu vivre dans la clandestinité, c'est parce qu'ils étaient dans un endroit minuscule avec seulement quelques personnes au courant.

J'ajoute qu'on confond souvent deux problèmes : le terrorisme, c'est-à-dire la mise en cause de la société, et là il n'y a pas de compromis possible ; et les gens qui ne partagent pas les valeurs dominantes, ce que devrait pouvoir gérer une démocratie véritablement libérale. Tout le problème aujourd'hui tient au fait que nous ne sommes pas dans une guerre des cultures, comme il est répété, mais dans une guerre des valeurs.

Le conflit n'est pas entre les Lumières et l'islam, mais entre les valeurs issues de la révolution des années 1960 (féminisme, droits des LGBT, liberté sexuelle, avortement, etc.) et les valeurs conservatrices que défendent aujourd'hui les religions. Cela était très net avec la Manif pour Tous menée par les catholiques. D'où la crise de la laïcité : la laïcité d'aujourd'hui, qui est une laïcité idéologique, exige que tous partagent les mêmes valeurs. J'y vois une tentation totalitaire.

Le ministre de la Ville, Patrick Kanner, a récemment relancé la polémique sur les "territoires perdus de la République" en comparant nos quartiers à Molenbeek. Qu'en pensez-vous ?

Je ne conteste pas les faits, vous avez dans les banlieues des formes de resocialisation fermée à base culturelle : un espace plutôt macho, une néo-ethnicité, un marché avec des produits "du pays", des hommes qui reprennent la djellaba et des femmes plus facilement voilées... Il n'y a pas pour autant une contre-société religieuse islamique qui gère les quartiers en France, c'est du pur fantasme. Les salafis vivent entre eux, sans s'occuper des autres, comme les loubavitch. Les seuls quartiers structurés par quelque chose le sont par les bandes qui tiennent l'économie parallèle.

Mais ce que l'on ne voit pas, c'est comment tout cela s'est créé. Vous avez, d'une part, une politique d'urbanisation qui a de fait conduit à l'ethnicisation de l'habitat HLM. Et puis, d'autre part, la politique des maires, qui sont tous plus laïques que laïques à la tribune du Parlement lorsqu'ils sont députés, mais clientélistes dans leurs pratiques quotidiennes locales.

Ensuite quand on parle de "territoires perdus", là aussi il faut s'interroger un peu : qui est parti des territoires ? L'Etat n'a pas été chassé, l'Etat a abandonné. Quand vous enlevez la poste, l'assistante sociale, la gendarmerie et la mairie annexe, plaignez-vous après. Quand vous supprimez les pions des collèges et des lycées pour les remplacer par des grands frères, vous enlevez des modèles pour les jeunes. Quant aux renseignements, qui suit les mosquées ? Le sous-préfet, qui ne reste jamais plus de deux ans en poste. Qui a supprimé les RG et la police de proximité ? C'est une hypocrisie totale. Alors au lieu de manifester pour un "printemps républicain", moi je plaide pour le retour d'une véritable administration locale qui soit à l'écoute d'une population plus diversifiée qu'on ne le croit.

A la suite de votre tribune "Cologne ou "le tartuffe féministe"", parue dans "Libération", on vous a reproché d'apporter votre caution au "procès en sorcellerie" intenté au romancier algérien Kamel Daoud pour ses propos sur les violences sexuelles en Allemagne. Vous dénonciez en effet l'analyse culturaliste des agressions du Nouvel An. Quelle était votre intention ?

J'avais précisément refusé de signer la tribune contre Kamel Daoud. Car ses signataires, dont beaucoup me sont proches, me l'ont évidemment proposé, et j'ai décliné, parce que, si je partage leurs idées, je ne partageais par leur indignation. Pour ma part, je n'attaque pas Kamel Daoud, qui en tant qu'écrivain a le droit d'écrire ce qu'il écrit et d'être excessif, de même que chacun a le droit de critiquer ses opinions.

Ce que j'attaque, c'est l'idée qui traîne désormais partout qu'un musulman harcèle parce qu'il est musulman, et qu'un Européen harcèle parce qu'il a une pathologie particulière. Je ne comprends pas cet essentialisme. Qu'on nous dise qu'il y a une culture musulmane machiste, oui ; que la société algérienne soit une société où les femmes ont beaucoup de mal à aller dans l'espace public, oui. Mais qu'ensuite on nous décrive les musulmans, où qu'ils aillent, comme se trimballant avec un petit logiciel culturel de violeur potentiel dans la tête, non.

A contrario, on dit que les Occidentaux respectent la femme. Mais quand Cécile Duflot se fait siffler à cause de sa jupe à l'Assemblée nationale, ce n'est pas le petit beur de banlieue qui siffle ! Nous sommes dans des sociétés où le féminisme est un combat permanent. Le machisme est certes prégnant en Méditerranée, dans des sociétés qui n'ont pas fait Mai-68, mais il n'est pas spécialement religieux et, surtout, c'est la chose la mieux partagée au monde. Regardez Donald Trump.

La question de la sexualité se pose aussi très fortement dans Daech, qui réduit en esclavage les femmes et autorise le viol.

Effectivement Daech est hypersexualisé. La fascination exercée par l'organisation vient même du fait qu'elle offre à ces jeunes d'être des super-héros, c'est-à-dire leur donne le pouvoir de vie et de mort et le pouvoir sur les femmes : on est tout-puissant, on tue, on viole. Ma thèse, c'est qu'ils ont une conception de la satisfaction sexuelle qui n'est pas du tout traditionnelle islamique, mais qui est complètement sadienne. Et le modèle que je donne, c'est le film "Salo ou les 120 journées de Sodome", de Pasolini. La comparaison est absolument sidérante.

Ce sont de jeunes fascistes (il y a donc une idéologie), qui sont évidemment commandés par des vieux (comme dans Daech), qui ont droit de vie et de mort, et de violer. Mais à une condition : ils doivent respecter la règle du groupe, c'est-à-dire qu'on ne tue et ne viole que selon la mise en scène et le rituel décidés par le groupe, devant tous, et celui qui transgresse est tué. C'est exactement pareil avec les jeunes de Daech : ils se partagent des esclaves, qu'ils ne peuvent acheter qu'ensemble sur le marché - et elles sont attribuées en fait - mais il est absolument interdit de faire la cour à une fille ou de violer dans son coin, sous peine d'être exécuté par ses copains.

Pourquoi cela ?

Les obliger à faire des choses terribles, à tuer ou à violer publiquement, sadiquement, scelle leur appartenance au groupe. L'idée est de les "mouiller", de sorte qu'ils n'aient pas de voie de retour en arrière.

Daech va-t-il perdre ?

On est tous d'accord là-dessus, Daech perdra. Mais j'avais commis l'erreur de donner une échéance (un an), ce qu'il ne faut jamais faire. Daech a en effet très vite atteint ses limites territoriales. Palmyre était leur dernière conquête, et elle vient d'être reprise. Ils sont donc coincés localement, c'est d'ailleurs pourquoi ils renvoient les gars se faire sauter en Europe.

Par ailleurs, je continue à défendre Obama. Le président américain a décidé de déterritorialiser la guerre contre Al-Qaida, et il a gagné. Contre Daech, il offre aux acteurs locaux qui veulent se battre un soutien - bombardements, commandos, renseignement -, sans envoyer de troupes. Il échappe ainsi au piège dans lequel Bush était tombé. A nous de ne pas y tomber à notre tour.

De notre envoyée spéciale à Florence, Marie Lemonnier Illustrations : Adrià Fruitós

Agrégé de philosophie et diplômé de l'Inalco en persan, le politologue Olivier Roy, né en 1949, est un spécialiste mondialement reconnu de l'islam politique et des religions comparées. Depuis 2009, il est professeur à l'Institut universitaire européen de Florence, où il dirige le programme méditerranéen. Il est l'auteur d'essais majeurs publiés au Seuil, tels que "l'Afghanistan. Islam et modernité politique" (1985), qui l'a consacré comme chercheur, "l'Échec de l'islam politique" (1992), "l'Islam mondialisé" (2002) et "la Sainte Ignorance" (2008). En 2014, il a publié "En quête de l'Orient perdu", qui raconte son parcours, et, en mars dernier, il a également rendu les conclusions du rapport ReligioWest "Repenser la place des religions en Europe", fruit de cinq années de recherche.

• [HTTP://WWW.WSJ.COM/ARTICLES/ECB-COULD-LAUNCH-NEW-STIMULUS-SAYS-BANKS-CHIEF-ECONOMIST-1460015711](http://www.wsj.com/articles/ecb-could-launch-new-stimulus-says-banks-chief-economist-1460015711)

• 144,84

• [ECONOMY](#)

• [EUROPE ECONOMY](#)

ECB Could Launch New Stimulus, Says Bank's Chief Economist

Policies could be recalibrated if further adverse shocks materialize, says Peter Praet



ENLARGE

ECB Chief Economist Peter Praet, pictured in Frankfurt in March last year, said Thursday that the central bank's actions since June 2014 have "led to a substantial easing of financial conditions." PHOTO: AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

By [TOM FAIRLESS](#)

Updated April 7, 2016 5:30 a.m. ET

FRANKFURT—The European Central Bank could launch additional stimulus to offset fresh shocks to the eurozone's economy, the ECB's Chief Economist Peter Praet told an audience in Germany on Thursday.

During an at times impassioned defense of the bank's recent policy measures, Mr. Praet said subzero interest rates had encouraged some banks to lend, and stressed that the ECB isn't discussing so-called helicopter money.

"If further adverse shocks were to materialize, our measures could be recalibrated once more commensurate with the strength of the headwind, also taking into account possible side-effects," Mr. Praet told an audience here.

The ECB [announced a major boost to its stimulus program last month](#), its second such action in three months. The new measures included cuts to all three of its main interest rates, an acceleration of its bond purchases to €80 billion (\$91 billion) a month from €60 billion, and a series of ultracheap loans for banks.

The fresh stimulus has faced strong criticism in Germany, the eurozone's biggest economy. Bundesbank President Jens Weidmann said last month that he had found the ECB's package of measures "unconvincing," and that they went "too far." German business daily Handelsblatt published a front-page image of ECB President [Mario Draghi](#) lighting his cigar using euro note.

Mr. Praet hit back at such criticism. "[They say] money is worthless," he said. "Thank you very much, give it to me if it's worthless."

He also stressed that the ECB's 25-member governing council isn't discussing helicopter money, a possible policy move touted by some economists as an answer to ultralow inflation. The policy gets its name from an essay by Milton Friedman in 1969 that imagined newly printed money dropped from helicopters.

Helicopter money is "not on the table, it's not even discussed," Mr. Praet said.

The eurozone's inflation rate continues to languish far beneath the ECB's target of just below 2%, despite years of stimulus measures. Eurozone inflation rose slightly in March to minus 0.1% from minus 0.2% the previous month, according to the EU's statistics agency.

Mr. Praet argued that the ECB's actions since June 2014 have "led to a substantial easing of financial conditions."

'If further adverse shocks were to materialize, our measures could be recalibrated once more commensurate with the strength of the headwind, also taking into account possible side-effects'

—Peter Praet, chief economist at the European Central Bank

Without its stimulus, eurozone inflation would have been around half a percentage point lower in 2016 and 2017 than the ECB currently forecasts, and the economy would be around 1.5% smaller by 2018, he said. That excludes the measures adopted last month.

Subzero interest rates, Mr. Praet said, have encouraged banks in less vulnerable euro-area countries to grant more loans to consumers and businesses, and to spend excess funds on non-domestic eurozone government bonds.

Still, he said, the ECB was "very well aware" of possible negative side effects from subzero rates. "The persistence of negative rates over time is something that becomes quite worrisome, if you think about [banks'] business models," he said.

He urged governments and other actors to play their part in supporting economic growth.

"A return to higher structural growth and employment cannot depend on monetary policy," he said.

144,86

April 6, 2016 4:56 pm

A desperate search for the jihadi profile

Notebook: The drive to fight has roots in prisons and depression, as well as religion



Amedy Coulibaly killed four people at a kosher supermarket in Paris in January 2015. He had spent time in jail with Chérif Kouachi who staged the Charlie Hebdo attack

I couldn't resist the title: *Guide du Petit Djihadiste*. So I bought the book and sat down to read it. It turned out to be a disjointed manual written by a former French defence official about the behaviour and thought processes of the evolving jihadi, and how parents and teachers might counter their radicalisation. A few chapters in, I was bored and put it aside.

The question of how to spot a potential western jihadi has been occupying law enforcement agencies, sociologists, analysts, Muslim community leaders and politicians for years. We've been asking it since long before we first became aware of foreign fighters travelling to join Isis in Syria and Iraq. The need to understand has grown more pressing with every European explosion of Islamist violence, first in Paris, and more recently in Brussels.

There are numerous government schemes and manuals to counter the trend. [Prevention initiatives](#) are spreading through social media and even Silicon Valley entrepreneurs are offering ideas. Everyone is so desperate to understand how young minds can be twisted by a sinister extremist group that some have even suggested we look for clues in the radicalisation of [Luke Skywalker](#) in the *Star Wars* saga.

The problem is that there appears to be no single jihadi profile. In broad terms, there are two types: those who are fighting in warzones or perpetrating attacks elsewhere; and those who are radicalised but have not acted — at least, not yet. Some in this second category are on the radar screen of law enforcement agencies; it is likely that many are not.

Some of the most hardcore jihadis who take the next step and commit violence have been radicalised in prison. Take [Amedy Coulibaly](#), who killed four Jewish hostages at a kosher supermarket in Paris in January 2015. He had spent time in jail with Chérif Kouachi, who staged a co-ordinated attack on Charlie Hebdo, the satirical magazine.

Most radicalised Muslim youths in Europe are children of immigrants. In some countries as many as 20 per cent are converts to Islam. A majority are men but some are women. The transformation from errant youth to extremist occurs sometimes in a few short months. Parents often express dismay when a seemingly content child suddenly turns up in Syria.

Many experts agree that there are obvious [pull and push factors](#): economic or social grievances, personal tragedy and alienation, a history of crime. The [Isis ideology](#) promising the ideal existence in a true Islamic state is a sham but it appeals to those looking for a purpose in life.

The transformation from errant youth to extremist occurs sometimes in a few short months. Parents often express dismay when a seemingly content child suddenly turns up in Syria

Some studies, however, reach a different conclusion. French anthropologist [Dounia Bouzar](#), for instance, found that a majority of “candidates for jihad” she looked at came from middle-class backgrounds and had no record of crime but suffered from depression. One of her most curious findings was that a majority came from atheist families.

There seems to be consensus among experts that radicalisation accelerates through peer pressure within small networks of friends. The role of the internet is less clear. One study of [German fighters](#) by the International Center for the Study of Radicalisation and Political Violence at King’s College London found that about 70 per cent had some real-world connection to Salafis — proponents of an ultra-conservative form of Sunni Islam — and were not radicalised online.

But the role of religion, too, is disputed. While the spread of Salafi Islam through Europe’s mosques is seen as a big contributor to radicalisation, [Olivier Roy](#), a French expert on Islamist groups, argues that the theological dimension is thin. What he sees as, in essence, a youth revolt expresses itself in religious terms because jihad is the only cause on the global market. “If you kill in silence, it will be reported by the local newspaper; if you kill yelling ‘*Allahu akbar*’ you are sure to make the national headlines,” he writes.

The Salafi version of Islam is favoured, he says, because of its simplicity: it has clear dos and don’ts, it is rigid and it negates the cultural Islam practised by parents. For Roy, Europe is facing a “youth movement” in which young men (and some women) have a loose or no connection to Muslim communities. If he is right, it makes jihadi-spotting all the harder.

144,88

Mobility

High hopes meet high fences

Moving around is good for young people, but governments stand in their way

Jan 23rd 2016 | [From the print edition](#)



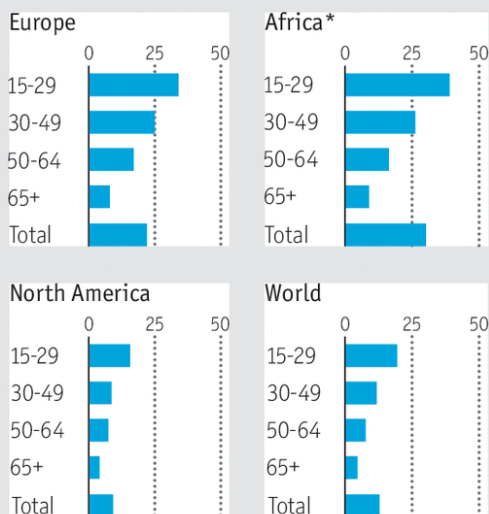
WHEN TENG PENGFEI was 16, he asked his parents for money to travel around China. They refused, so he threatened to get on his bike and pedal hundreds of miles to Beijing anyway. “You can’t stop me,” he told them. They paid up.

After school he went to Griffith University in Australia. He was an only child, and at first his parents provided financial support. Eventually he earned enough from part-time jobs to pay his own bills. He imported exercise machines from China and sold them on eBay, making “quite a lot of money”.

He moved back to China because his parents were unwell—a common reason for returning—and found a job in a bank, but did not enjoy it. So he left and started his own company. He now manages TNT Partners and CareerFrog, firms that help Chinese who study abroad find jobs back in China.

Young and footloose

% of population saying they would like to move to another country, by age
2013-15



Source: Gallup World Poll

*Sub-Saharan

Young adults like Mr Teng are more mobile than any other age group. They are old enough to leave the parental home but have not yet acquired a family of their own to tie them down. They can fit their lives into a small bag—especially now that their book and music collections are stored in the cloud—and catch the next bus to adventure. A global Gallup poll found that 19% of 15-29-year-olds wanted to move permanently to another country—more than twice the proportion of 50-64-year-olds and four times the share of over-65s who felt the same way (see chart).

Young adults are more footloose within their own country, too. The average American moves house 6.4 times between the ages of 18 and 45 but only 2.7 times thereafter, the census shows. And in developing countries, young people are 40% more likely than their elders to migrate from the countryside to a city.

Such mobility is a good thing. In the absence of a war or flood, it is voluntary. People move because they think they will be better off elsewhere. Usually they are right. If they are wrong, they can always return home.

Moving tends to make people more productive, especially if it is from a poor country to a rich one. Michael Clemens of the Centre for Global Development, a think-tank, estimates that if a typical migrant from a poor to a rich country is allowed to work, he can earn three to five times more than he did at home. (And this assumes that he learns no new skills, though he probably will.) To win such a prize, migrants will take huge risks. A study by Linguère Mbaye of the African Development Bank found that those heading from Senegal to Europe were prepared to accept a 25% chance of dying in the attempt.

Moving tends to make people more productive, especially if it is from a poor country to a rich one

If all international borders were completely open, global GDP would double, Mr Clemens estimates. For political reasons, that is very unlikely to happen. In America, liberal immigration bills die in Congress. In Europe, the surge of refugees from Syria and the Paris terror attacks have reinvigorated xenophobic political parties and jeopardised free movement within the EU.

Voters fret that some immigrants might be terrorists, which very occasionally turns out to be true. They also fear that the incomers will poach jobs from the native-born. Some studies find that unskilled migrants depress pay by a tiny amount for unskilled locals. But overall immigrants bring complementary skills, new ideas and entrepreneurial zest, so they tend to boost growth. Also, because they are mostly young, healthy and working, they typically pay more in taxes than they receive in benefits.

Movement within countries follows a similar pattern. Migrants, again mostly young, go where the best jobs are. This has led to rapid urbanisation. Today 54% of the world's people live in cities, up from 30% in 1950. The UN predicts that by 2050 the proportion will rise to 66%. Poor countries are urbanising fastest because they started off more rural. In sub-Saharan Africa 64% of young people who work scratch a living from the soil; in South Asia it is 45%. Almost any city job pays better than work on the land: in developing countries, non-farm workers add four times as much value as agricultural workers. In China, urban wages are three times rural ones.

Westerners looking at the crowded shantytowns around Manila or Nairobi cannot imagine why anyone would leave a picturesque village to live there. Migrants see it differently. They are giving up lives of back-breaking toil, stifling tradition and periodic hunger. They are moving to places with bright lights, better wages and infinite variety. Victor Daniel left Yobe, a cotton-growing state in Nigeria, and moved to Lagos, the country's commercial capital, when he was 18. Now he works in a bar for \$110 a month plus a bed. "I needed to find my own freedom," he says. "Life is better in Lagos."

In rich countries young people—especially the brightest—are clustering in big, vibrant cities. A quarter of Londoners are aged 25-34, for example, nearly twice the share in the rest of England. A survey of students at Harvard found that only 26% planned to return to their home state after graduation; 64% planned to work in New York, California, Massachusetts or Washington, DC.

Networks and soulmates

In the knowledge economy, it pays to be close to lots of other bright people to bounce ideas off. It also pays to be plugged into global networks—and the cities that are most attractive to native youngsters are often also the most attractive to immigrants. Nearly half of Canada's immigrants live in Toronto, for example, and 40% of America's live in New York, Los Angeles, Miami, Chicago or San Francisco. Another attraction of big cities is that they house vast numbers of single adults, so they are great places to meet a soulmate.

Both internal and cross-border migration are often temporary. Migrants may stay for a few years and then take their savings, experience and contacts home with them, as Mr Teng did. But governments try to discourage them from moving in the first place. Most obviously, they erect barriers at national borders to keep foreigners out. More surprisingly, they try to deter internal migration, too. China's *hukou* system is the most egregious example, but there are many others. When the UN surveyed 185 countries in 2013, it found that 80% of governments had policies to reduce migration from the country to the cities.

Some such policies—such as promoting rural development—are benign. Others are not. India makes it hard for poor people to obtain public services if they move to a new state. Indonesia used to move inhabitants from densely populated Java to more remote islands, stopping only in June 2015.

More subtly, onerous planning rules in almost all countries block the construction of new homes in the cities where young people most want to live. Property owners, who tend to be older, favour these rules because they make their homes more valuable. (Christian Hilber and Wouter Vermeulen estimate that they double the cost of property in Britain, for example.)

Hence the refrain heard from young people everywhere: that housing is unaffordable. Hence, too, the large number who still live reluctantly with their parents. American women aged 18-34 are more likely to live with parents or relatives now than at any point since 1940. "I don't know anyone my age who lives in central London without [parental] support," says Peter Fuller, an intern at a bank. "I'm 24. I need a sense of independence. It's hard to get that when you're living at home."

144,91

Violence

Of men and mayhem

Young, single, idle males are dangerous. Work and wedlock can tame them

Jan 23rd 2016 | [From the print edition](#)



IN AUGUST 2014 Boko Haram fighters surged through Madagali, an area in north-east Nigeria. They butchered, burned and stole. They closed schools, because Western education is sinful, and carried off young girls, because holy warriors need wives.

Taru Daniel escaped with his father and ten siblings. His sister was not so lucky: the jihadis kidnapped her and took her to their forest hideout. “Maybe they forced her to marry,” Mr Daniel speculates. Or maybe they killed her; he does not know.

He is 23 and wears a roughed-up white T-shirt and woollen hat, despite the blistering heat in Yola, the town to which he fled. He has struggled to find a job, a big handicap in a culture where a man is not considered an adult unless he can support a family. “If you don’t have money you cannot marry,” he explains. Asked why other young men join Boko Haram, he says: “Food no dey. [There is no food.] Clothes no dey. We have nothing. That is why they join. For some small, small money. For a wife.”

Some terrorists are born rich. Some have good jobs. Most are probably sincere in their desire to build a caliphate or a socialist paradise. But material factors clearly play a role in fostering violence. North-east Nigeria, where Boko Haram operates, is largely Islamic, but it is also poor, despite Nigeria’s oil wealth, and corruptly governed. It has lots of young men, many of them living hand to mouth. It is also polygamous: 40% of married women share a husband. Rich old men have multiple spouses; poor young men are left single, sex-starved and without a stable family life. Small wonder some are tempted to join Boko Haram.

Beware the youth bulge

Globally, the people who fight in wars or commit violent crimes are nearly all young men. Henrik Urdal of the Harvard Kennedy School looked at civil wars and insurgencies around the world between 1950 and 2000, controlling for such things as how rich, democratic or recently violent countries were, and found that a “youth bulge” made them more strife-prone. When 15-24-year-olds made up more than 35% of the adult population—as is common in developing countries—the risk of conflict was 150% higher than with a rich-country age profile.

If young men are jobless or broke, they make cheap recruits for rebel armies. And if their rulers are crooked or cruel, they will have cause to rebel. Youth unemployment in Arab states is twice the global norm. The autocrats who were toppled in the Arab Spring were all well past pension age, had been in charge for decades and presided over kleptocracies.

Christopher Cramer of the School of Oriental and African Studies in London cautions that there is no straightforward causal link between unemployment and violence. It is not simply a lack of money that spurs young men to rebel, he explains; it is more that having a job is a source of status and identity.

Throughout history, men have killed men roughly 97 times more often than women have killed women. The reasons are biological. In all cultures, the appetite for mayhem peaks in the late teens or early 20s, “just when males are competing more fiercely for mating opportunities, as in other mammals”, notes Matt Ridley in “The Evolution of Everything”. In “Homicide”, Martin Daly and Margo Wilson put it like this: “Any creature that is recognisably on track towards complete reproductive failure must somehow expend effort, often at risk of death, to try to improve its present life trajectory.” Wars, alas, give young men a chance to kill potential rivals (ie, other men) and seize or rape women. From Islamic State to the Lord’s Resistance Army in Uganda, rebel forces often let their troops treat females as spoils.

In some parts of India and China, where girl babies are routinely aborted, millions of young men are doomed to eternal bachelorhood. Mr Urdal found that Indian states with surplus males were more likely to suffer armed conflict—and by 2050 India could have 30% more single men hoping to marry than single women. In China, too, areas with extra men tend to have higher rates of rape and forced prostitution.

The polygamy powder keg

Any system that produces a surplus of single men is likely to be unstable. Polygamous societies suffer “higher rates of murder, theft, rape, social disruption, kidnapping (especially of females), sexual slavery and prostitution,” note Joseph Henrich, Robert Boyd and Peter Richerson in “The Puzzle of Monogamy”. The Mormon church banned polygamy in 1890 but some breakaway enclaves still practise it. They solve the problem of surplus males by expelling teenage boys from their isolated communities for minor infractions. In southern Utah your correspondent met Kevin (he would not give his surname), who was thrown out of such a sect at 17 for playing video games. He said it was odd how the elders almost never expelled girls.

Nigeria’s new president is determined to crush Boko Haram militarily. Meanwhile, other organisations such as the American University of Nigeria are trying to prevent young people from turning to violence. Previously radical imams preach peace; others teach job skills. Will this work?

A study by Christopher Blattman of Columbia University and Jeannie Annan of the International Rescue Committee offers hope. They looked at more than 1,000 ex-fighters in Liberia, where a civil war had just ended. This was not a promising group. Besides knowing how to kill people, they had few skills. Only 27% of its members were literate, even though they had spent an average of six years at school. All were making a living from crime: mining illegally or stealing rubber from plantations. And war was beckoning them again. A conflict had broken out across the border in Ivory Coast, and both sides were recruiting Liberian veterans with signing bonuses of \$500-\$1,500—a fortune for men who were making an average of \$47 a month.

There was every reason to expect that these men would soon dig up their buried AK-47s. But a non-profit called Action on Armed Violence offered half the men a package of agricultural training, counselling and farming kit (such as seeds, piglets and tools) worth \$125, in two instalments. The results were striking. The ex-fighters who were helped to farm got better at it, so they spent more time farming and less on illicit work. They made \$12 a month more than the control group and showed less interest in going to fight in Ivory Coast. They were 51% less likely to say they would sign up as mercenaries for \$1,000 and 43% less likely to say they had met with recruiters.

As the world ages, it is becoming more peaceful. Since medieval times the murder rate in most Western countries has fallen by a factor of nearly 100, estimates Stephen Pinker in “The Better Angels of Our Nature”. The past decade has seen the fewest war deaths of any in recorded history. Hard though it is to believe in the age of Islamic State, the world is heading for what Mr Urdal calls a “geriatric peace”.

Why the word millennial makes me cringe



Young people. Also known as people.

Image: REUTERS/Lucy Nicholson

Written by [John Green](#), Author and Vlogger

Published Friday 15 January 2016

I'm often asked how to communicate with young people — I guess because my novels and [YouTube videos](#) have disproportionately young audiences. The fact that *I'm* being asked is part of the problem, really — it assumes that so-called “millennials” need a translator — but I believe that when we listen to young people and don't condescend to them, we don't need translators at all. There is no such thing as “speaking Millennial,” and anyone who says otherwise is probably trying to sell you something.

But let's begin with that word, millennials, which these days we see everywhere. How do we market to millennials? How will millennials get their news, and use transportation, and eat breakfast? How will the Internet affect the social and political concerns of millennials? And so on, ad nauseum. I cringe a little every time I see the word “millennial,” and not least because it rarely seems to be actual millennials using it. This is not a coincidence: The word “millennial,” as a descriptor of a demographic group, was coined by two men born just after World War II. Generation X named *themselves* Generation X. Millennials were named by Baby Boomers.

Social media isn't all narcissism and navel-gazing

I think this is part of a much larger failure to listen to young people and take them seriously. I often hear complaints that young people are disinterested, or self-obsessed, that they prattle on incessantly on social media but that's it all mere narcissism and navel-gazing. But that hasn't been my experience with young people (or social media). When I made a video about [understanding sovereign budget deficits and debt to GDP ratio](#), more than 700,000 people watched it—almost all of them millennials. Whether the subject is American health care costs, early Islamic history, or the Higgs Boson, online video in the educational space has grown into a huge business simply by treating young people as the intelligent and critical thinkers we know them to be.



I also find myself with precious little patience for arguments that millennials care only for themselves. Every year, my brother and I host a YouTube-based charity event called the Project for Awesome, which this year raised more than \$1,500,000 in a week for organizations including Save the Children and the UN's Refugee Agency. Most of the people who donated were young — the average donation was \$35—and thousands more young people have made Project for Awesome videos in support of their favorite charities.

When I was a kid — in the early 1990s — I often hung out in online discussion forums debating the literary merits of various science fiction novels. Some of the stuff I said was silly; too often I found myself staying up late arguing over arcana; and I often ignored my homework in favor of online chatting. But looking back, those conversations were tremendously important to me, because no one knew I was a teen. Online (and only online), I was treated as a full and equal citizen of the world, whose thoughts and feelings were valued.

At its best, the Internet still provides those gifts to young people — it's a place where they can be participants in public discourse. When we listen to young people, and when we acknowledge them as fully human, they respond in kind —by listening and acknowledging us in return. The challenges and opportunities before humans right now — from climate change to the global refugee crisis to expanding access to technology and education — demand the whole world's attention. In my work, I have seen again and again that young people want to contribute. We just need to let them.

Author: John Green is an author and vlogger. He is participating in the World Economic Forum's Annual Meeting in Davos.

Author: [John Green](#), Author and Vlogger. John Green is the New York Times bestselling author of *Looking for Alaska*, *An Abundance of Katherines*, *Paper Towns*, and *The Fault in Our Stars*. He is also the coauthor, with David Levithan, of *Will Grayson, Will Grayson*. He was 2006 recipient of the Michael L. Printz Award, a 2009 Edgar Award winner, and has twice been a finalist for the Los Angeles Times Book Prize. Green's books have been published in more than a dozen languages. In 2007, Green and his brother Hank ceased textual communication and began to talk primarily through videoblogs posted to YouTube. The videos spawned a community of people called nerdfighters who fight for intellectualism and to decrease the overall worldwide level of suck.

144,95

• [REVIEW & OUTLOOK](#)

Backward to Athens

No one else can save Greece if Greece won't save itself.



ENLARGE

Greek Prime Minister Alexis Tsipras in Brussels on March 18. PHOTO: AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

April 7, 2016 7:24 p.m. ET

[5 COMMENTS](#)

It's been nearly five months since Greece's last near-crisis, so another financial tremor was overdue. Sure enough, a general strike this week came as Prime Minister Alexis Tsipras heats up his feud with Greece's creditors and the creditors feud with each other.

The trigger is the long-delayed review of the bailout deal Greece struck in August. **The review is supposed to measure Athens's progress on implementing fiscal and supply-side reforms as a prelude to unlocking the next tranches of aid due under that €86 billion (\$97.85 billion) agreement. Athens will need another of those payouts, of nearly €6 billion, to make a €2.8 billion debt repayment due to the European Central Bank in July.**

But there's not much progress to review. Reforms to pensions, one of Athens's biggest budget lines, remain undone. Mr. Tsipras's left-wing Syriza party is debating cuts to benefits for retirees who enjoy the most generous payouts, a class that includes many pro-Syriza government unions that launched Thursday's national strike. Creditors are blocking Syriza's Plan B, which is to increase pension contributions—also known as taxes—even further to preserve benefits. Athens is dragging its feet implementing a bankruptcy-law overhaul and privatizations mandated by last year's bailout.

The main “reform” Athens has managed so far are some of the tax increases creditors demanded, including applying the 23% value-added tax to a larger number of goods and imposing new personal-income and corporate taxes. Greece's first two bailouts increased revenue as a percentage of gross domestic product to nearly 36% in 2014 from around 31% before the 2010 crisis, according to the OECD, and that percentage will have risen since. **Creditors seem to think this is good for the budget, but it's a growth killer.**

All of which is worth remembering as Mr. Tsipras demands substantial debt relief, the International Monetary Fund argues for some debt forgiveness, and Germany resists any writedowns at all. No amount of debt will be sustainable if the Greek economy isn't growing, and Greece can't get the growth spurt it needs without supply-side reforms.

144,96

Johnson

Of two minds

The advantages of working in your own language are obvious. Those of working in a foreign one are subtle

Apr 9th 2016 | [From the print edition](#)



MORE and more of the world is working in English. Multinational companies (even those based in places such as Switzerland or Japan) are making it their corporate language. And international bodies like the European Union and the United Nations are doing an ever-greater share of business in the world's new default language. At the office, it's English's world, and every other language is just living in it.

Is this to the English-speaker's advantage? Working in a foreign language is certainly hard. It is easier to argue fluently or to make a point subtly when not trying to call up rarely used vocabulary or construct sentences correctly. English-speakers can try to bulldoze opposing arguments through sheer verbiage, hold the floor to prevent anyone else from getting a word in or lighten the mood with a joke. All of these things are far harder in a foreign language. Non-natives have not one hand, but perhaps a bit of their brains, tied behind their backs. A recent column by Michael Skapinker in the *Financial Times* says that it's important for native English-speakers to learn the skills of talking with non-natives successfully.

But, as Mr Skapinker notes, there are advantages to being a non-native, too. These are subtler—but far from trivial. Non-native speakers may not be able to show off their brilliance easily. It can be an advantage to have your cleverness highly rated, and this is the luck of verbally fluent people around the world. But it is quite often the other way round: it can be a boon to be thought a little dimmer than you really are, giving the element of surprise in a negotiation. And, as an American professor in France tells Johnson, coming from another culture—not just another language—allows people to notice stumbling blocks and habits of thinking shared by the rest of the natives, and guide a meeting past them. Such heterodox thinking can be wrapped in a bit of disingenuous cluelessness: “I’m not sure how things work here, but I was thinking...”

People working in a language not their own report other perks. Asking for a clarification can buy valuable time or be a useful distraction, says a Russian working at *The Economist*. Speaking slowly allows a non-native to choose just the right word—something most people don't do when they are excited and emotional. There is a lot to be said for thinking faster than you can speak, rather than the other way round.

Most intriguingly, there may be a feedback loop from speech back into thought. Ingenious researchers have found that sometimes decision-making in a foreign language is actually better. Researchers at the University of Chicago gave subjects a test with certain traps—easy-looking “right” answers that turned out to be wrong. Those taking it in a second language were more likely to avoid the trap and choose the right answer. Fluid thinking, in other words, has its down-side, and deliberateness an advantage. And one of the same researchers

found that even in moral decision-making—such as whether it would be acceptable to kill someone with your own hands to save a larger number of lives—people thought in a more utilitarian, less emotional way when tested in a foreign language. An American working in Denmark says he insisted on having salary negotiations in Danish—asking for more in English was excruciating to him.

All this applies regardless of the first language. But in the modern world it is English monoglots in particular who work in their own language, joined by non-native polyglots working in English too. Those non-native speakers can always go away and speak their languages privately before rejoining the English conversation. Hopping from language to language is a constant reminder of how others might see things differently, notes a Dutch official at the European Commission. (One study found that bilingual children were better at guessing what was in other people’s heads, perhaps because they were constantly monitoring who in their world spoke what language.) It was said that Ginger Rogers had to do every step Fred Astaire did, but “backwards, and in high heels”. This, unsurprisingly, made her an outstanding dancer.

Indeed, those working in foreign languages are keen to talk about these advantages and disadvantages. Alas, monoglots will never have that chance. Pity those struggling in a second language—but also spare a thought for those many monoglots who have no way of knowing what they are missing.

[From the print edition: Books and arts](#)

Pierre-Antoine Delhommais - Les fabricants de ruine

Par Pierre-Antoine Delhommais

Dans un livre acide, inspiré par son expérience au Crédit lyonnais qu'il devait sauver, Jean Peyrelevalde accuse la caste des hauts fonctionnaires.

Devinette : qui est l'auteur de ces propos peu amènes sur la façon dont en France les élites politiques et administratives dirigent l'État ? "Aujourd'hui comme hier, les mêmes connivences, la même consanguinité, le même opportunisme, la même absence de responsabilité, la même incompétence que l'on oublie de sanctionner produisent et continueront à produire les mêmes effets délétères." Qui ose parler en termes aussi persifleurs de ces "hauts fonctionnaires organisés de manière ancestrale en mandarinat et qui, sélectionnés très jeunes parmi les plus brillants, les plus talentueux (ou supposés tels) d'une génération, sont en outre l'objet à leur sortie de l'Ena d'une dernière distillation qui envoie à Bercy, où est géré l'argent public, la crème de la crème : les inspecteurs des finances accompagnés de quelques membres de grands corps d'État de niveau similaire" ? Eh bien, non, ce n'est ni Jean-Luc Mélenchon ni Marine Le Pen, c'est Jean Peyrelevalde, lui-même ancien haut fonctionnaire et ex-patron de l'UAP et du Crédit lyonnais, qui écrit ces lignes en introduction du livre qu'il vient de publier, *Journal d'un sauvetage*.

Plongée dans la réalité du pouvoir politique et économique

Il s'agit des notes que Peyrelevalde a prises de début septembre 1993 à début 1995 quand l'État lui a confié la mission de sauver le Crédit lyonnais de la faillite. C'est d'abord un document rare, quand on connaît le goût du secret des grands patrons. Et, malgré ses 440 pages pleines de chiffres et de précisions techniques, pas du tout ennuyeux à lire grâce aux anecdotes, aux récits des engueulades et des rendez-vous houleux, grâce aussi aux portraits féroces que Peyrelevalde fait de quelques-uns de nos plus hauts dirigeants politiques.

C'est surtout un document extraordinairement bien "documenté", et pour cause, sur l'un des plus grands et l'un des plus coûteux désastres financiers qu'a connus notre pays. Qui nous plonge dans la réalité peu glorieuse du pouvoir politique et économique en France, au cœur des pressions gouvernementales pour imposer à des postes prestigieux des amis plutôt que des gens compétents. Qui nous fait découvrir au plus près l'extraordinaire incompétence de certains ministres, le manque d'élégance dans le monde en apparence si bien élevé des grands banquiers, la négligence coupable et l'inefficacité des instances de régulation, sur fond de préoccupations personnelles sans aucun souci de l'intérêt général. Il projette une lumière crue et cruelle sur les dysfonctionnements structurels de l'État actionnaire et de la gouvernance des entreprises publiques, sans contre-pouvoirs pour corriger les erreurs de dirigeants incompétents, soutenus par des hommes politiques copains de promotion de l'Ena et tous ensemble intimement convaincus de leur supériorité et de leur infaillibilité.

On reste sans voix devant l'arrogance inouïe et le délire mégalomane d'un Jean-Yves Haberer à l'origine des risques démesurés pris par le Crédit lyonnais quand il en était le président. Un Haberer faisant part un jour à Jean Peyrelevalde de son mépris pour Jacques Chirac, condisciple et étudiant jugé besogneux à Sciences Po, alors que lui-même était sorti major de la promotion avant de devenir inspecteur des Finances. Et faisant comprendre à Peyrelevalde, lui-même "simple" polytechnicien, mais n'ayant pas fait l'Ena et n'étant pas inspecteur des Finances, qu'ils n'appartiennent pas au même monde. Un Haberer ayant fait cette réponse lunaire devant la commission d'enquête parlementaire qui l'interrogeait sur sa stratégie de banque-industrie ayant conduit le Lyonnais au bord de la faillite et coûté des dizaines de milliards de francs aux contribuables : "Je tiens à dire que le Crédit lyonnais est fier de cette stratégie et que je suis fier d'avoir été le président qui l'a conduite : elle m'a pris beaucoup de temps et d'efforts, mais nous avons là un outil absolument splendide."

Juste de l'histoire ancienne ?

La puissance de l'écriture sous forme d'un journal est de donner l'impression au lecteur d'être lui-même, au côté de Peyrelevalde, à la barre du Titanic-Lyonnais en train de sombrer. De s'épuiser avec lui à essayer de colmater les nouvelles pertes qui apparaissent chaque jour. À sans cesse tenter de convaincre le pouvoir politique de la gravité de la situation, à gérer aussi les conséquences potentiellement dévastatrices des fuites savamment distillées par Bercy ou Matignon dans des journaux pas toujours bien conscients d'être manipulés.

Pour se rassurer, on pourrait se dire que tout cela est de l'histoire ancienne. Les énormes difficultés financières actuelles d'Areva, d'EDF ou encore de la SNCF prouvent le contraire : rien n'a vraiment changé. Mais le message le plus inquiétant de ce *Journal d'un sauvetage*, c'est celui qu'écrit Jean Peyrelevalde lui-même à la fin de son introduction : "Le système français de gouvernement centralisé par des élites consanguines doit être profondément changé. À défaut, ses défaillances répétées ne pourront qu'alimenter un populisme de plus en plus menaçant pour notre démocratie." De Jean-Yves Haberer à Anne Lauvergeon, le Front national a toujours pu compter sur des agents électoraux haut placés.

04/08/2016 07:04 PM

Mario Bothers

Germany Takes Aim at the European Central Bank

Business and political leaders in Germany are increasingly frustrated with the monetary policies of European Central Bank head Mario Draghi. Recently, the confrontation has threatened to become damaging to the euro zone. By SPIEGEL Staff

There was a time when the German chancellor and the head of the European Central Bank had nice things to say about each other. Mario Draghi spoke of a "good working relationship," while Angela Merkel noted "broad agreement." Draghi, said Merkel, is extremely supportive "when it comes to European competitiveness."

These days, though, meetings between the two most powerful politicians in the euro zone are often no different than their face-to-face at the most recent summit in Brussels. She observed that his forced policy of cheap money is endangering the business model of Germany's *Sparkassen* savings banks and retirement insurance companies. He snarled back that the sectors would simply have to adapt, just as the American financial sector has.

The alienation between Germany and the ECB has reached a new level. Back in deutsche mark times, Europeans often joked that the Germans "may not believe in God, but they believe in the Bundesbank," as Germany's central bank is called. Today, though, when it comes to relations between the ECB and the German population, people are more likely to speak of "parallel universes."

ECB head Draghi doesn't understand why he is getting so much resistance from the country that has profited from the euro more than any other. Yet Germans blame Draghi for miniscule yields on savings accounts and life/retirement insurance policies. Frustration is growing.

Draghi has pushed the prime rate down to zero and now even charges commercial banks a fee for parking their money at the ECB. He has also bought almost €2 trillion worth of bonds from euro-zone member states, making the ECB one of the largest state creditors of all time.

During his most recent appearance before the Frankfurt reporter pool, he went even further. The idea of pumping money directly into the economy, he said, was a "very interesting concept," with a helicopter to distribute the money across the country if necessary, as economists have half-jokingly recommended. Doing so is seen as a way of boosting the economy. German money being thrown out of a helicopter: It would be difficult to find a more fitting image to show people that the money they have set aside for retirement may soon be worth very little.

Public Ruminations

The criticism of Draghi had already been significant, but his public ruminations about so-called "helicopter money" have magnified it to extreme levels. Even economists that tend to back the ECB, such as Peter Bofinger, who is one of Merkel's economic advisors, are now accusing Draghi of constantly "pulling new rabbits out of the hat." Leading representatives of the banking and insurance sectors are openly speaking of legal violations. And strategists within Merkel's governing coalition, which pairs her conservatives with the center-left Social Democrats (SPD), are concerned that Draghi is handing the right-wing populist Alternative for Germany (AfD) yet another issue where they can score points with the voters. There is hardly any other

issue that enrages Germans at town meetings and political party conventions as much as the disappearance of their savings due to the "unconventional measures" adopted by the ECB in Frankfurt.

By now, the growing dismay has been registered in the Chancellery. Merkel is also critical of Draghi's zero percent interest policy, but she is afraid of making public demands that she may not be able to push through. Still, she is convinced that Draghi must give greater weight to German concerns, so she has resorted to telephone conversations and closed-door meetings to make her case.

Economics Minister Sigmar Gabriel, who is also head of the SPD and vice chancellor, has likewise refrained from publicly criticizing Draghi. Instead, he says it was the "inaction of European heads of government" that has transformed the ECB into "a kind of faux economic government." But Draghi's most recent decision to make money in the euro zone even cheaper has been heavily criticized within Gabriel's Economics Ministry. "It jeopardizes the trust of all those who work hard to establish a small degree of prosperity or a nest-egg for retirement," says one ministry official. "Plus, the cheap money hasn't helped get the economy back on track."

Most dangerous for Draghi, however, is the displeasure from the German Finance Ministry. A few weeks ago, Finance Minister Wolfgang Schäuble warned the ECB head that his ultra-loose monetary policies could "ultimately end in disaster." The fact that Schäuble said anything at all is rather surprising, as were the words he chose. Out of respect for the ECB's independence, finance ministers tend not to comment on decisions made by the central bank.

The Legal Boundary

But Schäuble believes Draghi's course is calamitous. He is concerned that the unchecked creation of money could lead to new bubbles on the financial markets. Furthermore, negative interest rates have a negative impact on the profit margins of commercial banks -- and part of the ECB's mission is ensuring the stability of such banks. Schäuble believes that Draghi's policies create misguided incentives for the governments of euro-zone member states.

To be sure, ECB independence is also of vital importance to Schäuble as well. But that is no longer the case when the bank's policies exceed its legal mandate. It is a boundary that Schäuble believes Draghi and his people have crossed, which explains why the minister does not have a bad conscience about abandoning traditional reserve. "We have to initiate this dialogue about monetary policy," says a Finance Ministry official.

Were the ECB, as Draghi has indicated it might, to open the monetary policy gates even wider -- with, for example, helicopter money -- the German finance minister would view it as a breaking point. Such a policy would see the ECB bypass the banking sector and distribute money directly to companies, consumers or states, all of which would stand in violation of the central bank's own statutes. Should it come to that, sources in the German Finance Ministry say, Berlin would have to consider taking the ECB to court to clarify the limits of its mandate. In other words: the German government and Draghi's ECB would be adversaries in a public court case.

Such a legal battle between the government and a central bank would be a first in German history. It could lead to a constitutional crisis of unprecedented severity or to currency turbulence -- which is why it is extremely improbable that the two sides would allow the conflict to escalate to such a degree.

But the very fact that senior officials in the German Finance Ministry are considering their legal options makes it clear just how great the frustration with Draghi has become. The ECB head's ever more imaginative ideas for increasing the money supply, say Finance Ministry officials, indicate that he is only concerned about the psyche of the international financial markets and not about average German savers.

The Concerns of Savers

Following the disastrous results of the three recent state elections in Germany -- elections which saw the AfD succeed at the expense of Merkel's Christian Democratic Union (CDU) and Gabriel's SPD -- the government in Berlin has different priorities. Particularly among German conservatives -- a designation that includes the CDU as well as its Bavarian sister party, the Christian Social Union (CSU) -- worries are growing that, with the refugee crisis abating, the AfD could turn its fury on the ECB. Such a shift could cost conservatives additional voters, particularly since the concerns of savers have long been a central issue for the CDU.

Conservative floor leader Volker Kauder, a close ally of Merkel's, has warned against heaping too much pressure on the ECB. "It was the CDU and the CSU that insisted on central bank independence," he says. "We should behave accordingly."

But the mood in the party has clearly shifted. During a recent visit to his constituency, Kauder's deputy, economics expert Michael Fuchs, experienced first-hand just how concerned voters are about the interest-rate issue. One enraged man screamed at him during an event that Merkel is to blame for the low interest rates. Such anger is fertile soil for the AfD. "On this issue, it isn't easy to counter the AfD," Fuchs says. "The criticism of the ECB is justified." Merkel's coalition, he says, "must clearly say that it finds Mr. Draghi's interest rate policy to be incorrect. We haven't been loud enough."

That may soon change. The number of party allies joining in Fuchs' critique has been growing in recent weeks. Following a joint meeting in Dresden, conservative finance experts from German state parliaments issued a statement saying that Draghi's policies are undermining trust in the common currency. Ralph Brinkhaus, deputy head of the conservative party group in German parliament, says: "We have to pressure the ECB to justify its policies. Otherwise, nothing will change."

The most pointed attacks have come from the Bavarian CSU. With the refugee crisis having faded into the background, party head Horst Seehofer has made his opposition to Draghi his next major issue. Bavarian Finance Minister Markus Söder has already set the tone: "The zero-interest policy is an attack on the assets of millions of Germans, who have placed their money in savings accounts and in life insurance policies," he says.

Söder believes that emphatic critique of the ECB will bring political benefits. The ECB may be independent, but it isn't omnipotent, he says. "We need a debate in Germany about the erroneous policies of the ECB," he says. "The German government must demand a change in direction on monetary policy. If things continue as they have, it will be a boon for the AfD." Ahead of a July conclave of the Bavarian state cabinet, Söder has been charged with developing ideas for what can be done to counter Draghi's course.

'The People of Germany Aren't Stupid'

Seehofer and his people aren't just thinking about the concerns of German savers. They are also acting as lobbyists for the financial firms that have their headquarters in the Bavarian capital of Munich. Such companies are of course primarily interested in their bottom lines, but their political arguments are similar to those of the CSU: They emphasize the interests of German savers.

Nikolaus von Bomhard is one of them. Politically correct to a fault, but with a deep sensitivity to the mood of the people, Bomhard is the head of global reinsurance giant Munich Re. He recently launched a savage attack on the ECB. Because its loose monetary policy has driven up stock and real estate prices, he said, it is primarily benefiting the wealthiest people in the country. He said it was serving to redistribute wealth to the upper classes and it had become impossible to sit back and say nothing. "The people of Germany aren't stupid," he said, adding that political leadership was required.

With the smile of someone who knows he has the people on his side, Bomhard also revealed that Munich Re had set aside gold and, recently, also cash in the company's safes. It is a move that many normal Germans have already made. According to banking associations, the demand for safes and lockers has gone up as people are

apparently concerned that they may soon have to pay negative interest rates to their banks, just as commercial banks must now pay the ECB.

Bomhard isn't the only one targeting the ECB. Allianz Chairman of the Board Oliver Bäte told SPIEGEL in an interview not long ago that the ECB is devaluing savers' money. Georg Fahrenschon, president of the German Savings Bank Association, warned: If low interest rates continue, increasing numbers of people will have to work until they are 70 or even longer. In March, the Association of German Banks even went so far as to commission a survey. The savings morale of Germans, the survey found, is crumbling under the low interest rates dictated by the European Central Bank.

The origins of this wave of rage are not difficult to pinpoint. There is no other sector that feels the consequences of monetary policy to the degree that insurance and banking does. It has a direct effect on their profits and, for smaller insurance companies, threatens their very existence.

Money in the Mattresses

It is mostly life/retirement insurance policies that are suffering. Insurance providers have primarily invested their customers' money in sovereign bonds. But returns are extremely low, in part because of the massive ECB purchases of such bonds. Banks, for their part, must accept certain losses because they are not able to pass on to their customers the negative interests on deposit they pay to the ECB. To offset the losses, they have raised fees, which may ultimately encourage customers to consider simply keeping their money in their mattresses at home.

That, too, is a reason for German frustration with Draghi. In hardly any other euro-zone country is the financial investment sector so dominated by savings accounts and insurance policies. But Draghi appears to have limited interest in the peculiarities of the German financial sector and the political climate in the euro zone's largest member state. The ECB head is rarely to be found in his office in the ECB tower in Frankfurt. And since the German Jörg Asmussen left the bank two years ago, there are few people left in his circle who can explain to him the complicated relationships that govern political Berlin.

Draghi has become increasingly annoyed by the constant criticism coming from Germany. He feels unjustly targeted and has insisted even more stubbornly on the correctness of his policies as a result -- such as during a recent speech to German stock traders just outside of Frankfurt. What haven't his German critics tried in their efforts to shed doubt on the measures he has taken, Draghi complained. They have warned of mega-inflation and of a red ECB balance sheet, the ECB head continued, but none of it has come to pass. "Repeatedly, those who have called our decisions into question, have been proven wrong," Draghi said. It was the Mario Draghi that many of his German listeners were all too familiar with: the man who is never wrong.

The divide between Berlin and Frankfurt is intensifying the destructive forces that are already buffeting the European common currency zone -- forces that may soon prove uncontrollable. Germans are distancing themselves from Europe's central bank and Europe's central bank is distancing itself from the Germans. Is there a danger it could lead to an unwanted disintegration of the euro zone?

Rapprochement?

There are plenty of good reasons to search for a compromise, not just to prevent the worst, but also because each side has good arguments. On the one hand, it is correct that, just like interest rates, the inflation rate is also hovering around zero, which is why it is premature to speak of the expropriation of German savers. On the other hand, the ECB should take note of the analyses carried out by many experts which show that the effects of the central bank's measures are waning even as the risks are rising.

It is ironic that the Bundesbank, which is one of Draghi's fiercest critics on the ECB's Governing Council, now finds itself between the frontlines. The German central bank has long been dissatisfied with Draghi's monetary

policy. But Bundesbank President Jens Weidmann and his staff find it exceedingly disconcerting that voices from Germany are now calling ECB independence into question.

At the end of a difficult week, there were at least initial indications that the adversaries are interested in rapprochement. The ECB hurriedly announced that the helicopter-money idea is not currently under consideration. And French ECB director Benoit Coeuré emphasized that the institution was willing to listen. The ECB, he said, "is always open to constructive dialogue with politicians and citizens." It is also prepared to address "concerns, insofar as the required independence from politics and lobby interests is maintained."

The question, though, is whether the head of the ECB sees things the same way.

By Martin Hesse, Ralf Neukirch, René Pfister, Christian Reiermann and Michael Sauga

144,104

- [OPINION](#)
- [COLUMNISTS](#)
- [GLOBAL VIEW](#)

Islam and the Radical West

The political orthodoxy of the left is the gateway drug to jihad.



By **BRET STEPHENS**

April 11, 2016 7:18 p.m. ET

Years ago I had a chat with three young Muslim men as we waited in a Heathrow airport lounge to board a flight to Islamabad. I was going to Pakistan to report on the fallout from a devastating earthquake in Kashmir. They were going there to do what they vaguely described as “charitable work.” They dressed in white shalwar kameez, wore their beards in salafist style and spoke in south London accents.

I tried to steer the conversation to the earthquake. They wanted to talk about politics. Had I seen [Michael Moore’s](#) “Fahrenheit 9/11”? I avoided furnishing an opinion about a film they plainly revered. The unvarnished truth about Amerika—from an American. Authority and authenticity rolled into one.



ENLARGENoam Chomsky (left), speaks to Hezbollah leader Sheikh Nabil Qaouq (right) at the former Israeli jail in Khiam, southern Lebanon, May 13, 2006. PHOTO: AFP/GETTY IMAGES

I think of that exchange whenever the subject of Islamist radicalization comes up. There’s a great deal of literature about how young Muslim men—often born in the West to middle-class and not particularly religious households—get turned on to jihad. Think of Mohammed Emwazi, the University of Westminster graduate later known as Jihadi John. Or Maj. Nidal Malik Hasan, of Fort Hood infamy. Or Najim Laachraoui, who studied electrical engineering at the prestigious Catholic University of Louvain before blowing himself up last month in Brussels. Or Boston’s Tsarnaev brothers and San Bernardino’s Syed Farook.

It’s a long list. And in many cases investigators are able to identify an agent of radicalization. Maj. Hasan corresponded with extremist cleric Anwar al-Awlaki. Laachraoui seems to have come under the spell of a Molenbeek preacher named Khalid Zerkani. The Tsarnaevs took their bomb-building tips from “Inspire,” an online English-language magazine published by al Qaeda’s branch in Yemen.

But the influence of the Awlakis of the world can’t fully account for the mind-set of these jihadists. They are also sons of the West—educated in the schools of multiculturalism, reared on the works of Noam Chomsky and perhaps Frantz Fanon, consumers of a news diet heavy with reports of perfidy by American or British or Israeli soldiers. If Islamism is their ideological drug of choice, the political orthodoxies of the modern left are their gateway to it.

Take the most recent issue of Inspire. Mixed in with step-by-step photos on how to build a timed hand grenade and an analysis of the Charlie Hebdo massacre, there's a long article on the oppression of blacks in America, starting with the killing of Ferguson's Michael Brown. The Spring 2013 issue contains a "message to the American nation" from al Qaeda Commander Qassim Ar-Reimy in which he asks whether "meddling in our affairs and installing whomever tyrant agents and lackeys you want who kill and oppress [is] forgivable?"

"Leave us with our religion, land and nations and mind your own internal affairs," the commander—now Emir—writes. "Save your economy, look after your concerns, for it is better than what you currently are."

This isn't the language of Islam, with its impressive tradition of conquest. It's the language of the progressive left, of what Jeane Kirkpatrick at the 1984 Republican convention called the "Blame America First" crowd. It fits the left's view of the West as the perennial sinner and the rest of the world as its perpetual victim. It is the language of turning the page on a decade of war, of focusing on nation building at home.

It strikes us as radical only because it comes from the pen of a terrorist. If it had appeared as an op-ed in the Guardian, it would elicit nodding approval from many readers, a dismissive shrug from others, but no big whoop either way.

In the early 1990s my former columnist colleague [Thomas Frank](#) came up with the clever phrase "commodification of dissent" to explain how capitalism turned all kinds of countercultural beliefs and radical ideas into just another product in a box, to be sold and distributed through the usual channels. "Fahrenheit 9/11" might have been a political revelation or even a call to arms for some impressionable young Muslims from Tower Hamlets, but to Hollywood it was \$222.5 million of box office gold. That made it a winner in the marketplace of ideas, and who can quarrel with that?

The commodification of dissent may have the effect of blunting the impact of all kinds of extreme notions. But it can dull us to their extremism, leaving us astonished when someone turns notion into action. The catharsis of violence seems like an interesting idea in the pages of "The Wretched of the Earth." In practice, it's scores of young men and women gunned down in a Paris concert hall.

We've become lazy in our thinking about Islam and the West. Whether the Islam practiced by al Qaeda or ISIS is "radical" or merely traditional isn't the question. It's whether the West can recognize that the moral nihilism of today's Jihadi Johns is the logical outgrowth of the moral relativism that is the default religion of today's West.

144,106

REAL TIME ECONOMICS

Student Debt Is Holding Back Millennials? Not So Fast

New research suggests student debt is indeed a barrier for college dropouts, but that it's generally not holding back those who earned degrees



ENLARGE

New research shows the likelihood of holding a mortgage, getting married and having children increase with age and educational attainment. PHOTO: EMILY VARISCO/ASSOCIATED PRESS

By **JOSH MITCHELL**

Apr 11, 2016 11:56 am ET

[54 COMMENTS](#)

The conventional wisdom among student activists and elected leaders is that high levels of student debt are causing young Americans to delay key milestones like buying a home, getting married and having kids.

New research paints a more complicated picture. It suggests student debt is indeed a barrier for a significant minority—college dropouts—but that it's generally not holding back those who earned degrees.

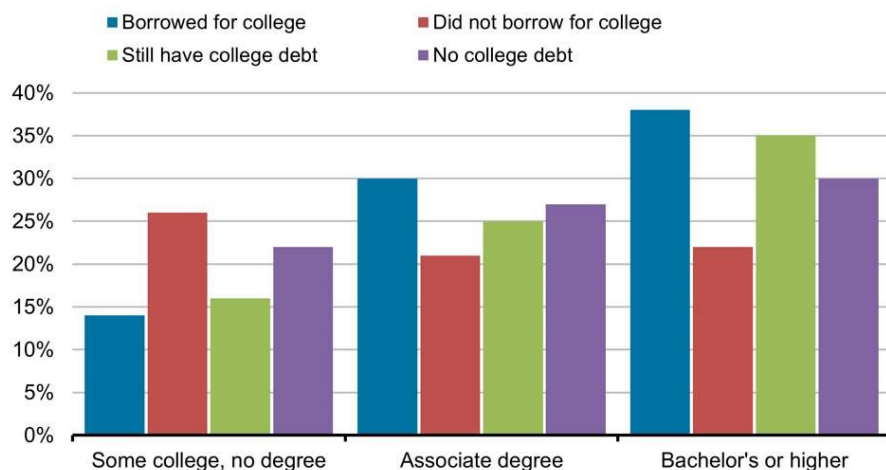
The research comes Monday from **Navient Corp.**, which services federal and private student loans. It was spun off from **SLM Corp.**—owner of private lender **Sallie Mae**—in 2013. Navient teamed up with private research firm **Ipsos** and surveyed more than 3,000 people between ages 22 and 35.

The key findings: The likelihood of holding a mortgage, getting married and having children increase with age and educational attainment. And those who took out student debt and earned a degree are far more likely to have done those things than those who borrowed and dropped out. Perhaps more surprisingly, they were more likely to even than some who graduated and didn't borrow.

Take mortgage borrowing.

Young Home Buyers

Within each group, the percentage of 25-to-30-year-olds who have a mortgage



Source: Navient Corp. | WSJ.com

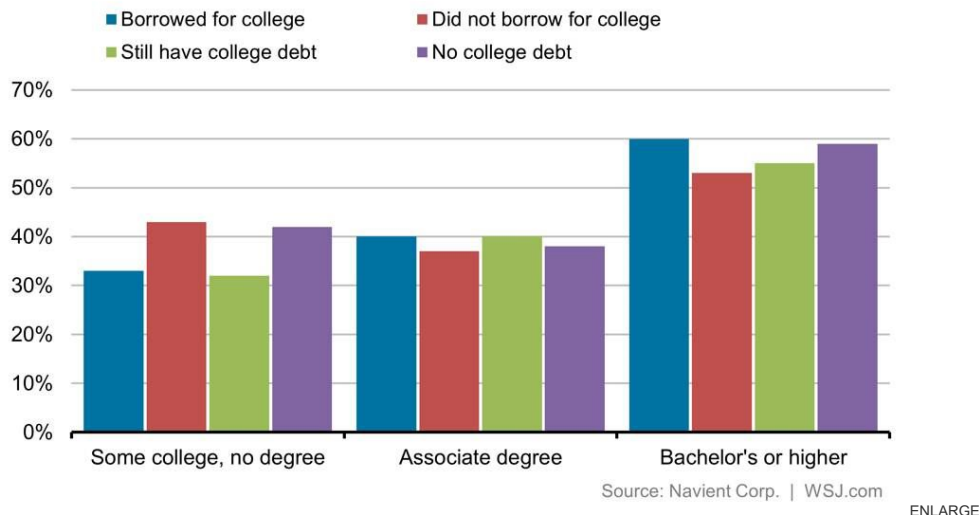
ENLARGE

Among 25-to-30-year-olds who borrowed for college and earned a bachelor's or higher, 38% held a mortgage—the highest of any other group. Among those with a bachelor's or higher who still owed student debt, 35% held a mortgage—the second-highest. The lowest rate? Those who took out student debt but never earned a degree—just 14% had a mortgage. Among all 25-to-30-year-olds, 22% had a mortgage.

The same dynamic was apparent in marriage rates.

Honeymooners

Within each group, the percentage of 25-to-30-year-olds who are married

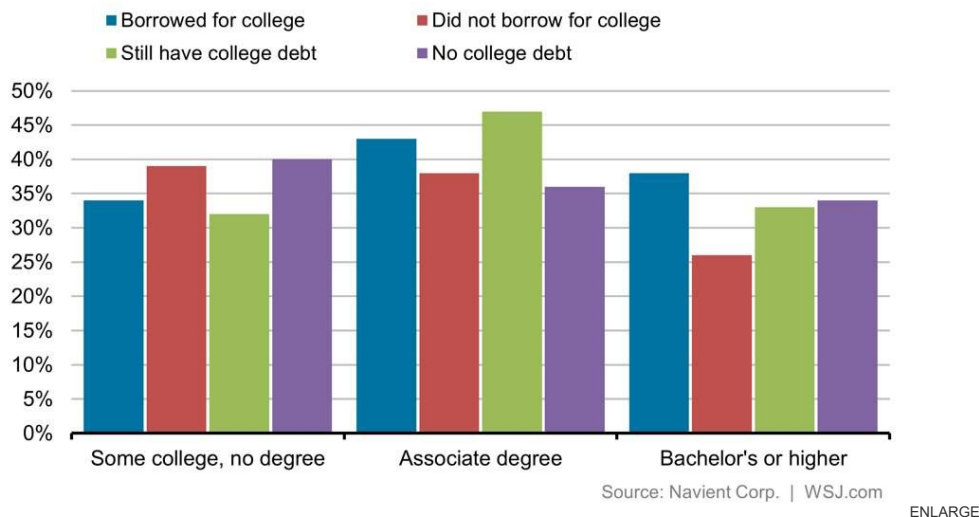


Again, those who borrowed for college and obtained a bachelor's or higher had the highest rate of marriage at 60%. The figure was 55% among those who still had student debt and earned a bachelor's or higher. Dropouts who borrowed for college had the second-lowest rate at 33%.

Finally, there's the issue of when to have children.

Starting a Family

Within each group, the percentage of 25-to-30-year-olds who have children



Among those who earned a bachelor's or higher and borrowed for college, 38% had children. Among those who earned such degrees and still had student debt, 33% had kids. By comparison, 34% of college dropouts who took on student debt had children.

The Navient survey supports academic research in recent years that shows Americans with [the highest student-debt levels](#) are generally those who went to graduate and professional schools and who are most likely to become society's highest earners. College dropouts, meanwhile, typically owe small amounts of student debt—under \$10,000—but don't have the degrees that provide an earnings boost that would position them to buy a home.

Propositions de Valls à la jeunesse : les entreprises financent l'échec de l'Etat

Par [Eric Verhaeghe](#)

Publié le 11/04/2016 à 19:07

FIGAROVOX/TRIBUNE - Le premier ministre recevait lundi matin les organisations lycéennes et étudiantes, annonçant entre autres l'augmentation des taxes sur les CDD. Pour Eric Verhaeghe, le recours massif aux CDD pour les jeunes professionnels est un symptôme de l'échec de l'université française.

Eric Verhaeghe est fondateur de Tripalio, une start-up sur la vie syndicale. Cet ancien élève de l'ENA a occupé des fonctions dans le monde patronal et assumé divers mandats paritaires. Il fut notamment administrateur de la sécurité sociale. Son prochain livre, [Ne t'aide pas et l'État t'aidera](#), paraît le 25 janvier aux éditions du Rocher. Retrouvez ses chroniques sur son site.

Manuel Valls a rendu publiques ses propositions pour la jeunesse dans le cadre de la loi Travail. Une fois de plus, les entreprises sont appelées à financer les échecs de l'Etat, sans que les mouvements de jeunesse ne renoncent à participer au mouvement de contestation. Mais quelle est la logique du premier ministre dans cette affaire?

Une fois de plus, les entreprises trinquent

Selon une règle désormais bien arrêtée dans ce pays, le gouvernement propose des lois pour déverrouiller l'initiative économique. Face aux crispations des corporations, il referme peu à peu le noeud coulant et étrangle les entreprises pour satisfaire les intérêts particuliers en tous genres. L'obsolescence des institutions de la Vè République pousse systématiquement à ce calcul suicidaire où toute tentative de relance économique oblige à s'enfoncer un peu plus dans les sables mouvants d'un régime à bout de souffle.

La règle n'a pas failli dans le cas de la loi Travail: conçue pour donner un coup de fouet aux entreprises, elle se transforme en chemin de croix pour les petits employeurs, variable d'ajustement commode face au pouvoir des lobbies qui réclament chacun leur petit cadeau ou leur petite commission. Ancien de l'UNEF, Manuel Valls n'a pas échappé à ce terrible destin.

En annonçant une série d'aumônes, dont une taxation des CDD, le Premier Ministre maintient vivante la fiction selon laquelle le recours aux contrats courts est une manifestation de mauvaise volonté de la part des entreprises.

Le CDD et le naufrage de l'université française

Il faut pourtant bien avoir le courage de mettre les pieds dans le plat: si le contrat à durée déterminée est devenu la voie normale d'intégration sur le marché du travail, c'est essentiellement parce que l'université française ne fait pas le job.

Quand un employeur reçoit la candidature d'un jeune à peine sorti de l'université, il a en effet plusieurs certitudes en tête.

La deuxième certitude est celle d'une impréparation complète à la vie de l'entreprise. Toute la scolarité française est fondée sur l'idée que l'employeur est l'ennemi et que l'entreprise est l'espace de tous les dangers.

La première certitude est celle d'un niveau mal évalué, où se mélangent indistinctement, et sous le même intitulé de diplôme, des candidatures de qualité et d'autres absolument pitoyables. Le diplôme cache

aujourd'hui, parce qu'il est conçu de façon démagogique, des réalités extrêmement disparates. Faute d'une professionnalisation de l'évaluation, un détenteur d'un mastère 2 peut avoir un niveau à peine équivalent à celui du baccalauréat il y a trente ans.

La deuxième certitude est celle d'une impréparation complète à la vie de l'entreprise. Toute la scolarité française est fondée sur l'idée que l'employeur est l'ennemi et que l'entreprise est l'espace de tous les dangers. Cette fiction mortifère dure jusqu'à la sortie de l'université. Lorsque l'étudiant peut être appelé à faire un stage en entreprise pour se préparer à l'âge adulte, il trouve en effet à sa disposition un service universitaire chargé de le «protéger» contre les pratiques abusives des entreprises.

La troisième certitude découle des deux premières: le jeune universitaire connaît généralement très bien ses droits et très mal ses devoirs. Il comprend peu, ou mal, ou tardivement, que, sans client, l'entreprise ne peut le payer. En revanche, il est surinformé sur les protections dont le Code du Travail (mieux nommé ici comme Code de la Paresse) l'affuble.

Bref, le jeune sorti de l'université a toute sa place dans les grandes entreprises où le coût de la main-d'oeuvre est un élément marginal de la rentabilité. En revanche, le passage initial en CDD est à peu près obligatoire dans les PME où le coût du travail pèse effectivement sur les marges de profit. La moindre erreur de recrutement (et Dieu sait s'il est facile d'en commettre) peut en effet coûter très cher à la petite entreprise.

Le CDD, facteur d'intégration sociale

Ce discours est évidemment inaudible dans un monde noyauté par la doxa bisounours selon laquelle le monde s'organise de façon manichéenne entre les gentils salariés et les méchants employeurs. Tout le problème de ce simplisme dégoulinant de bons sentiments est qu'il fait l'économie de la réalité sociale.

L'absence de sélection et d'orientation à l'université produit en effet, chaque hiver, des charrois d'étudiants à la dérive qui abandonnent leur cursus en fin de premier semestre, et s'accordent une pause, une sorte de congé sabbatique, en attendant la rentrée de septembre suivant. Cette masse que l'université évalue mal parce qu'elle ne se soucie pas, contrairement à ses obligations légales, de l'insertion professionnelle des étudiants, est grande demandeuse de CDD. Beaucoup d'étudiants, entre janvier et septembre, cherchent des contrats courts pour gagner un peu d'argent et financer la reprise de leurs études.

En surtaxant les CDD, c'est évidemment ceux-là que le gouvernement, à la demande de l'UNEF, va pénaliser.

En surtaxant les CDD, c'est évidemment ceux-là que le gouvernement, à la demande de l'UNEF, va pénaliser. Aucun de ces étudiants ne demande un CDI, et aucun ne cherche à abandonner ses études. Tous veulent simplement subvenir à leurs besoins et enrichir leur parcours en attendant un retour à meilleure fortune. Tous appartiennent aux milieux sociaux les plus modestes.

Une fois de plus, le syndicalisme de l'UNEF, pouponnière du Parti Socialiste auto-proclamée représentative, sert les plus riches et pénalise les plus pauvres.

Les étudiants paieront la surtaxation de leur contrat

La grande hypocrisie du dispositif consiste à faire croire que l'entreprise paiera effectivement la surtaxe voulue par le gouvernement. Il serait plus honnête de dire qu'inévitablement les entreprises demanderont aux salariés de s'en acquitter à leur place. Pour ce faire, les salaires baisseront et les sommes qui alimenteront la taxe seront donc distraites de la fiche de paie.

Là encore, c'est un fantasme gauchiste coupable de faire croire aux salariés que leur défense passe par une taxe. Il suffit d'ouvrir les yeux le ventre à jeun et le cerveau affranchi des vapeurs de l'acide pour comprendre qu'une taxe ne sert jamais à enrichir ou à protéger un salarié. Elle sert juste à enrichir l'Etat et à augmenter les recettes fiscales.

Pour les étudiants en détresse sociale, le mécanisme retenu par Manuel Valls sera donc doublement pénalisant. D'une part, il se traduira par une baisse de revenus, d'autre part, il se traduira par une raréfaction de l'offre de contrats. Une fois de plus, là où les indispensables coups de pouce à nos jeunes supposent d'encourager les entreprises à les recruter, la politique publique repose sur l'inverse: dissuader autant que faire se peut d'embaucher.

En accordant autant d'importance à l'UNEF, qui ne représente qu'elle-même, Manuel Valls ne pouvait s'attendre à autre chose. Il est assez bien placé pour savoir que les insupportables leçons de morale données par ce syndicat étudiant s'arrêtent là où les intérêts de «l'orga» commencent. Ainsi, l'UNEF s'est fendue d'un couplet sur la protection sociale défaillante des étudiants. Mais William Martinet s'est bien gardé de préciser combien de militants de l'UNEF avaient bénéficié des largesses de la MNEF, devenue LMDE, finalement mise sous administration judiciaire pour sa mauvaise gestion.

Curieusement, personne n'a jamais entendu Martinet se plaindre des délais de remboursement de soins médicaux de la LMDE. Comme toujours, fais ce que je dis, mais ne dis pas ce que je fais.

144,111

Junge Muslime

Arabische Jugend lehnt den „Islamischen Staat“ ab

Die Religion habe „ein zu großes Gewicht“ in ihrer Region, finden die meisten jungen Araber in einer aktuellen Studie – auch der „Islamische Staat“ stößt auf breite Ablehnung. Was sind die Sorgen dieser Generation?

13.04.2016, von CHRISTIAN MEIER



© AFPJunge Ägypter in Kairo

Die Jugendlichen im arabischen Raum lehnen den „Islamischen Staat“ mehrheitlich ab.

Die Terrororganisation „Islamischer Staat“ (IS) stößt unter Jugendlichen in der arabischen Welt auf breite Ablehnung. Das zeigt die Studie Arab Youth Survey 2016, die am Dienstag in Dubai vorgestellt wurde. Jeder zweite Befragte bezeichnete den IS demnach als das derzeit „größte Hindernis“ für den Nahen und Mittleren Osten, und 78 Prozent gaben an, sie würden die Gruppe selbst dann nicht unterstützen, wenn diese weniger Gewalt anwendete. Ebenfalls etwa drei Viertel der Befragten glauben, dass die Dschihadisten mit ihrem Bestreben, dauerhaft ein Kalifat zu errichten, scheitern werden.

Für die Studie ließ die Dubaier PR-Agentur ASDA'A Burson-Marsteller zu Jahresbeginn 3500 Araber zwischen 18 und 24 Jahren in 16 Ländern der Region befragen, darunter die Maghrebstaaten, die Golfstaaten, Ägypten und Irak. Die Umfrage wird seit 2008 jedes Jahr durchgeführt, um die Einstellungen der am stärksten wachsenden Bevölkerungsgruppe in Erfahrung zu bringen: Etwa die Hälfte der knapp vierhundert Millionen Araber ist jünger als 25 Jahre. Zugleich sind junge Menschen in der arabischen Welt häufig marginalisiert.

Kritische Sicht auf den Islam

Das spiegelt sich in der Sorge um die eigene Zukunft wider. Laut der Studie sind 37 Prozent der jungen Araber der Ansicht, ihre Länder böten ihnen keine guten Berufsaussichten. Im Bürgerkriegsland Jemen sind es sogar 82 Prozent, im politisch stabileren Tunesien noch 56 Prozent. Knapp ein Viertel der Befragten glaubt, dass es vor allem der Mangel an Arbeitsplätzen sei, der junge Menschen in die Arme des IS treibt.

Die Rolle des Islams wird von arabischen Jugendlichen kritisch gesehen: Mehr als die Hälfte der Befragten gaben an, Religion habe ein zu großes Gewicht in der Region. Das Verhältnis zwischen Sunniten und Schiiten empfindet fast die Hälfte der Befragten als verschlechtert gegenüber 2011, und nahezu drei Viertel sahen darin einen Hauptgrund für die Unruhen in der Region. Deutliche Unterschiede zeigen sich der Studie zufolge in der Einstellung junger Araber gegenüber den Vereinigten Staaten: Während in den Golfstaaten rund 85 Prozent Amerika als Verbündeten betrachten, sehen 93 Prozent der jungen Iraker das Land als einen Gegner an.

Winded in Germany

Berlin's renewable energy fiasco is about to get even worse.

April 13, 2016 7:22 p.m. ET

Germany has spent some €200 billion (\$228.09 billion) since 2000 transforming its energy industry into a green dream, and now Berlin wants to spend more. Witness its latest attempt to discourage investment in wind power, which happens to be the only renewable energy generation that makes even vague sense for Germany.

A review now under way of the 2014 renewable-energy law could change the way Berlin chooses new generating capacity. The current system of subsidies and feed-in tariffs (requirements that utilities buy renewable electricity at above-market prices) has led to a bonanza of solar- and wind-farm construction, and renewables now provide one-third of electricity generated in Germany.

The renewables never seem to fall in price the way boosters promise, and with costs skyrocketing Berlin needs a cheaper way to boost renewable capacity to its self-imposed goal of 45% of electricity generation by 2025.

The proposed solution is a bidding system in which renewable producers would compete for the right to produce a share of the planned new green capacity based on who can offer the lowest price. An auction process is supposed to make green energy more affordable. But Berlin wants to exclude new wind producers from this auction, at least as long as other producers such as solar are available. This despite—or perhaps because of—the fact that wind is the cheapest form of green power in Germany.

It makes you wonder if there's any form of energy-price signal that governments won't ignore. Germany's 16-year-old *Energiewende*, or energy transformation, already has wrecked the country's energy market in its quest to wean the economy off fossil fuels and nuclear power. Traditional power plants, including those that burn cleaner gas, have been closing left and right while soaring electricity prices push industries overseas and bankrupt households. Job losses run to the tens of thousands.

Now the effort to suppress additional wind-power development threatens to make matters worse. By favoring solar, Berlin would be picking the power source that most exacerbates the problems with the energy transformation. It's the most expensive, requiring the greatest subsidies—at least €116 billion in today's prices over the lifetime of the solar capacity built between 2000 and 2014. Germany has a climate and geography with about as much sunshine as Alaska, so solar is also the least reliable renewable.

The market distortions caused by overreliance on expensive but undependable power already have pushed German utilities to rely more on cheap and dirty coal-fired power plants to make up the shortfall when renewable sources can't meet demand.

There are no heroes here, least of all the wind industry currently bemoaning its bad political luck at potentially missing the subsidy- and feed-in tariff boat. Even if Berlin allows wind generators to bid for their share of new capacity, taxpayers and power consumers still will be on the hook for major new expenses. One problem with wind, which helps explain why it's falling out of favor, is that someone would need to build expensive and unsightly new transmission lines from the windy north of Germany to the industrial south.

All of this—the job losses, the unreliable power supply, the astonishing amounts of spending that could top €1 trillion over the coming decades, and the rising coal emissions to boot—amounts to one of the more monumental blunders of modern governance.

Berlin likes to think of itself as a green-energy example to the rest of the world. It sure is.

144,113

«La situation des jeunes n'est pas forcément plus difficile qu'avant»

Par [Mathilde Siraud](#)

Publié le 21/04/2016 à 09:42



INTERVIEW - Le sociologue et directeur de recherche au CNRS Olivier Galland considère qu'une aide seulement financière en direction de la jeunesse ne suffira pas à favoriser l'accès à l'emploi. Pour lui, c'est surtout les jeunes peu ou pas diplômés qui sont en difficulté.

LE FIGARO - Le gouvernement a débloqué des fonds en direction de la jeunesse et souhaite étendre le RSA aux moins de 25 ans. Est-ce une bonne initiative?

OLIVIER GALLAND - Le fait qu'on veuille étendre le RSA aux jeunes n'est pas une idée baroque. Dans beaucoup de pays européens, les jeunes bénéficient de minima sociaux. Dans un livre que j'avais écrit en 2011 avec des collègues économistes qui s'intitule *La Machine à trier*, on proposait déjà cette mesure. Le problème c'est qu'elle doit impérativement être articulée avec une véritable politique de jeunesse. Il ne faut pas que ce soit une mesure de pure assistance financière. Si elle est articulée à une politique de formation consistante des jeunes qui n'ont pas de qualification, à un suivi personnalisé des jeunes sur la durée, si elle est articulée à une obligation de rechercher un emploi contrôlée pour ces jeunes, c'est une mesure qui se justifie. Le problème, c'est que là on a une impression d'improvisation. Pourquoi cette mesure arrive maintenant à la fin du quinquennat alors que la jeunesse était un thème central, semble-t-il, du projet de François Hollande? En plus, on vient d'annoncer l'extension de la garantie jeunes aux moins de 26 ans sans emploi et sans qualification. Il y a d'autres mesures prises en début de quinquennat, qui ne vont pas dans ce sens-là, dont on sait qu'elles sont inefficaces et trop coûteuses, ce sont les emplois d'avenir. Ce n'est pas très cohérent. Le contexte est étrange et il n'y a pas de préparation ni de politique cohérente en direction de la jeunesse. On a forcément l'impression d'une mesure électorale puisque les mesures en faveur des jeunes se multiplient à un an de l'échéance présidentielle.

Comment ont évolué les politiques publiques en direction de la jeunesse en France?

C'est toujours la même chose. On base la politique en faveur des jeunes essentiellement sur des contrats aidés, soit par des baisses de charges, soit dans le secteur non marchand. Le chômage des jeunes est resté élevé et on n'a pas fait de réforme structurelle qui devrait porter sur l'école et le marché du travail d'autre part. Il aurait fallu s'attaquer à deux problèmes structurels, mais cela n'apporte pas d'effets immédiats. Celui de l'échec scolaire, dont le taux reste élevé en France. Il aurait fallu engager une profonde réforme de l'école qui est fondée sur le principe qu'elle existe d'abord pour sélectionner les meilleurs avant de faire réussir le plus grand nombre. Le système est extrêmement centralisé et très peu souple. Cela conduit à l'échec d'une partie importante des jeunes,

il aurait fallu engager une révolution culturelle mais ni la droite ni la gauche ne le ferait. La gauche pense qu'il suffit d'injecter des moyens et la droite se contente de vouloir restaurer l'autorité. La question du marché du travail est trop clivée entre les CDI protecteurs et les CDD. Il aurait fallu atténuer ce clivage, comme Matteo Renzi en Italie avec ce contrat de travail dont les droits se renforcent au fil du temps. La loi El Khomri portait des évolutions mais malheureusement le gouvernement est revenu essentiellement en arrière sur de nombreux points.

Est-ce que la situation des jeunes est plus difficile aujourd'hui que celle de la génération de leurs parents?

Ces comparaisons sont difficiles, et parfois contestables. Ceux qui ont connu leur jeunesse dans les années d'après-guerre, ont connu une élévation de leur statut social qui était exceptionnel, lié au contexte économique

«Les jeunes font beaucoup plus d'études supérieures et parviennent en général à s'insérer à un niveau correct»

de la reconstruction. La génération qui a suivi n'a plus connu une telle progression. Mais cela est exagéré de dire que l'ascenseur social est en panne, que les jeunes ne progressent plus du tout ou que leur situation se dégrade par rapport à la génération précédente. La réalité c'est qu'elle ne progresse pas aussi vite, mais elle ne se dégrade pas. Le niveau de vie continue de progresser en France, on a une élévation par le haut de la structure sociale. Le pourcentage d'ouvriers dans la population active décroît, la proportion des cadres augmente. Il y a un appel d'air vers le haut de la structure sociale. Les jeunes font beaucoup plus d'études supérieures et parviennent en général à s'insérer à un niveau correct.

Faut-il comprendre que la jeunesse n'a finalement pas tant de difficultés?

Il y a un important clivage dans la jeunesse, qui se creuse. Il ne faut pas parler de la jeunesse comme un tout homogène. Ceux dont la situation se dégrade véritablement et fortement sont ceux qui sont peu ou pas diplômés. On ne parle pas d'eux, ils ne manifestent pas contre la loi Travail, ils ne sont pas à la Nuit debout mais ils sont les vrais perdants de la situation actuelle. Quand on compare les diplômés du supérieur et les sans diplôme on voit que la situation de ces derniers plôme s'est dégradée. Trois ans après leur sortie du système éducatif, ils sont encore la moitié au chômage contre 9% de ceux qui ont suivi des études.

Est-ce que la famille protège moins qu'avant de la précarité?

Non, elle ne protège pas moins, en tout cas dans les intentions. Les parents font des efforts extraordinaires pour les jeunes adultes, ils les aident beaucoup. Il n'y a aucune réticence à les aider à entrer dans la vie active. Cela reste fort, mais avec la crise de 2008 les parents ont été affectés et une partie d'entre eux ont eu des difficultés et moins de ressources pour les jeunes. L'aide des parents a diminué, mais parce que les difficultés économiques sont plus grandes.

144,115

Umfrage

Generation Y sorgt weniger fürs Alter vor

Wegen der Alterung der Gesellschaft müssten die jungen Menschen eigentlich mehr selbst vorsorgen. Tun sie aber nicht, zeigt eine neue Erhebung. Liegt das an ihrem Optimismus?

21.04.2016



© DPADie Mehrzahl der jungen Menschen blickt optimistisch in die Zukunft. Ist das ein Grund, warum weniger von ihnen fürs Alter vorsorgen?

In Deutschland ist eine neue Renten-Debatte vom Zaun gebrochen. Es geht um Altersarmut, das Rentenniveau, ob die Riester-Rente noch Sinn macht und den demographischen Wandel. Wenn die Gesellschaft älter wird, geht eine Binse, müssen die Menschen entweder länger arbeiten oder höhere Beiträge zahlen oder eben eine geringere gesetzliche Rente akzeptieren.

Beantworten müssen diese Frage vor allem diejenigen, die heute jung sind. Sie sind sich, zeigt **eine repräsentative Erhebung** des Meinungsforschungsinstituts TNS Infratest und der Hertie School of Governance, einerseits zwar bewusst, dass es im Rentensystem eine Lücke gibt. Durch eigene private Vorsorge schließen wollen sie diese aber nicht. Zumindest verhalten sie sich so.

Im Gegenteil: Die junge Generation sorgt weniger fürs Alter vor, geht aus der Umfrage hervor. Nur gut ein Drittel der Befragten gibt an, regelmäßig fürs Alter zu sparen - das sind drei Prozent weniger als in der ersten solchen Erhebung im Jahr 2010. Nach Ansicht der Forscher muss die Politik mehr tun, um die „Generation Y“ für das Problem zu sensibilisieren und so vor (womöglich drohender) Altersarmut zu schützen.

Für die Untersuchung hat TNS Infratest 2500 junge Menschen im Alter zwischen 17 und 27 Jahren zu ihren Vorstellungen für die persönliche Zukunft und über ihre Einstellungen und Strategien zur Altersvorsorge befragt. In den beiden vorherigen entsprechenden Umfragen aus den Jahren 2010 und 2013 ging bereits hervor: Die Jungen sind zwar grundsätzlich bereit, für das Alter vorzusorgen, aber nur eine Minderheit verfolgt tatsächlich tragfähige Strategien. Mit der dritten repräsentativen Befragung sind nun konkrete Trendaussagen über eine Zeit von sechs Jahren möglich.

„Die Mehrzahl der jungen Leute ist optimistisch, wenn sie an ihre eigene Zukunft denkt“, erklärt Jugendforscher Klaus Hurrelmann, der alle drei Untersuchungen geleitet hat. „Aber die Generation Y zweifelt immer mehr an der privaten Vorsorge. Nur 35 Prozent aller Jugendlichen sparen regelmäßig für ihre Altersversorgung. Dabei erstaunt der Realitätssinn der jungen Leute. Ihnen ist klar, dass die Vorsorge-Angebote und die jetzigen Rahmenbedingungen kein angemessenes Leben im Alter sichern.“

Dabei befürworten knapp zwei Drittel (65 Prozent) automatische Sparregelungen. Wenn eine solche Sparregel mit einer Ausstiegsoption kombiniert würde und es noch Zuschüsse gäbe, wären laut Umfrage 89 Prozent dafür.

Die Generation Y sorgt weniger fürs Alter vor

„Auch 15 Jahre nach der Rentenreform hat sich noch keine Kultur zusätzlicher Vorsorge in Deutschland entwickelt. Die Tendenz geht bei der jungen Generation sogar in die entgegengesetzte Richtung“ stellt Christian Traxler, Mitherausgeber der Studie, fest. Als „zutiefst besorgniserregend“ bezeichnet Heribert Karch, Geschäftsführer des Versorgungswerkes MetallRente, das die Erhebung in Auftrag gegeben hatte, die Ergebnisse: Vor 15 Jahren sei die Renten-Reform mit dem Argument eingeführt worden, mehr Generationengerechtigkeit herzustellen. Das Ergebnis sei jedoch weniger Gerechtigkeit.

„Die junge Generation wird immer mehr zur prekären Generation der Rentenpolitik“, findet er. Die Staatsausgaben für die Altersversorgung in Deutschland befänden sich gemeinsam mit Polen, Spanien und Slowenien am Rande des oberen Drittels aller OECD-Staaten. „Dennoch liegen die Lohnersatzraten - also das Verhältnis der Rente zum vorherigen aktiven Einkommen - in der Bundesrepublik am unteren Ende dieser Länder. Statt Generationen-Gerechtigkeit haben wir Unsicherheit.“

144,116

Pourquoi la Grèce hante à nouveau la zone euro

Publié le 22/04/2016 à 06:00



Les créanciers d'Athènes exigent que les réformes promises soient mises en œuvre. Les ministres des Finances de la zone euro se retrouvent, ce vendredi, à Amsterdam. Un accord est espéré d'ici fin mai.

PUBLICITÉ

Neuf mois après le psychodrame de son sauvetage, la [Grèce](#) revient hanter l'Europe. Alors que le pays doit rembourser une échéance de plus de 2 milliards d'euros en juillet prochain, les ministres des Finances de la [zone euro](#) se réunissent ce vendredi à Amsterdam pour rappeler à Athènes ses engagements de réformes - notamment sur les retraites - qui n'ont pas été tenus. **Dans un entretien au *Figaro*, le ministre grec des Affaires étrangères, Nikos Kotzias, dénonce «le plan insensé» que les créanciers de la Grèce veulent lui imposer.**

Ces mesures prises par la Grèce en échange du troisième plan d'aide accordée en juillet

- Le taux de TVA a été relevé de 13 à 23% dans la consommation. Une nouvelle augmentation, à 24%, a été annoncée, elle est imminente d'ici le 1er mai. Dans les transports, le taux de TVA est passé de 6 à 18%
- La baisse du minimum retraite, qui est passé de 450 à 382 euros (-18%)
- Le recul à 67 ans de l'âge de départ à la retraite dans le privé et le public, effectif depuis le 14 août 2015
- L'ouverture des magasins le dimanche, une mesure qui s'inscrit dans une ample réforme du marché du travail

Les prochaines échéances de paiement

- 13 juillet: 449 millions d'euros au FMI
- 20 juillet: 2,3 milliards d'euros à la BCE
- 7 septembre: 300 millions d'euros au FMI
- 19 septembre: 145 millions d'euros au FMI
- 7 décembre: 300 millions au FMI
- 20 février 2017: 3 milliards au Mécanisme européen de stabilité

144,117

- [OPINION](#)
- [REVIEW & OUTLOOK](#)

Mario Draghi's Lament

Europe treats the ECB as its growth engine of only resort.



ENLARGE

Mario Draghi, president of the European Central Bank, at the ECB headquarters in Frankfurt, Germany on April 21. PHOTO: BLOOMBERG NEWS

April 21, 2016 7:24 p.m. ET

Mario Draghi wants you to know that he's frustrated. Really frustrated. With no new monetary measures to announce in his press conference Thursday, the European Central Bank president instead unleashed some strong words on the ECB's many critics.

“With rare exceptions, our monetary policy has been the *only* policy in the last four years to support growth,” he said in response to a question about threats to the economy. **It was an unusually blunt criticism of other European leaders, even from a central banker who takes every opportunity to plead for supply-side reforms to augment his bond purchases and ultralow interest rates.**

The source of Mr. Draghi's angst is the failure of Europe's political class to implement any serious supply-side reforms. The central banker thought he was making a grand bargain in which he would deliver low borrowing costs and governments would reform labor markets and entitlements and cut taxes. He should have gotten that in writing, because politicians have used the relief of low interests rates as an excuse not to do reforms.

Hence the sparks at Thursday's press conference, which included a response to Berlin's recent complaints about the effects of his policies on German savers. **“We have a mandate to pursue price stability for the whole of the eurozone, not just Germany,”** he said. **“We obey the law, not the politicians.”**

Mr. Draghi's defense of the ECB's independence sidestepped questions about whether his policies are the best or most politically viable way to achieve its mandate, **but his bigger point is a good one. For Europe to grow faster, the political class will eventually have to stop looking to the ECB as the growth engine of first and last resort.**

144,118

April 21, 2016 6:19 pm

For Angela Merkel, the Böhmermann affair is just a sideshow

Constanze Stelzenmüller

The row with Turkey over a poem must be kept in proportion, writes Constanze Stelzenmüller



PAFF Comedian Jan Böhmermann. His poem mentioned goats

Would it be sexist to say that the current harrumphing over the [Böhmermann affair](#) carries some distinctly male overtones? Possibly. But it must be said. Because it's true.

In this latest (and silliest) incarnation of the German Question, it is alleged that a) freedom of speech is being martyred on the altar of expedience, which is b) the fault of Chancellor Angela Merkel, who must c) leave.

Let's start with the facts, shall we? Just the facts. In March, *extra 3*, a weekly political satire programme on the German public ARD television network, took aim at Turkish president [Recep Tayyip Erdogan](#) in an inane little song with the catchy refrain "Erdowie, Erdowo, Erdogan" (Erdohow, Erdowhere, Erdogan). The Turkish foreign ministry promptly summoned the German envoy in Ankara for a reprimand (gritting its collective teeth, one fears, at the ambassador's last name, Erdmann): How dare they, how dare he, and so on. The diplomat presumably endured his lecture with dignity.

Competition between the networks in Germany is fierce, second only to competition between comedians. Shortly thereafter, Jan Böhmermann, a moderately well-regarded jokesmith with his own show, *Neo Magazin Royale*, on the competitor public network ZDF, read a "poem" about the Turkish leader. It was coruscatingly foul, and made explicit, wide-ranging suggestions about its subject's libidinous proclivities. It mentioned goats.

Mr Böhmermann is now a global name, lives under police protection, and has taken a "breather" from his show. It can only be a matter of time before news surfaces of a Kurdish "Böhmermann Brigade."

Back in Ankara, the envoy from Berlin has become a familiar sight on the parklike premises of the foreign ministry. For Turkey's leader, a man who does not take offences to his person lightly (as many of his citizens know only too well), is suing Mr Böhmermann under [paragraph 103](#) of the German criminal code, which prohibits insulting a foreign head of state.

A legal education can be surprisingly useful. I recall my law professor sniffing that this section of the criminal code had not been updated since its promulgation in 1871, an era when slights to a man's manliness might still be settled at dawn with pistols or rapiers. He added that it was obsolete and could safely be ignored. Like one's appendix.

Mr Erdogan's exquisitely honed sense of honour is second only to the rest of the world's exquisitely developed feeling that Angela Merkel, German chancellor, is doomed. So when it transpired that her government would have to authorise the courts to investigate, heavy breathing ensued. "No" might mean the end of the EU-Turkey refugee deal; "yes" would be disavowing the comedian's [freedom of speech](#). Or, as a "senior civil servant" put it to a German newspaper: "Our only choice here is whether we want cheesecake or Black Forest torte on our faces."

Following Ms Merkel's decision to let the courts decide (and to have the legislature excise the appendix), her coalition partner, the unions, most of the German media, The New York Times and The Washington Post united in trumpeting their dismay at this "kowtowing" to "a despot".

But when Ms Merkel handed the matter to the courts and the legislature, she did exactly what was required by the principle of the separation of powers. Also, there is work to do (the refugee crisis, Greece, Ukraine, the populist Alternative für Deutschland). And it's not as though there was a serious replacement for her, is there?

She may soon have more things to worry about. The editors of Titanic, a satirical magazine, have announced a special edition that will "make Mr Erdogan feel less special." They plan to insult every leader on the planet.

The writer is Robert Bosch Senior Fellow at the Brookings Institution

144,120

Germans ridicule Turkey's president

There once was a prickly sultan...

...Whom Germans were fond of insultin'

Apr 16th 2016 | BERLIN | [From the print edition](#)



BEFORE reading a “poem” on German television on March 31st, Jan Böhmermann, a satirist of questionable tact, explained that he wanted to clarify the boundaries of free-speech law. He then declaimed a series of obviously fictional passages (in rhyming verse) depicting Recep Tayyip Erdogan, the president of Turkey, engrossed in a series of athletically challenging sexual activities with barnyard animals. By the time the broadcaster took the video off its website a day later, it had caused a diplomatic fracas between Turkey and Germany.

The tension had been a long time brewing. In 2007 the chancellor, Angela Merkel, snubbed Mr Erdogan by opposing Turkish membership of the European Union. As Mr Erdogan’s rule became increasingly autocratic, Mrs Merkel often chided him for nobbling dissidents and the press. But in 2015 refugees started streaming into the EU via Turkey. Suddenly Mrs Merkel needed Mr Erdogan’s help.

The result is the deal that the EU, at Mrs Merkel’s prodding, made with Turkey last month. In return for taking back migrants from Greece and cracking down on people-smugglers, Turkey gets billions in aid and new talks about joining the EU. Its citizens will also be allowed to travel visa-free in Europe. Mrs Merkel is now reluctant to criticise Mr Erdogan.

Basking in its new importance, Turkey has summoned the German ambassador for a dressing-down three times in recent weeks. One complaint was over a mildly satirical song about Mr Erdogan aired on German television on March 17th. At that point Mrs Merkel declared press freedom sacrosanct—prompting Mr Böhmermann to up the ante.

On April 10th Ankara dispatched a formal diplomatic note, invoking an antiquated German law against insulting foreign heads of state. In theory Mr Böhmermann could go to prison for three years, if the German government decides to prosecute. Amid howls of outrage in Germany, Mrs Merkel has yet to rule this out. Mr Erdogan has also filed a personal complaint on the same charges.

Mrs Merkel will need all her diplomatic skill to contain this spat. The stakes are greater than Mr Erdogan’s fragile ego: freedom of speech, the refugee crisis and Syrian policy are all in the mix. Meanwhile, another blow-up is on the horizon. This spring the German Bundestag is set to vote on whether the mass killings of Armenians by Turks a century ago constituted genocide. Expect Turkish tempers to fray.

Charlemagne

All quiet on the Aegean front

The migrant deal with Turkey has created breathing space. Europe must use it generously

Apr 16th 2016 | [From the print edition](#)



ZIPPING across the choppy Aegean in his powerboat, Nassos Karakitsos, a volunteer with a search-and-rescue NGO called Emergency Response Centre International, scans the horizon for refugees. He spots none. A few months ago the seas around the Greek island of Lesbos were filled with overstuffed rubber dinghies (“balloons with engines”, Mr Karakitsos calls them) carrying Afghans, Iraqis and Syrians from the Turkish coast. Today they are home only to the more forbidding vessels of the Greek coast guard, Frontex (the European Union’s border agency) and NATO, lately arrived to help with maritime surveillance.

The quiet seas are the result of a deal struck between the EU and Turkey to reduce migrant flows, which came into effect on March 20th. It took everyone by surprise, says a European official on Lesbos, and there were teething troubles: the police tailed a Turkish liaison officer stationed on the island, suspecting he was a spy. But for now the migrants have stopped coming. Some of the scrappy volunteer groups that flocked to Lesbos last autumn, when 6,000 refugees might clamber ashore in one day, are closing shop. Larger organisations are moving staff to mainland Greece, where 46,000 refugees have been trapped by the closure of the Macedonian border.

The drama has shifted to Greek ministries, EU agencies and the quasi-prisons on Aegean islands created by the Turkey deal. On Lesbos, all arrivals are taken to Moria, a “hotspot” (processing centre) turned detention camp. Most will face return once their asylum claims have been found inadmissible, on the ground that they reached Greece from Turkey, now considered a safe country for asylum-seekers. (Deportations of migrants who did not claim asylum in Greece have already begun.) Activists consider the deal a shameful abrogation of the EU’s commitment to human rights. The pope, who has attacked Europe’s “anaesthetised conscience” on refugees, will visit Lesbos on April 16th.

Well over 3,000 souls have been stuffed into Moria, a grim place of barbed wire and watchtowers. Through a fence Muhammad, a Syrian refugee, tells Charlemagne of overcrowded shelters and a complete lack of information before a policeman cuts the conversation short. Pakistanis—who, curiously, have been arriving in greater numbers since the deal kicked in—have begun a hunger strike. The NGOs that used to provide services inside Moria have partly withdrawn in protest, leaving it short of infrastructure, expertise and food. Last week Amnesty International, a human-rights watchdog, criticised the “appalling conditions” at Moria and another centre on the island of Chios.

Worse may be to come. All migrants on the island have the right to claim asylum and to appeal if rejected, and 95% have taken this up. The Greeks plan to conclude each case within just 15 days. But there are endless unanswered questions over the process, from the treatment of unaccompanied minors to the provision of legal aid. “It’s an experiment for us, and for Europe,” says Maria Stavropoulou, the director of the Greek asylum service.

Very little about Europe’s handling of the refugee crisis has gone right. This deal is unlikely to be an exception. Refugees who have spent vast sums to flee life-threatening situations may not go willingly. The fate of non-Syrians returned to Turkey is unclear. Legal challenges are certain. The timeline for processing may well slip. In the meantime, if arrivals pick up again, Lesbos could reach its capacity of around 6,000. Officials have already begun offloading migrants from Moria to other camps. Dozens of EU asylum officials have been dispatched to process the claims. Ms Stavropoulou’s service has doubled in number. But she cannot bring herself to say that she is confident the deal will work.

Much of the criticism the deal has attracted is therefore deserved. And yet, as Yannis Mouzalas, the Greek migration minister, notes, by the time it was signed it was the best that could be done. The EU had learned the hard way that it was unable to create a relocation scheme to share the refugee burden, and without one, fences were the only alternative. For those European politicians whose priority was to reduce the flow, the new arrangement looks like a success. New asylum registrations in Germany fell to 21,000 in March, down from over 200,000 in November. Fears that migrants stranded in Greece would find other ways through have not come to pass; instead, they have camped out in wretched conditions near the border, and elsewhere, in the futile hope that it will reopen one day.

Asylum or bust

This has created a tinderbox in Greece—last week Macedonian police tear-gassed migrants who tried to storm the border—but breathing space for politicians. Not long ago pundits speculated that Angela Merkel, the German chancellor, might not see out her term. Now she enjoys rising approval ratings.

That could change if the deal collapses. But there is a bigger concern. There was, despite appearances, a noble idea behind the EU-Turkey deal: stop the irregular migrant flows to make way for regular ones. Europe will probably make good on its minimal commitment to accept one Syrian refugee from Turkey for each one sent back from Greece. But the deal also includes a vague promise of far more substantial resettlements to Europe: optimists have spoken of 200,000 a year or more. On this there is little sign of movement, despite the efforts of German and Dutch politicians to corral their colleagues into making pledges.

Throughout this crisis Europe has been accused of pulling up the drawbridge and shunting its problems onto its neighbours. So far the accusation has not been warranted. But it will be if the EU fails to make good on its resettlement promises. On the wall of Moria the graffiti is still visible behind the whitewash: “EU shame on you.” If Europe does not show that its refugee policy amounts to more than border closures, detention and forced deportation, it will become impossible not to agree.

144,123

The Opinion Pages | CONTRIBUTING OP-ED WRITER

Erdogan and Merkel's Comic Comeuppance

Anna Sauerbrey APRIL 15, 2016

Anna Sauerbrey is an editor on the opinion page of the newspaper Der Tagesspiegel and a contributing opinion writer.

BERLIN — THOUGH it's a fact often overlooked by the rest of the world, Germany is a funny place — seriously. Long before Jon Stewart and Samantha Bee redefined topical American humor, comedians here perfected the art of sharp political satire.

For the most part, German politicians get the joke. But now politics and humor are colliding in a new way — a collision that exposes the tragicomedy of modern Europe.

A few weeks ago, the German TV program “extra3” satirized Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, [in song](#), which prompted the Turkish government [to call in the German ambassador](#) to Ankara for a lecture, presumably, on its views regarding the limits of free speech.

Not long after, the comedian Jan Böhmermann, satirizing the ensuing debate over what is allowed in political humor, [read a poem on his own show](#), “Neo Magazin Royale.” The poem, which he read in front of a Turkish flag, was about Mr. Erdogan and, among other things, what he might do with goats. It was a blunt provocation with an intelligent twist.

In response, Turkey demanded that the German government allow the prosecution of Mr. Böhmermann under an obscure law against insulting a foreign head of state. On Friday, Chancellor Angela Merkel [granted](#) the request, clearing the path for criminal proceedings.

Journalists, labor union representatives and prominent politicians, including Ms. Merkel's coalition partner the Social Democrats, immediately criticized her decision. “Chancellor Angela Merkel's handling of the crisis has been abysmal and shows that she is losing her grip on power,” wrote the newsmagazine Der Spiegel.

Why would Ms. Merkel choose Mr. Erdogan over her own citizens' free speech? One reason: the recent agreement between the European Union and Turkey [to stanch the flow of refugees](#) entering the Continent. Under the accord, those caught crossing the sea between Turkey and the Greek islands are now sent back in exchange for a payment of three billion euros and Europe's commitment to take in up to 72,000 additional Syrian refugees.

The arrangement was supposed to solve everything: a relatively humanitarian answer that would tamp down far-right sentiment in Germany and appease Turkey, at little cost to the chancellor. It was a model of political realism — with a touch of political cynicism. As Chancellor Merkel saw it, the alternative to sending back the refugees was political inertia at best, political cataclysm at worst.

But what seemed like a policy breakthrough became a political albatross. Had Ms. Merkel refused to prosecute Mr. Böhmermann, Turkey could have pulled out of the deal. She has opted for the second, bad option, sullyng her own liberal virtues.

Mr. Böhmermann got what he wanted; the clown has shown the powerful just how powerless they can be. But the affair also highlights the flaws of the Turkey deal itself.

First, there's the calculation that bowing to the interests of the Turkish government was a fair price for tamping down the far right. But national support for the right-wing Alternative for Germany party remains strong, despite decreasing numbers of refugees. Ms. Merkel has won some respite from critics within her own party, but the deal has opened a new front, with the center left attacking her for acquiescing to Mr. Erdogan's demands.

Nor does it work as policy. There are still hundreds of thousands of refugees in Europe and many more on the way, and still there is no agreement on how to share the burden across the Continent. Meanwhile, human traffickers are beginning to build new routes over Libya to Italy.

But what the Böhmermann affair shows most impressively is that the deal was struck for the wrong reasons at the wrong time. It was a panic reaction. Ms. Merkel was under immense political pressure; her party, the Christian Democrats, had just suffered setbacks in three state elections. Other European leaders are facing similar problems.

Europe came to the table quarreling and desperate — not as a partner, but as a beggar. Now Mr. Erdogan continues to treat Europe as such. Political realists love to cite game theory to justify their decisions; had they cracked open their textbooks for a refresher, they could have easily predicted this outcome.

Of course, the alternative cannot be to ignore Turkey; the refugee crisis has moved the world's conflicts to our doorsteps. Germany — and Europe — need Turkey. And Germany and Europe will probably have to strike more than one deal with Turkey in the future, and will have to cooperate with autocratic states on many other issues. Even the center-right Christian Democrats, who have mostly blocked Turkey's path to the European Union, even when Mr. Erdogan was still on a fairly liberal course, are finally recognizing this reality, which is for the good.

But the moral of this story about being less moralistic is this: If you are divided and weak, it doesn't make sense to put on a strongman act in foreign policy. Let's hope that next time the clown not only humbles the mighty, but also enlightens them.

144,125

The Opinion Pages | EDITORIAL

Sending the Wrong Signal to Turkey

By THE EDITORIAL BOARD APRIL 19, 2016

The choice Angela Merkel had when Turkey's imperious president, Recep Tayyip Erdogan, demanded that Germany prosecute a comedian was a variation on the dilemma posed by a kidnapper: Paying the ransom solves the immediate problem but sets a dangerous precedent.

Chancellor Merkel had to decide between appeasing Mr. Erdogan's outrageous demand or potentially losing a [deal with Turkey](#) that promised some relief from the refugee crisis. Under the agreement between the European Union and Turkey, Ankara has agreed to accept refugees turned back from Greece in exchange for more aid and reopening talks on Turkey's accession to the E.U.

Ms. Merkel [allowed](#) the case to proceed. Now the question is what Mr. Erdogan — or some other miffed potentate — will demand next.

Ms. Merkel can argue that she chose the lesser of two political evils, that the ceaseless flood of refugees was undermining the European Union and that all she did was to clear the way for German courts to determine whether to prosecute the satirist, [Jan Böhmermann](#), under an archaic law against insulting foreign leaders. Mr. Böhmermann, a comedian and host of a late-night talk show, deliberately did just that [on March 31](#) when he broadcast a poem that had Mr. Erdogan committing sex with animals and “kicking Kurds and beating up Christians while watching child porn.”

The trouble is that Mr. Erdogan was not just going after an obscure comedian; he was also demanding that the head of the German government publicly recognize his claim that it is wrong to ridicule him. Satire is no laughing matter to Mr. Erdogan; according to Turkey's justice minister, [1,845 cases](#) have been opened against people accused of violating a law against insulting the president. The crackdown has been central to Mr. Erdogan's authoritarian drive, and he can now claim that the West accepts the legitimacy of his approach.

Leaders like Mr. Erdogan, [President Vladimir Putin](#) of Russia and [President Xi Jinping of China](#) are increasingly demanding that their autocratic rules be seen as not only legitimate but as effective — demands that will only grow as they become more powerful.

But the freedom to lampoon political leaders — or religions, as in the case of [Charlie Hebdo](#) — is one of the crucial differences between liberal democracies and authoritarian states. Freedom of expression simply cannot be negotiated with autocrats, dictators or bullies. Ms. Merkel has been rightly praised for her willingness to let large numbers of refugees into Germany. She is right to seek Turkey's help in resolving the crisis, since without Turkey there is no solution. But she should have made clear to Mr. Erdogan that Western freedoms were not on the table.

144,126

War of Words Over ECB Policy Reflects German Savers' Anger With Low Interest

Some call for Draghi's resignation over bank's unconventional attempts to spur growth, inflation



ENLARGE

German Finance Minister Wolfgang Schäuble, left, president of ECB President Mario Draghi, top right, and Dutch Finance Minister Jeroen Dijsselbloem chatting during a Eurogroup meeting in Amsterdam on Friday. PHOTO: BART MAAT/AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

By [ZEKE TURNER](#)

April 22, 2016 1:59 p.m. ET

[11 COMMENTS](#)

BERLIN—Accused of impoverishing millions and stoking populism in Germany, European Central Bank President [Mario Draghi](#) finally snapped this week. Politicians, he said, should mind their own business.

Such a [war of words](#) wasn't supposed to happen in Germany, the country that did more than any other to establish central-bank independence as a condition for any successful monetary policy.

Far from sticking to their respective turfs, however, Mr. Draghi and German Finance Minister Wolfgang Schäuble have been sparring in public for days over the direction of monetary policy in the eurozone.

Months of grumbling in Berlin broke into the open two weeks ago when Mr. Schäuble compared the European economy's reliance on low or negative interest rates to a drug addiction. "I would prefer higher interest rates," he said.

The same evening Mr. Schäuble said Mr. Draghi was partly responsible for the rise of the Alternative for Germany, a populist, anti-immigration and anti-euro party. Known by its German acronym AfD, it entered regional parliaments in all three German states that held elections in March.

This past week, Economy Minister Sigmar Gabriel said that while governments were primarily to blame for the [absence of growth in the bloc](#), "decisions from the central-bank council are, at least for our country, very problematic."

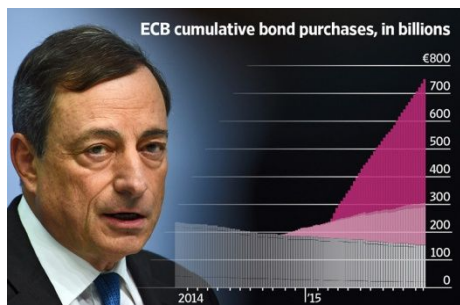
Bavarian conservatives, who are part of the ruling coalition in Berlin, have called for the appointment of a German ECB president to succeed Mr. Draghi, who is Italian.

Germany's falling out with the Frankfurt-based ECB is rooted in the bank's deployment of unconventional measures, such as vast purchases of securities and negative interest rates for banks, aimed at priming economic growth and pushing up the eurozone's anemic inflation rate.

While the policies so far haven't achieved their goal, the low interest rates have upended the personal finances of millions of Germans who had been relying on life-insurance policies, government bonds and savings accounts to build a money cushion for their retirement.

With the returns on such fixed-income products next to nothing, those who are too risk-averse to shift their savings into a volatile stock market are having to drastically reduce expectations for their postretirement income.

What ECB Stimulus Has Done



German officials say it isn't politicians who are interfering but the ECB that has stepped onto politicians' turf by deploying measures that increasingly resemble fiscal policy—the realm of elected parliaments.

The AfD has sought to cash in on the discontent. The party leader, Frauke Petry, called this week for Mr. Draghi's ouster before his term expires in 2019.

"Artificially stoking inflation, increasing the amount of money in circulation virtually out of control and de facto dispossessing citizens isn't financial policy. It is a catastrophe that must be stopped urgently and, most important, as soon as possible," she said.

Chancellor [Angela Merkel](#) sought to bring down the temperature this week, saying that while it was legitimate for Germans to discuss how the low interest rates had affected their lives, this shouldn't be construed as interference in bank policy.

Many economists say it is legitimate for politicians to discuss the bank's mandate and whether it is acting within it. But "short-term injunctions to the central bank are a lot more problematic," said Dirk Schumacher, chief Germany economist at [Goldman Sachs](#) in Frankfurt.

The theory is that citizens will never put their trust in a currency they think is managed with an eye on the political calendar.

Indeed, for years, German politicians slammed their French and Italian counterparts for trying to persuade the ECB to loosen its policy and help weaken the euro's exchange rate.

"Fiscal policy in the euro area is already broken," said Mujtaba Rahman, an analyst for the Eurasia Group, a risk-consulting group. "Schäuble's witch hunt against Draghi risks breaking monetary policy too."

The bickering has caused concern beyond the eurozone, prompting an unlikely sight—that of [Christine Lagarde](#), a former French finance minister, lecturing her German colleague on the need to leave the ECB alone.

"Central banks have to be independent in conducting their monetary policies," Ms. Lagarde, now managing director of the International Monetary Fund, said Friday. "I think we all agree on that."

144,128

Visite cruciale de Merkel en Turquie sur fond de tensions sur les migrants

Par lefigaro.fr, AFP, AP, Reuters Agences

Publié le 23/04/2016 à 18:13

La chancelière allemande Angela Merkel, accompagnée du président du Conseil européen Donald Tusk et du commissaire européen Frans Timmermans, est arrivée samedi après-midi à Gaziantep, dans le sud-est de la Turquie, pour apaiser les tensions au sujet d'un accord crucial entre Ankara et l'Europe sur les migrants.

«Aujourd'hui la Turquie est le meilleur exemple, pour le monde, sur la manière dont nous devrions traiter les réfugiés», a déclaré M. Tusk lors d'une conférence de presse. Nombre d'ONG, dont Amnesty International, estiment au contraire que la Turquie ne peut pas être considérée comme un pays sûr pour les réfugiés.

Accueillis par le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu, ils ont visité sous d'importantes mesures de sécurité un camp de réfugiés à Nizip, petite ville proche de la frontière syrienne, a constaté l'AFP.

Ouvert en 2013, le camp de Nizip 2 accueille dans des préfabriqués près de 5.000 réfugiés syriens, dont 1.900 enfants, selon les chiffres du gouvernement turc. A son arrivée, des jeunes Syriennes vêtues en blanc ont offert un bouquet de fleurs à la chancelière, entourée de plusieurs dizaines de gardes du corps.

Une banderole accrochée au-dessus de la porte grillagée du camp proclamait: «Bienvenue en Turquie, le pays qui accueille le plus de réfugiés au monde» (2,7 millions). Des dizaines d'enfants étaient agglutinés derrière le grillage.



«Nous avons des écoles et des hôpitaux, la vie est bonne ici. Mais on veut savoir quel est notre avenir. (...) Si la guerre se termine aujourd'hui, je rentre demain en Syrie», a déclaré à l'AFP Mohammed Tomoq, 49 ans, qui a fui Damas avec sa femme et ses quatre enfants.

Au terme de cette visite, les dirigeants européens et M. Davutoglu ont inauguré sous les applaudissements un centre de protection abritant des enfants syriens, construit avec des fonds européens. Ils devaient ensuite s'adresser à la presse à 17H00 GMT.

Cette visite «sert à montrer comment la Turquie et l'UE mettent en commun leurs forces pour affronter la crise des réfugiés syriens», a dit la Commission européenne, indiquant qu'elle avait à ce jour dépensé 77 millions d'euros dans divers projets en Turquie, auxquels s'ajouteront bientôt 110 millions d'euros.

Le déplacement intervient trois semaines après [le renvoi en Turquie des premiers migrants de Grèce dans le cadre d'un accord controversé conclu le 18 mars entre Bruxelles et Ankara visant à dissuader les passages clandestins en Europe, confrontée à sa pire crise migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale.](#)

La Turquie s'est engagée à accepter le retour sur son sol de tous les migrants entrés illégalement en Grèce depuis le 20 mars. Le plan prévoit en outre que pour chaque réfugié syrien renvoyé en Turquie, un autre sera «réinstallé» dans un pays européen, dans la limite de 72.000 places. **En contrepartie, les Européens ont accepté de fournir jusqu'à six milliards d'euros, de relancer les discussions sur l'intégration de la Turquie à l'UE et d'accélérer le processus de libéralisation des visas pour les Turcs, qui ne fait pas l'unanimité chez les 28.**

Merkel vivement critiquée pour ses compromis avec Erdogan

Bruxelles doit valider ou non la [levée des visas pour les citoyens turcs](#) début mai. Or, cette condition est non négociable pour Ankara, qui fait donc monter la pression et menace de se retirer de l'accord sur les réfugiés.

La visite intervient en outre sur fond de tensions entre Ankara et Berlin. **Mme Merkel a été vivement critiquée chez elle pour avoir autorisé la possibilité de poursuites pénales réclamées par la Turquie contre un satiriste qui a tourné en dérision le président turc Recep Tayyip Erdogan.**

Entre les pressions d'Ankara, celles d'opposants à l'accord et celles d'ONG de défense des droits de l'homme, la visite des dirigeants européens «va être un exercice d'équilibriste délicat», résume Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'UE à Ankara.

«Nos libertés, y compris la liberté d'expression, ne feront l'objet d'aucun marchandage politique avec quelque partenaire que ce soit», a tenté de rassurer vendredi M. Tusk dans une tribune parue dans plusieurs journaux européens. «Ce message doit être aussi entendu par le président Erdogan». Can Dündar, rédacteur en chef d'un quotidien d'opposition jugé pour «espionnage», a écrit une lettre ouverte à Mme Merkel pour déplorer que l'Allemagne se trouve «du mauvais côté» de la «bataille entre démocrates et autocrates en Turquie».

325 migrants renvoyés en Turquie, 103 réinstallés dans l'UE

Mme Merkel a souligné que sa visite en Turquie permettrait de faire le point sur la mise en place de l'accord et décider de futures actions pour aider les 2,7 millions de Syriens réfugiés en Turquie, voisine de leur pays en guerre. La chancelière avait initialement prévu de se rendre la semaine dernière à Kilis, une province voisine de Gaziantep, mais plusieurs tirs de roquettes meurtriers attribués par Ankara à l'organisation Etat islamique (EI) l'ont poussée à l'annuler. Après la visite du camp, les dirigeants européens doivent rencontrer le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu avant de donner une conférence de presse conjointe, à 17H00 GMT.

Depuis l'entrée en vigueur de l'accord, 325 migrants en situation irrégulière arrivés en Grèce ont été renvoyés en Turquie et 103 réfugiés syriens réinstallés dans l'UE, selon la Commission. Et le nombre de migrants gagnant la Grèce depuis les côtes turques a chuté, selon Ankara.

144,130

April 23, 2016 7:51 pm

Angela Merkel visits refugee camp in Turkey

Mehul Srivastava in Istanbul



German Chancellor Angela Merkel toured a refugee camp in southern Turkey with Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu and European Council president Donald Tusk, seeking to reassure critics that the EU's deal with Turkey remains on track.

Her visit was meant to thrash out the details of the 6 billion euros in aid that Turkey is expected to receive as part of an agreement where the country readmits refugees who have made the perilous — and illegal — journey to Greece. In exchange, European nations are expected to fully implement a process of legally accepting an equal number of refugees currently in Turkey.

On stage during a press conference, all three leaders shared an easy conviviality, with Mr Davutoglu wishing Mr Tusk a happy birthday, and pointing out that he and Ms Merkel frequently speak and even text message each other, underlining the newfound strength of the Turkey-EU relationship.

The trip, carried out under high security, has been criticised by aid agencies as presenting a sanitised view of the life of Syrian refugees in Turkey, and lambasted by free speech advocates as being accommodating of Turkey's crackdown on critical news media. [Germany will begin the prosecution](#) of a comedian accused of insulting the Turkish President Recep Tayyip Erdogan, after Ms Merkel approved the trial. Meanwhile, in Turkey, the trial of a celebrated newspaper editor and his Ankara bureau chief accused of leaking state secrets continues.

“When you arrive, we'll be on trial — alongside several academics who signed a petition calling for peace,” Can Dunder, the editor, wrote in Germany's Der Spiegel. “Will you again leave, behaving as if none of this pressure exists? Or will you lend an ear to us, and those who stand with us, in support of free expression?”

For Turkish officials, the key purpose of the trip was to gauge progress on an assurance that Turks will be allowed to travel to European Union countries without visas, which one official who participated in the talks described as “the only thing that matters now.” Mr Davutoglu, speaking to reporters in Gaziantep, said he expected Europe to live up to its promises and said the readmission agreement could be in jeopardy if the visa agreement was not finalised.

Brussels says Turkey is making good progress in fulfilling 72 required “benchmarks” to win the visa concessions and will issue a report on May 4. This is expected to say that Turkey is on course to meet the criteria by early June, passing the political dilemma to the EU member states and European Parliament.

The Turkish official, speaking on condition of anonymity, said the benchmarks were mostly a formality, with Turkey viewing its fulfilment of the migrant deal as the overwhelming reason for its timely approval.

Within days of that deal being signed in early April, Turkish police largely stemmed the flow of migrants to Greece by cracking down on smuggling networks and patrolling beaches.

One European diplomat said that if Turkey feels spurned on the visa assurances, the once flourishing migrant trade could just as quickly be ramped up if Turkish police return to an earlier stance of less focused enforcement. Mr Davutoglu told reporters in Gaziantep, in southern Turkey, that Turkey remains focused on dismantling smuggling networks.

“Turkey is not a country to be challenged in the field of refugees — it has taken a lot of responsibility,” he said, rejecting accusations by aids group, including Amnesty International that Turkey has sent Syrians forcibly back to their war-torn country.

144,132

April 10, 2016 6:51 pm

Germany blames Mario Draghi for rise of rightwing AfD party

By Stefan Wagstyl in Berlin and Claire Jones in Frankfurt



©Getty Alternative for Germany party supporters at a rally in Berlin in November

German political leaders are blaming the European Central Bank's easy money policies for the [rise of the rightwing Alternative for Germany party](#), in a dramatic escalation of tensions between Berlin and Frankfurt.

Stung by the AfD's success in last month's regional elections, top politicians in chancellor Angela Merkel's conservative CDU/CSU bloc have gone on the offensive against the central bank, hoping to reverse damaging losses in voter support.

The AfD secured the best results for any German rightwing party since the second world war by opposing chancellor Angela Merkel's open-door refugee policy. Yet the populist party has also won backing by criticising loose eurozone monetary policies that are deeply unpopular in [Germany](#).

Combative finance minister Wolfgang Schäuble on Friday evening pinned half of the blame for AfD's rise on ECB chief [Mario Draghi](#). In remarks reported by Dow Jones, Mr Schäuble told an audience: "I said to Mario Draghi . . . be very proud: you can attribute 50 per cent of the results of a party that seems to be new and successful in Germany to the design of this policy."

He added: "There is a growing understanding that excessive liquidity has become more a cause than a solution to the problem."

Mr Schäuble's comments come amid other attacks from Ms Merkel's coalition. While the chancellor herself has remained silent on the matter, her reticence has not inhibited other ministers.

Alexander Dobrindt, transport minister and a leading figure in the Bavaria-based CSU, on Sunday highlighted savers' complaints that low interest rates rob them of retirement income. "The ECB is following a very risky course. The disappearance of interest rates creates a gaping hole in citizens' old age preparations," he told Die Welt newspaper.

Even Sigmar Gabriel, vice-chancellor and leader of the social democrats, who have generally been less critical of expansionary monetary policy than the CDU, recently complained about the impact of low interest rates — although he placed the blame on eurozone governments for failing to generate sufficient growth.

"What the European Central Bank is doing now is for many savers, for little people, for workers, for pensioners, an expropriation, but it is not the ECB's fault," said Mr Gabriel on Friday. "The blame lies with Europe's inability to put together a joint growth programme."

ECB officials have hit back at the German criticisms. At a Frankfurt economic conference last week, chief economist Peter Praet said that the sniping from Germany was “sometimes hard to swallow”.

A key factor in the row may be the deepening concern in Berlin that the ECB might resort to so-called “helicopter money”, which could involve distributing cash direct to the population, to further boost the faltering eurozone economy if its huge bond-buying operation fails to deliver sufficient stimulus.

ECB officials have downplayed the helicopter money idea, but they have not ruled it out.

The German finance ministry at the weekend denied a Spiegel magazine report that it was examining whether such moves would infringe the ECB’s legal mandate. Still, in an apparent warning, the ministry argued the ECB’s independence was not limitless, saying in a statement: “The ECB is independent. However, independence exists only in the framework of the legally-given mandate. But it is not correct that the federal government is looking into legal action.”

Andrew Bosomworth, portfolio management head in Germany for Pimco, the investment company, said of the CDU/CSU politicians’ criticisms: “This is a pre-emptive attempt to nip helicopter money in the bud before the discussion really gets going.”

He defended Mr Draghi, saying: “It’s a bit unfair to put all the burden of reflating the economy on the ECB and then try to clip its wings” when the 19 eurozone governments were not implementing the structural and fiscal policies needed to help monetary union succeed.

144,134

EDF, Areva : histoire d'un scandale d'État

FIGARO VOX VOX ECONOMIE

Par [Eléonore de Vulpillières](#)

Mis à jour le 22/04/2016 à 19:52

Publié le 22/04/2016 à 19:26



FIGARO VOX/GRAND ENTRETIEN - Alors que la décision de construction de centrales EPR en Angleterre vient d'être reportée, Jean-Michel Quatrepoint juge qu'il est urgent de relancer la filière nucléaire sur de nouvelles bases.

PUBLICITÉ

Jean-Michel Quatrepoint est journaliste économiste. Il a travaillé entre autres au *Monde*, à *La Tribune* et au *Nouvel Economiste*. Il a écrit de nombreux ouvrages, dont *La crise globale* en 2008 qui annonçait la crise financière à venir. Il est membre du *Comité Orwell*. Son dernier livre, [Alstom, scandale d'Etat - dernière liquidation de l'industrie française](#), est paru en septembre 2015 aux éditions Fayard.

LE FIGARO. - Les dirigeants d'EDF entendent signer définitivement avec les Anglais la construction de deux centrales EPR en Grande-Bretagne. Cette décision est-elle stratégique?

Jean-Marie QUATREPOINT. - La filière nucléaire française s'est mise dans un *corner*. Aujourd'hui, il n'y a plus de bonne solution. Elle n'a le choix qu'entre deux mauvaises solutions. Si EDF ne signe pas le contrat d'Hinkley Point, on risque de dire que la filière nucléaire française n'est plus capable de prendre des contrats à l'exportation. En revanche, si elle signe, c'est la vie même de l'entreprise EDF qui est en péril.

Pour quelle raison?

Il faut revenir aux origines de l'EPR. Son principe en a été décidé en 1992 par un accord politique entre Kohl et Mitterrand. Il s'agissait de développer les centrales de nouvelle génération dans le cadre d'une coopération franco-allemande entre Framatome et Siemens au sein d'une filiale dédiée Framatome ANP [*maintenant, Areva Nuclear Power*]. Or cet EPR est un produit de fausse génération. En réalité, il n'y a pas de véritable saut technologique ; il s'agit de centrales plus puissantes et qui assurent théoriquement une meilleure sécurité, avec des cubages de béton supplémentaires. C'est un produit hybride issu de deux technologies, deux cultures techniques différentes. Areva qui a récupéré Framatome et qui, sous la direction d'Anne Lauvergeon, voulait être le *deus ex machina* du nucléaire français, s'est alors lancée avec Siemens dans le contrat finlandais d'un premier EPR. Et ce, sans y associer ses partenaires historiques, EDF et Alstom. Or, les équipes d'Areva ont péché par arrogance et suffisance. Estimant avoir l'expérience, elles n'ont pas procédé à ce qu'on appelle le *design* : elles n'ont pas modélisé tous les aléas que pouvait rencontrer un tel prototype. Elles se sont dit qu'elles régleraient les problèmes «au fil de l'eau». Or, dans des projets de ce type, la modélisation est essentielle. On ne peut pas se contenter de design au rabais. Du coup, à chaque incident on tâtonne, on perd du temps et de l'argent. C'est ce qui s'est passé en Finlande: ce contrat a tué Areva.

Pourtant, à Flamanville, c'est EDF, le maître d'œuvre...

Avec une certaine arrogance, les équipes d'EDF ont commis la même erreur qu'Areva. Ayant installé 58 réacteurs, elles ont estimé qu'elles seraient capables de faire marcher l'EPR. Et EDF n'a pas fait non plus de *design* suffisant... malgré les mille informaticiens du centre de Montrouge. Faute de cette modélisation, de cette numérisation des aléas, EDF et Areva se trouvent confrontées à des problèmes qu'elles ne savent pas résoudre. Comme en témoignent les fissures apparues sur la cuve de Flamanville. Si l'EPR n'apporte pas un saut technologique majeur, en revanche, l'ajout de m³ de béton multiplie les problèmes de façon exponentielle. On n'a pas pu tirer profit des erreurs de l'expérience finlandaise, car tout n'est toujours pas réglé, Areva n'a pas apporté sa courbe d'expérience et son usine du Creusot a perdu en compétence. À l'intérieur même d'EDF, un certain nombre de cadres doutent depuis environ six ans de l'EPR. Du moins dans sa version de 1450 MW.

EDF étant le leader mondial du nucléaire, comment de telles erreurs de gestion ont-elles été rendues possibles?

Les compétences se sont peu à peu étiolées. On a sous-traité de plus en plus.

Ce phénomène n'est pas propre à EDF, on le retrouve dans de grandes entreprises publiques ou parapubliques comme la SNCF. Il y a d'abord, l'ouverture des marchés européens de l'électricité à la concurrence et le démantèlement partiel d'EDF avec la séparation d'ERDF qui ont indiscutablement déstabilisé l'entreprise. D'autant que pour compenser ces concurrences nouvelles, l'entreprise s'est imaginée qu'elle pouvait partir à la conquête des marchés aux quatre coins du monde, - Amérique latine, Etats-Unis... - elle a multiplié les investissements qui se sont pour la plupart révélés des échecs coûteux. Certains de ses financiers se sont également mis à spéculer à Londres sur le trading des matières premières. Coût: 1 milliard d'euros.

Il y a ensuite un problème de renouvellement des générations. Ceux qui ont bâti la filière nucléaire, les «nucléocrates» sont partis peu à peu à la retraite: eux avaient l'expérience. C'est le même phénomène chez Areva. Les compétences se sont peu à peu étiolées. On a sous-traité de plus en plus. Et les entreprises du secteur nucléaire ont eu de plus en plus de difficultés à recruter des ingénieurs, ces filières étant délaissées par les jeunes générations au profit notamment de la finance. Enfin, il faut souligner le changement de processus de désignation des dirigeants d'EDF, avec le choix de profils plus politiques, dès le milieu des années 1990. Certains furent plus mauvais que d'autres mais, jusqu'à ces dernières années, la machine EDF continuait de tourner. Mais avec l'absence de leadership au sommet, la constitution de chapelles, un pouvoir syndical hyperpuissant et un État actionnaire évanescent, comme dans le cas d'Areva, l'entreprise EDF s'est peu à peu étiolée, comme un grand corps malade.

En quoi la signature du contrat mettrait-elle en danger EDF sur le plan financier?

Ce contrat avec les Britanniques est une fuite en avant. Henri Proglia et le directeur financier de l'époque, Thomas Piquemal, avaient mis des garde-fous. EDF n'avait que 45 % du contrat, Areva 10 % et les chinois le reste. Mais la banque d'Angleterre donnait sa garantie. Or, ce contrat a été revu et Jean-Bernard Lévy, comme Emmanuel Macron, ont accepté qu'EDF reprenne la part d'Areva et monte même à 66 %. Et la garantie de la banque d'Angleterre a disparu. En outre, les Britanniques se sont prémunis contre les risques d'échec. Certaines clauses du contrat lient le sort d'Hinkley Point à celui de Flamanville. Si cette dernière ne fonctionne pas, EDF devra verser des indemnités considérables aux Britanniques. Et avec une participation de 66 %, EDF consolide intégralement dans ses comptes le risque de Hinkley Point, soit 25 milliards d'euros: ce risque mettrait EDF en faillite.

La facture du carénage va s'élever entre 50 et 100 milliards d'euros, et c'est cela, la priorité.

Voilà pourquoi il ne faut pas signer ce contrat tant que Flamanville ne fonctionne pas, tant que l'Autorité de sûreté nucléaire française n'a pas donné son aval à la mise en service de cette centrale. Sinon EDF et la France prennent un risque majeur, car EDF a d'autres investissements qui sont prioritaires pour notre pays: celui d'assurer le grand carénage, la prolongation de la durée de vie des centrales actuelles et leur mise aux normes de

sécurité nouvelles, édictées après Fukushima. La facture du carénage va s'élever entre 50 et 100 milliards d'euros, et c'est cela, la priorité.

On ne peut pas prendre le risque d'aller verser quelques dizaines de milliards outre-Manche, car on ne pourra pas garantir la mise en service des EPR.

Pourquoi Thomas Piquemal, le directeur financier d'EDF, a-t-il démissionné?

En son âme et conscience, il a considéré qu'il ne pouvait pas avaliser les dispositions du contrat, car elles faisaient peser à la fois un risque majeur sur EDF, l'État, et le contribuable français. À présent, il faut tout mettre sur la table, et reprendre le dossier, ce que ne font ni la direction générale d'EDF, ni le gouvernement.

Pourquoi le gouvernement, et en particulier le ministre de l'Économie Emmanuel Macron, poussent-ils à la signature de cet accord?

Pour des raisons d'affichage diplomatique - comme cela a été le cas pour les paquebots STX à Saint-Nazaire. Dans la perspective de la campagne présidentielle, la signature de contrats industriels fait toujours bonne figure. L'État a failli dans la gestion d'Areva, comme dans celle du cas Alstom, et risque de faillir dans celle d'EDF. La haute fonction publique, le gouvernement et Emmanuel Macron n'ont pas su imaginer en temps voulu de solution alternative pour la branche énergie d'Alstom, ils n'ont pas anticipé la déconfiture d'Areva, il n'osent pas prendre la décision raisonnable pour sauver EDF.

Dès lors, que faire?

Il faudrait reprendre le processus à zéro et refaire le design complet de l'EPR. Cela peut aller vite, dès lors qu'on utilise toutes les compétences à l'intérieur mais aussi à l'extérieur d'EDF et que l'on agit avec la plus grande transparence. Il faut se donner deux à trois ans et si l'on s'aperçoit que l'EPR est décidément trop complexe, il vaut mieux se rabattre sur des solutions plus fiables et moins coûteuses. C'est ce qu'ont fait Rosatom [*L'Agence fédérale russe de l'énergie atomique*], les Sud-Coréens, voire les Chinois: des centrales moins puissantes, moins complexes, mais qui répondent aux nouvelles normes de sécurité et qui assureront la transition vers des centrales d'un autre type qui offriront, elles, un véritable saut technologique à horizon trente-quarante ans. Il y a beaucoup à faire en matière de recherche fondamentale.

Il serait nécessaire de recenser toutes les compétences qui existent, et qui sont disséminées en France - chez Areva, EDF, mais aussi Dassault systèmes, pour le numérique, ou dans les départements des réacteurs des sous-marins nucléaires - pour les mobiliser sur l'EPR.

Avec le nucléaire, le zéro défaut est une obligation absolue. On ne peut pas se permettre le moindre risque. La mission d'EDF, c'est d'assurer la production d'électricité pour les utilisateurs français - ménages et industriels - aux meilleures conditions de sécurité et aux meilleurs coûts.

Le pire serait de bricoler des montages financiers, une usine à gaz, pour faire croire qu'EDF a les moyens financiers de faire face à un échec à Flamanville et Hinkley Point. L'heure n'est plus à de tels bricolages mais à une mobilisation d'ensemble pour sauver ce qui existe, mener à bien le grand carénage des centrales et relancer la filière nucléaire sur de nouvelles bases.

144,137

April 24, 2016 5:32 pm

Far-right Freedom party wins first round of Austria's presidential poll

Ralph Atkins in Vienna



FPÖ candidate Norbert Hofer

Austria's far-right Freedom party won an unexpectedly powerful victory in the first round of the country's presidential election, highlighting the potential for [Europe's refugee crisis](#) to send shockwaves across the continent.

FPÖ candidate Norbert Hofer won more than 35 per cent of the vote in Sunday's poll — far more than any other candidate — with most of the vote counted. He had campaigned on a nationalistic platform of strict limits on immigration, tough rules for asylum seekers and the break-up of the [two-party system](#) that has dominated Austrian politics since the second world war.

The result demonstrated the surging support for anti-immigrant parties in Europe. Although the Austrian president has largely a ceremonial role, it was the strongest national performance ever by the FPÖ, one of Europe's best established far-right parties.

The result sent a signal to other European countries that the refugee crisis mattered hugely, said Franz Schellhorn, director of Agenda Austria, a think-tank. "You can't just say we're going to manage it, it is not a problem. This is the lesson from Austria."

Since 1945, the occupants of Vienna's Hofburg palace have been backed by either the centre-left Social Democratic party (SPÖ) or the centre-right People's party (ÖVP), which currently form a coalition government. But in a historic upset, the two main parties' presidential candidates each polled only around 11 per cent.

The election of a Freedom party candidate in the final election round on May 22 could trigger a political crisis in Vienna, especially if Mr Hofer tried to obstruct or even dismiss the government, led by social democratic chancellor Werner Faymann.

More broadly, Sunday's results are likely to increase nervousness in capitals across Europe about the surge in populist, fringe and extremist political parties.

In next year's French presidential elections, National Front leader [Marine Le Pen](#) is expected to push socialist incumbent François Hollande out of the race. In Germany, Chancellor Angela Merkel's centre-right bloc has lost support to the rightwing [Alternative for Germany](#) (AfD).

Following Sunday's poll, opponents of the FPÖ are likely to coalesce around his opponent in the May 22 poll. That will be the Greens' Alexander Van der Bellen, who won 21 per cent of the vote. Irmgard Griss, an Austrian judge who ran as an independent, was third with 19 per cent.

But the surprisingly strong FPÖ vote — much higher than predicted by opinion polls — suggested attempts to prevent the far-right party taking the presidency on May 22 would “be a real uphill struggle”, said Thomas Hofer, a political analyst in Vienna.

The poll had exposed the deep unpopularity of Austria’s political establishment, he said. “The system as we know it has come to an end. There is a huge frustration and you can see that in these results.”

When thousands of refugees fleeing wars in countries such as Syria reached Europe, Mr Faymann initially backed Germany’s stance. But with support for his policies falling and the country’s institutions straining to cope with hundreds of thousands of arrivals in Austria, his government reversed its position. Measures to halt immigration inflows along the [so-called “Balkan route”](#) have strained relations between Vienna and Berlin.

Speaking at his final campaign rally in Vienna on Friday, the FPÖ’s Mr Hofer stressed Austria’s limited capacity to absorb newcomers, saying “we are not the world’s social department”.

He sharply criticised, too, concessions [Ms Merkel had made to Turkey](#) in an attempt to resolve the crisis and said Islam could not become part of Austrian culture. Mr Hofer also called into question the west’s economic sanctions against Russia.

144,139

Obama appelle l'Europe à ne pas céder à "l'autosatisfaction" en matière de défense



© Jim Watson, AFP | Les États-Unis se plaignent régulièrement que les Européens de

l'Otan comptent trop sur eux en matière de défense commune.

Texte par [FRANCE 24](#)

Dernière modification : 25/04/2016

Le président américain, Barack Obama, a affirmé, lundi, que le monde avait besoin "d'une Europe forte et unie" en matière de défense alors que le projet européen est fragilisé par la montée des populismes et la menace d'un retrait du Royaume-Uni.

Lors de son déplacement en Allemagne, [Barack Obama](#) a appelé, lundi 25 avril, les pays européens à faire davantage en matière de dépenses militaires. "L'Europe a été parfois dans l'autosatisfaction concernant sa propre défense", a critiqué le président américain dans un discours à Hanovre ajoutant que tous les pays membres de l'Otan devaient "assumer leurs responsabilités".

"Les États-Unis et le monde entier ont besoin d'une Europe forte, prospère, démocratique et unie", a-t-il poursuivi avant de marteler : "Une Europe unie demeure une nécessité pour nous tous".

"Peut-être avez-vous besoin que quelqu'un de l'extérieur comme moi vous rappelle les progrès que vous avez accomplis", a-t-il lancé, avant une rencontre dans l'après-midi avec [la chancelière allemande, Angela Merkel](#), le président français, François Hollande, et les Premiers ministres britannique et italien, David Cameron et Matteo Renzi.

Barack Obama a poursuivi son discours devant notamment des étudiants en insistant sur le fait que "ce qui se passe sur ce continent a des conséquences sur le monde entier". "Si une Europe unie, pacifique, démocratique et orientée vers [l'économie de marché](#) commence à douter d'elle-même, à remettre en question les progrès réalisés ces dernières décennies, alors (...) cela renforcera ceux qui disent 'cela ne peut pas marcher' et soutiendra le communautarisme", a insisté le président américain.

(...)

144,140

- [OPINION](#)
- [REVIEW & OUTLOOK](#)

Austria's Refugee Warning

The migrant crisis revives the far-right Freedom Party.



ENLARGE

Austrian far right Freedom Party presidential candidate Norbert Hofer (L) and party leader Heinz-Christian Strache in Vienna, Austria on April 22. PHOTO: REUTERS

April 25, 2016 6:56 p.m. ET

The political costs of Europe's refugee failures are growing, with Austrians delivering the latest shock on Sunday. Norbert Hofer of the Freedom Party, or FPÖ, took 36% of the vote in the first-round election for the largely ceremonial presidency and will now face the candidate of the second-place Greens, who won 20%.

The result is a rebuke to the ruling center-left Social Democratic Party and the center-right Austrian People's Party, whose candidates each won about 11%. The mainstream parties have seemed impotent as Austria has become an overwhelmed transit point along the so-called Balkan migrant corridor from Turkey to Germany. Vienna initially opened its borders at the height of the crisis last year, only to close them as public opinion shifted, revealing haphazard policy that unsettled voters.

Mr. Hofer and the FPÖ used the crisis to revive their nativist themes, espousing a commitment to “a Europe of peoples and autochthonous groups of people.” That view isn't shared by most Austrians, but when voters fear disorder or economic dislocation they will sometimes gravitate to parties offering simple answers.

Under Jörg Haider, the FPÖ in 1999 won around 27% of the vote, enough to propel it into a coalition government with the People's Party. Voters quickly soured on both the FPÖ and its leader, who praised Nazi SS veterans and slurred Austrian Jewish leaders. Haider died in 2008, having broken from the FPÖ in his later years, but his old party retains much of its charm.

FPÖ shares Putinist sympathies with other far-right parties in Europe such as France's National Front. Party leader Heinz-Christian Strache in 2012 posted a cartoon on his [Facebook](#) page depicting a hook-nosed banker with Star of David cufflinks stealing food from “the people.” Mr. Strache denied the cartoon was anti-Semitic.

Austria's presidency may be ceremonial, but the warning is clear. Mainstream politicians need to respond to popular anxieties, or more dangerous parties will.

144,141

Défense : l'Europe, combien de divisions ?

LE DÉCRYPTAGE ÉCO par Lise Jolly vendredi 20 novembre 2015

ÉCOUTER L'ÉMISSION disponible jusqu'au 15/08/2018

podcast

le vendredi 20 novembre 2015

"La défense européenne existe, c'est la France", la phrase est de Manuel Valls, c'était en mars dernier devant la commission européenne, bien avant les attentats du vendredi 13 novembre qui reposent pourtant de façon aigüe la question de la Défense européenne. La France serait donc la seule en Europe à supporter cette charge face au danger terroriste.

Il suffit de regarder les budgets que les 28 états membres de l'Union Européenne consacrent à leurs dépenses militaires. Pour la France, plus de 46 milliards d'euros, contre 37 pour le Royaume-Uni, suivi de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne. Ces cinq pays représentent à eux seuls la quasi-totalité des dépenses militaires de l'Union. Au-delà, ça n'est même pas la peine d'en parler. En part de PIB qu'elle consacre au militaire, la France se classe certes derrière les Etats Unis et la Chine, mais devant la Grande Bretagne et la Russie ! Les chiffres parlent donc d'eux-mêmes. Mais crise oblige, les dépenses militaires sont en recul ou stagnent partout, en Europe aussi, à l'exception des pays Baltes que la crise ukrainienne et la proximité de la Russie ont poussé au réarmement.

Quid de la coalition contre Daech ?

18 pays participent à cette coalition, mais la plupart se contentent d'envoyer du matériel. L'Allemagne fournit une quarantaine d'instructeurs ainsi que des fusils, dont on sait qu'ils ne sont pas les meilleurs du monde. La Grande Bretagne, elle, ne peut frapper qu'en Irak, elle n'a pas de mandat de son parlement pour frapper en Syrie où le Danemark envisage désormais d'intervenir aussi. Les Etats unis, le Canada (qui n'est plus très enthousiaste), l'Australie, la petite Jordanie et certains pays du Golfe font aussi partie de ceux qui ont frappé en Syrie. Mais depuis peu, c'est la Russie qui porte les coups les plus efficaces aux côtés des Etats Unis et de la France, notamment en tirant à vue sur la manne de l'EI, c'est-à-dire le pétrole. D'une manière générale, comme l'écrivait récemment le journal *l'Opinion*, l'Europe reste en quelque sorte *"l'arme au pied."*

L'Europe de la défense, une Arlésienne ?

Un embryon d'armée européenne existe, en tout cas dans les textes: une brigade d'intervention de 1 500 militaires qui n'existe que sur le papier. L'Europe parle régulièrement de politique de sécurité et de défense commune, mais sans que rien ne soit suivi d'effet, sans mise en commun des moyens qui permettraient des dépenses plus cohérentes. L'Europe de la Défense, c'est donc bien l'armée française, en pointe du combat contre le terrorisme comme elle l'a déjà montré au Mali. Et c'est son budget, ses contribuables qui supportent seuls l'effort avec les contraintes budgétaires imposées par le traité de Maastricht qui, du coup, est pour Paris une véritable entrave. Un cadre que François Hollande a fait voler en éclats en déclarant que *« le pacte de sécurité l'emportait sur le pacte de stabilité »*. Dans ces circonstances exceptionnelles, la commission a promis l'indulgence pour ce budget français en dérapage depuis 6 ans. On verra le moment venu. La solution radicale serait de sortir ces dépenses militaires du calcul du déficit français. C'est loin d'être gagné. *"Il est urgent que l'Europe se reprenne, s'organise et se défende contre la menace terroriste"* disait Bernard Cazeneuve en parlant du renseignement. La formule est également vraie en matière militaire.

144,142

Trente ans après Tchernobyl, le nucléaire divise toujours le monde

Par [Frédéric De Moncault](#)

Mis à jour le 26/04/2016 à 12:47

○ Publié le 26/04/2016 à 06:00

VIDÉOS - Trente ans, jour pour jour, après l'accident de Tchernobyl, cinq ans après Fukushima, le paysage mondial de l'atome civil a considérablement changé. Certaines capitales ont décidé de tourner le dos à cette technologie, d'autres gardent leur confiance. »

PUBLICITÉ

Alors que le trentième anniversaire de Tchernobyl fait douloureusement ressurgir le spectre des grands accidents nucléaires, un regard sur les forces en présence s'impose. Autrement dit, qui est pour l'atome, et qui est contre. Dans la première catégorie, on distingue un duo constitué par la Chine et la Russie.

Pékin en particulier est très ambitieux: dans le cadre du XIIIe Plan, qui court sur la période 2016-2020, le pays prévoit de doubler sa capacité de production nucléaire. C'est dans ce cadre que doit bientôt entrer en service l'EPR de Taishan 1: signe du volontarisme chinois, ce réacteur de nouvelle génération sera mis en opération avec les EPR européens de Flamanville (Manche) et Olkiluoto 3, en Finlande, dont les chantiers sont respectivement pilotés par EDF et Areva.

Les ambitions russes sont elles aussi affichées. Moscou dispose d'un fleuron, l'industriel Rosatom, une entreprise d'État présente sur toute la chaîne nucléaire et qui a récupéré l'ensemble des centrales de l'ex-Union soviétique. Rosatom revendique aujourd'hui un carnet de commandes supérieur à 100 milliards de dollars, avec le projet de construire une trentaine de réacteurs dans une douzaine de pays.

Un autre géant fait part également de ses ambitions dans l'atome, guidée par une politique énergétique radicale: à l'horizon de 2030, l'Inde entend produire 40% d'électricité décarbonée. «Cet objectif implique nécessairement de s'appuyer sur le nucléaire», souligne l'expert Lionel Taccoen. Enfin, parmi les pays partisans de l'atome, il faut citer la Grande-Bretagne, dans l'attente d'une décision finale d'investissement sur la construction de deux centrales EPR à Hinkley Point, dans le sud-ouest du pays.

450 réacteurs tournent aujourd'hui dans le monde

Au rang des pays opposés au nucléaire, l'Allemagne a ancré sa position avec force. Après Fukushima, la chancelière Angela Merkel a décidé d'une sortie progressive et définitive de l'atome. Le modèle économique des deux énergéticiens E.ON et RWE a été secoué par cette décision: les deux industriels réclament d'être indemnisés. D'ici 2050, l'Allemagne veut produire 80% de son électricité grâce aux renouvelables.

Et puis il y a tous les pays sceptiques, à l'instar des États-Unis et de l'Espagne, qui songent à se développer dans l'atome tout en reconnaissant plus ou moins explicitement qu'il ne s'agit pas d'une priorité. À la Société française d'énergie (Sfen), Isabelle Jouette rappelle que pas moins d'une quarantaine de pays réfléchissent aujourd'hui à des projets nucléaires.

Ceci atteste donc de la vitalité de la filière, même si les procédures sont longues. En effet, les «primo-accédants» doivent consentir un travail considérable en amont, qui commence par le fait de se doter d'une autorité de sûreté. À titre indicatif, près de 450 réacteurs tournent aujourd'hui dans le monde, dont 129 en Europe. Sur le Vieux Continent, le nucléaire emploie près de 900.000 personnes, ce qui en fait une industrie de référence.

‘Conned’: a German view of Ireland

Last week, the German newspaper ‘Süddeutsche Zeitung’ published an article about the ‘conning’ of Ireland – over several decades – by its political masters. We talk to the writer, reprint the article and add some footnotes of our own

Sat, Jul 6, 2013, 01:00

Christian Zschke



Christian Zschke’s article in Süddeutsche Zeitung last week, which claimed that Ireland’s political elite had failed its people, not least over oil rights,

Original introduction: Chancellor Merkel has “contempt” for Ireland’s bankers. But they are just one part of an elite that exploits the island shamelessly.

Anyone who wants to understand why Ireland could be so rich yet will probably remain poor should learn about [Ray Burke](#). In Ireland, Ray Burke is almost as well known as James Joyce, Samuel Beckett or the U2 singer Bono who, in his sunglasses, always looks like a pudgy fly. People in Ireland don’t have positive thoughts about Ray Burke. After all, he sold their future.

Ireland has been trapped in a never-ending crisis since its gigantic property bubble burst. The banks, above all [Anglo Irish Bank](#), worked ceaselessly to pump fresh money into the already overheated property market – which finally collapsed with the outbreak of the financial crisis of 2008.

The ruined Anglo Irish Bank has just made headlines posthumously after the *Irish Independent* published transcripts of telephone calls from September 2008. On the tapes you can hear how high-ranking bankers make fun of the crisis. The €7 billion emergency assistance that they demanded from the government would be paid back when they have the money, the bankers agree jokingly – “in other words: never”. That money won’t be enough anyway, says one department head, as he pulled the €7 billion figure “out of my arse”.

The journalist and author Fintan O’Toole says: “The reaction here in Dublin is very interesting. Hearing directly [the bankers’]boundless contempt is shocking. And everyone knows: we are paying for what they left behind.”

In a now legendary all-night sitting on September 29th, 2008 the Irish government agreed to guarantee all bank debts. O’Toole calls this the “most disastrous decision that was ever made by an Irish government”. At least two generations of taxpayers will pay off these debts. O’Toole makes an excellent job of charting the Irish path to disaster in his book *Ship of Fools*, in which he calls the accounts of Anglo Irish Bank the “most inventive work of Irish fiction since *Ulysses*”.

The oil off the Irish coast could be the way out of this misery. The oil could be the hope. If the former energy minister Ray Burke hadn’t rewritten the relevant laws as though the oil industry itself held the pen. And if [Bertie Ahern](#) hadn’t made an already bad deal for the Irish people even worse.

Burke was energy minister in 1987, when it was decided to change the provisions for oil and gas drilling licence allocation. Until then the state owned 50 per cent of all oil and gas found in Irish waters. In addition, companies had to pay royalties of between 8 and 16 per cent as well as 50 per cent tax. (1, see notes below)

The new rule gave companies 100 per cent of their find and abolished licence fees. In 1992 Bertie Ahern, then finance minister and later prime minister from 1998 to 2008, cut the tax for oil companies to 25 per cent – a provision that remains to this day. (2)

Increasing numbers of Irish people no longer accept this. For instance, the fisherman Joey Murtagh. Standing on the edge of Dublin Bay, with a glorious view over the Irish Sea, he asks: “You know what Ray Burke did?”

Or the psychologist Aisling Murphy. She sits in Dalkey in a pub called The Queen’s, where chicken and tacos are today’s special. Murphy asks: “You know what Ray Burke brought on us?”

The financial adviser [Eddie Hobbs](#) has arranged to meet at the motorway restaurant Brown’s Barn, 15km south of Dublin. He asks: “You’re aware of Ray Burke?”

Burke was always surrounded by corruption allegations and went to prison in 2005 because of tax fraud.

The reason this political inheritance is causing such animated discussion now is because of huge oil and gas reserves believed to surround the island.

The company [Providence](#) estimates the volume of oil it discovered in the Barryroe field, south of Cork, at over 1.7 billion barrels, of which at least 270 million can be pumped. Further test drillings in Irish waters have been similarly promising.

At the moment a barrel of oil costs, depending on grade, between \$90 and \$100, meaning there could be oil worth many billions of euro in the Irish sea bed. (3) Even the oil companies concede that Ireland is surrounded by massive riches. But the Irish will probably gain none of this thanks to men like Ray Burke and Bertie Ahern.

Screwed over again

Murtagh says: “We are being screwed over again with every trick in the book.” Murphy: “We are a land that lies still while we are bled dry.” Hobbs: “The oil companies won’t succeed on this front. Not this time.” O’Toole: “Under the current conditions, it would be better if the resources stayed in the ground.”

But they aren’t staying there.

In April the American oil giant ExxonMobil began test drillings in the Dunquin Field southwest of Ireland. Off the west coast, [Shell](#) is extracting gas from the Corrib field, a source of often violent confrontations with residents for many years.

Two weeks ago the current energy minister [Pat Rabbitte](#) urged representatives of 70 companies to invest in gas and oil extraction in Ireland. He said: “It is a priority of the Government to encourage investment in oil and gas extraction off the Irish coast and to optimise the value of the discoveries for Ireland.”

Only the Government isn’t making much progress with the optimisation. In May 2012 an Oireachtas committee appointed by Minister Rabbitte presented a report. After examining the rules introduced by Burke and Ahern, they came to the conclusion that it would be better to leave everything as it is.

Oil companies could scarcely find better terms than in Ireland. In most oil- and gas-producing countries in the world the state taps on average 70 per cent of the profits. In Ireland there is just the 25 per cent tax, though this can rise to 40 per cent on particularly rich fields. But Irish rules allow companies to write off all costs for test drillings over 25 years, regardless of where they were carried out, meaning the Irish State ends up with considerably less than 25 per cent.

Opposition is building through Hobbs’s “Own Our Oil” campaign. It is preparing a report looking into how Ireland could profit from its resources, prepared by experts from Ireland and other oil-producing countries.

He points to Norway, where most of the profits from oil production go to the company [Statoil](#) – the majority of which is owned by the state. In this way Norway has become one of the richest countries on Earth. The study is to be presented at a major conference and then handed over to government.

“We’re making good headway,” says Hobbs, “and may be finished this year.”

Hobbs is well-known in Ireland thanks to his 2005 television programme *Rip-Off Republic*. He is viewed as a consumer champion and is known for his populist, biting attacks on the establishment. He became an enemy of the oil industry after the company Providence made a tactical error.

Last September Providence managed to acquire a licence for test drillings in Dublin Bay. How this was possible is puzzling as the bay is a natural conservation area. The platform was to have stood 10km from the coast and would have been visible from land. The residents of Dalkey were the first to mobilise against the plans. Dalkey is a well-heeled suburb of Dublin in which many celebrities and intellectuals live, resulting in the protest being mocked in many newspapers as a revolt of the rich.

But the well-organised protesters also got a hearing and Hobbs took note. He says: "These people were the first to open my eyes to what happens to the oil." Murphy and Murtagh are some of these people.

Murtagh says: "We became engaged because this was to take place before our eyes. But then it became bigger." Murtagh has gone to sea since 1972 and has first-hand experience of how Ireland sold its other big resource: fish. Irish fishing waters are regarded as the best in Europe.

On EU entry in 1973 the Irish negotiated a deal that appeared good, but only at first glance: allowing other EU states into their waters to fish in exchange for money for Irish farmers. Murtagh says: "14.2 per cent of European seas are Irish. But we are allowed have only 2.6 per cent of the fish."

Murtagh's thesis: Ireland has paid back twice in fish every euro of EU aid received. The Dutch, Spanish, French come with industrial ships and empty Irish waters while EU fisheries policy keeps him ashore. As he talks Murtagh, 57, has tears in his eyes. (4)

Murphy says that the protest in Dublin Bay has triggered something among her friends.

"You have to know that we Irish have no experience in confrontation. Here it's usual not to make a fuss. On top of that is something that, in psychological terms, you call 'acquired helplessness'. You find this, for example, among abused women. Ireland doesn't defend itself. Ireland quietly puts up with it."

But a new fighting spirit is palpable since the group in Dalkey formed, Murphy says.

"This is completely new, even for me," she says. "I was raised that institutions are always right and that you don't raise any objection."

Great diplomats, terrible politicians

Hobbs says the Irish always tried to find a third way. "You never have good and evil here, right or wrong. What you always have is people who are somewhat good or a little bit right. Above all, we are good at compromise out of fear of insulting the other. That's why we have produced great diplomats and terrible politicians."

It's the same in the oil affair: "The position is, don't start a row with the oil industry. They should find something and then we'll find a solution. But there are Irish people who know that now is the time to do something. The only question is: will it be done the easy way or the hard way?"

The fighting spirit of the group from Dalkey was given a lift when their protest had an effect. Last February Providence handed back the licence to drill in Dublin Bay. The official reason was that, though they met all environmental requirements, the Government made a mistake in implementing an EU directive on environmental protection. The unofficial speculation in Dalkey is that the firm was weary of the negative publicity.

After the oil finds off Cork in 2012, Providence, in particular its boss Tony O'Reilly jr, was more than happy to be in the public eye. He promised that all of Ireland would profit. But with growing numbers of Irish people asking why the country profits so little from the resources, it has become increasingly difficult to contact Providence.

Emails from the *Süddeutsche Zeitung* from last November were answered with a question. Who else apart from Providence was the newspaper talking to, a spokeswoman asked, while keeping alive the hope of a meeting. Then no emails were answered for some time after they apparently landed in the spam folder. In February, a request for a meeting was declined as all managers were on the road, but the company would send materials. That never happened. A series of questions posed this week went unanswered.

That may have something to do with the fact that Providence boss O'Reilly jr is not used to critical questions. His father Tony O'Reilly is one of Ireland's richest men and his company, Independent News & Media, owns more than 130 radio stations, 100 commercial websites and more than 200 newspapers worldwide – including more than 20 in Ireland. (5)

O'Reilly jr prefers to speak in safe surroundings. A week ago he told the oil industry website *Rigzone* that Ireland's tax regulations were "appropriate for the current state of the industry". Ireland doesn't have enough money to search for oil itself and thus, O'Reilly said, needs investors from abroad – and attracts them with low tax rates.

In fact, Ireland has had good experience with low tax rates: a section of the Irish economy booms because of large international companies like Microsoft and Google, which have settled in Ireland because of the low corporate tax rate of 12.5 per cent. This sector is what the Irish Government points to when it says things are improving.

But since 2008, Ireland's domestic market has been in the cellar, with dramatic consequences. More than 300,000 Irish people have emigrated in the last four years, 40 per cent aged between 18 and 24. That would be the equivalent of 5.4 million people leaving Germany (population 82 million). The State has to make savings, meaning ever less money is available for education, which means there won't be enough trained staff for international companies – the only economic sector that is working.

"In countries like Greece or Spain the youth go on the street and protest," says O'Toole. "In Ireland, they emigrate. Now our young people are also leaving because they don't want to pay back the debts of our bankers."

The publication of the Anglo Irish Bank telephone calls has revived the outrage. In one extract a banker says: "The strategy is to pull [the government] in, so that they write a big cheque. If they realise the scale of this from the start, they might say it is too expensive for the taxpayer." It demonstrated to the Irish public like never before how they were conned ruthlessly by a shameless elite. Even Chancellor Merkel commented on the case. On Thursday evening she said: "I have nothing but contempt for that."

O'Toole says: "The interesting question now is whether the fury will focus. Whether the people perhaps choose the issue of oil to say: that's enough. If even Third World dictators can agree better deals with oil companies, why can't we?" (6)

He answers his own question: "The Government always views itself in a weak position. All important financial decisions are being taken by the troika of the European Central Bank, European Commission and International Monetary Fund. The Government merely implements. That leads to a situation where they are psychologically incapable of acting independently."

The fisherman Joey Murtagh, the psychologist Aisling Murphy, the financial adviser Eddie Hobbs and the author Fintan O'Toole want to make sure that, on this matter, the last word has not been spoken. That the Irish people no longer have to pay for institutional stupidity and greed.

"It is completely un-Irish what we're doing here," said Murphy, "but perhaps we are the start of something new."

She laughs very cautiously when she says: "Seen that way, perhaps we're a kind of avant garde." – (Copyright: *Süddeutsche Zeitung*. This is an edited version translated by Derek Scally)

Irish Times notes

1 These terms were laid down by the then minister, Justin Keating, in 1975, at a time when there was general optimism about the potential for major oil and gas finds in Irish waters. The first change to Keating's tax system was made by Labour Tánaiste and Energy minister Dick Spring in 1985-86, when he reduced State royalties and then abolished State participation in marginal fields.

2 A tax rate of 40 per cent applies to larger finds on licences granted after 2007.

3 The Department of Communications, Energy and Natural Resources has estimated a total potential in the order of 10 billion barrels of oil equivalent beneath the seabed off the west coast of Ireland alone. But it is not clear how much of this can be recovered at an economic cost.

4 The EU Common Fisheries Policy, which permits an estimated 88 per cent of stocks in Irish waters to be caught by other member states, dates from 1983 but the real pressure on Irish stocks came after Spanish accession. The factory ships in these waters tend to be Dutch, but Ireland did produce its own supertrawler for foreign waters, the former Killybegs-owned *Atlantic Dawn*.

5 INM is no longer controlled by the O'Reilly family. Its largest shareholder is now Denis O'Brien.

6 A 2007 report on oil and gas regimes by the US Government Accounting Office found that Ireland had the second lowest rate of government take of all the countries studied. Cameroon had the lowest.

Interview

Christian Zschke

It began as a chance conversation during a visit to Ireland last autumn and ended as a full-page article about Ireland in Germany's best-selling quality newspaper last Saturday. The headline: "Conned".

Journalist Christian Zschke, based in London for the Süddeutsche Zeitung since 2011, is a regular visitor to Ireland. When he heard about Dalkey residents protesting against oil drilling in Dublin Bay he thought it would make a small article for the newspaper, with echoes of the 1983 film “Local Hero”, about a Scottish man who takes on an American oil baron.

“The more I talked to people, though, the more I realised it was part of something far bigger and more fundamental,” he says

His article filled the prestigious page three slot, reserved for the best reportage of the day. Mr Zschke presents his readers with a red thread through modern Irish history, of a political elite taking the country for a ride, and a population lying down and taking it.

The Anglo tapes, and Chancellor Angela Merkel’s “contempt” remark in Brussels, gave it a timely hook.

Mr Zschke says he found the story of Ireland’s oil “deplorable”. If Norway managed to regulate its undersea oil reserves so that the entire land enjoys the profits, he wondered, why not Ireland?

“It made me wonder what the Irish people have to done to deserve this and whether a few people really could screw their people in that way?”

Despite the challenge of explaining the intricacies of Irish life to a distant German audience, their reaction suggests he managed to keep them on board to the end.

“The people who read the article in Germany are mostly outraged. They told me that people in Ireland have to do something,” he says.

What struck a chord with German readers, he said, is that it turned on its head certain stereotypes they may have about the Irish as rebels who challenge authority.

“I realised that the Irish rebel instinct isn’t as pronounced,” he said, “and that it is matched with a kind of lethargy, a certain fatalism as well as melancholy.”

He senses that these attitudes are shifting. “I had the impression from people I talked to that it was important for them that this story is told beyond Ireland,” he said, “perhaps so it might come back in from outside”.

DEREK SCALLY

144,148

Violence

Of men and mayhem

Young, single, idle males are dangerous. Work and wedlock can tame them

Jan 23rd 2016 | [From the print edition](#)



IN AUGUST 2014 Boko Haram fighters surged through Madagali, an area in north-east Nigeria. They butchered, burned and stole. They closed schools, because Western education is sinful, and carried off young girls, because holy warriors need wives.

Taru Daniel escaped with his father and ten siblings. His sister was not so lucky: the jihadis kidnapped her and took her to their forest hideout. “Maybe they forced her to marry,” Mr Daniel speculates. Or maybe they killed her; he does not know.

He is 23 and wears a roughed-up white T-shirt and woollen hat, despite the blistering heat in Yola, the town to which he fled. He has struggled to find a job, a big handicap in a culture where a man is not considered an adult unless he can support a family. “If you don’t have money you cannot marry,” he explains. Asked why other young men join Boko Haram, he says: “Food no dey. [There is no food.] Clothes no dey. We have nothing. That is why they join. For some small, small money. For a wife.”

Some terrorists are born rich. Some have good jobs. Most are probably sincere in their desire to build a caliphate or a socialist paradise. But material factors clearly play a role in fostering violence. North-east Nigeria, where Boko Haram operates, is largely Islamic, but it is also poor, despite Nigeria’s oil wealth, and corruptly governed. It has lots of young men, many of them living hand to mouth. It is also polygamous: 40% of married women share a husband. Rich old men have multiple spouses; poor young men are left single, sex-starved and without a stable family life. Small wonder some are tempted to join Boko Haram.

Beware the youth bulge

Globally, the people who fight in wars or commit violent crimes are nearly all young men. Henrik Urdal of the Harvard Kennedy School looked at civil wars and insurgencies around the world between 1950 and 2000, controlling for such things as how rich, democratic or recently violent countries were, and found that a “youth bulge” made them more strife-prone. When 15-24-year-olds made up more than 35% of the adult population—as is common in developing countries—the risk of conflict was 150% higher than with a rich-country age profile.

If young men are jobless or broke, they make cheap recruits for rebel armies. And if their rulers are crooked or cruel, they will have cause to rebel. Youth unemployment in Arab states is twice the global norm. The autocrats who were toppled in the Arab Spring were all well past pension age, had been in charge for decades and presided over kleptocracies.

Christopher Cramer of the School of Oriental and African Studies in London cautions that there is no straightforward causal link between unemployment and violence. It is not simply a lack of money that spurs young men to rebel, he explains; it is more that having a job is a source of status and identity.

Throughout history, men have killed men roughly 97 times more often than women have killed women. The reasons are biological. In all cultures, the appetite for mayhem peaks in the late teens or early 20s, “just when males are competing more fiercely for mating opportunities, as in other mammals”, notes Matt Ridley in “The Evolution of Everything”. In “Homicide”, Martin Daly and Margo Wilson put it like this: “Any creature that is recognisably on track towards complete reproductive failure must somehow expend effort, often at risk of death, to try to improve its present life trajectory.” Wars, alas, give young men a chance to kill potential rivals (ie, other men) and seize or rape women. From Islamic State to the Lord’s Resistance Army in Uganda, rebel forces often let their troops treat females as spoils.

In some parts of India and China, where girl babies are routinely aborted, millions of young men are doomed to eternal bachelorhood. Mr Urdal found that Indian states with surplus males were more likely to suffer armed conflict—and by 2050 India could have 30% more single men hoping to marry than single women. In China, too, areas with extra men tend to have higher rates of rape and forced prostitution.

The polygamy powder keg

Any system that produces a surplus of single men is likely to be unstable. Polygamous societies suffer “higher rates of murder, theft, rape, social disruption, kidnapping (especially of females), sexual slavery and prostitution,” note Joseph Henrich, Robert Boyd and Peter Richerson in “The Puzzle of Monogamy”. The Mormon church banned polygamy in 1890 but some breakaway enclaves still practise it. They solve the problem of surplus males by expelling teenage boys from their isolated communities for minor infractions. In southern Utah your correspondent met Kevin (he would not give his surname), who was thrown out of such a sect at 17 for playing video games. He said it was odd how the elders almost never expelled girls.

Nigeria’s new president is determined to crush Boko Haram militarily. Meanwhile, other organisations such as the American University of Nigeria are trying to prevent young people from turning to violence. Previously radical imams preach peace; others teach job skills. Will this work?

A study by Christopher Blattman of Columbia University and Jeannie Annan of the International Rescue Committee offers hope. They looked at more than 1,000 ex-fighters in Liberia, where a civil war had just ended. This was not a promising group. Besides knowing how to kill people, they had few skills. Only 27% of its members were literate, even though they had spent an average of six years at school. All were making a living from crime: mining illegally or stealing rubber from plantations. And war was beckoning them again. A conflict had broken out across the border in Ivory Coast, and both sides were recruiting Liberian veterans with signing bonuses of \$500-\$1,500—a fortune for men who were making an average of \$47 a month.

There was every reason to expect that these men would soon dig up their buried AK-47s. But a non-profit called Action on Armed Violence offered half the men a package of agricultural training, counselling and farming kit (such as seeds, piglets and tools) worth \$125, in two instalments. The results were striking. The ex-fighters who were helped to farm got better at it, so they spent more time farming and less on illicit work. They made \$12 a month more than the control group and showed less interest in going to fight in Ivory Coast. They were 51% less likely to say they would sign up as mercenaries for \$1,000 and 43% less likely to say they had met with recruiters.

As the world ages, it is becoming more peaceful. Since medieval times the murder rate in most Western countries has fallen by a factor of nearly 100, estimates Stephen Pinker in “The Better Angels of Our Nature”. The past decade has seen the fewest war deaths of any in recorded history. Hard though it is to believe in the age of Islamic State, the world is heading for what Mr Urdal calls a “geriatric peace”.

144,150

ANATOLE KALETSKY

Anatole Kaletsky is Chief Economist and Co-Chairman of Gavekal Dragonomics. A former columnist at the *Times of London*, the *International New York Times* and the *Financial Times*, he is the author of *Capitalism 4.0, The Birth of a New Economy*, which anticipated many of the post-crisis transformations o... [READ MORE](#)

APR 26, 2016 ²⁰

Roman Europe?

BERLIN/VENICE – As the European Union begins to disintegrate, who can provide the leadership to save it? German Chancellor Angela Merkel is widely credited with finally answering Henry Kissinger’s famous question about the Western alliance: “What is the phone number for Europe?” But if Europe’s phone number has a German dialing code, it goes through to an automated answer: “Nein zu Allem.”

This phrase – “No to everything” – is how [Mario Draghi](#), the European Central Bank president, [recently described](#) the standard German response to all economic initiatives aimed at strengthening Europe. A classic case was [Merkel’s veto](#) of a proposal by Italian Prime Minister Matteo Renzi to fund refugee programs in Europe, North Africa, and Turkey through an issue of EU bonds, an efficient and low-cost idea also advanced by leading financiers such as [George Soros](#).

Merkel’s high-handed refusal even to consider broader European interests if these threaten her domestic popularity has become a recurring nightmare for other EU leaders. This refusal underpins not only her economic and immigration policies, but also her bullying of Greece, her support for coal subsidies, her [backing of German carmakers over diesel emissions](#), her kowtowing to Turkey on press freedom, and her mismanagement of the Minsk agreement in Ukraine. In short, Merkel has done more to damage the EU than any living politician, while constantly proclaiming her passion for “the European project.”

But where can a Europe disillusioned with German leadership now turn? The obvious candidates will not or cannot take on the role: Britain has excluded itself; France is paralyzed until next year’s presidential election and possibly beyond; and Spain cannot even form a government.

That leaves Italy, a country that, having dominated Europe’s politics and culture for most of its history, is now treated as “peripheral.” But Italy is resuming its historic role as a source of Europe’s best ideas and leadership in politics, and also, most surprisingly, in economics.

Draghi’s transformation of the ECB into the world’s most creative and proactive central bank is the clearest example of this. The enormous program of quantitative easing that Draghi pushed through, against German opposition, has saved the euro by circumventing the Maastricht Treaty’s rules against monetizing or mutualizing government debts.

Last month, Draghi became the first central banker to take seriously the idea of [helicopter money](#) – the direct distribution of newly created money from the central bank to eurozone residents. Germany’s leaders have reacted furiously and are now subjecting Draghi to [nationalistic personal attacks](#).

Less visibly, Italy has also led a quiet rebellion against the pre-Keynesian economics of the German government and the European Commission. In [EU councils](#) and again at this month’s International Monetary Fund meeting in Washington, DC, Pier Carlo Padoan, Italy’s finance minister, presented the case for fiscal stimulus more strongly and coherently than any other EU leader.

More important, Padoan has started to implement fiscal stimulus by cutting taxes and maintaining public spending plans, in defiance of German and EU Commission demands to tighten his budget. As a result, consumer and business confidence in Italy have rebounded to the highest level in 15 years, credit conditions have improved, and Italy is the only G-7 country expected by the IMF to grow faster in 2016 than 2015 (albeit still at an inadequate 1% rate).

Padoan has more recently created an imaginative [public-private partnership](#) to finance a desperately needed recapitalization of Italy’s banks. And he has launched his initiative without waiting for approval from ECB and EU officials, who [blocked an earlier “bad bank” plan](#) under German pressure. Financial markets immediately rewarded Italy for its defiance, with the share price of the country’s biggest bank, Unicredit, jumping by 25% in three days.

Italy’s increasingly assertive resistance to German economic dogmas may not be surprising: The country has suffered from almost continuous recession since joining the euro. Moreover, Padoan, who was formerly the OECD’s chief economist, is the only G-7 finance minister with professional economics training. He understands better than anyone that misguided fiscal and monetary policies have

been the underlying cause of Europe's economic underperformance, and are largely responsible for the political tensions threatening to destroy the EU.

The renaissance of Italian self-confidence and leadership can also be observed in domestic and international politics. Renzi was the only European leader to increase his party's vote share in the 2014 European Parliament election, and his dominance of Italian politics has since grown. While populist politics now threatens Germany, France, Spain, and Britain, Italy has turned its back on Silvio Berlusconi, and Renzi has squeezed support for the Northern League and the Five Star Movement. As a result, Italy has started implementing labor, pension, and administrative reforms that were unthinkable in the past.

In foreign affairs, too, Italy has become more assertive. The Italian foreign minister, Paolo Gentiloni, is collaborating with his predecessor, Federica Mogherini, now the EU's High Representative for foreign affairs, to create more pragmatic and effective European policies on Libya and the refugee crisis. Most significantly, Italy is leading an effort to repair relations with Russia after the Ukraine confrontation and to strengthen cooperation over Syria. This campaign appears to be bearing fruit with a gradual lifting of EU sanctions against Russia, starting this summer.

Given the failures of German leadership in Europe and the political vacuum elsewhere in the EU, Italy's decision to raise its profile is surely right. As Renzi put it in a [recent interview](#), "After two years listening, now I speak."

It remains to be seen whether Italy can assemble a coalition of economically progressive and politically pragmatic countries to overcome German conservatism and dogmatism. But one way or another, Europe's political economy will have to adapt to the [new type of global capitalism](#) evolving out of the 2008 crisis. With luck, a new breed of wily and agile Italian leaders will out-manuever the blundering German dinosaurs, whose outdated rules and doctrines are leading the EU toward extinction.

144,152

DOMINIQUE MOISI

Dominique Moisi, a professor at L'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), is Senior Adviser at the French Institute for International Affairs (IFRI) and a visiting professor at King's College London. He is the author of [La Géopolitique des Séries ou le triomphe de la peur](#).

APR 26, 2016 ³

France's Next President

PARIS – In a little more than a year, the French will vote to elect their new president. It is, of course, far too early to make any predictions. If “one week is a long time in politics,” as former British Prime Minister Harold Wilson is reported to have said, then a year is an eternity. And yet, given the high stakes of the outcome for France and Europe, a first assessment should be attempted.

If opinion polls are to be believed, France's next president will not be François Hollande or Nicolas Sarkozy, the two most recent holders of the office. Hollande is the incumbent, but his performance has been disappointing on nearly all fronts, especially when it comes to tackling unemployment. Sarkozy's chances are crippled by his unsavory character.

The French president under the Fifth Republic is, in British terms, both monarch and prime minister. He holds symbolic as well as real powers. Sarkozy failed, above all, to incarnate the Republic with dignity; Hollande has failed in the realms of both incarnation and action. To put it bluntly, a man who was simply “too much” was succeeded by one that was just “not enough.” As a result of this tandem, badly needed structural reforms have been left undone or were implemented only when it was too late.

The impact on Europe has been no less disappointing. Not since the end of François Mitterrand's term in 1995 has there been a French president that is a match for a German chancellor. The resulting disequilibrium – not enough France, and thus too much Germany – has been one of the major political problems facing the European Union.

It is hard not to attribute the divergence in the two countries' fortunes to the leadership they have experienced. In Germany, the reform-minded Gerhard Schröder was succeeded by the courageous Angela Merkel. In France, by contrast, Jacques Chirac's globally passive leadership was followed by Sarkozy's energetic but ultimately disappointing single term in office and Hollande's irresolute, lackluster leadership.

The majority of French voters believe that next year's election will be their last chance to regain control of their country's destiny, rekindle its influence in Europe, and forge a new sense of direction. The disagreement – as in the United States – is over what form the change should take. A dramatic division has emerged between reformists and radicals, between those who want to make deep changes from within the system and those – on both the extreme right and the extreme left – who want to change the system from the outside.

The political atmosphere is dominated by two major developments. On one hand, Hollande's Socialist Party seems on the verge of political annihilation, much like the Republican Party in the US. On the other hand, the far-right National Front and its leader, Marine Le Pen, are enjoying a steady rise; polls give the party one-third popular support, the highest in the country, making it very likely that Le Pen will reach the second round of the presidential election.

Fortunately, there seems to be a limit to the National Front's level of support. Whatever electoral strengths Le Pen in France or Donald Trump in the US may have, they will almost surely [fail in their quests](#) for their countries' highest offices. Populism may be on the rise, and elites may be deeply unpopular. But unless something terrible happens – such as a series of spectacular terrorist attacks – sanity will prevail on both sides of the Atlantic.

So what does sanity look like in today's France? Aside from Le Pen, the two most popular figures on the right and the left are, respectively, the oldest and youngest potential candidates: Alain Juppé, who served as Prime Minister under Chirac, and Emmanuel Macron, Hollande's Minister of Economy, Industry, and Digital Affairs.

Juppé's ratings in opinion polls have been remarkably steady, and Macron's have been surprisingly high. It is easy to conclude that a significant majority of French voters would welcome a ticket with both of them on it – the wise, experienced man with gravitas as President and his much younger colleague as Prime Minister. Indeed, the pair would constitute a formidable cross-generational, cross-party team that might finally be able to implement much-needed reforms.

To be sure, a German-style grand coalition would not be in line with how politics is usually practiced in France, which is accustomed to a rigid left-right divide. Moreover, both men have rejected the idea of joining forces. But in politics, anything is possible.

Macron's youth is a weakness, and he lacks the support of a party machine. Popularity is not the same thing as real political support, especially if your ambition is to rock the boat.

Juppé's liabilities are very different. He is more adept at exercising power than he is at obtaining it. His natural shyness makes him seem distant, not unlike Hillary Clinton in the US. But he also has a unique advantage. Given his age – he will be 72 next year – he intends to run for one mandate only and does not have to think about his reelection. France may have already found its next president.

144,153

Islam und Demokratie

Offen für jedes politische System

In Deutschland stellt die AfD in Frage, ob der Islam mit der parlamentarischen Demokratie und dem Grundgesetz vereinbar ist. Die Antwort ist einfach.

28.04.2016, von RAINER HERMANN



© DPADie meisten Muslime sind so demokratisch wie die Länder, in denen sie wohnen: Muslimische Frauen in Friedenssaal vom Rathaus Osnabrück.

Die Frage, ob **Islam** und Demokratie vereinbar sind, ist einfach zu beantworten: Der dogmatische Islam ist es nicht, der historische Islam aber sehr wohl. Der dogmatische Islam ist ein geschlossenes System von Werten und Normen, das in vormoderner Zeit entstanden ist und sich als politische Ordnung eine Theokratie gegeben hat.



Autor: Rainer Hermann, Redakteur in der Politik.Folgen:

In diesem System verkörpern die Offenbarungen, die von Allah unmittelbar auf die Erde gekommen sein sollen, ewige Wahrheiten; sie bilden den Rahmen für ein „Gottesrecht“, das über dem von Menschen geschaffenen Recht steht.

Der historische Islam hingegen, dessen Entwicklung wenige Jahrzehnte nach dem Tod des Propheten Muhammad eingesetzt hat, sei eine Religion, die sich ständig an neue Bedingungen und historische Umstände angepasst habe, schreibt der säkulare syrische Philosoph Sadiq al Azm, der heute in Berlin lebt. Dieser Islam ist mit Diktaturen ebenso vereinbar wie mit einer modernen Demokratie.

Mit ihrer Religion können die **Muslime** ebenso gut Untertanen sein wie gute Demokraten. Nicht Muslime sind undemokratisch, sondern die Regime, in denen sie leben.

Das Missverständnis, dass der Islam grundsätzlich nicht mit Demokratie vereinbar sei, geht auf die Entstehungsgeschichte des Islams zurück. Muhammad, der von 570 bis 632 lebte, hatte eine neue monotheistische Religion und ein neues politisches Gemeinwesen begründet.

Beide, der Islam und die Urgemeinde von Medina, entstanden gleichzeitig, und die neue Religion manifestierte sich in der neuen politischen Ordnung. Muhammad war Prophet und Führer dieses Gemeinwesens. Er legte die Praxis der Religion fest; in einer weitgehend rechtlosen Zeit mit endlosen Stammesfehden entwickelte er stabile staatsähnliche Strukturen, in denen Recht galt, und er führte Kriege.

Koran kennt keine gottgewollte politische Ordnung

Der Islam und das neue, islamische Gemeinwesen waren eng miteinander verflochten. Das änderte sich nur wenig unter Muhammads ersten Nachfolgern, den „vier rechtgeleiteten Kalifen“, die bis 661 in Mekka herrschten. Danach löste sich die enge Verflechtung von Islam und Staat. Bereits die Omayyaden regierten von 661 bis 750 in Damaskus als weltliche Herrscher. Das war möglich, weil der Koran keine Vorschriften über eine gottgewollte politische Ordnung enthält. Zudem hatte Muhammad keinen Nachfolger benannt, was nach seinem Tod zu blutigen Auseinandersetzungen rivalisierender Gruppen führte.

Der Islam gibt kein eindeutiges politisches Modell vor. Der Slogan, der Islam sei „din wa-daula“, also gleichzeitig „Religion und Staat“, ist die Schöpfung von Islamisten, die im 19. Jahrhundert den Kampf gegen die Kolonialmächte aufgenommen hatten und forderten, an die Frühzeit des Islams anzuknüpfen, also etwa die Trennung von Religion und Staat aufzuheben. So wollten sie dem übermächtigen Westen eine eigene islamische, in sich ruhende Welt entgegenstellen.

Erst Vordenker des politischen Islams - wie Abul Ala Maududi (1903 bis 1979) und Sayyid Qutb (1906 bis 1966) - haben den Anspruch erhoben, dass der Islam alle Aspekte des Lebens regle. Erst Islamisten der Moderne behaupten - wie es auch Islamkritiker tun -, dass der Islam als einzige legitime Form einen Gottesstaat vorsehe und dass es für diesen nur ein einziges islamisches Normensystem geben könne.

Deutliche Trennung zwischen geistlicher und politischer Herrschaft

Der Münsteraner Islamwissenschaftler Thomas Bauer verwirft in seiner Monographie zur „Kultur der Ambiguität“ in der islamischen Welt diese Behauptung als „heute so falsch, wie sie es in der Geschichte war“. Beinahe über die gesamte islamische Geschichte habe eine deutliche Trennung zwischen geistlicher und politischer Herrschaft bestanden, schreibt Bauer.

Er stellt der Annahme, ein islamischer Gottesstaat (civitas Dei) sei die einzige legitime Form von Herrschaftsausübung für die Muslime, die breite Pluralität im Diskurs über politische Herrschaft in der Geschichte des Islams entgegen. An diesem Diskurs haben sich neben den islamischen Theologen vor allem Juristen, Philosophen, Historiker und Literaten beteiligt. Sie alle und nicht nur die Theologen spiegeln das politische Denken ihrer Zeit wider.

Bauer bezeichnet die Dichtung - und dort vor allem die Gattung des Herrscherlobs - als die wichtigste und zuverlässigste Quelle für das Bild, das die Herrscher in der islamischen Geschichte von sich hatten. Religion habe dabei eine nur geringe Rolle gespielt, oft auch keine. Der ideale Herrscher war der, der effizient regierte und entschlossen führte. Diese panegyrische Literatur war aus Bauers Sicht ein völlig säkularisierter Diskurs über Politik.

Für Ibn Nubata (1287 bis 1366), den ägyptischen Verfasser von Herrscherrategebern, waren es die menschlichen Leidenschaften, die die Geschichte vorantrieben.

Zwei Jahrhunderte bevor Niccolò Machiavelli (1469 bis 1527) sein Meisterwerk „Il Principe“ schrieb, nahm Ibn Nubata in der islamischen Welt dessen Staatsphilosophie der Renaissance vorweg. Ein weiteres säkulares Geschichtsbild entwickelte Ibn Khaldun (1332 bis 1406), der als erster soziologischer Historiker nach den Ursachen gesucht hat, die zum Aufstieg und Untergang von Dynastien geführt haben.

Das Verständnis vom „Islamischen“ hat sich weiterentwickelt

Ibn Nubata und Ibn Khaldun haben mit ihren säkularen Konzeptionen von Politik und Herrschaft den politischen Diskurs ihrer Zeit geprägt. Beide behandelten Politik als eigenständige Sphäre und nicht als Teil der Religion. Proteste der islamischen Theologen hat das nicht ausgelöst, auch keine Kontroversen. Allgemeingut war geworden, die Herrschaft als legitim anzuerkennen, die sich in einer Zeit durchgesetzt hat.

Welche Macht auch immer eine Epoche hervorgebracht hat, sie wurde automatisch und selbstverständlich als eine „islamische“ verstanden - auch wenn sie mit der Urgemeinde von Medina nichts mehr zu tun hatte. Denn wenn etwas ist, muss es auch gottgewollt sein. Das Verständnis von dem, was „islamisch“ ist, hat sich mit der Zeit weiterentwickelt.

In der Frühzeit des Islams hatte Religion die Politik geführt, das kehrte sich mit der Zeit aber um. Dann ließen sich autoritäre Herrscher durch den Islam legitimieren. Sie kooptierten die Geistlichkeit und banden - das geschieht noch heute - die Gläubigen so an sich. Die Theologen stellten, zumindest im sunnitischen Islam, keine Ansprüche mehr, sondern stellten sich in den Dienst der Herrscher ihrer Zeit.

Denn immer mehr schälte sich bei der großen Mehrheit der Muslime als Konsens heraus, dass sich der Islam nicht in der Wiederherstellung der Urgemeinde manifestieren müsse, sondern dass jede Ordnung zu akzeptieren sei, die es einem Muslim ermögliche, die „fünf Pfeiler“ des Glaubens zu erfüllen, die den Kern des Islams ausmachen.

Diese Pfeiler bestehen aus dem Aufsagen des Glaubensbekenntnisses, dem täglichen Gebet, der Almosensteuer als soziale Tat, dem Fasten im Ramadan und der Wallfahrt nach Mekka, die einmal im Leben zu unternehmen ist.

Diese Prinzipien sind mit vielen politischen Ordnungen vereinbar. Aus ihnen können jedoch nicht für die Demokratie konstituierende Merkmale wie Volkssouveränität und individuelle Selbstbestimmung abgeleitet werden.

Herrscher machen sich die Scharia zunutze

Häufig wird als Argument, dass Islam und Demokratie nicht vereinbar seien, die **Scharia** angeführt. Auch das ist nur bedingt richtig. Denn die Scharia ist kein festgefügtter Korpus unveränderlicher rechtlicher Bestimmungen, der für alle Muslime gilt. Scharia bedeutet „der Weg zur Wasserquelle“, sie steht für den Weg, etwas „islamisch“ zu tun, also zu unterscheiden, was gut ist und was verwerflich. Die Scharia ist kein kodifiziertes Recht in Form einer Gesetzessammlung. Sie ist vielmehr Ergebnis davon, dass Menschen die Quellen des Islams auslegen. Ihre Bestimmungen können immer wieder neu interpretiert werden, so wie auch „Fatwa“ ja eine „juristische Rechtsmeinung“ bedeutet, also rechtlich nicht verbindlich ist. Andere Gelehrte können in konkurrierenden Fatwas zu gegenteiligen Ergebnissen kommen, was auch geschieht. Herrscher machen sich solche Fatwas zunutze. Von den Religionsgelehrten haben sie sich aber selten hineinreden lassen.

Mit der heutigen Demokratie gerät die Scharia bei Bestimmungen in Konflikt, die nicht flexibel den historischen und zeitlichen Gegebenheiten angepasst werden dürfen, sondern für alle Zeiten „unveränderlich“ zu sein haben. Dies betrifft vor allem die Bereiche Körperstrafen (wie Steinigung und Handamputation), Religionsfreiheit und die Gleichheit der Geschlechter.

Die traditionelle Auslegung der Scharia in diesen drei Bereichen verstößt gegen die Allgemeine Erklärung der Menschenrechte der Vereinten Nationen von 1948. Noch heute werden die Körperstrafen angewandt, wenn auch nur in wenigen Ländern; von Land zu Land verschieden sind auch die Einschränkungen bei der Religionsfreiheit; islamische Theologen haben jedoch Begründungen gefunden, die Ungleichbehandlung von Mann und Frau zumindest abzumildern.

Ein Kennzeichen islamistischer Parteien ist, dass sie die Einführung der Scharia als Zeichen fordern, mit dem sichtbar wird, dass ein Staat „islamisch“ ist. Dabei führen heute die meisten arabischen Staaten in ihren Verfassungen einen Artikel, in dem es heißt, dass die Scharia die oder eine Hauptquelle der Gesetzgebung zu sein habe oder zumindest eine Quelle dafür. Die Verfassungsjuristen dieser Länder legen diese Vorschrift so aus, dass Gesetze nicht im Widerspruch zu den Prinzipien des Islams stehen dürften.

Die meisten islamistischen Parteien sind für eine Demokratie

Die islamistischen Parteien haben sich in den vergangenen Jahrzehnten jedoch von fundamentalistischen Positionen gelöst. Maududi und Qutb hatten noch die Volkssouveränität abgelehnt, da es allein eine „Souveränität Gottes“ gebe; seinen Gesetzen hätten die Menschen zu folgen.

Die ägyptischen Muslimbrüder haben in das Programm ihrer - 2013 verbotenen - Partei den Passus aufgenommen, dass die Scharia der Referenzrahmen sei. Ein frei gewähltes Parlament habe zu entscheiden, was Scharia konkret bedeute. Das Parlament wiederum sei Teil einer „zivilen“ (madani), also nichtreligiösen Regierungsform.

Als Ziele der Politik nennt das Programm, „Recht, Gerechtigkeit und Gemeinwohl“ herzustellen. Mit dem Gemeinwohl begründen auch die ägyptischen Salafisten, dass sie nun bei Wahlen und am politischen Prozess teilnehmen.

Heute sprechen sich die meisten islamistischen Parteien in der arabischen Welt für Demokratie aus. Demokratie ist für sie nicht mehr ein westliches Konstrukt, sondern eine universell gültige Form der Herrschaft.

Auch die Charta der „Organisation für islamische Zusammenarbeit“ (OIC), des politischen Zusammenschlusses aller Staaten der islamischen Welt, enthält seit einigen Jahren einen Aufruf zu Demokratie und guter Regierungsführung. Wenn das in unterschiedlichem Maße - oder gar nicht - verwirklicht werde, liege das an den Rahmenbedingungen, die sich von Land zu Land unterscheiden, sagt Ekmeleddin Ihsanoglu, der frühere Generalsekretär der OIC.

Erleichtert wird den Muslimen das Bekenntnis zur Demokratie, weil islamische Intellektuelle konstituierende Elemente der Demokratie aus der islamischen Geschichte ableiten und somit an die eigene Tradition anknüpfen. Im Vordergrund stehen dabei die Begriffe „baia“ und „shura“.

So hatte die Gemeinde in einer öffentlichen Versammlung durch Akklamation einen neuen Kalifen „gewählt“; diese Huldigung (baia) bildete ein Vertragsverhältnis zwischen dem Regierenden und den Regierten. Das koranische Gebot des Beratens (shura) fordert zudem die Regierenden auf, eine Partizipation der Regierten zuzulassen. Die moderne Demokratie ist aus beiden Prinzipien nicht ableitbar. Sie erleichtern es Muslimen aber, die Demokratie als politische Ordnung zu akzeptieren und zu praktizieren.

Viele Muslime, vor allem jene, die in Demokratien leben, können der theoretischen Diskussion, ob Islam und Demokratie vereinbar seien, nichts mehr abgewinnen. Entscheidend sei doch, zu welchem Grad Demokratie verwirklicht werde, sagen sie. Es gebe nicht nur eine, perfekte Form der Demokratie, sondern viele unvollkommene Demokratien, wie sie auch in der Peripherie der islamischen Welt entstanden sind.

In der arabischen Welt gibt es, von Tunesien und dem Sonderfall des Libanons abgesehen, keine liberale Demokratie. Die Mehrheit der Muslime lebt aber in Demokratien, ob in der Türkei oder Malaysia, in Indien oder Indonesien, in Bosnien-Herzegovina oder Senegal, in Amerika oder Europa. Und die meisten Muslime sind so demokratisch wie die Länder, in denen sie leben.

[Zur Homepage](#)

Quelle: F.A.Z.

Neuer Ifo-Chef hat radikale Idee für Schuldenstaaten

An diesem Donnerstag kamen gleich zwei Ifo-Chefs zur Jahresversammlung des Instituts - der alte und der neue. Und letzterer, Clemens Fuest, trat sein Amt direkt mit einer radikalen Idee an.

28.04.2016



© DPA Der alte und der neue Ifo-Chef: Hans-Werner Sinn (rechts) mit Clemens Fuest (links)

Der neue Ifo-Präsident [Clemens Fuest](#) hat sich direkt zu seinem Amtsbeginn mit einer scharfen Forderung gemeldet. Um die ausufernde Schuldenpolitik im Euro-Raum zu begrenzen, hat er eine eher revolutionär anmutende Idee: nachrangige Staatsanleihen.

Fuests Vorschlag: Schießt die Staatsverschuldung eines Landes so sehr in die Höhe, das sie die EU-Schuldenregeln verletzt, sollte dieses Land nur noch nachrangige Anleihen ausgeben können. Aus der Bankenwelt sind nachrangige Anleihen bereits bekannt. Das Prinzip: Nachrangige Anleihen versprechen eine hohe jährliche Zinszahlung, weil die Anleger im Gegenzug das Risiko tragen, im Fall der Insolvenz des Emittenten erst nach allen anderen Gläubigern bedient zu werden und infolge dessen mit hoher Wahrscheinlichkeit einen Verlust zu erleiden.

Wie ein Strafkredit

Für Staaten sind Nachrangianleihen bislang nicht bekannt. Sie sollen wirken wie ein Strafkredit, da die betroffenen Länder immer höhere Zinsen zahlen müssten, wenn sie sich weiter verschulden. Ab einem gewissen Punkt der Verschuldung dürfte es auch schwer werden, kaufwillige Investoren zu finden.

Fuest stellt sich die Funktionsweise der Anleihen so vor: Ab einer Neuverschuldung von 0,5 Prozent der Jahreswirtschaftsleistung sollten die Staaten nur noch nachrangigen Anleihen ausgeben können, schlägt er vor. Wenn die Staatsschuldenquote 120 Prozent überschreite, fielen die Zinszahlungen aus. Wenn ein Land den ESM-Rettungsschirm beanspruche, fielen die Anleihen ganz aus. Die nachrangigen Staatsanleihen sollten nicht von der Europäischen Zentralbank (EZB) angekauft werden können.

Damit würde es „für die Staaten der Eurozone deutlich schwerer und teuer, Vorgaben zu übertreten oder zu ignorieren“, und statt der Steuerzahler hafteten die Gläubiger. Das sei nötig, denn in Frankreich, Italien, Spanien oder Portugal stiegen die Defizite wieder, führte Fuest aus: „Ich halte diese Entwicklung für eine Gefährdung der Eurozone“, sagte er.

